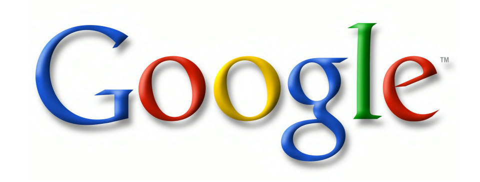
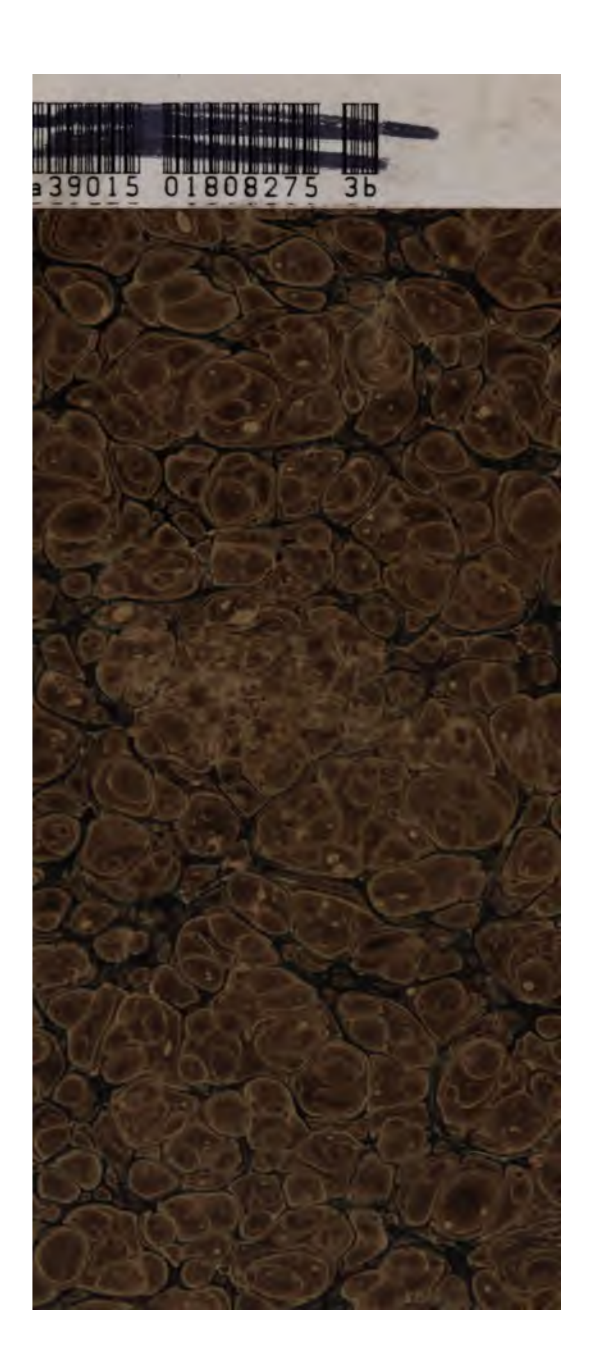
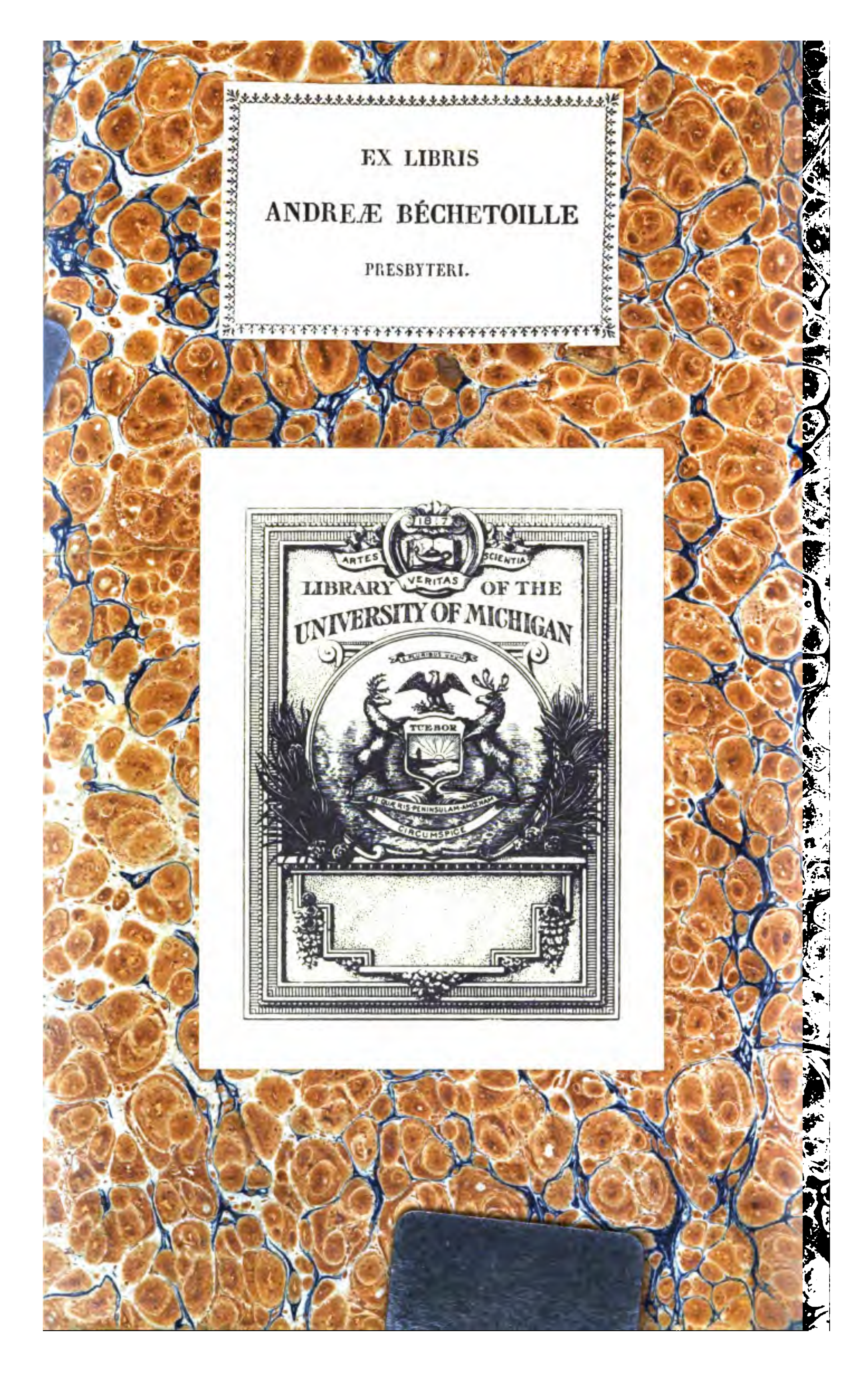
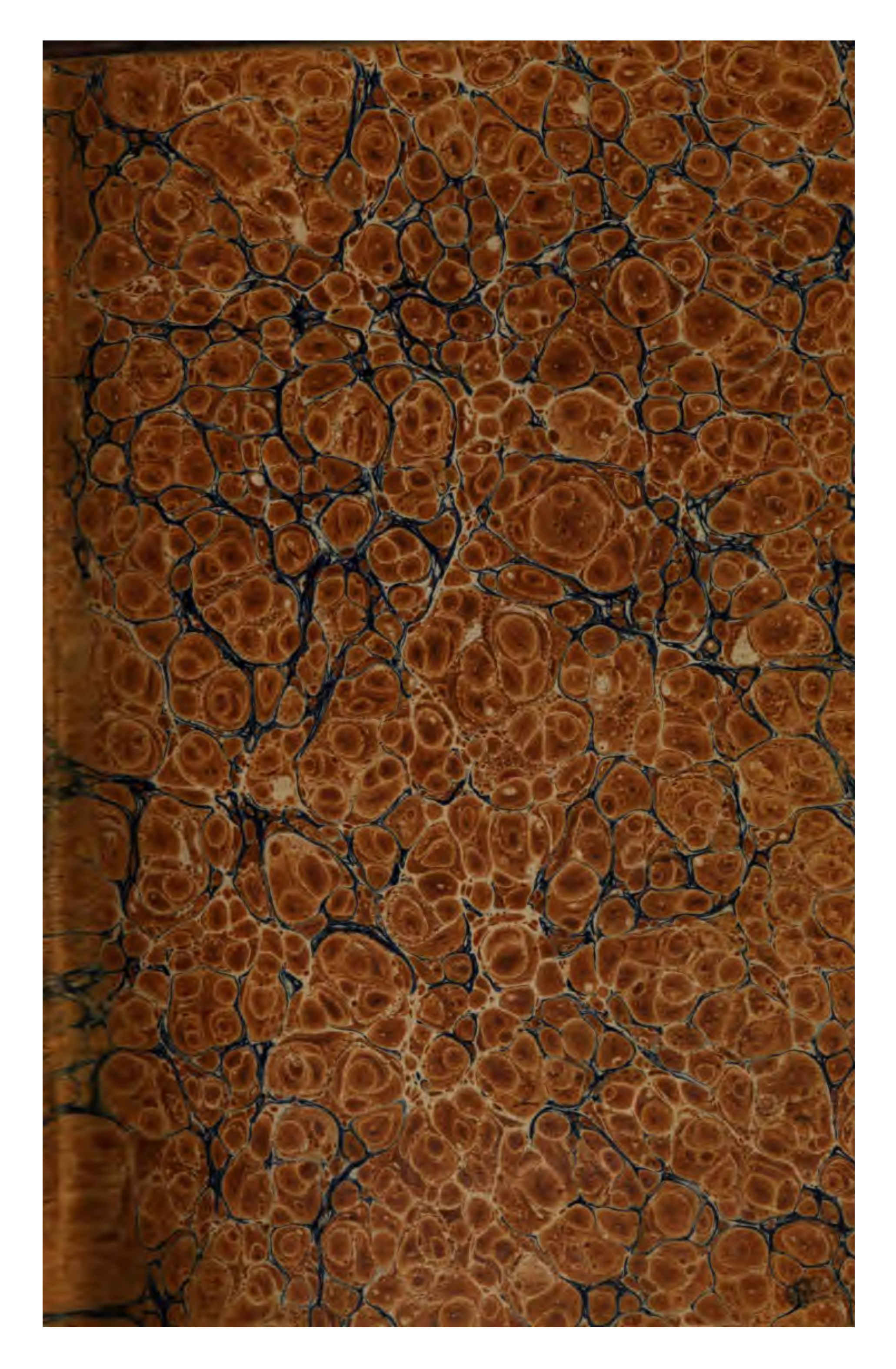



a39015 01808275 3b


EX LIBRIS
ANDREÆ BÉCHETOILLE
PRESBYTERI.
1817
ARTES
SCIENTIA
LIBRARY
VERITAS
OF THE
UNIVERSITY OF MICHIGAN
TUEBOR
CIRCUMSPICE



HISTOIRE

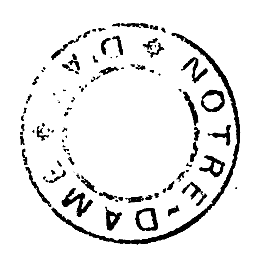
DES

GUERRES DE LA VENDÉE

ET

DES CHOUANS.

II.



HISTOIRE

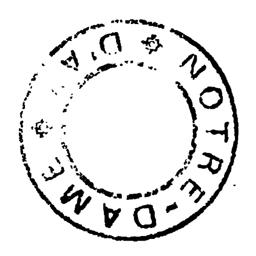
DES

GUERRES DE LA VENDÉE

ET

DES CHOUANS.

II.



DE L'IMPRIMERIE DE FAIN, RUE RACINE, N°. 4.

HISTOIRE

DES

GUERRES DE LA VENDÉE

ET DES CHOUANS.

DEPUIS L'ANNÉE 1792 JUSQU'EN 1815;

PRÉCÉDÉE D'UN ABRÉGÉ DE LA STATISTIQUE DU TERRITOIRE INSURGÉ, ET SUIVIE D'UN RECUEIL D'ANECDOTES VENDÉENNES ET DE PIÈCES JUSTIFICATIVES.

PAR P. V. J. DE BOURNISEAUX (DES DEUX-SÈVRES),
MEMBRE DE PLUSIEURS SOCIÉTÉS LITTÉRAIRES.

AVEC UNE CARTE DU THÉATRE DE CES GUERRES.

TOME SECOND.

A PARIS,

CHEZ BRUNOT-LABBE, LIBRAIRE DE L'UNIVERSITÉ,
QUAI DES AUGUSTINS, N°. 33.

M. DCCC. XIX.

HISTOIRE

DES GUERRES

DE LA VENDÉE.

TROISIÈME PARTIE.

CHAPITRE PREMIER.

M. Cathelineau est élu généralissime de l'armée vendéenne. — Prise d'Angers. — Siége de Nantes.

La prise d'une ville telle que Saumur, défendue par des redoutes, deux rivières et une armée entière, parut incroyable à toute la France. On ne put concevoir comment une troupe de paysans sans expérience et sans discipline avait emporté d'assaut une place devant laquelle eût échoué une armée régulière de cinquante mille hommes. Jusqu'alors on avait répandu le bruit que les Vendéens n'étaient forts que derrière leurs buissons et leurs genêts; mais après un exploit de ce genre, dans un

pays découvert, il fallait nécessairement avouer que la république avait peu de soldats qu'on pût comparer à ces paysans. Aussi la réputation de leur valeur s'accrut-elle dans la proportion de la terreur qui saisit les patriotes; pendant quelque temps aucune armée n'osa s'exposer à lutter corps à-corps contre ces *brigands*, animés du double fanatisme de la gloire de Dieu et de l'amour du roi.

Quatre-vingts pièces de canon, vingt mille fusils, cinquante milliers de poudre, presque autant de salpêtre, une caisse d'assignats, une pharmacie complète, deux mille cinq cents républicains tués ou blessés, onze mille prisonniers, un passage sur la Loire, des munitions de toute espèce, des magasins de vivres : tels furent les fruits de la victoire de Saumur.

Les vainqueurs ne perdirent que soixante-six soldats tués; cinq cents furent blessés; les généraux et les simples officiers se surpassèrent dans cette bataille, dont ils sentaient toute l'importance. On regretta vivement la perte de M. Dommaigné, excellent officier aussi propre pour le conseil que pour le combat.

Dans le conseil que l'on tint le lendemain, il fut décidé que M. de Lescure, blessé sur le

pont Fouchard, se rendrait à la Boulaie, près de Châtillon.

Trois grandes questions occupèrent ensuite le conseil:

1°. Nommera-t-on un généralissime? 2°. Que fera-t-on des prisonniers? 3°. Sur quel point dirigera-t-on l'armée?

On ne fut d'accord que sur la première. En conséquence il fut arrêté que l'on nommerait un général en chef, qui aurait la principale direction des affaires, mais qui ne pourrait prendre aucune décision d'un intérêt majeur, sans l'avis du conseil militaire, où il ne devait avoir qu'une voix prépondérante en cas de partage.

Le choix ne pouvait tomber que sur un officier de l'armée du Bocage, ou de celle d'Anjou. M. de Lescure paraissait réunir tous les suffrages; mais ce guerrier modeste et prudent sentit que sa nomination entraînerait des haines secrètes et des rivalités qui deviendraient funestes à son parti.

Il désigna le premier M. Cathelineau : MM. de Donissant, de Larochejaquelin, tous les officiers du Bocage furent du même avis, qui fut adopté par MM. du Houx, de Boisi, de Fleuriot et par tous les Angevins.

Le seul Cathelineau s'opposa quelque temps

à sa nomination, mais il fut enfin obligé de céder.

Toute l'armée applaudit en apprenant son élévation. Les paysans virent avec plaisir un de leurs camarades commander à tant d'illustres gentilhommes qui l'avaient eux-mêmes choisi pour leur chef. Ce trait de modération, et si l'on veut de politique, fit un honneur infini à la noblesse, et lui attacha pour jamais tous les cœurs.

Du reste, il faut convenir que l'on ne pouvait choisir uu chef d'une bravoure plus brillante, d'un sens plus droit. M. Cathelineau n'était sans doute qu'un homme obscur, mais il n'avait d'un voiturier que l'habit. Il avait commencé la guerre et l'avait soutenue avec autant de courage que de prudence. Devenu l'idole des paysans, il avait tout pouvoir sur leur esprit; tout leur paraissait possible dès que M. Cathelineau marchait à leur tête; les plus affreux dangers ne pouvaient les faire reculer d'un seul pas.

Dans le conseil, il avait plus d'une fois surpris ses collègues par la profondeur de ses vues et la sagesse de ses observations. Dans une bataille il avait le coup d'œil militaire, et découvrait d'abord d'où dépendait le succès. Prompt à prendre un parti, il l'exécutait avec

une audace qui tenait du prodige, et qui jusqu'alors lui avait toujours réussi. On peut dire que, tant qu'il fut à la tête de l'armée catholique, il la maintint toujours à l'apogée de sa grandeur; sa mort fut pour elle une perte vraiment irréparable.

La seconde question occupa long-temps le conseil. Quelques officiers proposèrent des mesures rigoureuses contre les prisonniers, d'autres voulaient qu'on les fît conduire à Châtillon; l'avis de M. de Donissant prévalut. On leur coupa les cheveux, et on les renvoya après leur avoir fait prêter serment qu'ils ne porteraient jamais les armes contre le roi; serment dérisoire, par rapport à des hommes la plupart sans religion, qui fut violé peu de jours après, et sur lequel les officiers vendéens avaient eux-mêmes peu compté.

La troisième question fut la plus débattue.

M. de Larochejaquelin voulait que l'on marchât du moins jusqu'à Tours, pour voir l'attitude que prendraient les départemens du centre; *L'anarchie*, disait-il, *est un monstre qu'on ne peut blesser mortellement qu'en le frappant au cœur*. Cette opinion, soutenue avec chaleur par quelques officiers, est combattue par le prudent Lescure, qui observe que la

république est trop puissante et a trop de ressources pour être abattue par une seule victoire; que les paysans attachés à leur pays ne valent rien pour des conquêtes lointaines; qu'avant de se lancer au-delà de la Loire, il faut d'abord s'assurer de l'intérieur de la Vendée et de ses parties limitrophes; qu'il faut d'abord chasser de Niort les quinze mille bleus qui s'y trouvent sous les ordres de M. de Biron, s'assurer de la Rochelle et des Sables, s'ouvrir des communications avec les étrangers, donner un centre commun à toutes les armées vendéennes, les soumettre à un même chef et à une même discipline pour combiner tous leurs mouvemens, et attendre dans le cœur même de la Vendée les armées républicaines que l'on n'allait pas manquer d'envoyer contre eux.

Un troisième avis fut ouvert par le généralissime, qui représenta avec vigueur le tort irréparable que l'armée catholique allait se faire, en rentrant dans son territoire, après un succès si brillant; il opina pour qu'on laissât une garnison de deux mille hommes à Saumur, que l'on marchât sur Angers, et que l'on rentrât dans la Vendée par le Pont-de-Cé, dont on s'assurerait pour recommencer une nouvelle

campagne qui conduirait les Vendéens dans le cœur de l'Anjou.

Cet avis fut adopté. On nomma MM. de Larochejaquelin et de Laugrenière pour garder Saumur avec les divisions de Châtillon et d'Argenton, et l'on fixa le jour du départ au 16 juin.

Dans cet intervalle, M. de Beauvolliers l'aîné, avec un détachement de six cents hommes, se porta à Chinon, où il entra sans coup férir; il y délivra plusieurs détenus, et s'assura d'un magasin de blé.

On vit aussi arriver à Saumur M. d'Elbée avec un corps de quinze cents hommes. Il accourait, quoique blessé, partager la gloire et les dangers de ses camarades. L'armée se recruta aussi d'un bon nombre d'officiers, tels que MM. Charles d'Autichamp, de Piron, de Boispréaux, du Chénier, Magnan, de la Bigotière, de la Guérivière, etc., etc.

Pour remplacer M. Dommaigné, on choisit le jeune Forestier: nouveau trait de politique et de modération, dont les paysans furent enchantés, et qui dans le fait n'était qu'un hommage rendu au plus éclatant mérite.

M. d'Elbée approuva tout ce que l'on avait décidé dans le conseil en son absence; il ob-

serva néanmoins qu'après la prise d'Angers il fallait marcher de suite à Nantes; qu'il était assuré que MM. Charrette, de Lyrot et de la Cathelinière seconderaient l'armée de tout leur pouvoir; il ajouta qu'après la prise de ce boulevart, rien n'empêcherait qu'on ne fît de la Bretagne une seconde Vendée, d'où le feu de l'insurrection se communiquerait à la Basse-Normandie, très-disposée à embrasser la cause royale. La grandeur et l'éclat d'un pareil projet éblouirent tous les yeux; il fut presque unanimement adopté, malgré la répugnance du généralissime qui ne se rendit qu'après de longues et vives représentations. On envoya donc de suite des officiers à M. Charrette pour lui faire part de ce qui venait d'être arrêté, et lui indiquer le moment où il devrait se trouver sous les murs de Nantes. On lui offrit en même temps de la poudre, des gargousses et des canons.

Cependant la désertion se met dans l'armée vendéenne, surtout dans les divisions de Châtillon, de Bressuire et d'Argenton. Vainement on offre à ceux qui voudront rester à Saumur quinze sous par jour et des vivres. Le soldat veut absolument se rendre dans ses foyers. On donne de suite l'ordre du départ; l'armée est

sur la route d'Angers, précédée par la terreur de son nom. Sans oser l'attendre, la garnison républicaine s'enfuit en désordre vers Laval; le drapeau blanc flotte sur les murs de la capitale de l'Anjou.

Cependant les officiers envoyés vers M. Charrette l'ont rejoint dans son camp de Vieille-Vigne. Il venait de reprendre Mâchecout après une victoire éclatante. Son armée, forte de douze mille hommes, avait un corps de six cents cavaliers et un parc de quinze pièces de canon. Ce général se prêta volontiers au désir de la grande armée. Il écrivit au généralissime qu'il coopérerait volontiers à la prise de Nantes, et qu'il sentait mieux que tout autre le prix d'une si belle conquête; il félicita en même temps la grande armée sur ses victoires, et l'assura qu'il ne demandait pas mieux que de combiner avec elle ses attaques et ses plans.

Le 20 juin, les trois armées de MM. Charrette, de Lyrot et de la Cathelinière marchent vers Nantes. Le général Beysser, qui en était sorti la veille à la tête d'un camp-volant, tombe dans une embuscade, auprès de la Sêvre; il y perd ses meilleurs officiers, ses fusils, ses munitions, la moitié de ses soldats, et rentre à Nantes fort mal accompagné.

La terreur des Nantais, à l'approche des deux armées vendéennes, ne saurait s'exprimer.

« Citoyens représentans, s'écriait, le 22 juin, à la tribune de la convention, un député de Nantes, jusqu'à quand serez-vous abusés sur la situation des départemens de l'Ouest? Nantes est à la veille de sa ruine. Ce n'est plus le temps des mesures ordinaires. Il faut que le tocsin de la liberté sonne dans toute la république; il faut que la France toute entière se lève pour écraser les brigands. Sans cette mesure extraordinaire tout est perdu ; ce torrent vous entraînera dans sa course rapide. Bientôt il ne nous restera plus qu'à confondre notre sang avec celui de nos frères, de nos enfans, et à mourir dans les accès du plus horrible désespoir. »

Un député convertit sur-le-champ en motion la demande des habitans de Nantes; un autre fut plus loin, et demanda que l'on fixât l'heure où le tocsin général sonnerait dans toute la république. La peur avais grossi le danger à tous les yeux; jamais la république ne se crut si près de sa ruine.

Cependant l'armée victorieuse, après avoir pris Ingrande, Varades, Ancenis, Oudan, n'était plus qu'à deux lieues de Nantes. La dé-

sertion l'avait tellement affaiblie qu'elle comptait à peine huit mille hommes; mais elle venait d'acquérir un nouveau général, qui lui rendit pendant toute la guerre les services les plus éclatans.

Le prince de Talmont, second fils de M. le duc de la Trémouille, âgé de vingt-cinq ans, d'une haute taille, d'une belle figure, et d'une valeur héroïque, était venu joindre à Angers l'armée catholique. Quelques officiers l'égalaient en mérite, mais du côté de la naissance il surpassait infiniment tous les chefs, qui presque tous étaient, en 1789, les vassaux de sa maison (1). Il fut nommé par acclamation général de la cavalerie.

Nantes, la première ville de l'ancienne Bretagne, est défendue par trois rivières, la Loire, l'Indre, et la Sèvre. Trois généraux expérimentés, Canclaux, Bonvoust et Beysser; deux représentans, les citoyens Gillet et Merlin, quatre mille hommes de troupes de ligne, parmi lesquelles on comptait le cent-neuvième régiment, dix-sept mille gardes nationaux, braves et aguerris par plus de quinze combats; telles étaient les ressources des assiégés.

---

(1) *Voyez* les Anecdotes.

Les armées vendéennes combinées avaient fixé l'attaque au 29 juin, à deux heures du matin : M. Charrette, avec vingt-cinq mille hommes attaque le pont Rousseau à l'heure indiquée, tandis que M. de Lyrot tâche d'emporter le faubourg Saint-Jacques.

Un incident imprévu retarda le généralissime. Le général Canclaux avait mis dans le bourg de Nort huit cents de ses plus braves fantassins. Quoique cernés de toutes parts, ils se défendirent pendant dix heures contre tous les efforts de l'armée. Ce ne fut qu'à huit heures du matin que la grande armée parut devant Nantes, au moment où les chefs de la Vendée inférieure, fatigués d'une longue attaque infructueuse, commençaient à faire leur retraite.

Un général républicain proposa d'aller au devant de l'ennemi; un autre, ne croyant pas que l'on pût tenir dans une place ouverte contre des forces si supérieures, fut d'avis de battre en retraite par la route de Vannes; mais le sage Canclaux, qui commandait en chef, leur fit voir le danger de ces deux partis; il fut décidé que l'on défendrait la ville, et qu'on disputerait le terrain pied à pied.

Au bruit du canon de la grande armée, M. Charrette se ranime, et ramène ses gens au

combat. L'impétuosité vendéenne emporte un faubourg du premier assaut; mais un feu terrible ralentit le courage des assaillans. Le faubourg est repris à la baïonnette, et l'armée catholique recule en désordre derrière des haies où elle se rallie. Beysser parcourt les rangs et encourage ses soldats; Bonvoust dirige avec habileté l'artillerie; tandis que Canclaux, tantôt placé sur un belvéder, d'où il envoie ses ordres, tantôt courant aux postes les plus périlleux, ranime les courages, écarte les dangers, et prévient le trouble et la confusion.

Cependant les chefs vendéens ne se tiennent pas pour battus : MM. de Talmont, de Donissant, d'Elbée, d'Autichamp, de Piron, marchent au pas de charge sur la légion nantaise, placée à l'entrée de la ville, et la forcent de rentrer. De son côté M. Charrette a fait passer la rivière à deux mille hommes, commandés par M. Prudent de la Roberie, pour joindre de près le bataillon des Côtes-du-Nord, qui lui est opposé. Tous les Vendéens s'animent, s'encouragent; la consternation s'empare des Nantais : mais, de tous ces braves capitaines, aucun ne montre plus d'ardeur que le généralissime. Étonné d'une si longue résistance, il forme un épais bataillon de sa division de

Saint-Florent et de Jalais, accoutumée depuis si long-temps à vaincre sous ses ordres ; il y joint un corps de Suisses et d'Allemands, qui avait, à Saumur, embrassé le parti du Roi ; et suivi de MM. Stofflet, de Fleuriot, Renou, de Beaurepaire, Martin, et de Scépeaux, il s'élance au pas de course sur six pièces de canon en batterie près de la porte de Vannes.

Le choc est si violent que le cent neuvième régiment, qui défendait la porte, recule en désordre. Le fougueux Cathelineau le poursuit l'épée à la main, de rue en rue; il est déjà maître de la place de Viarmes.

En apprenant ce succès, MM. d'Elbée, de Talmont, Désessarts, Dupérat, redoublent d'efforts; de son côté M. de la Roberie enfonce les troupes qui lui sont opposées; M. Charrette est venu le joindre avec un renfort de quinze cents braves : les généraux républicains délibèrent sur les moyens de sauver l'armée et les représentans. Nantes est sur le point de tomber au pouvoir des royalistes.

Tout à coup on voit passer dans les rangs un général blessé à mort, porté par des soldats vendéens ; ce général est le brave Cathelineau ; emporté par son courage, il a été frappé d'une

blessure mortelle. La douleur et la consternation de l'armée, à cette vue, ne sauraient se peindre ni s'exprimer; on n'entend dans l'armée d'Anjou que cris et lamentations : dès ce moment le soldat désespère du succès, et se retire du combat. Nantes est sauvé.

Vainement le prince de Talmont, et MM. d'Elbée et de Fleuriot l'aîné veulent tenter un dernier effort; le prince tombe à terre, son cheval est tué d'un boulet; M. de Fleuriot est blessé à mort, M. d'Elbée est forcé de quitter le champ de bataille; aidé de M. de Donissant, il donne les ordres pour la retraite, qui se fait en bon ordre à l'entrée de la nuit. M. Charrette, prévenu trop tard de cet événement, attaquait la ville avec ardeur, lorsqu'il apprit le désastre de la grande armée; il lui fallut faire les plus grands efforts pour se dégager et repasser la rivière; il en vint à bout, et sauva même tous ses canons.

Telle fut l'issue du siége de Nantes : la prise de cette ville eût livré toute la Bretagne aux Vendéens, et ébranlé la république dans ses fondemens; cette prise tint à peu de chose; il est à croire que, sans la mort du généralissime, la ville eût succombé. On doit, au reste, les plus grands éloges à la conduite des généraux

républicains et à la valeur des Nantais. Les Vendéens, découragés par cet échec, firent une perte irréparable dans MM. Cathelineau et de Fleuriot. Ils laissèrent six cents morts ou blessés sous les murs de Nantes.

CHAPITRE II.

Premiers succès de Westermann. — Sa défaite près de Châtillon, etc.

Pendant que les Vendéens étaient occupés en Bretagne, le général Biron était à Niort avec quinze mille hommes découragés, reste des combats de Fontenay et de Saumur. Les représentans ne cessaient de le solliciter de faire une puissante diversion dans le cœur de la Vendée : il avait sous ses ordres un colonel de la légion du Nord, ancien aide de camp de Dumourier.

Westermann était un homme bouillant, intrépide, plus propre à agir qu'à délibérer; il avait le genre de valeur qui convenait à cette guerre : au lieu de méditer des plans, et de digérer des projets, il ne prenait jamais conseil que de l'occasion; justifiant au reste ce proverbe, que *mauvaise tête et bon cœur font fortune à la guerre*. Tout le flegme et la prudence de M. de Biron ne purent tenir longtemps contre l'audace et l'assurance du jeune colonel, qui, de concert avec les représentans, ne cessait d'aiguillonner le général irré-

solu, et de lui représenter qu'avec sa seule légion, il se sentait assez fort pour confondre et réduire toute la Vendée.

Lassé de ses bravades et de ses importunités, M. de Biron lui donna enfin l'ordre de se porter sur Parthenay, et de là sur Bressuire, et lui recommanda d'user de la plus grande prudence, d'éclairer constamment sa marche, de s'entourer de toutes les gardes nationales qu'il pourrait mettre en mouvement, et de ne pas dépasser Bressuire, où il le rejoindrait avec toutes ses forces. Le colonel fait les plus belles promesses, et part sur-le-champ pour Saint-Maixent, où sa légion était en garnison; il s'entoure de gardes nationales, et forme un corps de six mille hommes.

La place de Saumur était depuis long-temps évacuée; cinq jours après le départ de l'armée il n'y avait plus que cent quarante-sept Vendéens, qui, bientôt désertèrent : M. de Larochejacquelin, à un appel, ne trouva plus que dix soldats. Trois mille républicains s'avançaient; il fut contraint de se retirer à sa terre de la Durbelière.

Cependant M. de Lescure apprend par ses espions le projet du colonel Westermann; quoique blessé, il se rend à Amaillou avec

quelques officiers, et rassemble deux mille paysans qu'il conduit à Parthenay, où M. Girard de Beaurepaire lui amène cent cinquante cavaliers. On prend aussitôt toutes les précautions nécessaires contre une surprise; on mure les portes de la ville, à l'exception de celles de Thouars et de Saint-Maixent : on place près de cette dernière deux pièces de canon et deux mille hommes; et l'on fait partir d'heure en heure des patrouilles sur la grande route de Saint-Maixent. Les Vendéens ne valent rien pour faire sentinelle et prendre des mesures de sûreté; c'est, à les entendre, autant de temps perdu. A minuit il n'y avait plus de patrouilles; le corps-de-garde, les sentinelles, tout s'endormit d'un profond sommeil; le fougueux Westermann arrive, égorge les gardes et pénètre dans la ville.

M. de Baugé se réveille, va visiter le poste, reçoit une balle dans la jambe, tourne sur la gauche, lance son cheval dans la rivière, et parvient à s'échapper. Un brave, nommé Goujon, ancien déserteur, tire un coup de fusil, et répand l'alarme; les paysans, surpris, se lèvent et gagnent la porte de Thouars, d'où ils se rendent à Amaillou. M. de Lescure blessé et souffrant pensa être pris; la vitesse de son cheval,

et les soins d'un meunier qui lui fit passer la rivière, le dérobèrent à ses ennemis. M. de Larochejacquelin, arrivé de Saumur, allait presque seul rejoindre son collègue à Parthenay; il le rencontre à Amaillou, entouré de trois cents paysans; tout le reste avait pris la fuite.

Westermann, vainqueur, réunit à son armée les gardes nationales de Parthenay, d'Airvaut, de Thénesais; ensuite, avec dix mille hommes, il marche sur Amaillou, qu'il brûle, et de là, sur le château de Clisson, qu'il prend sans coup férir; il y met le feu, et fait consumer par les flammes un mobilier de 300,000 francs, et des provisions considérables de blé et de foin, dont l'armée républicaine manquait elle-même.

Cependant MM. de Lescure et de Larochejacquelin, retirés à Châtillon, rassemblaient à la hâte quatre mille hommes, et allaient se porter sur une hauteur appelée le *Moulin-aux-Chèvres*.

Le colonel, arrivé à Bressuire, aurait dû s'y arrêter, d'après l'ordre du général Biron et l'avis de ses meilleurs officiers, qui ne cessaient de lui représenter qu'il était imprudent de tenter, avec une légion et des gardes nationales, une conquête que n'avaient pu faire des armées flo-

rissantes; qu'en pénétrant dans le cœur de la Vendée, il s'exposait à tout perdre après une défaite; que rien n'était plus sage que d'attendre à Bressuire le général Biron qui ne pouvait tarder à le rejoindre.

Rien ne put fléchir le fougeux Westermann. Il se mit en marche le 3 juillet, sur la route de Châtillon. Arrivé en présence de l'ennemi, il fait ses dispositions pour le combat. Une fusillade très-vive s'engage sur la hauteur du Moulin-aux-Chèvres, entre les Vendéens et les gardes nationales. Ces dernières, peu aguerries, commençaient à s'ébranler, quand Westermann, le sabre à la main, s'élance avec sa légion sur les tirailleurs; les insurgés prennent la fuite, leurs canons sont pris; Westermann le même jour entre dans Châtillon. Les Vendéens n'avaient perdu que trente hommes; un seul officier, M. de la Bigotière, avait été blessé, mais l'armée était dans le plus grand découraгment : rien ne paraissait pouvoir la ranimer.

Tous les habitans de Châtillon tremblaient; Westermann ne leur fit aucun mal; il savait qu'aucun d'eux n'avait pris les armes contre la république. Il délivra six cents prisonniers bleus qui lui déclarèrent n'avoir reçu aucun mauvais traitement. Il envoya ensuite un lieu-

tenant-colonel avec cent hommes mettre le feu au chateau de la Durbelière, qui appartenait à M. de Larochejacquelin. L'officier exécuta sa commission avec tant de crainte, que les paysans eurent le temps d'éteindre le feu. Surpris, en se retirant, par un détachement, il fut battu et fait prisonnier. Il portait encore l'habit blanc, et il chercha à se justifier; mais les Vendéens refusèrent de croire à l'honneur d'un incendiaire; il fut fusillé.

Cependant la grande armée, licenciée après le siége de Nantes, se rassemblait à Chollet. Westermann le savait; mais, au lieu de prendre des précautions, il faisait chanter un *Te Deum* par M. Mestadier, évêque intrus de Saint-Maixent. Il devait le lendemain marcher à Chollet pour finir, disait-il, d'écraser les brigands. On ne lui en donna pas le temps.

Le 5 juillet une vive fusillade se fait entendre; les bleus surpris sont en désordre. Les gardes nationales prennent la fuite. Westermann veut charger à la tête de trois cents cavaliers qu'il a rassemblés à la hâte; il est lui-même assailli par mille braves de l'armée d'Anjou, qui, dans une seule décharge à bout portant, lui tuent ou lui démontent une partie de ses gens. Il tourne alors en frémissant de rage la bride de son

cheval, pique des deux, passe sur le corps de son infanterie, et, après avoir long-temps erré dans les campagnes, il trouve un guide qui le ramène à Parthenay.

De cette armée de dix mille hommes, il n'en resta pas trois cents. Une partie fut égorgée par les paysans devenus furieux par les incendies des deux châteaux, et de celui du bourg d'Amaillou. Ceux qui étaient parvenus à s'échapper dans la campagne, ne tardèrent pas à être repris ou assommés par les paysans. Des femmes armées de fourches ramenèrent quinze cavaliers qui, excédés de fatigue, après avoir erré deux jours, s'étaient d'eux-mêmes remis entre leurs mains. M. de Lescure se signala en cette occasion par son humanité; quatre mille prisonniers lui durent la vie; il fut forcé de les arracher des mains des soldats, et même de quelques chefs aussi animés qu'eux. L'évêque de Saint-Maixent, qui avait pris la fuite dès le commencement du combat, parvint à s'échapper. Tous les canons, les fusils, trois cents chevaux, toutes les munitions, la caisse de l'armée, la voiture même du général, furent la proie du vainqueur.

Les bleus, quelques jours avant, avaient commis beaucoup d'atrocités; les Vendéens,

en marchant contre eux, avaient la rage dans le cœur; aussi leur premier choc fut si violent, que l'ennemi ne put lui résister. On fit peu de prisonniers, taut la vengeance avait rendu les vainqueurs impitoyables! M. Renou, quoique blessé, se distingua dans cette journée; il enleva trois drapeaux, et fit de sa main trente prisonniers; en s'acharnant à la poursuite des vaincus, il perdit son cheval, qui eut un pied emporté; c'était le quatrième qu'il perdait dans la campagne: M. de Lescure le trouva qui revenait, portant sur ses épaules la selle, les pistolets, le manteau. «— Quoi! M. Renou, vous avez donc juré d'épuiser nos écuries?» Il donna ordre aussitôt à M. de Beauvolliers, intendant de l'armée, de lui donner un autre cheval. Un pareil reproche valait le plus bel éloge.

Telle fut l'issue d'une entreprise formée contre toutes les règles de la prudence, et qui causa une perte considérable à la république: elle en tira néanmoins deux avantages; le premier fut de ranimer les courages abattus des soldats républicains; le second fut de laisser dans toute la Vendée une impression de terreur, que la victoire même que l'on venait de remporter ne put entièrement dissiper.

M. de Biron avait donné à Niort l'ordre du

départ; dix mille hommes devaient être rendus le 7 juillet à Bressuire. Lorsqu'il vit arriver le bouillant Westermann, il l'accabla de reproches, et provoqua sa destitution; mais les représentans du peuple, qui avaient eux-mêmes appuyé de tout leur crédit cette téméraire entreprise, prêtèrent l'oreille aux justifications du colonel inculpé (1), qui les assura que la Vendée eût été domptée si le général eût suivi immédiatement ses traces, comme il l'en avait plusieurs fois prié, et comme il était indispensable de le faire. Au lieu d'être puni, le téméraire colonel fut élevé au grade de général; M. de Biron fut suspendu de ses fonctions, puis destitué, et mandé à Paris pour rendre compte de sa conduite.

Deux factions, les orléanistes et les jacobins partageaient alors le pouvoir suprême : la première, soutenue long-temps par une noblesse factieuse, avait alors pour principal point d'appui le club des cordeliers, dirigé par Marat, Danton, Lacroix, Hébert, Ronsin, Momoro, Vincent, et la plupart des assassins de sep-

---

(1) Il fut, pour la forme, mis en état d'accusation, et jugé par un tribunal militaire qui ne manqua pas de l'absoudre.

tembre 1792. Ces hommes ne cherchaient plus à porter leur chef sur le trône, ils ne songeaient qu'à s'engraisser de ses dépouilles.

La seconde avait pour principal levier la société mère des jacobins, et toutes les sociétés sans nombre qui lui étaient affiliées dans toute la France. Le comité de salut public, unique centre du gouvernement, n'était presque composé que de ses agens. A la tête de cette faction étaient alors Roberspierre, Collot, Billaud, Lindet et la majorité de la convention.

Ces deux factions s'étaient accordées pour renverser le trône, égorger le monarque, abattre les autels, écraser le parti de la Gironde, et dominer sur toute la France; mais elles n'en étaient pas moins rivales, pas moins disposées à s'entre-dévorer.

Les cordeliers avaient long-temps disposé des plus belles places; eux seuls, pendant un an, avaient nommé au commandement des armées. Les généraux Dumourier, Biron, Rossignol, Beysser et Westermann leur étaient redevables de leur nomination. En juillet 1793, le pouvoir de cette faction commençait à décliner; les jacobins prenaient ouvertement le dessus, et se disposaient déjà à abattre les premières têtes du parti qui leur était opposé. De là vint que

M. de Biron, accusé devant un tribunal jacobin, ne put se défendre malgré la justice de sa cause : le tribunal révolutionnaire ne voulut point reconnaître un sans-culottes dans un grand seigneur; il tomba sous le couteau fatal, qui devait peu de temps après terminer la vie de Quétineau, de Westermann et de tous les généraux orléanistes.

CHAPITRE III.

Combat de Luçon à l'avantage des Républicains. — Victoire complète des Royalistes à Coron.

Tandis que Westermann abandonnait avec tant de promptitude un pays qu'il s'était flatté de subjuguer avec tant de facilité, MM. de Baudry, de Royrand, de Béjarry, Sapinaud, avec une armée de quinze mille hommes, tenaient en échec la plus grande partie de l'armée de M. de Biron : ils menaçaient tantôt Luçon, tantôt Fontenay, tantôt Niort.

Quelques succès de peu d'importance enhardirent tellement les généraux vendéens, qu'ils résolurent d'attaquer la division républicaine qui était à Luçon, sous les ordres du général Sandoz, ancien officier, mais peu connu. La principale affaire eut lieu le 30 juin.

Sandoz n'avait que cinq mille hommes : surpris à l'improviste, il donne ordre à ses commandans de rentrer dans Luçon, où il se rend lui-même pour donner ses ordres : l'ennemi était trop près pour que la retraite pût se faire en bon ordre; une charge vigoureuse a déjà

fait plier les républicains; la plupart des fuyards se portent en tumulte sur la ville; le général croit la bataille perdue, et se retire : les Vendéens se portent inconsidérément à la poursuite de l'ennemi : le brave Lecomte, avec un bataillon, nommé *le Vengeur*, posté sur la droite, forme un carré d'où part un feu terrible; les insurgés disséminés n'osent l'attaquer, et finissent par céder le terrain et prendre ouvertement la fuite, en laissant trois cents royalistes sur le champ de bataille. Sandoz apprend, pendant sa retraite, une victoire qui n'est due qu'à l'indiscipline de ses troupes : on l'accuse de trahison; il est conduit à Paris, mis en jugement; mais il a le bonheur d'échapper à la condamnation; on se borne à lui donner un Allemand, nommé Tuncq, pour successeur.

La prise de Châtillon avait ranimé le courage des républicains, et leur avait fait concevoir l'espérance d'étouffer enfin la guerre civile. La terreur pesait alors sur la France; la faction jacobine s'était rendue la maîtresse absolue des affaires; son premier soin avait été de nommer des généraux jacobins.

Un brasseur de bière du faubourg Saint-Antoine, nommé Santerre, qui avait présidé au supplice du roi, avait été choisi par le comité

de salut public pour commander par intérim dans la Vendée (1). C'était un homme grossier, factieux, sans talens, vraie machine, incapable de commander une escouade, et qui n'avait d'autre mérite, aux yeux des jacobins, que

---

(1) Quinze jours après la défaite de Westermann à Châtillon, le général en chef Biron avait été accusé par les représentans, arrêté et conduit à Paris, où la fatale guillotine l'attendait. La commission centrale de Saumur avait nommé pour le remplacer un certain Rossignol. Ce général avait déplu à la majeure partie des officiers, *parce que*, dit le rapport de Richard et Choudieu, page 53, *des hommes accoutumés à avoir un ci-devant duc de Biron pour général*, *ne pouvaient aisément obéir à un compagnon orfévre du faubourg Saint-Antoine.* »

Le fameux Santerre fut nommé par *intérim* dans cette circonstance; mais Rossignol, ayant été confirmé dans sa place par un décret, reprit le titre et les fonctions de général en chef, et eut pour modérateurs Ronsin et Santerre : il ne fut pas au reste reconnu généralement en cette qualité par toutes les armées républicaines. Le général Tuncq, entr'autres, refusa de le reconnaître, et même de correspondre avec lui. D'un autre côté, les représentans se déchiraient entre eux, se dénonçaient, s'injuriaient. L'anarchie était dans toutes les armées républicaines, qui ne commencèrent à vaincre que lorsqu'on eut rappelé les proconsuls, et changé tous les généraux.

d'être entre leurs mains un instrument docile de leurs fureurs. Le général Menou était sous ses ordres. Il avait amené avec lui de nouveaux bataillons de Paris, formés de la populace des faubourgs de cette ville, et quarante pièces de canon; son quartier général était à Saumur. Deux autres généraux, MM. de La Barolière et de Houx, l'un placé à Doué, et l'autre au Pont-de-Cé, devaient, par un mouvement combiné, marcher sur Chollet; ces deux corps formaient une armée de quinze mille hommes.

Le 15 juillet, l'armée républicaine était postée à Martigné, tandis que l'armée principale, sous les ordres de Santerre, sortait de Saumur pour se porter sur Chollet. Dans ce pressant danger, la Haute-Vendée réunit toutes ses forces; M. de Bonchamp amena à Vihiers huit mille hommes, Stoflet cinq mille, M. d'Elbée quatre mille, MM. de Lescure et de Larochejacquelin neuf mille. La division de Saint-Florent n'était point encore arrivée, lorsque les généraux vendéens, pour scinder les forces ennemies, se portèrent sur Martigné.

Ils avaient pris un chemin très-long pour surprendre les bleus; les paysans étaient accablés de soif et de chaleur; néanmoins leur pre-

mier choc fut si terrible, qu'ils enfoncèrent l'ennemi, et lui en enlevèrent trois pièces de canon. M. de Larochejacquelin est grièvement blessé à la main; M. de Bonchamp est atteint d'une balle qui lui fracasse le coude; un mouvement rétrograde se fait dans l'armée vendéenne : dans cet instant, un corps de cavalerie ennemie se précipite sur elle; les Vendéens font la moitié du chemin, et croisent le sabre avec le neuvième de hussards: la poussière et la chaleur sont si grandes, que M. de Lescure se trouve mal; on se sépare, le combat cesse; les Vendéens se retirent à Vihiers. Presque tous les chefs vendéens étaient blessés ou malades : ils se rendirent à Chollet pour y chercher des renforts et des munitions; ils devaient retourner à Vihiers le lendemain, et ne pouvaient prévoir que leurs gens fussent attaqués sitôt; leur imprudence pensa leur devenir fatale.

Le général la Barolière, dans son rapport à Santerre, s'était vanté d'avoir battu complétement les brigands à Martigné. Santerre, pour profiter de cette victoire, avait hâté sa marche toute la nuit. Le 17 juillet il se présente aux portes de Vihiers. Les Vendéens surpris se retirent à Coron, et font sonner le tocsin de

toutes parts (1); Santerre les y poursuit; une salve d'artillerie suspend sa marche.

Le 18, il emploie quatre heures à ranger son armée en bataille; au lieu de l'étendre dans la campagne, il la range processionnellement sur quatre longues files dans la grande route.

Cependant les Vendéens se raniment : le curé de Saint-Laud exhorte les soldats, et leur donne l'absolution générale. M. Kesler, chef des Suisses et des Allemands, ordonne un feu de peloton; les bleus sont étonnés, et ne peuvent concevoir d'où vient ce feu régulier; d'un autre côté, M. Forestier, à la tête de la cavalerie, s'élance sur le corps de tirailleurs qui était en avant, et le met en fuite; M. Herbaut, officier d'artillerie, après s'être aperçu de l'ordre de bataille de l'ennemi, fait tirer des volées à mitrailles qui écrasent les bleus; M. de Piron, monté sur un cheval blanc (2), fait un mouve-

(1) Cette affaire ne fut qu'une vive escarmouche, où le général Menou fut dangereusement blessé.

(2) Ce cheval blanc de M. de Piron le fit remarquer des bleus, qui, rendus à Saumur, répandirent le bruit que les royalistes étaient commandés par un prince, monté sur un cheval blanc. Tel est le motif qui nous a engagés à faire mention de cette particularité.

ment sur la droite, et prend en flanc l'ennemi, qu'attaquent en tête MM. Boisy, La Guérinière, Renou, Guignard, de Villeneuve, Forêt, de Marsanges, de Solilhac (1) : les bleus consternés veulent se battre en retraite, et cherchent à se mettre à couvert dans Coron. Le tocsin sonnait de toutes parts; dix mille soldats accourent, et cherchent à prendre les bleus en queue; ceux-ci poussés vivement se lancent sur le corps de bataille, le désordre se met dans l'armée républicaine; Santerre ne donne aucun ordre, et cherche à se sauver; on crie *sauve qui peut*, et la déroute la plus entière livre aux Vendéens la victoire la plus complète.

Rendu à Vihiers, le représentant Bourbotte veut rallier l'armée; à la tête de quinze cents républicains, il tient ferme sur la place de cette ville; mais, bientôt entouré de toutes parts, il y fait mettre le feu, et prend la fuite : poursuivi par M. de Villeneuve, il descend de cheval, et se sauve à travers une haie.

Santerre craignait surtout de tomber entre les mains des royalistes, qui n'auraient pas

(1) M. de Solilhac avait joint l'armée catholique, peu de jours avant la prise de Parthenay par Westermann.

manqué de venger sur sa personne le sang auguste qu'il avait fait verser à Paris. Trois braves, MM. Renou, Forêt et Loiseau s'attachèrent à sa poursuite; il ne leur échappa qu'en faisant franchir à son cheval un mur de six pieds.

Cinq mille républicains tués, blessés ou prisonniers, vingt-cinq pièces de canon, quatorze caissons, sept mille fusils, cent chevaux d'artillerie, deux cents bœufs, des provisions et des munitions de toute espèce, tout le matériel de l'armée, furent le fruit de la victoire de Coron.

Les chefs royalistes, avertis par le tocsin et par le bruit de l'artillerie du combat qui se livrait, accoururent à toute bride, mais ils n'arrivèrent qu'à la fin de là bataille.

La défaite des patriotes jeta la consternation dans toutes les villes. Angers, Nantes, Saumur et Loudun craignirent pendant quelque temps que les royalistes, profitant d'un si beau triomphe, ne vinssent envahir leur territoire; mais leur terreur fut vaine : on était alors au temps de la moisson; les Vendéens avaient besoin de rentrer dans leurs foyers; en conséquence on ne garda qu'un camp-volant, l'armée fut licenciée.

CHAPITRE IV.

Élection d'un nouveau généralissime. — Combat de Bessay, au désavantage des Vendéens. — Ils sont encore battus à Luçon. — Défaite des Républicains à Chantonay, etc.

Les chefs résolurent de profiter de la tranquillité qui régnait dans leur pays, pour donner un successeur au brave Cathelineau; il fut convenu que tous les officiers des armées vendéennes concourraient à l'élection du généralissime, dont l'autorité s'étendrait sur toute la Vendée. En conséquence il arriva à Chollet des officiers des armées de MM. Charrette et de Royrand; M. d'Elbée y était avec son état major : au lieu d'attendre MM. de Donnissant, de Larochejacquelin, de Bonchamp et de Lescure, on fit hâter l'élection par une intrigue qu'il est inutile de détailler ici.

Chaque électeur écrivit cinq noms sur un bulletin; M. d'Elbée eut le plus de voix, et fut proclamé généralissime; les quatre autres chefs qui obtinrent la majorité, furent MM. de Bonchamp, de Lescure, de Donnissant et de Royrand; le prince de Talmont fut confirmé dans la place de général de la cavalerie; M. de Marigny con-

serva le commandement de l'artillerie; on lui donna pour adjoint M. de Péraut, officier de marine : MM. de Larochejacquelin, Charrette, Baudry et Sapinaud furent entièrement oubliés dans cette élection, qui causa bien des murmures; elle n'eut que peu d'effet dans la grande armée : M. Charrette refusa de la reconnaître. Le vain titre de *généralissime* fut le seul fruit que M. d'Elbée retira de cette nomination; peu de pouvoir, beaucoup d'honneurs suffirent pour contenter sa vanité.

Il avait du courage, de la sagesse, de la piété; je l'ai peint ailleurs; mais il n'était point aimé de ses rivaux, presque autant choqués de ses excessives politesses que de ses énormes prétentions; il manquait de cette vivacité qui décide dans les guerres civiles du succès des batailles, et de ce sang-froid qui, dans des momens critiques, rappelle la victoire : il donna à la conduite de cette guerre une autre direction que celle qu'avait si heureusement suivie son prédécesseur, cherchant à substituer une sorte de tactique aux élans d'une fureur brutale, il est vrai, mais souvent décisive.

On organisa dans le même moment deux compagnies réglées; l'une, connue sous le nom de compagnie française; l'autre, de compagnie

suisse : la première, commandée par M. de Fay, était composée d'anciens soldats vendéens; l'autre, commandée par M. Kesler, était formée de Suisses et d'Allemands sortis de la légion germanique (1). Les soldats de ces compagnies, quoique soldés, n'en étaient pas moins vêtus en paysans; ils ne combattaient jamais qu'en tirailleurs.

Les républicains consternés rassemblaient en silence leurs forces, et ne songeaient point à attaquer la Vendée. Divers camps-volans allèrent les provoquer. M. de Bonchamp, avec six cents hommes, les battit en plusieurs rencontres, et les força de passer le pont de Cé; MM. d'Elbée et de Larochejacquelin s'étaient portés à Thouars et à Loudun sans trouver d'ennemis. On attendait la fin de la moisson pour se porter à Poitiers, et de là dans le Berri, où les paysans paraissaient bien disposés pour la cause royale.

Le premier général républicain qui prit l'offensive, fut le général Tuncq, posté à Luçon. Long-temps provoqué, et même battu par M. de Royrand, il venait de faire lever à ce dernier le siége de Luçon; en poursuivant les

(1) *Voyez* les Anecdotes.

insurgés, il avait été arrêté par M. Sapineau de la Verrie, qui, avec des forces très-inférieures, lui avait présenté la bataille : abandonné dans la mêlée par ses soldats, ce brave capitaine avait été pris et égorgé. De là le général s'était porté sur Saint-Philbert, le Pont-Charron et Chantonay, et s'était emparé de ces postes, d'où il menaçait le centre de la Vendée.

MM. de Royrand et Baudry demandent du secours à Châtillon. MM. d'Elbée et de Lescure conduisent dix mille hommes aux Herbiers; M. de Royrand les joint avec cinq mille hommes; on part pour attaquer les bleus. Tuncq, battu en détail, évacue Chantonay, et se retire sur Luçon; on le poursuit avec tant d'ardeur, qu'on le joint le 30 juillet dans le bourg de Bessay. De part et d'autre on se dispose au combat; l'action est commencée.

L'artillerie vendéenne cause d'abord un grand désordre dans les rangs ennemis; chaque boulet emporte des files entières. L'armée de M. de Royrand, placée au centre, enfonce l'ennemi, tandis que les tirailleurs des autres divisions débordent les deux ailes; tout à coup le désordre se met dans l'aile droite, une terreur panique s'en empare, et se communique à toute la grande armée : les chefs parcourent les



divisions, on ne put se mettre en marche que le 13 août.

Le général Tuncq (1) n'avait à opposer à des forces si redoutables que dix mille hommes de troupes réglées; mais il avait reçu, depuis deux jours, un train d'artillerie légère, d'excellens canonniers, et quinze cents cavaliers.

Tous les chefs vendéens les plus distingués s'étaient rendus au camp de l'Oie. On y comptait MM. d'Elbée, Charrette, de Royrand, de Lescure, de Donnissan, de Larochejacquelin, Sapineau, Béjarry, du Chaffaut, de Verteuil, de la Roberie; M. d'Autichamp y commandait la division de M. de Bonchamp.

Le général Tuncq s'était porté dans une vaste plaine, où les insurgés avaient à combattre à découvert; ce qui leur fut défavorable. Dans le conseil, M. de Lescure s'était obstiné à faire battre les paysans par échelons, ce qui causa du désordre.

Cependant les deux armées sont rangées en bataille. MM. de Lescure et Charrette sont à l'aile gauche; MM. de Larochejacquelin et d'Auti-

---

(1) Tuncq avait commandé, au 10 août, une des phalanges républicaines qui forcèrent le palais des Tuileries.

champ à l'aile droite; MM. d'Elbée, de Royrand et de Donnissant commandent le centre. L'attaque commence presqu'en même temps sur les trois points. Tuncq avait pris de sages mesures, qui firent honneur à ses talens. Il avait fait cacher quatre mille fantassins dans de profonds ravins; son artillerie était masquée, son armée était postée de manière à ne pouvoir être cernée. L'armée vendéenne avait trop de généraux, dont les rivalités commençaient à germer, et dont les ordres portés par de nombreux aides de camp se contrariaient. On peut dire que jamais armée ne fut plus mal commandée qu'en cette journée.

La bataille commence : MM. de Lescure et Charrette enfoncent en un quart d'heure l'aile gauche qui leur est opposée. M. de Larochejacquelin soutient pendant une heure tout le feu de l'ennemi, qu'il n'était pas facile de joindre, à cause des ravins. Le centre suit le progrès de l'aile victorieuse. Les paysans pleins d'ardeur veulent se mettre au pas de course; le généralissime perd un temps précieux à les faire aligner, et mettre en échelons. Tout à coup l'artillerie légère se démasque, un feu terrible écrase les paysans serrés et à découvert : ils prennent la fuite. L'aile gauche, trop avancée,

ne peut secourir le centre ; l'aile droite essaie de le faire, mais elle prend un trop long détour : au moment qu'elle veut agir, les quatre mille fantassins, couchés dans des ravins, se lèvent en poussant des cris, et font une décharge meurtrière qui étonne les paysans ; la cavalerie s'élance sur eux ; ils sont en pleine déroute ; la bataille est perdue.

MM. de Lescure et Charrette, apprenant enfin le désastre de cette journée, se retirent par un autre chemin, en emmenant cinq pièces de canon qu'ils ont prises. M. de Larochejacquelin, avec cinquante officiers, tient ferme au pont de Bessay, et sauve les débris de l'armée. Elle perdit en cette journée dix-huit cents hommes, deux officiers, MM. d'Asson et Morinais, et douze canons. M. Charrette furieux attribua sa défaite à la jalousie des chefs de la Haute-Vendée, et reprit le chemin de Belleville, sans vouloir écouter leurs justifications. Les chefs eux-mêmes se firent de sanglans reproches, qui ne pouvaient remédier à la honte et au désastre que l'on venait d'éprouver.

Arrivé à Châtillon, le généralissime tient conseil. Il veut réparer la défaite de Luçon, qu'on lui attribue, et effacer la honte de la

grande armée. Il propose une nouvelle tentative; les autres chefs s'y refusent unanimement; le seul M. de Bonchamp est de l'avis du général, qui s'obstine dans son projet, et prend des mesures avec M. de Royrand pour le faire exécuter.

Les républicains n'avaient point encore remporté de victoire signalée comme celle de Luçon; aussi passèrent-ils d'un extrême abattement à la plus entière confiance.

Un représentant écrivait à la convention, le 27 août : « Nouveaux succès à vous annoncer : les brigands se désorganisent; les débris de leurs armées fuient devant nos généraux républicains. Pressés même par la famine, ils s'entretuent pour un morceau de pain. Un courrier annonce à l'instant la prise de toutes les munitions des rebelles..... Il est de fait que nous avons à peine à combattre six mille hommes déterminés. Des rapports certains confirment tous ces faits, vous pouvez les affirmer. »

Cependant le général Tuncq venait de reprendre Chantonay, et se disposait à marcher aux Herbiers, lorsque, mandé par un représentant pour rendre compte de sa conduite, il abandonna son armée, qu'il laissa sous les

ordres de M. Lecomte et d'un Anglais nommé Caniers (1).

L'armée vendéenne avait été vaincue par la ruse; elle mit à son tour la ruse en usage pour vaincre les bleus. M. de Royrand avait eu mille peines à rassembler six mille hommes; MM. d'Elbée et d'Autichamp le rejoignirent aux Herbiers avec douze mille combattans. Par

---

(1) S'il faut en croire Richard et Choudieu, la retraite du général Tuncq, avait été une espèce de désertion.

Voici ce qu'on lit dans leur rapport, page 56 : « L'armée avait été abandonnée deux jours avant par le général Tuncq, qui, en désertant son poste, avait emporté les cartes géographiques, les registres et les papiers qui pouvaient aider le brave Lecomte, appelé par son absence au commandement. »

On cite en entier, dans le même rapport, une lettre de Lecomte, qui se plaint amèrement de son général, qu'il dit être un homme *ignorant autant que vain*, *sanguinaire et vrai despote*, etc., etc.; mais il faut se défier des notes que la faction de Saumur a données aux généraux orléanistes. Tous ceux qui n'étaient pas sortis immédiatement du club des jacobins, étaient frappés d'anathèmes par le parti alors dominant. La victoire ne pouvait même absoudre des hommes ainsi souillés d'une tache originelle. Les jacobins ont fait du général Tuncq le fils d'un comte; d'autres ont prétendu qu'il était le fils d'un tisserand de Picardie.

une feinte bien concertée, M. de Royrand se porte sur les quatre chemins, et menace ainsi de tourner la position de l'ennemi. M. Lecomte détache une partie de ses forces pour le combattre. Cependant M. d'Elbée, chargé de la principale attaque, descend secrètement par Sigournay et Saint-Philbert, et se porte au Pont-Charron, derrière le camp ennemi, que M. de Royrand, revenu sur ses pas, va attaquer en tête.

M. Lecomte, trop faible pour s'exposer en rase campagne, se fortifie dans son camp, et se dispose à s'y défendre.

Le 4 septembre, les deux armées vendéennes commencent l'attaque et foudroient le camp de toute leur artillerie. M. Lecomte se défendait avec autant de courage que d'intelligence, lorsqu'il reçut une blessure qui le mit hors de combat : ses gens commencent à se troubler ; d'un autre côté la division Bonchamp, commandée par M. d'Autichamp, s'élance sur les retranchemens, au milieu d'une grêle de balles, et les emporte à la baïonnette. Un officier général veut sortir du camp avec deux mille hommes, et faire retraite ; il est à l'instant cerné par les ennemis. Le bataillon nommé *le Vengeur*, connu par ses cruautés

autant que par sa bravoure, est taillé en pièces; les cavaliers seuls parviennent en partie à se sauver.

De cette brave armée, qui avait été si long-temps l'écueil de toutes les forces vendéennes, il ne s'échappa pas plus de seize cents hommes, sans armes, sans habits, et dans l'état le plus déplorable. Tout le reste fut tué, blessé, ou fait prisonnier : l'artillerie et les munitions tombèrent entre les mains des vainqueurs.

Cette brillante victoire fit le plus grand honneur à M. d'Elbée et à son collègue : les autres chefs ne virent pas sans jalousie la gloire dont venait de se couvrir leur rival, mais ils eurent le bon esprit de dissimuler leurs sentimens.

M. Charrette venait aussi de se signaler par la prise de Challans, et la défaite d'une armée; mais il avait été auparavant battu à la Roche-sur-Yon, et à Màchecout; ce qui l'avait mis hors d'état de tenter aucune entreprise d'éclat. MM. Jolly, de la Cathelinière et Lyrot avaient chaque jour à combattre les garnisons des Sables et de Nantes; leurs succès étaient mêlés de défaites; ils restaient cependant maîtres de leur pays.

CHAPITRE V.

Envoi des garnisons de Mayence et de Valenciennes dans la Vendée. — Prise de Parthenay par M. de Lescure. — Il est battu à Saint-Loup. — Il est vainqueur au pont de Vérine. — Défaite de Santerre à Coron.

La nouvelle de la victoire de Chantonay consterna la convention. Elle fut extrêmement étonnée de recevoir, le 10 septembre, une lettre d'un représentant qui évaluait l'armée vendéenne qui avait combattu à Chantonay à trente mille hommes, et qui annonçait que les Vendéens avaient encore plus de cent quarante mille combattans. On rejeta la défaite sur le général Tuncq, qui n'avait pu se trouver au combat, on le destitua, et on le manda à Paris pour le mettre en jugement.

Le comité de salut public annonça ensuite qu'il venait de prendre des mesures gigantesques pour écraser la Vendée d'un seul coup.

« Les réquisitions, dit un des membres de ce comité, ont produit dans la Vendée, une armée fabuleuse à laquelle la postérité aura peine à croire. Elle est de quatre cent mille hommes; elle s'est formée en vingt-quatre heu-

res. » Ces fastueuses promesses rassurent d'autant plus la convention, que le représentant Bourdon de l'Oise s'exprimait, le 11 septembre, à la tribune des jacobins, en ces termes : « *Cette armée de la Vendée, dont on fait tant de bruit, n'est autre chose qu'un ramas de cochons, de gens qui n'ont pas figure humaine, et de gens de loi.* » On crut d'abord sur sa parole l'ex-procureur Bourdon, et l'on ne douta pas que la Vendée ne fût avant un mois entièrement écrasée.

Un événement, qui d'abord ne paraissait nullement intéresser la Vendée, fut le fondement de sa ruine, et lui fit plus de mal que la masse de quatre cent mille hommes que l'on organisait contre elle. Les villes de Mayence et de Valenciennes venaient de se rendre, la première aux Prussiens, et la seconde aux Autrichiens. Il avait été réglé par la capitulation, que ces troupes ne pourraient servir, avant leur échange, contre les alliés. Par négligence ou par oubli, ceux qui avaient dressé la capitulation, avaient omis de comprendre les armées royalistes de la Vendée dans le nombre des puissances que l'on ne pourrait attaquer. La convention, profitant de cette faute capitale, dirigea aussitôt ces troupes en poste sur le pays

insurgé. On envoya des fiacres et autres voitures de Paris, pour hâter leur marche jusqu'à Orléans.

Pendant que les généraux républicains attendaient l'effet des mesures prises par les représentans, les chefs vendéens ne s'endormaient pas à la vue du danger. Chacun d'eux était retourné à son cantonnement, pour observer les mouvemens de l'ennemi. M. de Lescure était à Saint-Sauveur avec deux mille hommes. De ce poste, il surveillait le général Rey, cantonné à Airvaut avec un corps de cinq mille hommes, et menaçait à la fois Parthenay, Thouars et Airvaut.

Le bruit s'était répandu que les habitans de Parthenay avaient trahi les Vendéens, lors de l'attaque nocturne de Westermann. Ce bruit, accrédité, animait les insurgés à la vengeance. M. de Lescure se porte donc sur Parthenay, et vient fondre sur cette ville. On tire sur lui par une croisée; les Vendéens se dispersent dans les maisons, et pillent pendant une heure une partie de la ville. On les rappelle enfin à l'ordre. M. de Lescure fut blâmé d'avoir toléré le premier pillage qui eût souillé la gloire des armes vendéennes. Il eût mieux valu sans doute s'abstenir de la vengeance, si l'on ne

pouvait la faire peser sur les seuls coupables.

Averti de la prise de Parthenay, le général Rey marche au secours de cette ville; M. de Lescure vole à sa rencontre; les deux armées se joignent auprès de la ville de Saint-Loup. Après une heure de combat, la poudre manque aux insurgés; ils prennent la fuite, et laissent sur le champ de bataille plus de sabots que de morts et de blessés. Le vainqueur n'osa pas les poursuivre, et M. de Lescure rentra dans son camp de Saint-Sauveur. Un officier, natif de la Rochelle, M. Allard, vint l'y rejoindre : l'armée royale a eu peu d'officiers aussi braves et aussi dévoués.

Pendant que M. de Lescure, avec une poignée de soldats, défendait son territoire, et en éloignait les ennemis, MM. de Bonchamp, de Larochejacquelin et Stoflet défendaient l'Anjou avec plus ou moins de succès.

Le 4 septembre, le premier avait battu les bleus à Érigné, et les avait forcés de repasser la Loire; mais les deux autres avaient été repoussés et blessés à Martigné et à Doué.

Cependant les masses se formaient de tous côtés, des armées innombrables faisaient un cercle autour de la Vendée, qui toute fois n'était point encore entamée. Trente-deux mille bour-

geois ou paysans étaient agglomérés à Thouars, et devaient deux jours après se porter sur Bressuire. M. de Lescure, avec dix-huit cents hommes, conçoit le hardi dessein de dissiper cette masse et de prendre Thouars. Il fallait pour cela dérober sa marche au général Rey, qui commandait à Airvaut des troupes réglées, et qui observait tous ses mouvemens. Il part le 13 septembre, et arrive à Coulonges au coucher du soleil ; il ne lui restait plus que deux lieues à faire pour se rendre à Thouars ; mais en vain, après une halte d'une heure, il donne l'ordre du départ : les paysans ne veulent rien entreprendre pendant la nuit ; il faut la passer à Coulonges.

Le 14, à huit heures du matin, le général arriva au pont de Vérine et l'emporta l'épée à la main. Deux décharges d'artillerie mirent toute la masse en déroute, et la plaine était couverte de fuyards, qui ne reparurent plus dans les armées républicaines. Thouars était sur le point d'être pris, quand tout à coup on voit défiler par la porte de Paris les cinq mille hommes de troupes réglées, commandées par le général Rey. Averti dans la nuit de la marche des insurgés, il avait eu le temps de marcher au secours de la ville. A cette vue, M. de Lescure

prend son parti, et fait, sous le feu de l'ennemi, la seule retraite en ordre qu'aient jamais opérée les Vendéens. Les royalistes perdirent une vingtaine d'hommes et une pièce de canon; mais ils dissipèrent une masse formidable par son nombre, rendirent le courage à toute la Vendée, et rabattirent la folle présomption des républicains.

Tandis que M. de Lescure portait la terreur du côté de Thouars, les bleus, le même jour, entraient victorieux dans Coron. Les chefs vendéens étaient presque tous malades ou blessés. MM. de Piron, de Laugrenière, Kesler et de Scépeaux se rendirent à Vesins, où toute l'armée d'Anjou était rassemblée.

Les bleus avaient plus de trente mille hommes, en y comprenant la masse angevine; leurs adversaires n'en avaient que treize mille. Les premiers, mal commandés (1), se postèrent

(1) Le général Santerre commandait les bleus. Il avait sous lui les généraux Turreau et d'Ambarrère. On peut dire que jamais déroute n'a été plus complète. Santerre se destitua lui-même, et se rendit à Paris.

On lui fit cette épitaphe :

Ci gît Santerre,
Qui de Mars n'eut que la bière.

dans un terrain désavantageux, et se tinrent en masse, avec leur nombreuse artillerie dans le centre; ils furent bientôt enveloppés. Les bataillons de Paris crient alors à la trahison; le désordre se met dans les rangs; la cavalerie prend la fuite. Un adjudant général prend avec lui deux bataillons, et essaye de se battre en retraite. Ce brave officier prévint la ruine totale de l'armée. Trois mille patriotes tués ou blessés, dix-sept pièces de canons, autant de caissons, quatre mille prisonniers; tel fut le résultat de cette brillante journée (1).

(1) On lit dans la réponse de Phélippeaux, ce qui suit : « Ce sera toujours une chose bien étrange que cinquante mille patriotes aient été battus à Coron par trois mille Vendéens. »

On dit, dans le rapport de Richard et Chondieu, pag. 62, au sujet du même combat, que les Vendéens avaient vingt-cinq mille hommes, et que les républicains n'avaient que huit mille soldats de ligne.

« Au surplus, ajoute-t-on, jamais les rebelles ne nous ont attaqués en nombre inférieur. Presque toujours le leur était double du nôtre. »

Une pareille assertion pouvait être crue à Paris, mais elle était complétement ridicule sur les frontières de la Vendée, où l'on savait que M. de Lescure avait, avec dix-huit cents paysans, battu et dissipé trente-deux mille patriotes à Thouars.

Deux jours après, le chevalier du Houx battit complétement, vers le Pont-Barré, une armée républicaine commandée par son oncle, le général du Houx. Celui-ci perdit la moitié de son armée, toute son artillerie, et repassa, dans le plus grand désordre, le pont de Cé.

Tant de batailles perdues ou gagnées avaient aguerri les Vendéens, au point que, contre toute autre puissance, ils se fussent maintenus invincibles. La Hollande, qui résista à tous les efforts de Philippe II; l'Amérique qui brisa le joug anglais, avec infiniment plus de moyens, n'ont jamais déployé tant de valeur et d'opiniâtreté : mais si la Vendée fit, d'un côté, des efforts qui tenaient du prodige, le reste de la France, de l'autre, déploya bien plus d'énergie que les Anglais et les Espagnols. A vingt mille hommes détruits ou dispersés, en succédaient quarante mille non moins aguerris, qui étaient suivis d'un plus grand nombre; il était donc dans l'ordre physique qu'un centième de la population fût écrasé par une masse d'efforts supérieurs et concertés. La tribu de Juda, isolée et abandonnée à elle-même, ne pouvait soutenir long-temps tout le poids d'Israël conjuré contre elle.

CHAPITRE VI.

Batailles de Torfou, de Montaigu, de Saint-Fulgent, gagnées par les Vendéens. — Combat de Clisson.

Cependant les garnisons de Mayence et de Valenciennes étaient arrivées à Nantes. Nous appellerons désormais ce corps d'armée, *les Mayençais*, nom sous lequel il fut connu des Vendéens. Toutes les autres troupes disponibles étaient à leur poste : les représentans avaient enfin renoncé au système ridicule des masses (1), et cherchaient, par de sages mesures, à écraser la Vendée.

(1) Les jacobins, pour vaincre la Vendée, imaginèrent qu'il ne fallait opposer à la masse des royalistes, qu'une plus grande masse de républicains. « Les insurgés, disaient-ils, sont au nombre de quatre-vingt mille combattans; en leur opposant un nombre décuple de soldats, ils doivent nécessairement être écrasés. »

Leur calcul paraissait exact; mais ils raisonnaient sur un faux principe. Les Vendéens étaient animés d'un enthousiasme et d'un zèle religieux, qui centuplaient leurs forces, tandis que la plupart des républicains ne se battaient qu'avec répugnance, et n'aspiraient qu'au moment de rentrer chez eux. Les vrais volontaires étaient

Deux armées, composées des Mayençais et des anciennes troupes de ligne, devaient attaquer M. Charrette sur deux points, pendant qu'une autre division, placée aux Sables, devait pénétrer dans l'autre extrémité de la Vendée inférieure; une autre armée formidable, commandée par les généraux Chalbos, Chambon et Chabot, devait s'emparer, à jour nommé, de Bressuire, où elle devait être jointe par un corps de dix mille hommes venus de Niort, et commandés par Westermann. Outre des forces si considérables, une dernière armée se formait en Bretagne; elle était destinée à camper dans l'intérieur de la Basse-Vendée, et à seconder les opérations des autres généraux; divers camps-volans devaient opérer des diversions, harceler l'ennemi et favoriser la marche des armées, dont la force totale excédait cent quarante mille hommes de troupes réglées. Pour effrayer les Vendéens, on avait

---

alors sous le drapeau blanc; la terreur seule, ou l'amour du pillage, retenait les bleus sous l'étendard tricolore. Telles furent les véritables causes qui firent battre et disperser plus de trente mille républicains à Thouars, par dix-huit cents royalistes, et qui firent abandonner le système des masses.

fait conduire à l'armée des obusiers, artillerie d'autant plus redoutable, qu'ils n'en connaissaient point l'effet. Les bleus avaient ordre d'incendier, de tuer, d'égorger, de dévaster, d'abattre, et de faire un désert de la Vendée : dans ce dessein, cinq charrettées de soufre avaient été envoyées de Paris, où l'on croyait à la possibilité de brûler les bois, les haies, les maisons, et les forêts de toute la Vendée avec du soufre et des allumettes.

Ces mesures rigoureuses déplaisaient extrêmement aux Mayençais, anciens soldats, pleins de courage et d'honneur, et qui ne tenaient que faiblement au parti républicain. Détestés et enviés des bleus, et particulièrement des bataillons de Paris, ils furent plus d'une fois en butte à des trahisons ouvertes et secrètes, et à des haines sourdes qui ne cessèrent qu'après l'extinction totale de ce corps de braves.

Enfin, le plan tracé par les généraux et les représentans reçoit son exécution. Le 9 septembre, les Mayençais, commandés par les généraux Kléber et Aubert du Bayet entrent dans la Vendée, tandis que le général Beysser, avec une autre armée, y pénètre par une autre route. La division des Sables seconde le général, qui commence aussi les hostilités.

Les armées vendéennes, trop faibles pour résister à tant de forces réunies, se retirèrent à Vieille-Vigne, à Léger, à Montaigu : la presque totalité de la population effrayée à l'aspect des flammes qui dévoraient le pays, suivit l'armée de M. Charrette, qui en fut affamée et embarrassée. La terreur et le découragement règnent dans la Vendée inférieure.

M. Charrette défendit le terrain avec courage et habileté ; mais battus dans cinq combats (1), ses soldats perdirent la tête, et refusèrent de se battre. Dans cette extrémité, ce général envoya courriers sur courriers à la grande armée, pour hâter le secours qu'il avait déjà demandé ; et, en attendant son arrivée, il dirigea habilement sa retraite sur Tiffauges et Chollet, pour décider enfin les chefs à des mesures plus actives.

Pendant que les Mayençais s'avançaient sur Torfou (2), en suivant le cours de la Sèvre,

---

(1) A Port-Saint-Père, à la Chapelle-Palluau, à Verton, à Coin, à Montaigu.

(2) Voici un extrait du plan de campagne arrêté à Saumur, le 3 septembre 1793, entre tous les représentans et les généraux républicains.

« L'armée de Mayence, réunie à celle des côtes de

trois de leurs députés arrivaient au château de la Boulaie, où se trouvaient la plupart des géné-

---

Brest, sortira de Nantes le 11 ou 12 septembre...... Une partie de cette armée balaiera toute la côte de Bourg-Neuf, et se portera sur Mâchecout...... L'armée des Sables, après avoir attaqué Aizenai et Poiré, se portera sur Saint-Fulgent. Le 13 ou le 14 elle sera aux Herbiers...... De là elle marchera pour se porter le 16 devant Mortagne.

» L'armée de Mayence sera le 11 devant Villeneuve.... L'attaque de Légé aura lieu le même jour, par une colonne qui partira de Mâchecout..... Verton pourra être attaqué par la gauche de l'armée de Brest, ainsi que le château de la Loué...... le 13, le corps de l'armée se portera sur la route de la Rochelle, vis-à-vis Aigrefeuille. La colonne de droite ira à Montaigu qu'elle enlèvera. Le 14, elle se portera sur Tiffauges, et le 16, devant Mortagne. La réserve, qui aura passé la Sèvre sur le pont de Verton, viendra attaquer Clisson par sa droite, et se réunira à l'armée......

» L'armée des côtes de la Rochelle se tiendra sur une défensive active; néanmoins, la division du général Mieschouski opérera offensivement, jusqu'à sa jonction à l'aile droite de l'armée des côtes de Brest...... La division commandée par le général Chalbos se portera à la Châtaigneraie, où elle devra arriver le 14..... La division commandée par le général Rey se portera à Bressuire, où elle devra arriver le 14; sa droite occupera Chambroulet; et sa gauche, le château de la Forêt-sur-Sèvre.

raux vendéens. Ils offrirent, au nom de tous les Mayençais, dont peut-être ils n'étaient que les espions, de passer en corps sous les drapeaux de l'armée royale, si on voulait leur réaliser deux millions en espèces, et leur assurer trente sous de solde par jour en numéraire.

Rien de plus favorable ne pouvait s'offrir à la cause royale : quinze mille hommes de troupes réglées lui assuraient une victoire complète; mais on donna peu de confiance à leurs propositions; on craignit qu'il n'y eût quelque piége caché sous cette offre captieuse; on délibéra néanmoins très-long-temps sur cette affaire. Un des chefs proposa de donner en paiement provisoire l'argenterie des églises de la Vendée, et de mettre une taxe fixe sur chaque propriétaire vendéen; mais M. Brin[1], doyen de

---

Ce dernier poste correspondra avec la droite du corps commandé par le général Chalbos.....

» La division de Saumur se portera à Vihiers le 14.... La division du général du Houx occupera le pont Barré... Le général en chef aura son quartier général à Doué, etc.»

Ce plan était très-bien conçu. Cent quarante mille hommes réunis dévaient écraser la Vendée, mais les défaites de Torfou, de Montaigu, et de Saint-Fulgent, rendirent pour le moment ce beau plan inutile. On avait vendu trop tôt la peau de l'ours.

Saint-Laurent, représenta que sans une nécessité absolue on ne pouvait, sans impiété, disposer de l'argenterie des églises, et distribuer à des hommes suspects les dernières dépouilles du clergé; il ajouta que la taxe proposée produirait le plus mauvais effet sur les propriétaires, et que les paysans verraient eux-mêmes avec indignation leurs chefs mettre leur confiance en des hommes ennemis de la monarchie, qui n'étaient entrés dans la Vendée qu'avec le fer et la flamme, et dont les armes et les mains étaient teintes du sang de leurs frères. Sans s'arrêter précisément à l'avis de M. Brin, on se borna à faire de grandes promesses pour l'avenir aux Mayençais; et l'on renvoya les députés, qui rejoignirent dans la nuit ceux qui les avaient envoyés.

L'armée de la Haute-Vendée ne put partir de Chollet que le 18 septembre; elle était de trente-six mille fantassins et de neuf cents cavaliers; trente pièces de canon attelées et fournies de gargousses la suivaient; elle rencontra, à six lieues de Chollet, M. Charrette avec quinze mille soldats découragés, et un nombre considérable de vieillards, de femmes, d'enfans et de troupeaux de bœufs et de brebis. «—Où est l'ennemi? demanda M. d'Elbée à M. Charrette.

— Il suit mes traces : voyez ces tourbillons de fumée ; on brûle dans ce moment le bourg de Torfou. » Les deux armées combinées prennent aussitôt leurs mesures, et le 19 on marche sur Torfou. M. Charrette se poste dans la forêt de Langeron ; la grande armée fait halte sur une hauteur, et aperçoit les ennemis qui se développent avec le plus bel ordre dans la plaine.

Les Mayençais n'avaient jusqu'alors eu affaire qu'aux soldats de la Basse-Vendée, presque tous vêtus d'habits bruns : à l'aspect des vestes en cotonnade, et des habits gris-bleus de la Haute-Vendée, ils éprouvèrent le même étonnement qu'éprouva Asdrubal à l'aspect des vieux boucliers de l'armée du consul Néron. Cependant ils commencent l'attaque, et s'avancent au petit pas sur l'ennemi. Les Vendéens, déjà consternés à la vue des flammes qui consument une étendue immense de pays, s'étonnent au bruit des feux de peloton des bleus, et s'ébranlent en reculant ; une partie bientôt prend la fuite. Tout était perdu si M. de Lescure, suivi d'un gros d'officiers, ne fût à l'instant descendu de cheval, n'eût arraché un fusil des mains d'un soldat, et ne se fût mis à la tête des compagnies suisse et française, et des habitans des Aubiers, de Courlé et des Échau-

brognes, tous braves, aguerris, et qui étaient surnommés les grenadiers de l'armée.

Par un feu roulant et bien dirigé, il étonne les Mayençais; il leur cache en même temps le petit nombre de ses soldats en descendant la colline, et en se portant sur la gauche, dans un champ entouré d'arbres, de haies et d'ajoncs. Les républicains font halte, en attendant leur artillerie qu'on leur amène sur ce point. M. Charrette, rentré dans la forêt, soutient le feu, et défend le terrain pied à pied à l'autre extrémité de la ligne.

Cependant M. de Bonchamp arrive avec sa division, et rend le courage aux fuyards, que la cavalerie ramenait avec peine au combat; le bruit du feu qui continuait toujours avec la même force, les exhortations pressantes des chefs, la vue des secours qui leur arrivaient, déterminent enfin les paysans indécis; ils retournent sur le champ de bataille, résolus de vaincre ou de périr.

M. de Bonchamp se hâta d'aller dégager M. de Lescure, qui, depuis deux heures, se maintenait avec peine dans sa position, tandis que MM. de Donnissan et de Larochejaquelin, avec dix mille hommes, passaient par des chemins détournés, et se portaient sur les

derrières de l'armée. Bientôt après un feu de mousqueterie se fait entendre sur une ligne courbe de plus d'une lieue; les républicains, surpris de se voir enveloppés, ne songent plus qu'à se battre en retraite; mais cette retraite devenait difficile à faire dans un pays fourré, dans des chemins creux et impraticables, à des hommes assaillis par un cercle d'ennemis acharnés à leur ruine.

MM. Aubert du Bayet et Kléber se signalèrent en cette circonstance, et on peut dire que leurs soldats se surpassèrent eux-mêmes. Leur marche rétrograde se fit avec autant d'ordre que s'ils n'eussent eu personne à combattre. De longs feux de file retinrent toujours à une respectueuse distance les téméraires qui voulaient s'élancer sur la proie qui leur échappait. Trois fois la cavalerie vendéenne voulut charger ces redoutables fuyards; autant de fois elle fut repoussée avec perte, sans pouvoir les entamer.

Pendant deux lieues ils eurent à essuyer des décharges meurtrières sur tous les points; à chaque carrefour, un feu croisé en tuait un grand nombre : la Sêvre, fut pendant toute la retraite, le seul rempart dont ils pussent s'aider.

Arrivés à Boussay, la confusion se mit enfin

dans leurs rangs. Un colonel, par l'ordre du général, se plaça avec un bataillon sur le pont, et se fit tailler en pièces avec ses gens. Cette résistance donna le temps aux Mayençais de se rendre à Gétigné où cinq pièces de canon, placées sur le pont, forcèrent les vainqueurs de s'arrêter.

Tel fut le résultat de la bataille de Torfou. Elle coûta aux Mayençais quatre pièces de canon, quinze cents tués et huit cents blessés; mais leur valeur et leur conduite fut admirée de leurs propres ennemis. J'ai entendu des paysans vendéens parler avec enthousiasme de cette armée, et déplorer la perte de tant de braves, qui, unis aux royalistes eussent bientôt rétabli le trône, l'autel et la paix.

Le plus grand avantage que les Vendéens retirèrent de cette glorieuse journée, fut de leur rendre à tous le courage qu'ils avaient presque entièrement perdu. Ce succès faillit entièrement déranger le plan que les généraux républicains avaient pris; peu s'en fallut même que cette victoire n'entraînât la ruine de la république. On peut dire qu'elle dut son salut à une faute que commirent les chefs vendéens.

Dans la nuit qui suivit la bataille, les généraux royalistes furent avertis que le général

CHAPITRE VII.

Charrette se sépare de la grande armée. — Défaite des bleus à Saint-Fulgent. — Combat de Clisson, à l'avantage des royalistes.

Des trois armées qui avaient pénétré dans la Basse-Vendée, l'une avait été vivement repoussée, l'autre presque entièrement écrasée; la dernière était à Saint-Fulgent, d'où elle portait partout le ravage, l'incendie et la désolation. Après la victoire de Montaigu, plus de six cents paysans étaient venus se jeter aux pieds de M. Charrette, et le supplier avec larmes de venir réprimer de féroces soldats, qui n'épargnaient ni l'âge ni le sexe. Le général attendri leur promit de voler de suite à leur secours, et cette promesse indiscrète porta à la Vendée et à la cause royale un coup mortel.

Les chefs de la Haute-Vendée rappellent en vain à M. Charrette l'attaque projetée de l'armée de Mayence : celui-ci demeure inflexible. Ses troupes s'étaient considérablement augmentées, tandis que la grande armée, affaiblie par la désertion, était à peine de huit mille hommes. M. de Lescure, avec si peu de gens, crai-

gnit d'attaquer une armée formidable par sa valeur et sa discipline, qui pouvait l'écraser avant l'arrivée de MM. de Bonchamp et d'Elbée, il préféra suivre M. Charrette, qui lui promit qu'aussitôt après l'entière délivrance de son pays, il le suivrait dans la Haute-Vendée avec une armée de vingt mille hommes. D'après ce nouveau plan on envoie un courrier à M. d'Elbée, et l'on marche sur Saint-Fulgent.

L'armée qui occupait ce bourg était sinon la plus redoutable, du moins la plus nombreuse : elle était composée de la division des Sables, grossie d'une partie de celle qu'on rassemblait en Bretagne : son artillerie était formidable; on y remarquait ces terribles obusiers, dont l'effet était inconnu aux Vendéens, et devait nécessairement les effrayer. Son général était un Polonais nommé Mieskouski. Avant de commencer le combat, M. Charrette envoya deux courriers aux commandans de Vieille-Vigne et de Saint-Sulpice, avec ordre de se porter sur la grande route avec leurs divisions, et de s'y tenir embusqués jusqu'au moment où les bleus s'y présenteraient en désordre, et leur fourniraient ainsi l'occasion de les écraser entièrement.

Un contre-temps sauva les républicains.

CHAPITRE VII.

Charrette se sépare de la grande armée. — Défaite des bleus à Saint-Fulgent. — Combat de Clisson, à l'avantage des royalistes.

Des trois armées qui avaient pénétré dans la Basse-Vendée, l'une avait été vivement repoussée, l'autre presque entièrement écrasée; la dernière était à Saint-Fulgent, d'où elle portait partout le ravage, l'incendie et la désolation. Après la victoire de Montaigu, plus de six cents paysans étaient venus se jeter aux pieds de M. Charrette, et le supplier avec larmes de venir réprimer de féroces soldats, qui n'épargnaient ni l'âge ni le sexe. Le général attendri leur promit de voler de suite à leur secours, et cette promesse indiscrète porta à la Vendée et à la cause royale un coup mortel.

Les chefs de la Haute-Vendée rappellent en vain à M. Charrette l'attaque projetée de l'armée de Mayence : celui-ci demeure inflexible. Ses troupes s'étaient considérablement augmentées, tandis que la grande armée, affaiblie par la désertion, était à peine de huit mille hommes. M. de Lescure, avec si peu de gens, crai-

dans l'armée républicaine. Les bleus, à la lueur des fusils, s'aperçoivent qu'ils sont entièrement cernés. La terreur s'empare des esprits, les soldats prennent la fuite, sans songer à se battre en retraite ; tous fuient à la débandade : les munitions, les canons, les fusils, jusqu'aux terribles obusiers, tout devient la proie des vainqueurs (1).

Les chefs vendéens poursuivent les vaincus, et en font un grand carnage. Le commandant de Vieille-Vigne, averti du combat par la canonnade, rassemble à la hâte trois cents cavaliers, et va se porter sur la grande route, auprès de Montaigu ; il tombe avec cette cavalerie sur les fuyards ; ceux-ci quittent le grand chemin, et se retirent dans les bois et dans les champs : l'obscurité en sauve la plus grande partie.

On peut dire que, si la bataille eût commen-

---

(1) Le général Westermann commandait une des divisions de cette armée. Ni sa valeur, ni son activité ne purent prévenir cette sanglante défaite. Pendant que le général Mieskouski gagnait les faubourgs de Nantes, avec les débris de son armée, il se sauvait à toute bride du côté de la Châtaigneraie. (*Voyez* Pièces justificatives, n°. 4).

M. Charrette avait mandé à ces deux officiers que le combat commencerait le 22 septembre, à six heures du matin; et, par des retards inévitables, on ne fut en présence de l'ennemi qu'à une heure avant le coucher du soleil. Lassées d'attendre, les deux divisions vendéennes rentrent dans leurs quartiers.

On voulait remettre la bataille au lendemain; mais M. Charrette, que le moindre retard contrariait, fit de suite commencer le combat.

L'armée vendéenne, fière des deux victoires qu'elle venait de remporter, était remplie d'ardeur et de confiance; les républicains, entourés de leur formidable artillerie, se tenaient serrés; ce fut ce qui les perdit. Pendant deux heures, le feu le plus terrible écarte les assaillans. L'obscurité, devenue à chaque instant plus profonde, favorise les royalistes qui, cachés derrière des haies, font sur les rangs ennemis un feu de mousqueterie très-meurtrier, à la distance de cinquante pas. Bientôt les bleus sont entourés; mais ils ne s'en battent pas avec moins de courage.

Pendant cinq heures le combat se soutint avec acharnement. Une attaque vigoureuse des compagnies suisse et française met le désordre

dans l'armée républicaine. Les bleus, à la lueur des fusils, s'aperçoivent qu'ils sont entièrement cernés. La terreur s'empare des esprits, les soldats prennent la fuite, sans songer à se battre en retraite; tous fuient à la débandade: les munitions, les canons, les fusils, jusqu'aux terribles obusiers, tout devient la proie des vainqueurs (1).

Les chefs vendéens poursuivent les vaincus, et en font un grand carnage. Le commandant de Vieille-Vigne, averti du combat par la canonnade, rassemble à la hâte trois cents cavaliers, et va se porter sur la grande route, auprès de Montaigu; il tombe avec cette cavalerie sur les fuyards; ceux-ci quittent le grand chemin, et se retirent dans les bois et dans les champs: l'obscurité en sauve la plus grande partie.

On peut dire que, si la bataille eût commen-

---

(1) Le général Westermann commandait une des divisions de cette armée. Ni sa valeur, ni son activité ne purent prévenir cette sanglante défaite. Pendant que le général Mieskouski gagnait les faubourgs de Nantes, avec les débris de son armée, il se sauvait à toute bride du côté de la Châtaigneraie. (*Voyez* Pièces justificatives, n°. 4).

cé le matin, et que si les quatre mille hommes qui étaient embusqués la veille sur la grande route y fussent restés jusqu'à la défaite des bleus, les cinq sixièmes de cette nombreuse armée auraient été anéantis. Le général Mieskouski n'arriva à Nantes que le lendemain; il avait perdu trois mille hommes.

La grande armée, après avoir ainsi ramené en triomphe M. Charrette dans son pays, et l'avoir entièrement délivré de ses ennemis, reprit le chemin de Chollet.

Cependant MM. d'Elbée et de Bonchamp prenaient leurs mesures pour tomber sur les Mayençais, persuadés qu'ils seraient soutenus par l'armée qui était au-delà de la Sêvre. Malheureusement le courrier que MM. Charrette et de Lescure avaient envoyé la veille, avait été pris en route par les bleus.

Le général Canclaux avait conduit quelques renforts aux Mayençais, et avait pris le commandement de l'armée, qui, depuis la journée de Torfou, avait perdu la plus grande partie de son artillerie, et un grand nombre d'officiers. Elle avait besoin de se réorganiser avant de rentrer en campagne. La prise du courrier, et la découverte des desseins de l'ennemi, donnèrent à Canclaux la plus vive inquiétude. Il prit sur-

le-champ son parti, et donna ordre à l'armée de rétrograder sous les murs de Nantes.

On exécutait cette retraite, d'autant plus pénible à faire, que l'on avait douze cents voitures à conduire, pleines de munitions, de pièces de canon démontées, de malades et de blessés, lorsque, tout à coup, dans le voisinage de Clisson, l'arrière-garde crie *aux armes!*

Le 22 septembre, Canclaux se porte en avant, et aperçoit une armée vendéenne qui marchait à lui avec rapidité. Il veut prendre des mesures, le désordre se met dans son arrière-garde; cent voitures tombent entre les mains des royalistes. Les Mayençais, croyant avoir affaire à l'armée combinée de Torfou, sont dans la consternation; de leur côté, MM. d'Elbée et de Bonchamp sont frappés d'étonnement, en n'apprenant aucune nouvelle de MM. Charrette et de Lescure: un moment d'hésitation se fait sentir dans les deux partis.

Dans cette extrémité, les chefs vendéens, déguisant sous un visage gai et riant la tristesse profonde dont ils sont consumés, font leurs dispositions pour l'attaque; ils allongent leurs ailes, et, avec l'élite de leurs braves, se précipitent sur l'ennemi. Ce premier choc leur réussit;

deux pièces de canon, trois ambulances, et deux chariots tombent entre leurs mains.

Ce premier succès eut entraîné la défaite totale de l'ennemi dans toute autre armée que celle de Mayence; mais les braves Mayençais, au lieu de prendre la fuite, se rallient sur une hauteur, et font volte-face. Le général Canclaux, avec le sang-froid qui le caractérise, s'aperçoit bientôt qu'il n'est attaqué que par l'armée d'Anjou. Aussitôt il fait placer à l'arrière-garde le général Aubert-Dubayet, avec trois bataillons d'élite et deux pièces de canon. Un feu de file écarte les assaillans, qui deviennent spectateurs de la plus belle retraite. Canclaux, à la tête de sa cavalerie, couvre l'arrière-garde, et, par des charges faites à propos, écarte les plus téméraires. Les Vendéens, après une poursuite d'une lieue, se retirent, non sans avoir acheté de légers avantages par la perte de sept cents braves. Le général Canclaux, sans avoir été entamé, se met à couvert sous les murs de Nantes.

CHAPITRE VIII.

Entrée des bleus dans Châtillon. — Victoire des Vendéens près cette ville. — Westermann y rentre et y met le feu. Consternation et décret de la convention.

La convention fut consternée, en apprenant à Paris la défaite de trois de ses meilleures armées. « On vous a bien trompés, leur écrivait un représentant, dans une lettre datée de Nantes, le 22 septembre, quand on vous a dit que l'armée des brigands était réduite à six mille hommes. Ils ont encore trois armées, composées de divers corps, formant, d'après des renseignemens certains, un total de cent mille hommes, dont cinquante mille bien armés et bien disciplinés. »

La convention, désespérée de ces fatales nouvelles, crut toucher au moment de sa ruine; elle fut ranimée par une lettre d'un représentant en mission à Saumur, qui l'assurait que la Vendée était aux abois, et qu'elle ne pouvait mettre sous les armes plus de douze mille hommes découragés.

Ces variantes sur la situation de la Vendée étaient l'ouvrage de deux factions, composées

de représentans et de généraux, les uns placés à Nantes, et les autres à Saumur. Ces deux partis ne cessaient de se décrier, et de déjouer réciproquement leurs mesures. La faction de Nantes se plaignait avec raison que, tandis qu'elle attaquait les brigands avec toutes ses forces, la faction de Saumur laissait dans l'inaction les armées de Niort, de Saumur et du Pont-de-Cé, dont l'attaque simultanée eût empêché la grande armée d'aller au secours de M. Charrette, et eût prévenu les défaites de Torfou, de Montaigu et de Saint-Fulgent.

La faction de Saumur répondait à ces reproches, que l'on s'était trop pressé à Nantes, que l'on y avait pris de fausses mesures, que les entreprises y étaient mal concertées, et que les défaites étaient le fruit d'une folle confiance et d'une ridicule présomption. Il n'y avait, à l'entendre, d'esprit, de courage et de talens, que dans les généraux et les représentans de Saumur.

Fatigué de ces vains débats, le comité de salut public casse tous les généraux et rappelle tous les représentans. Un ancien maître d'armes, nommé l'Échelle, est nommé général en chef, Rossignol est renvoyé en Bretagne, et le sage Canclaux est mandé à Paris, pour rendre

compte de sa conduite. Il y courait les plus grands risques ; un de ses confrères, le général Duhoux, dont le seul crime était d'avoir été battu, venait d'y être décapité comme traître. Il s'était défendu avec courage, il n'en porta pas moins sa tête sur l'échafaud; tandis que, par une injustice criante, Santerre, si souvent battu par sa faute, n'était pas même accusé.

Cependant le général en chef l'Échelle, arrivé à Nantes, cherche à s'y signaler par un coup décisif. Il donne ordre aux armées de Niort, de Saumur et du Pont-de-Cé de marcher simultanément sur Bressuire, pour se porter ensuite sur Châtillon ; il ordonne en même temps aux divisions de Luçon, de Nantes, et à l'armée de Mayence, de laisser pour un moment paisibles les insurgés de la Basse-Vendée, et de se porter directement sur Chollet. Le projet des républicains était d'écraser entièrement la Haute-Vendée, sûrs de soumettre après cela sans difficulté l'autre partie. Le salut de M. Charrette dépendait donc ainsi de la victoire de ses collègues; il fut assez confiant en ses propres forces pour ne pas voir le danger qu'il courait en abandonnant la grande armée.

En vertu des ordres du général en chef, Chalbos, Chabot, Westermann et Chambon se

rendent le 10 octobre à Bressuire. Ces quatre généraux avaient de la valeur et des talens.

A la vue d'un danger si pressant, les chefs de la Haute-Vendée écrivent une lettre pressante à M. Charrette, alors posté aux Herbiers avec une armée considérable; celui-ci reçoit le courier assez froidement, et demande qu'on fasse part à son armée du butin pris à Saint-Fulgent; ce butin consistait en quelques habillemens, et en trois chariots pleins de souliers que les soldats avaient pillés de suite après la victoire (1); on répondit à M. Charrette qu'il était impossible de lui rien donner, parce que les effets n'avaient point été emmagasinés, et qu'ils n'étaient plus à la disposition des agens militaires. Ce général, mécontent, décampe des Herbiers, rentre dans le fond de la Vendée, et se poste à Légé. On peut dire que cette retraite fut un coup mortel pour la Vendée. L'impartialité, qui fait le fondement de l'histoire, nous oblige à dire que deux armées républicaines occupaient Chantonay et la Châtaigneraie; mais nous devons ajouter que ces deux villes n'étaient point comprises dans l'ar-

(1) On avait pris aussi sept mille francs en assignats, dont M. Charrette réclamait la moitié.

rondissement de M. Charrette, et que les dangers dont ces armées le menaçaient étaient éloignés et incertains (1).

Dans le pressant péril où était la Haute-Vendée, les chefs royalistes ne s'abandonnèrent pas à leur consternation; ils avaient à soutenir les rudes assauts des six armées de troupes réglées qui formaient un ensemble de plus de cent vingt mille hommes; délaissés par M. Charrette, ils n'avaient à opposer à ces forces formidables que quarante mille paysans découragés, et la division du Loroux qui leur fut toujours fidèle.

Posté dans son ancien camp de Saint-Sauveur, M. de Lescure tint pendant quelques jours vingt-cinq mille bleus en échec dans

(1) On m'a assuré que l'on avait publié, il y a quelques années un mémoire intitulé : *Justification de M. Charrette*, dans lequel on lave ce général du reproche, 1°. d'avoir abandonné la grande armée à ses propres forces; 2°. d'avoir consenti à la mort de MM. de Marigny, Joly, de Launay, etc., etc., etc. Je ne connais pas ce mémoire, et j'y renvoie bien volontiers mes lecteurs. Je désire bien sincèrement que ce preux Vendéen soit entièrement justifié à leurs yeux, et qu'il n'existe plus le moindre reproche sur la conduite d'un si brave et si respectable général.

Beysser marchait à grandes journées pour rejoindre les Mayençais. Après avoir tenu conseil, ils décidèrent que MM. de Bonchamp et d'Elbée, avec l'armée d'Anjou; repasseraient la Sèvre, et que le 21 ils attaqueraient, de concert avec la division du Loroux, les Mayençais en queue, pendant que l'armée combinée des deux Vendées l'attaquerait en tête et par le flanc. On convint aussi que dans la journée du 20 septembre, les Vendéens iraient au-devant du général Beysser, et prendraient toutes les mesures pour prévenir la jonction de son armée à celle des Mayençais.

A la pointe du jour, l'armée se met en marche, tandis que MM. de Bonchamp et d'Elbée passent la Sèvre. Les espions que l'on avait envoyés la veille rapportent à MM. de Lescure, Charrette et de Larochejacquelin, que Beysser est dans la ville de Montaigu, où il met tout à feu et à sang. Les chefs vendéens hâtent leur marche, et prennent de si sages mesures qu'ils surprennent le général républicain dans la ville. Indignés à la vue des flammes, les Vendéens se précipitent avec fureur sur les incendiaires. Beysser veut en vain donner des ordres; blessé dangereusement, il ne se sauve qu'avec peine. Les soldats, épars dans les mai-

sons qu'ils pillaient et brûlaient, furent en partie passés au fil de l'épée; le reste se sauva en fuyant çà et là, sans ordre, ivres ou chargés de butin; ce ne fut qu'à Nantes que l'on parvint à rallier deux mille trois cents hommes d'une armée victorieuse et florissante.

Le carnage fut grand dans Montaigu : tous les prisonniers furent passés au fil de l'épée. Toute l'artillerie, les caissons et les munitions tombèrent entre les mains des royalistes.

CHAPITRE VII.

Charrette se sépare de la grande armée. — Défaite des bleus à Saint-Fulgent. — Combat de Clisson, à l'avantage des royalistes.

Des trois armées qui avaient pénétré dans la Basse-Vendée, l'une avait été vivement repoussée, l'autre presque entièrement écrasée; la dernière était à Saint-Fulgent, d'où elle portait partout le ravage, l'incendie et la désolation. Après la victoire de Montaigu, plus de six cents paysans étaient venus se jeter aux pieds de M. Charrette, et le supplier avec larmes de venir réprimer de féroces soldats, qui n'épargnaient ni l'âge ni le sexe. Le général attendri leur promit de voler de suite à leur secours, et cette promesse indiscrète porta à la Vendée et à la cause royale un coup mortel.

Les chefs de la Haute-Vendée rappellent en vain à M. Charrette l'attaque projetée de l'armée de Mayence : celui-ci demeure inflexible. Ses troupes s'étaient considérablement augmentées, tandis que la grande armée, affaiblie par la désertion, était à peine de huit mille hommes. M. de Lescure, avec si peu de gens, crai-

gnit d'attaquer une armée formidable par sa valeur et sa discipline, qui pouvait l'écraser avant l'arrivée de MM. de Bonchamp et d'Elbée, il préféra suivre M. Charrette, qui lui promit qu'aussitôt après l'entière délivrance de son pays, il le suivrait dans la Haute-Vendée avec une armée de vingt mille hommes. D'après ce nouveau plan on envoie un courrier à M. d'Elbée, et l'on marche sur Saint-Fulgent.

L'armée qui occupait ce bourg était sinon la plus redoutable, du moins la plus nombreuse : elle était composée de la division des Sables, grossie d'une partie de celle qu'on rassemblait en Bretagne : son artillerie était formidable; on y remarquait ces terribles obusiers, dont l'effet était inconnu aux Vendéens, et devait nécessairement les effrayer. Son général était un Polonais nommé Mieskouski. Avant de commencer le combat, M. Charrette envoya deux courriers aux commandans de Vieille-Vigne et de Saint-Sulpice, avec ordre de se porter sur la grande route avec leurs divisions, et de s'y tenir embusqués jusqu'au moment où les bleus s'y présenteraient en désordre, et leur fourniraient ainsi l'occasion de les écraser entièrement.

Un contre-temps sauva les républicains.

CHAPITRE VII.

Charrette se sépare de la grande armée. — Défaite des bleus à Saint-Fulgent. — Combat de Clisson, à l'avantage des royalistes.

Des trois armées qui avaient pénétré dans la Basse-Vendée, l'une avait été vivement repoussée, l'autre presque entièrement écrasée; la dernière était à Saint-Fulgent, d'où elle portait partout le ravage, l'incendie et la désolation. Après la victoire de Montaigu, plus de six cents paysans étaient venus se jeter aux pieds de M. Charrette, et le supplier avec larmes de venir réprimer de féroces soldats, qui n'épargnaient ni l'âge ni le sexe. Le général attendri leur promit de voler de suite à leur secours, et cette promesse indiscrète porta à la Vendée et à la cause royale un coup mortel.

Les chefs de la Haute-Vendée rappellent
vain à M. Charrette l'attaque projetée de l'
mée de Mayence : celui-ci demeure inflexi
Ses troupes s'étaient considérablement aug
tées, tandis que la grande armée, affai
la désertion, était à peine de huit mil
mes. M. de Lescure, avec si peu de ge

lègues, il était déjà trop tard, la déroute était complète; il prit alors son parti et dirigea sa retraite sur Bressuire.

Ce mouvement fut à peine aperçu par les vainqueurs acharnés à la poursuite des bleus, qui fuyaient par la route de Châtillon à Argenton. Cependant M. Girard de Beaurepaire, le brave Legeai, colonel paysan, et cent vingt soldats poursuivirent Westermann sur le chemin de Bressuire : ce général, déjà inculpé par les représentans, et en butte à la faction dominante des jacobins qui ne voit en lui qu'un agent de Dumourier et une créature du club des cordeliers, conçoit qu'on va rejeter sur lui la perte de la bataille, et qu'il va bientôt être livré au sanglant tribunal révolutionnaire; il préfère mourir les armes à la main. Se voyant donc faiblement poursuivi, il fait faire halte à sa troupe, fait monter cent grenadiers derrière cent hussards, et reprend la route de Châtillon. Une pareille entreprise était téméraire et insensée; elle n'avait pu être conseillée que par le plus aveugle désespoir; cependant, contre toute espèce de probabilité, elle réussit.

M. Girard de Beaurepaire, presque tout seul, veut en vain s'opposer au téméraire général; il s'élance sur lui l'épée à la main; douze coups

CHAPITRE VII.

Charrette se sépare de la grande armée. — Défaite des bleus à Saint-Fulgent. — Combat de Clisson, à l'avantage des royalistes.

Des trois armées qui avaient pénétré dans la Basse-Vendée, l'une avait été vivement repoussée, l'autre presque entièrement écrasée; la dernière était à Saint-Fulgent, d'où elle portait partout le ravage, l'incendie et la désolation. Après la victoire de Montaigu, plus de six cents paysans étaient venus se jeter aux pieds de M. Charrette, et le supplier avec larmes de venir réprimer de féroces soldats, qui n'épargnaient ni l'âge ni le sexe. Le général attendri leur promit de voler de suite à leur secours, et cette promesse indiscrète porta à la Vendée et à la cause royale un coup mortel.

Les chefs de la Haute-Vendée rappellent en vain à M. Charrette l'attaque projetée de l'armée de Mayence : celui-ci demeure inflexible. Ses troupes s'étaient considérablement augmentées, tandis que la grande armée, affaiblie par la désertion, était à peine de huit mille hommes. M. de Lescure, avec si peu de gens, crai-

gnit d'attaquer une armée formidable par sa valeur et sa discipline, qui pouvait l'écraser avant l'arrivée de MM. de Bonchamp et d'Elbée, il préféra suivre M. Charrette, qui lui promit qu'aussitôt après l'entière délivrance de son pays, il le suivrait dans la Haute-Vendée avec une armée de vingt mille hommes. D'après ce nouveau plan on envoie un courrier à M. d'Elbée, et l'on marche sur Saint-Fulgent.

L'armée qui occupait ce bourg était sinon la plus redoutable, du moins la plus nombreuse : elle était composée de la division des Sables, grossie d'une partie de celle qu'on rassemblait en Bretagne : son artillerie était formidable; on y remarquait ces terribles obusiers, dont l'effet était inconnu aux Vendéens, et devait nécessairement les effrayer. Son général était un Polonais nommé Mieskouski. Avant de commencer le combat, M. Charrette envoya deux courriers aux commandans de Vieille-Vigne et de Saint-Sulpice, avec ordre de se porter sur la grande route avec leurs divisions, et de s'y tenir embusqués jusqu'au moment où les bleus s'y présenteraient en désordre, et leur fourniraient ainsi l'occasion de les écraser entièrement.

Un contre-temps sauva les républicains.

M. Charrette avait mandé à ces deux officiers que le combat commencerait le 22 septembre, à six heures du matin; et, par des retards inévitables, on ne fut en présence de l'ennemi qu'à une heure avant le coucher du soleil. Lassées d'attendre, les deux divisions vendéennes rentrent dans leurs quartiers.

On voulait remettre la bataille au lendemain; mais M. Charrette, que le moindre retard contrariait, fit de suite commencer le combat.

L'armée vendéenne, fière des deux victoires qu'elle venait de remporter, était remplie d'ardeur et de confiance; les républicains, entourés de leur formidable artillerie, se tenaient serrés; ce fut ce qui les perdit. Pendant deux heures, le feu le plus terrible écarte les assaillans. L'obscurité, devenue à chaque instant plus profonde, favorise les royalistes qui, cachés derrière des haies, font sur les rangs ennemis un feu de mousqueterie très-meurtrier, à la distance de cinquante pas. Bientôt les bleus sont entourés; mais ils ne s'en battent pas avec moins de courage.

Pendant cinq heures le combat se soutint avec acharnement. Une attaque vigoureuse des compagnies suisse et française met le désordre

dans l'armée républicaine. Les bleus, à la lueur des fusils, s'aperçoivent qu'ils sont entièrement cernés. La terreur s'empare des esprits, les soldats prennent la fuite, sans songer à se battre en retraite ; tous fuient à la débandade : les munitions, les canons, les fusils, jusqu'aux terribles obusiers, tout devient la proie des vainqueurs (1).

Les chefs vendéens poursuivent les vaincus, et en font un grand carnage. Le commandant de Vieille-Vigne, averti du combat par la canonnade, rassemble à la hâte trois cents cavaliers, et va se porter sur la grande route, auprès de Montaigu ; il tombe avec cette cavalerie sur les fuyards ; ceux-ci quittent le grand chemin, et se retirent dans les bois et dans les champs : l'obscurité en sauve la plus grande partie.

On peut dire que, si la bataille eût commen-

---

(1) Le général Westermann commandait une des divisions de cette armée. Ni sa valeur, ni son activité ne purent prévenir cette sanglante défaite. Pendant que le général Mieskouski gagnait les faubourgs de Nantes, avec les débris de son armée, il se sauvait à toute bride du côté de la Châtaigneraie. (*Voyez* Pièces justificatives, n°. 4).

— Il suit mes traces : voyez ces tourbillons de fumée ; on brûle dans ce moment le bourg de Torfou.» Les deux armées combinées prennent aussitôt leurs mesures, et le 19 on marche sur Torfou. M. Charrette se poste dans la forêt de Langeron ; la grande armée fait halte sur une hauteur, et aperçoit les ennemis qui se développent avec le plus bel ordre dans la plaine.

Les Mayençais n'avaient jusqu'alors eu affaire qu'aux soldats de la Basse-Vendée, presque tous vêtus d'habits bruns : à l'aspect des vestes en cotonnade, et des habits gris-bleus de la Haute-Vendée, ils éprouvèrent le même étonnement qu'éprouva Asdrubal à l'aspect des vieux boucliers de l'armée du consul Néron. Cependant ils commencent l'attaque, et s'avancent au petit pas sur l'ennemi. Les Vendéens, déjà consternés à la vue des flammes qui consument une étendue immense de pays, s'étonnent au bruit des feux de peloton des bleus, et s'ébranlent en reculant ; une partie bientôt prend la fuite. Tout était perdu si M. de Lescure, suivi d'un gros d'officiers, ne fût à l'instant descendu de cheval, n'eût arraché un fusil des mains d'un soldat, et ne se fût mis à la tête des compagnies suisse et française, et des habitans des Aubiers, de Courlé et des Échau-

brognes, tous braves, aguerris, et qui étaient surnommés les grenadiers de l'armée.

Par un feu roulant et bien dirigé, il étonne les Mayençais; il leur cache en même temps le petit nombre de ses soldats en descendant la colline, et en se portant sur la gauche, dans un champ entouré d'arbres, de haies et d'ajoncs. Les républicains font halte, en attendant leur artillerie qu'on leur amène sur ce point. M. Charrette, rentré dans la forêt, soutient le feu, et défend le terrain pied à pied à l'autre extrémité de la ligne.

Cependant M. de Bonchamp arrive avec sa division, et rend le courage aux fuyards, que la cavalerie ramenait avec peine au combat; le bruit du feu qui continuait toujours avec la même force, les exhortations pressantes des chefs, la vue des secours qui leur arrivaient, déterminent enfin les paysans indécis; ils retournent sur le champ de bataille, résolus de vaincre ou de périr.

M. de Bonchamp se hâta d'aller dégager M. de Lescure, qui, depuis deux heures, se maintenait avec peine dans sa position, tandis que MM. de Donnissan et de Larochejaquelin, avec dix mille hommes, passaient par des chemins détournés, et se portaient sur les

CHAPITRE IX.

Bataille de la Tremblaie. — Retraite de l'armée vendéenne sur Beaupréau. — Entrée des Républicains à Chollet. — Délibération des chefs royalistes.

La victoire de Châtillon avait été complète ; les fuyards n'avaient pu se rallier qu'à Thouars. Quelques-uns avaient été à Saumur, et même jusqu'à Tours, porter la nouvelle de leur défaite ; le matériel de l'armée, les canons, les munitions, les bagages étaient tombés aux mains des vainqueurs. Cependant les Vendéens ne tirèrent de cette belle journée d'autre avantage que celui d'avoir scindé les forces ennemies. La prise de Châtillon, fruit d'une témérité sans exemple, n'abattit pas le courage des royalistes, mais elle ranima l'audace de leurs adversaires. On peut dire que Westermann rendit à son parti le service le plus signalé. Quelques maisons brûlées, cinq cents bourgeois, femmes et enfans égorgés, firent plus de tort à la Vendée que la perte de deux batailles, et accéléra la ruine de la meilleure partie de ses défenseurs.

Châtillon brûlait encore, lorsqu'un courrier, parti de Chollet, vint avertir les chefs royalistes que le général l'Échelle, avec les Mayençais, et trois autres divisions républicaines, qui formaient une colonne de quarante-cinq mille hommes, marchait sur Chollet, où il devait arriver le lendemain. Après avoir tenu conseil, ces chefs arrêtèrent que MM. de Bonchamp et d'Elbée partiraient à l'heure même avec la moitié de l'armée pour Chollet; tandis que M. de Lescure, avec le reste, se porterait sur Mortagne, pour couper le chemin aux républicains, ou les prendre en queue s'ils s'étaient trop avancés.

Le 13 octobre, le général l'Échelle était entré dans Mortagne; il eût pu marcher de suite à Chollet, mais il craignait que M. Charrette n'attaquât ses derrières. Les espions qu'il envoya le rassurèrent bientôt; ils avaient été à plus de six lieues dans la Basse-Vendée; personne n'entendait parler de M. Charrette, que l'on disait posté à l'autre extrémité, à l'île de Bouin. Le général républicain, en apprenant cette heureuse nouvelle, marche aussitôt sur Chollet. M. de Lescure arrivait dans les avenues du château de la Tremblaie, lorsqu'on lui annonça les bleus. Deux heures auparavant, il

avait fait sa jonction avec M. de Royrand, qui lui avait amené six mille hommes.

MM. de Marigny et de Royrand se trouvaient à l'avant-garde lorsque l'ennemi parut; ils le chargent aussitôt, sans lui donner le temps de se reconnaître; le mettent en désordre, et le poursuivent pendant un quart d'heure. Dans le même temps, les bataillons de Mayence qui étaient au corps de bataille se forment en ordre de combat, et font sur les royalistes une charge si vive, qu'ils les font plier.

M. de Lescure, avec le gros de l'armée, était sur une hauteur, et donnait ses ordres pour le combat, lorsqu'il vit revenir son avant-garde en désordre. *En avant! en avant!* s'écrie-t-il: en disant ces mots, il s'élançait à toute bride sur l'ennemi, lorsqu'une balle vint le frapper près du sourcil gauche. A cette vue, ses officiers se pressent autour de lui. Après avoir donné les premiers secours à son général expirant, M. Renou descend de cheval, déchire sa cravatte, en met des morceaux dans la plaie; avec son mouchoir il bande la tête du blessé; ensuite, à l'aide de Bontemps, valet de chambre de M. de Lescure, il le place sur un cheval en croupe derrière un cavalier, après l'avoir fortement lié à son conducteur avec une cour-

roie. Tout ceci se passait au milieu d'un feu terrible de canon et de mousqueterie, qui heureusement ne blessa ni le général, ni ceux qui étaient autour de lui. Après avoir mis M. de Lescure en sûreté, M. Renou retourna au combat : heureusement la chute de ce brave capitaine ne fut pas d'abord aperçue de l'armée.

Le premier choc des paysans est si terrible, que les Mayençais sont forcés de croiser leurs baïonnettes pour opposer un mur de fer à l'impétuosité des assaillans. Une autre division, postée sur la gauche, moins brave et moins aguerrie, prend ouvertement la fuite. Les Mayençais, sur le point d'être cernés, faisaient des dispositions pour la retraite, lorsque tout à coup ils s'aperçoivent que l'ennemi se ralentit. Un jeune officier de seize ans courait comme un fou dans tous les rangs des royalistes, en criant : *M. de Lescure est mort, il est mort!...* Les larmes amères qu'il versait, confirmaient la triste nouvelle qu'il répandait d'une manière si indiscrète.

Les paysans, surtout ceux du Bocage, adoraient M. de Lescure. La nouvelle de sa mort affaiblit aussitôt leur courage. On n'entend plus dans l'armée que cris et que sanglots. Les officiers prennent leur parti, et font la retraite

en assez bon ordre; sans être poursuivis, ils arrivent à Chollet, et s'y assemblent en conseil. La position de cette ville était bonne; M. de Larochejacquelin voulait qu'on la défendît. MM. d'Elbée et de Bonchamp furent d'avis de faire retirer sur Beaupréau l'armée affaiblie et découragée, et de rassembler toutes les forces dont on pouvait disposer, avant de livrer la bataille dont le sort de toute la Vendée allait dépendre.

Cet avis l'emporte; l'armée se rend à Beaupréau.

Le prince de Talmont, à la tête de la cavalerie, MM. de Marigny et de Péraut, avec quelques pièces d'artillerie à cheval, restent dans Chollet pour retarder la marche de l'ennemi; le général l'Échelle, qui craint quelque embuscade, fait faire halte; l'artillerie vendéenne l'étonne et l'arrête; la cavalerie empêche les éclaireurs d'approcher : ce n'est que le 16 octobre, à l'entrée de la nuit, que les républicains font leur entrée dans Chollet.

Ce fut au moment de la prise de cette ville que les représentans Bourbotte, Thureau, Choudieu et Francastel écrivaient à la convention : « Vous avez voulu que la guerre de la Vendée fût terminée à la fin d'octobre; nous pouvons vous assurer aujourd'hui qu'il n'existe plus de

de Vendée; une profonde solitude règne actuellement dans les pays que les rebelles habitaient; on ferait beaucoup de chemin dans ce pays avant de rencontrer un homme ou une chaumière; nous n'avons laissé derrière nous que des cendres et des monceaux de cadavres. »

A la même époque, le représentant Richard écrivait de Saumur : « La convention a décrété qu'au mois d'octobre la guerre de la Vendée serait finie; grâces aux mesures sages et vigoureuses qui ont été prises, ce vœu sera rempli; les rebelles, partout vaincus et partout poursuivis, cherchent en vain un asile; l'ardeur des troupes est telle, que je puis vous répondre qu'ils n'échapperont pas à la juste vengeance que demande depuis si long-temps la liberté outragée par ces scélérats. »

Les jacobins chantaient trop tôt victoire; il y avait encore bien du sang à répandre avant la ruine de la grande armée, et la possession paisible de cette contrée qu'ils voulaient rendre inhabitable.

Pendant que l'Échelle annonçait dans Chollet, aux représentans et aux dix généraux qu'il avait sous ses ordres, que la guerre de la Vendée était enfin terminée, et qu'il ne restait plus

à poursuivre que quelques brigands épars dans les forêts, on entendit tirer le canon d'alarme. Ces Vendéens, que l'on peignait si consternés et si affaiblis venaient offrir la bataille, et défier les vainqueurs sous les murs de Chollet.

Dans la nuit du 16 octobre, les chefs royalistes avaient tenu conseil à Beaupréau; M. de Larochejacquelin avait opiné pour que l'on marchât de suite sur Chollet, où l'on surprendrait les bleus occupés au pillage de cette ville commerçante et dans l'ivresse de la victoire; M. d'Elbée voulait qu'avant d'attaquer on attendît la brave division du Loroux, qui, avec cinq mille hommes, devait rejoindre bientôt l'armée; M. de Royrand était d'avis que, sans chercher à attaquer l'armée formidable et victorieuse des républicains, on dirigeât de suite toutes les forces royalistes sur Boussay et Montaigu, d'où l'on gagnerait Vieille-Vigne, s'adossant, par ce moyen, à la Basse-Vendée et aux troupes de M. Charrette, sur lequel on attirerait l'ennemi, et que l'on forcerait ainsi d'agir; M. de Bonchamp, qui avait des relations très-étendues en Bretagne, opinait pour que toute l'armée passât de suite la Loire, et transférât sur la rive droite le théâtre de la

guerre (1); Stoflet était d'avis que, laissant Chollet aux bleus qui l'occupaient, on licenciât de suite l'armée, qui se rassemblerait ensuite par pelotons, surprendrait les divers détachemens républicains que l'on avait laissés dans le Bocage, harcèlerait l'armée patriote, lui couperait les vivres, et la forcerait à évacuer le territoire insurgé.

De tous ces avis, celui de M. de Royrand était le plus sage; mais tous les cœurs étaient ulcérés au souvenir de l'inaction de M. Charrette, et l'on était humilié de la seule idée d'aller implorer son secours; l'avis de M. de Larochejacquelin l'emporta, comme le plus généreux et le plus digne de la valeur vendéenne. Le prince de Talmont fit néanmoins tous ses efforts pour faire adopter le projet de M. de Bonchamp; il représenta qne le territoire insurgé n'était plus qu'un monceau de cendres

(1) On était convenu, trois jours auparavant, que l'armée seule de M. de Bonchamp passerait la Loire pour insurger la Bretagne, forcer les armées républicaines à se partager, tandis que les autres divisions vendéennes défendraient la rive gauche. Les défaites de la Tremblaie et de Chollet firent changer ce plan qu'il eût fallu adopter, dès le moment de la prise de Saumur.

et de ruines, qui ne pouvaient plus offrir aucune ressource pour la nourriture d'une armée nombreuse; qu'en passant en Bretagne, on allait se trouver dans un pays ami, plein de paysans braves, opiniâtres et royalistes; que sa famille avait eu de tout temps un grand crédit sur l'esprit des Bretons, dont elle présidait autrefois les états; que l'on se trouverait sur un nouveau théâtre infiniment plus vaste, qui n'était resserré par aucun fleuve, mais rempli de ports de mer et de côtes accessibles, d'où l'on pourrait communiquer avec l'étranger; que les braves Vendéens, loin de leur pays, formeraient une armée permanente, attachée à la fortune de ses chefs, avec lesquels elle serait forcée de vaincre ou de mourir; et qu'enfin il était à supposer que la moindre victoire en Bretagne pourrait entraîner, non-seulement les Bretons, mais encore le Haut-Anjou, le Maine et une partie de la Normandie dans le parti du roi.

Le conseil, quoique ébranlé par ces raisons, persista dans sa première résolution: pour déférer cependant à l'opinion de MM. de Talmont, de Bonchamp, et de plusieurs autres officiers distingués, on donna quatre mille hommes à MM. de Talmont et d'Autichamp pour

passer la Loire, et pour aller s'assurer de la ville de Varades, située sur la rive droite. L'entreprise réussit; Varades fut emportée, le passage fut assuré; mais l'armée vendéenne affaiblie, et sûre d'une retraite en cas de revers, perdit quelque chose de sa vigueur et de son énergie.

CHAPITRE X.

Bataille de Chollet, perdue par les Vendéens. — Retraite sur Saint-Florent. — Passage de la Loire.

Le 17 octobre, à dix heures du matin, l'armée vendéenne parût en bon ordre sous les murs de Chollet; elle était forte de trente-huit mille fantassins et de quinze cents cavaliers; son artillerie était de dix-huit pièces de canon. Le général l'Échelle avait eu la prudence de défendre la veille le pillage et l'incendie; et, quoique ses ordres eussent été assez mal suivis, il répara néanmoins facilement le désordre, et eut le temps de faire ses dispositions pour le combat.

La bataille se livra sur la lande en avant de Chollet, sur la route de Beaupréau (1) : M. de Larochejacquelin, qui commandait la droite, avait en tête les Mayençais, commandés par le général Beaupuy; MM. de Marigny et Stoflet commandaient l'aile gauche, et avaient en tête le fougueux Westermann; le centre, aux ordres

(1) *Voyez* Pièces justificatives, n°. 5.

de MM. d'Elbée et de Bonchamp, était opposé à vingt-mille bleus commandés par le général en chef l'Échelle.

Après plusieurs décharges d'artillerie, Stoflet, avec sa division, s'élance au pas de course sur l'ennemi, qu'il force de rentrer à Chollet; une réserve vient l'attaquer à la baïonnette, sans pouvoir lui faire perdre un pouce de terrain; MM. d'Elbée et de Bonchamp s'avancent en même temps sur l'ennemi à portée de pistolet, et font sur lui une décharge à bout portant; M. de Marigny profite de la retraite de l'aile droite, et prend en flanc, avec six pièces de canon, le centre découvert des républicains; ceux-ci se retirent lentement; on les poursuit en poussant de grands cris; les faubourgs de Chollet sont devenus le théâtre de la bataille la plus sanglante (1) : cependant les Mayençais

(1) Il est impossible de se représenter les angoisses des habitans royalistes de Chollet, pendant cette terrible bataille, qui devait décider de leur sort et de celui de leur ville. Que l'on se peigne leur ivresse, au moment où le drapeau blanc flottait près de leurs maisons, leur désespoir quand il s'en éloignait! Cet état d'anxiété dura pendant dix heures, et lorsque la victoire se fût enfin déclarée pour les bleus, il y eut plusieurs dames qui

s'avançaient l'arme au bras et dans le plus bel ordre, sur l'aile commandée par M. de Larochejacquelin; celui-ci s'aperçoit d'abord que, dans le pays découvert où il se trouve, il ne peut, avec des tirailleurs, tenir ferme contre des troupes réglées; il rallie ses paysans et les range en colonnes serrées. Ainsi disposés, les Vendéens soutiennent deux chocs terribles sans s'ébranler; une attaque à la baïonnette et au pas de charge les déconcerte, ils reculent et perdent du terrain.

MM. d'Elbée et de Bonchamp apprennent le désordre de l'aile droite vendéenne, et volent à son secours avec six mille hommes de l'armée d'Anjou. Les Mayençais, pris entre deux feux, font halte, et ne savent comment soutenir ce nouveau choc; M. de Larochejacquelin les presse en tête, tandis que ses deux collègues les attaquent en flanc. De son côté, Stoflet gagne du terrain dans les faubourgs, tandis que M. de Marigny, sur un autre point de la ville, foudroie le centre républicain, à couvert derrière les premières maisons.

Le général Beaupuy veut faire un mouvement en avant, il est renversé de cheval; les

---

tombèrent privées de sentiment, au pied des autels devant lesquels elles étaient prosternées.

Mayençais se disposent à faire retraite ; alors les Vendéens rompent leurs rangs serrés et se disséminent à leur ordinaire pour envelopper l'ennemi, sur lequel ils font un feu de mousqueterie très-meurtrier. Beaupuy, revenu à lui, reprend ses sens et s'aperçoit du désordre de l'armée royale. Les républicains avaient un corps de quatre mille cavaliers, placés à cinq cents pas derrière les Mayençais ; le général leur envoie l'ordre de charger au galop les royalistes épars dans la lande. Cette charge produit l'effet du tonnerre ; tout est renversé et culbuté ; les seules compagnies suisse et française arrêtent ce torrent en croisant leurs baïonnettes. Dans ce moment de crise, les chefs royalistes ne s'oublient pas, et ne perdent pas la tête ; ils volent à travers les fuyards, les rallient derrière leurs compagnies réglées, raniment les courages ébranlés, et donnent ordre à leur cavalerie de charger. Apprennant qu'emportée par la terreur, la plus grande partie fuyait vers Beaupréau, ils n'écoutent plus alors que leur désespoir. MM. d'Elbée, de Bonchamp, de Larochejacquelin, Allard, Dupérat, Désessarts, de Baugé, de Beaurepaire, de Royrand, du Chaffaut, Renou, Forêt, Legeai, Loiseau, et à peu près cent cinquante braves à cheval, forment

un escadron serré, et se lancent au milieu des ennemis, sur lesquels les deux compagnies suisse et française, grossies d'un grand nombre de paysans courageux, font pleuvoir une grêle de balles.

Le désordre se met alors dans la cavalerie républicaine; partout où l'escadron royaliste pénètre, il laisse des traces sanglantes de son passage. Une horrible mêlée s'engage. Le général Beaupuy veut rallier ses cavaliers, il est blessé et renversé de cheval; peu s'en faut qu'on ne le fasse prisonnier. Les généraux Kléber et Aubert du Bayet, s'avancent à la tête de dix bataillons de Mayence, pour soutenir leur cavalerie qui se rallie derrière eux. Tous les coups sont alors dirigés sur l'escadron vendéen. MM. d'Elbée et de Bonchamp tombent tous deux percés de plusieurs coups mortels; vingt-cinq autres braves sont étendus à leurs côtés; la plupart des autres sont plus ou moins dangereusement blessés. L'intrépide Larochejacquelin, dont le cheval est blessé, et dont les habits sont criblés de balles, sent enfin qu'il est temps de faire retraite; mais cette retraite devenait presque impossible à faire, lorsque de grands cris se firent entendre.

Le soleil était couché, M. de Larochejacque-

lin tourne la tête, il aperçoit un officier, monté sur un cheval blanc, qui venait à toute bride vers lui, suivi de deux cents cavaliers; il reconnaît M. de Piron, qui était suivi de deux mille hommes de la division du Loroux, à laquelle s'étaient ralliés quatre mille fuyards. La première attaque de ces troupes fraîches fut terrible. Les bleus s'imaginèrent avoir affaire à toute l'armée de M. Charrette, et se retirèrent sur une hauteur. Jusqu'à huit heures du soir on se battit dans l'ombre et dans l'obscurité.

Cependant on arrache de la mêlée MM. d'Elbée et de Bonchamp, qui respiraient encore; on emporte tous les blessés; on envoie des courriers à MM. Stoflet et de Marigny, qui occupaient les faubourgs de Chollet, et l'armée vendéenne fait sa retraite à Beaupréeau.

On s'était battu pendant plus de dix heures, tous les Vendéens étaient excédés de faim et de fatigue; leur premier besoin fut de manger et de prendre du repos.

On tint conseil sur le parti que l'on prendrait le lendemain. M. de Larochejacquelin proposa de retourner à Chollet, et de recommencer le combat : M. de Piron fut du même avis; il assura que l'ennemi pourrait être surpris, et que son premier mouvement serait d'évacuer la

ville, à laquelle il savait que l'on venait de mettre le feu. M. Désessarts représenta que l'armée avait perdu son généralissime, des généraux du premier mérite et des officiers distingués; qu'une partie de l'armée d'Anjou avait suivi M. de Bonchamp, que l'on transportait à Saint-Florent, où l'on avait indiqué un rassemblement considérable: il finit par proposer que l'on s'y rendît le plus tôt possible, afin de réorganiser l'armée, de nommer un généralissime, et de se concerter àvec tous les membres du conseil, sur les mesures ultérieures à prendre pour le salut de la Haute-Vendée. M. de Royrand persista dans son projet de jonction avec M. Charrette; Stoflet fut toujours d'avis de licencier l'armée, et d'attaquer ensuite les bleus par pelotons sur les derrières. Le conseil indécis flottait entre ces diverses opinions, lorsqu'il apprit que tous les soldats angevins prenaient la route de Saint-Florent. Pour régulariser ce mouvement, il résolut de prendre la même direction, et donna l'ordre du départ. Cependant les républicains, rentrés dans Chollet, s'abandonnaient à tous les excès de la plus aveugle licence: le feu, le meurtre, le viol désolèrent pendant deux jours cette malheu-

reuse ville, qui ne fut bientôt qu'un monceau de cendres, de cadavres et de ruines.

Je dois observer ici que cet affreux système d'incendie était d'autant plus absurde, qu'en portant à la France des coups mortels, il ne remplissait pas le but qu'on s'était proposé; au contraire, les malheureux dont on avait brûlé les maisons, dont les femmes et les enfans avaient été égorgés, n'étant plus retenus par aucun lien, ne possédant plus rien en propre que leurs fusils, s'attachaient aux armées qui seules pouvaient leur offrir une existence, et combattaient en désespérés. Une autre considération seule eût dû prévenir ce système absurde: la crainte des représailles.

Quel eût été le sort d'Angers, de Laval, du Mans et de tant d'autres villes où les Vendéens entrèrent en vainqueurs, si la modération des chefs et des soldats ne les eût préservées des torches incendiaires, et si, n'écoutant qu'un sentiment aveugle de vengeance, ils eussent voulu suivre les traces des jacobins? Qui pourrait sans frémir songer aux amas de ruines qui couvriraient encore le royaume? Reconnaissons donc que ce système destructeur ne fut l'ouvrage ni de la politique ni du raisonnement,

mais celui du délire des passions et de la scélératesse la plus profonde.

Les républicains n'apprirent à Chollet que le 18 à midi, le départ de l'armée vendéenne de Beaupréau. Westermann s'y porta sur-le-champ avec six mille hommes. N'y trouvant que des femmes, des enfans, des blessés, des mourans; il y commit toutes les cruautés que l'on peut imaginer. L'enfance, le sexe, la vieillesse, la religion, eurent également à frémir de la conduite de ce général orléaniste.

En entrant à Saint-Florent, le 18, l'armée vendéenne y trouva M. de Bonchamp, qui mourut le lendemain, et M. de Lescure, qui respirait encore et était en pleine connaissance; elle y trouva aussi plus de cinquante mille vieillards, femmes et enfans qui poussaient des cris et des hurlemens de désespoir. La plupart souffraient du froid et de la faim; tous, pour fuir la cruauté des républicains, avaient quitté leurs maisons, leurs bestiaux, leurs propriétés; tous, les yeux fixés sur la Loire, brûlaient de mettre ce fleuve entre eux et leurs féroces ennemis. Semblables à ces âmes que la fable nous peint errantes sur les bords du Styx, tous pressaient Caron de les passer à l'autre bord; tous ceux qui restaient, enviaient le sort de ceux qui

voguaient sur le fleuve. On eût dit qu'en arrivant à l'autre bord, ils étaient assurés d'y trouver la fin de leurs peines et de leurs souffrances : ne voir plus, n'entendre plus les bleus, c'était pour eux le bonheur suprême.

Les hommes en état de se battre étaient au nombre de soixante mille ; mais il y avait dans ce nombre des prêtres, des gens de robe, des médecins, des domestiques, des lâches, ce qui réduisait de près de la moitié les soldats véritables. L'artillerie était encore de vingt-cinq pièces de canon, mais les gargousses étaient rares, et les cartouches pour les fusils commençaient à manquer.

L'intention de MM. de Larochejaquelin et de Piron était de réorganiser de suite l'armée, et de marcher au-devant des bleus, pour tenter une dernière bataille décisive ; mais les Angevins avaient déjà commencé à passer la Loire. « *Venez, mes amis*, leur criaient du haut d'une barque des paysans bretons, *venez dans notre pays, vous y trouverez toute sorte de secours ; nous nous mettrons avec vous ; nous sommes tous royalistes comme vous !* »

Vingt-cinq mauvais bateaux ne pouvaient suffire à transporter tous ceux qui s'élançaient pour passer à l'autre bord. Femmes, enfans,

vieillards, soldats, tous se précipitaient sur les barques; les bateliers, pour répondre au désir extrême de tous les aspirans, se contentaient de gagner une île située sur le milieu du fleuve, où ils déposaient leur charge pour aller chercher de nouveaux passagers. Le temps était orageux; partout régnait la confusion, le trouble et l'horreur. Les cris du désespoir, les voix de ceux qui cherchaient leurs parens égarés dans la foule; le bruit de l'artillerie que l'on entendait dans le lointain, et qui se mêlait au sifflement des vents et des vagues; les flammes et la fumée que l'on apercevait partout à l'horizon; les adieux de ceux qui se décidaient à rentrer dans leur pays; les lamentations des femmes, les vagissemens des enfans, tout présentait l'image du chaos et de l'enfer.

Au milieu de cette foule éplorée, on voyait courir à cheval MM. de Larochejaquelin, de Piron, et plusieurs officiers, qui tous cherchaient à ranimer les courages, et à empêcher le passage des soldats; mais il était trop tard, la moitié de l'armée était déjà au-delà du fleuve, et la consternation était si grande dans ceux qui étaient restés, que, si les bleus eussent paru alors, tout était perdu sans ressource.

M. de Larochejaquelin se désespère, et verse

des larmes d'indignation ; il veut rester et se faire tuer dans la Vendée. — *Général*, lui dit Stoflet, *prenons cent braves avec nous, et rendons-nous à Châtillon*... Ce conseil ne fut point suivi. M. de Lescure avait passé la Loire, M. de Larochejaquelin veut le suivre ; il fait embarquer l'artillerie et les munitions qui lui restent : deux heures après, il se met un des derniers dans un bateau qui le conduit à Varades.

Il était hors de la portée du canon, quand, le 19 octobre, les bleus firent leur entrée dans Saint-Florent. Leur premier soin fut d'égorger le peu de vieillards et de blessés qui s'étaient cachés dans les maisons, auxquelles les représentans firent mettre le feu. Ils s'occupèrent ensuite de plusieurs milliers de prisonniers républicains qui étaient renfermés dans les prisons de la ville. La surprise des représentans et des généraux fut extrême, en trouvant ces hommes sains et saufs. Ils égorgeaient, brûlaient, pillaient, et s'attendaient aux plus terribles représailles. Cependant, au lieu de rendre justice à l'humanité des royalistes, ils écrivirent à la convention qu'ils les avaient eux-mêmes arrachés à la mort, par la diligence avec laquelle ils s'étaient rendus à Saint-Florent. Le

fait est que M. Cébrons d'Argognes, chevalier de Saint-Louis, voulait les faire fusiller, et que M. de Lescure, M. de Bonchamp, et plusieurs autres officiers, engagèrent le conseil à leur faire grâce. Au nombre de ces prisonniers étaient quelques hommes respectables : on y trouvait entr'autres un nouveau Régulus (1).

(1) *Voyez* les Anecdotes.

CHAPITRE XI.

Tableau de là France à l'époque du passage de la Loire par les Vendéens.

Avant de passer à l'histoire des événemens qui suivirent le passage de la Loire, je jetterai un coup d'œil sur la situation de la France à cette époque.

Depuis quatre ans la France et ses habitans étaient devenus méconnaissables aux yeux même d'un Français. La philosophie meurtrière, impie et dissolue du dix-huitième siècle, avait tout corrompu, tout dégradé, tout avili. Les plus beaux monumens avaient été spoliés, brisés ou démolis; les tombeaux même des rois, des seigneurs, des riches particuliers, avaient été violés, et les cendres qu'ils contenaient jetées au vent; le plomb de leurs cercueils avait éveillé la cupidité de ces violateurs sacriléges. Devenus pires que des sauvages, les Français, ce peuple autrefois si doux, si frivole, si léger, s'entredéchiraient par des motifs d'intérêt, de faux zèle ou d'orgueil. Des seigneurs bienfaisans avaient été mis à la broche et rôtis par des paysans forcenés, qui, égarés par des décla-

mations *philosophiques*, croyaient que la liberté consistait à commettre impunément tous les crimes, et l'égalité, à massacrer sans distinction d'âge et de sexe, tout ce qui était au-dessus d'eux. Le philosophe Condorcet avait dit dans son *Esquisse d'un tableau historique de l'esprit humain* (page 83) : « *La guerre de la philosophie contre les oppresseurs de l'humanité durera tant qu'il y aura sur la terre des prêtres et des rois.* » Pour répondre à cet appel, les fougueux adeptes de la philosophie avaient allumé une guerre d'extermination contre tous les rois de l'Europe, sur laquelle ils soufflaient, avec l'esprit de propagande (1), tous les élémens de la révolte, de la discorde et de l'anarchie. Quant aux prêtres, on massacrait de sang-froid tous ceux qu'on pouvait atteindre.

Il ne faut que lire le récit des massacres de l'Abbaye au 2 septembre 1792, qui nous a été

---

(1) L'Italie, la Suisse et l'Espagne n'ont eu dans le temps que trop de factieux qui ont répondu à l'appel des jacobins : les images de Robespierre et de Marat ont été portées en triomphe à Madrid.

« La révolution, disait un membre fameux de l'assemblée constituante, fera le tour du globe. » Puisse-t-il être un faux prophète !

tracé par M. l'abbé Sicard, pour se convaincre que la populace seule ne fut pas l'auteur de tant d'assassinats. On amenait les prêtres que l'on pouvait découvrir, on les faisait mourir lentement, on se rassasiait du spectacle de leurs longues souffrances ; on prenait le temps de laver la cour teinte de sang ; on y mettait des couches de paille pour recevoir de nouvelles victimes, que l'on ne frappait d'abord qu'avec *le dos des sabres*, pour faire durer plus longtemps cet atroce plaisir, et que l'on faisait courir entre deux haies d'égorgeurs, au bruit des applaudissemens des *messieurs et des belles dames du quartier*, placés sur des bancs, pour contempler plus à leur aise cette affreuse boucherie. Ces mêmes messieurs et ces mêmes dames avaient applaudi à l'humanité des bourreaux qui consentirent à massacrer de suite le respectable curé de Saint-Jean-en-Grève. « *Que vous ai-je fait*, disait à ces monstres ce vieillard octogénaire ; *qu'ai-je fait à la patrie, dont vous vous croyez les vengeurs ?* » Ces plaintes si touchantes ne servirent qu'à hâter sa mort. Le même jour, plusieurs centaines de prêtres furent martyrisés à Paris ; le massacre continua dans les provinces. Certes, si l'on eût tenu dans ce moment en France tous les rois et les

prêtres du monde entier, le vœu du philosophe Diderot eût été accompli.

Le philosophe Fréret avait dit (tom. 2, p. 162, édit. de Londres, 1775) : « Tout conspire à prouver que notre âme est la même chose que notre corps, envisagé relativement à quelques-unes de ses fonctions, moins visibles à la vérité que les autres. »

Il avait ajouté (même tom., p. 130) : « C'est le fantôme de la divinité qui cause les maux les plus réels que ressentent les hommes ; c'est lui qui les force à supporter la privation infiniment douloureuse des plaisirs les plus naturels et les plus nécessaires, par le motif de la crainte de déplaire à cet être chimérique. »

D'après ces principes, amplifiés et commentés par les jacobins, c'était un crime de croire à Dieu et à l'immortalité de l'âme (1), pour

---

(1) Un savant, qui était alors membre de la convention, de l'institut et du club des jacobins, Dupuis, dans son ridicule ouvrage de l'*Origine des cultes*, s'efforce de prouver qu'il n'y a d'autre dieu que l'univers. Jamais le spinosisme n'avait eu de défenseur plus zélé.

Un Prussien, non moins fou, nommé Clootz, posait en principe que le peuple est le souverain du monde, et que de plus *il est Dieu*.

Le conventionnel Dupont ne voulait pas même du

corrompre tout à coup la dernière classe du peuple, qui jusque-là avait paru tenir à ses principes religieux. On persécutait les prêtres, on souillait les églises, on tournait en ridicule le culte et ses ministres, on substituait les réunions des clubs aux assemblées religieuses. Là surtout des énergumènes s'attachaient à prouver que la religion n'était qu'un tissu de fables, et que tous les prêtres étaient des scélérats.

La convention affichait hautement l'athéisme, et accueillait avec faveur la proposition d'élever une statue à Jean Meslier, *qui le premier,* disait-elle, *avait eu la bonne foi d'abjurer les erreurs religieuses.*

Dans toute la France on sacrifiait à la raison, représentée dans les cérémonies publiques par des prostituées ou par des furies. Marat, Lazouski, Chaslier étaient l'objet d'un culte; leurs simulacres étaient portés dans des processions précédées et suivies de massacres. On avait vu à Lyon la statue de Chaslier portée en pompe par des hommes de sang, suivis par une foule de jacobins forcenés, qui tenaient dans leurs

---

peuple-dieu. Il voulait établir une chaire d'athéisme dans la cathédrale de Paris. (*Voyez* la petite Biographie conventionnelle, page 125).

mains les vases sacrés de la cathédrale. Au milieu de ces sacriléges était un âne, couvert d'une chape, et coiffé d'une mitre. Il portait sur son dos les symboles des mystères religieux; à sa queue avaient été suspendues la Bible et l'Évangile. Arrivés à la place des Terreaux, les révolutionnaires avaient brûlé l'effigie du prétendu martyr de la liberté, avec les livres et les vases sacrés; on avait fait boire l'âne dans un calice : cette fête abominable avait été suivie du massacre de plusieurs milliers de Lyonnais, sur lesquels on avait tiré des canons chargés à mitraille (1).

Ces ridicules et sacriléges processions se faisaient alors presque dans toute la France, et jusque dans le sein de la convention. Partout on abattait, à coups de leviers et de haches, les statues des saints, les tabernacles, les autels; on fondait l'argenterie, les cloches; on brûlait les ornemens et les livres sacrés; on maltraitait les chrétiens qui priaient Dieu, ou qui entraient

(1) Un conventionnel journaliste voulait que la guillotine fût en permanence dans toute la France. « La France, écrivait-il, aura assez de cinq millions d'habitans. »

dans une église : faire le moindre acte de religion était un crime irrémissible.

Les représentans envoyés en mission dans les provinces s'attachaient surtout à y établir l'athéisme et l'immoralité. Quelques-uns admettaient dans leur société l'exécuteur des hautes œuvres ; ils le caressaient, mangeaient et couchaient avec lui. Quelques-uns se portaient dans les prisons, et massacraient les prisonniers de sang-froid, et par forme de passe-temps ; souvent ils les guillotinaient en masse : ils appelaient cela *régénérer la nation.* « *Plus le corps social transpire*, disaient-ils, *plus il est sain.* »

La morale publique s'altérait et se corrompait chaque jour davantage. La délation, la calomnie, le meurtre, la soif du sang humain étaient érigés en vertus. Des forcenés arrachaient le cœur et les entrailles de leurs victimes, et les dévoraient ; les femmes elles-mêmes avaient perdu, avec la pudeur, la douceur et la sensibilité attachées à leur sexe. Lors de l'assassinat du marquis de Belzunce à Caen, des femmes, acharnées sur ce respectable militaire, savouraient son sang, qu'elles recueillaient de ses plaies. « *Retirez-vous*, leur dit la victime expirante, *laissez commettre de pareilles horreurs à des hommes : tant de cruautés*

ne conviennent point à votre sexe. » Les sentimens de la nature étaient éteints dans presque tous les cœurs. La perfidie, l'ingratitude, la barbarie avaient pris la place des douces affections de l'âme. Le respect filial, l'amour paternel, la tendresse conjugale étaient devenues des affections punissables ; la modération était dénoncée comme une conspiration ; la reconnaissance était un vice digne du dernier supplice. L'ami, en dénonçant son ami, acquérait des droits à l'estime publique ; le valet, en livrant son maître, était exalté dans les clubs, et vanté comme un héros. Un enfant de dix ans, châtié par sa mère, la dénonça à un comité jacobin ; cette infortunée fut conduite au supplice. Un bourgeois d'Orléans avait lui-même conduit au tribunal sanguinaire son fils, alors sous-diacre, et qui refusait de prêter le serment ; ce père dénaturé s'attira l'estime universelle : c'était un Brutus, un vrai zélateur de la liberté. Une jeune personne dénonça à P*** son père, homme plein d'honneur, dont tout le crime était d'avoir voulu cacher son argenterie. Le club de cette ville la combla de félicitations et d'honneurs. Dans beaucoup d'autres villes, ces traits se renouvelaient, et partout les parricides recevaient le tribut d'éloges, qui

était autrefois le prix de la piété filiale (1).

La grossièreté dans les discours, dans les procédés, dans les vêtemens, était alors à la mode. Il fallait jurer en parlant, renier le Dieu de ses pères au moindre propos, tutoyer le premier venu, ne saluer personne, et être couvert de haillons. Le dieu *sans-culotte* avait des autels et des fêtes qui lui étaient consacrées ; des femmes opulentes se coiffaient d'un bonnet rouge ou d'un bonnet de police ; la guillotine était peinte sur les boutons des habits ; et, pour que les enfans suçassent avec le lait le poison de la férocité, on suspendait au cou de ces innocentes créatures, de petites guillotines en os ou en ivoire, qui, par le moyen d'un ressort que faisait jouer le doigt de l'enfant, imitaient la chute des têtes tranchées par le fatal couteau. Le jour d'une exécution était un jour de fête pour ces âmes féroces. On courait au-devant des charrettes qui

(1) Un conventionnel avait dit à Rheims dans un club : « Un bon républicain ne connaît ni parens, ni amis ; un fils peut égorger son père, si celui-ci n'est pas à la hauteur des circonstances. » Ces affreuses maximes n'ont donné lieu dans le temps qu'à trop de parricides. (*Voyez* la petite Biographie conventionnelle, page 47).

portaient les condamnés ; on insultait aux victimes ; on retardait leur supplice pour danser en leur présence : chaque tête qui tombait devenait le signal d'un applaudissement universel. Ce n'était point ici le faux zèle, ou l'esprit de parti qui guidait ces êtres atroces sur le lieu du carnage ; c'était la soif du sang, ou le génie du mal. Ceux qui avaient applaudi au supplice du Roi, de la Reine, et de tant d'illustres condamnés, couraient avec autant d'empressement pour voir celui des jacobins. On versait du sang, on égorgeait des hommes ; qu'importait aux yeux de ces monstres que les victimes fussent innocentes ou coupables !

Les sciences elles-mêmes eurent à souffrir de cruelles persécutions. Les jacobins qui voulaient exterminer les riches, les modérés, les négocians, les bourgeois, les prêtres, les artistes, et réduire la population française de quinze millions d'habitans (1), n'avaient garde de laisser en paix les savans. Quiconque était plus habile, plus instruit, plus capable de briller que ces féroces sectaires, était d'abord dévoué à la mort. Les philosophes même étaient poursuivis et exterminés par leurs adeptes ; Con-

(1) *Voyez* le Rapport de Courtois, page 7.

dorcet et tous ceux qui vivaient encore à cette désastreuse époque, avaient été réduits à se cacher dans des tombeaux. Plus cruelle que Saturne, la révolution avait dévoré ses pères avec ses enfans.

« *La philosophie*, disait Robespierre, *n'est que dans les livres; leurs auteurs n'ont cherché, en écrivant, que de la réputation et de l'argent.* »

Les trois académies venaient d'être supprimées, parce que, selon le rapporteur O***, *dans un gouvernement sage, il ne doit exister aucune institution parasite.*

Cependant des savans, il faut le dire, un grand nombre d'hommes de lettres et d'artistes étaient auprès des tyrans dans une attitude basse et servile. Les muses étaient prostituées à la tyrannie; on exaltait en beaux vers le génie de la liberté, les vertus des égorgeurs, le bonheur de la France. Des hymnes, des chansons étaient composés en l'honneur de ces monstres à face humaine, qu'il eût fallu étouffer. On s'extasiait en vers et en prose sur la grandeur d'âme de Collot ou de Couthon, et sur le désintéressement de l'incorruptible Robespierre, qu'un astronome plaçait déjà au ciel à côté d'Andromède. (*Voyez* le rapport

de Courtois, pag. 123.) D'autres le regardaient comme le Messie (*Idem*, pag. 109 et 122.) Le plus grand nombre était à genoux devant ses sublimes vertus. (*Voyez* les Anecdotes.)

La chute des académies était encore moins déplorable que celle des finances. Une banqueroute presque totale avait ruiné sans ressource ceux des créanciers de l'état qui n'avaient pu acheter la dépouille des proscrits. Un papier-monnaie, de nulle valeur chez l'étranger, n'était reçu en France que par contrainte. On ne pouvait refuser les assignats, sans s'exposer au dernier supplice; les plus belles propriétés de l'état étaient vendues à l'encan, au plus vil prix; de nouvelles victimes fournissaient la matière à de nouvelles ventes; c'était ce que les jacobins appelaient *battre monnaie sur la place de la révolution*. Malgré toutes ces aliénations, la masse d'assignats en circulation excédait déjà la valeur territoriale de toute la France. Presque toutes les manufactures étaient entièrement tombées; les fabricans aimaient mieux rester oisifs que de recevoir des valeurs à peu près nulles, ou de se voir enlever leurs marchandises au *maximum* fixé par la convention.

Les réquisitions, soldées ou gratuites, désolaient le commerce et les propriétaires. Le

vol même avait été érigé en droit, sous le nom de *préhension* (*voyez* rapport de Courtois, pag. 290), et les représentans usaient souvent de ce droit.

Les citoyens n'avaient alors ni liberté individuelle, ni liberté d'écrire, ni liberté d'élection. Jamais l'esclavage n'avait étendu des chaînes plus pesantes sur la France; la mauvaise foi la plus insigne dirigeait alors le gouvernement: on promit cent mille écus à l'évêque Gobel, pour qu'il apostasiât publiquement; on le fit mourir pour se dispenser de les lui payer. On forçait les prêtres à se marier, pour les rendre odieux et méprisables; et l'on se proposait de les exterminer en masse comme des scélérats.

La convention, premier auteur de la misère générale, tout en faisant trembler la France sous un sceptre de fer, tremblait elle-même sous la verge de quelques énergumènes. Deux comités, choisis parmi les démagogues les plus ardens, semblaient depuis quelques mois s'être attachés à bouleverser le globe, et à faire de l'Europe, et surtout de la France, une vaste solitude peuplée de quelques hordes de cannibales.

Ces féroces décemvirs, couverts des livrées

du sans-culotisme, se rassemblaient tous les jours dans les superbes appartemens des Tuileries, où ils étaient entourés de canons, de bourreaux, de gardes et d'esclaves, qui leur faisaient une ceinture d'airain.

Le marbre, le bronze, les glaces, les tapisseries des Gobelins décoraient l'intérieur de ce temple, desservi par des sans-culottes; des tables splendidement servies offraient tout ce qu'il y avait de plus recherché en comestibles à de prétendus sages, qui, dans leurs discours à la tribune, répétaient qu'il ne fallait au peuple français que *du pain et du fer*.

Rangés autour d'une table ovale, ces monstres prononçaient en souverains sur le sort de tous les Français. C'était, à la lettre, une compagnie de bouchers, propriétaires de vingt-cinq millions de brebis, qu'ils tondaient, écorchaient, ou dévoraient, selon leur cupidité, leur rage ou leur appétit.

Cette sombre fureur, cette soif de sang, cette cupidité insatiable, cet oubli de la religion, des mœurs et de l'humanité étaient alors presque universels. Le petit nombre de Français qui avaient conservé de la probité, des sentimens d'honneur, et l'idée de leurs devoirs envers Dieu, leurs semblables et eux-mêmes,

courbaient leur tête sous le joug (1). Un seul coin de terre en France était resté pur et sans tache. Cet affreux vertige, vraie maladie de l'âme, qui, comme une peste noire, s'était emparée des Français, n'avait atteint ni l'esprit ni le cœur des Vendéens. Ces hommes simples, mais courageux, ne pouvaient concevoir qu'on pût applaudir à tant d'abominations et d'atrocités. L'honneur, la religion, la fidélité pour leur roi leur avaient mis les armes à la main; ils étaient entrés dans l'arène sans réfléchir à l'inégalité de leurs forces. Longtemps vainqueurs, enfin vaincus, ils emportaient alors au-delà de la Loire, ces armes que le désespoir retenait dans leurs mains. Tels étaient les hommes que le reste des Français appelaient *brigands et scélérats*. A cette époque à jamais déplorable, par une singularité que

(1) « Vous n'avez rien à craindre des aristocrates, disait Mirabeau; ces gens-là ne pillent pas, ne brûlent pas, n'assassinent pas. Que peuvent-ils contre vous? laissez-les clabauder: leur affaire est faite. »

C'est cette apathie des gens de bien qui a toujours fait la force des factieux. S'ils s'étaient rangés sous les drapeaux de la Vendée, que de sang, que de malheurs ils auraient épargnés à leur patrie!

la postérité remarquera sans doute, les monstres que nous venons de peindre avaient des millions de défenseurs; le roi, la religion, l'honneur français, la monarchie n'avaient d'autre soutien que l'épée de cinquante mille braves, trahis par la fortune, délaissés par les étrangers, et proscrits par la presque universalité de leurs concitoyens égarés (1).

(1) On comprend ici, dans le nombre des défenseurs du trône, l'armée commandée par M. Charrette, et les soldats qui étaient restés dans la Haute-Vendée.

HISTOIRE

DES GUERRES

DE LA VENDÉE.

QUATRIÈME PARTIE.

CHAPITRE PREMIER.

Suites du passage de la Loire. — Élection d'un nouveau généralissime. — Bataille de Laval gagnée par les Vendéens. — Combat de Craon à leur avantage.

Les Vendéens, fuyant, avec leurs femmes et leurs enfans, leur pays en proie aux flammes, ressemblaient à ces Troyens qui se réunirent sur le mont Ida, et qu'Énée, peu de temps après, conduisit à travers des mers inconnues pour chercher, sous un ciel étranger, de nouvelles terres, une nouvelle patrie. Le sort des Vendéens était mille fois plus déplorable encore que celui des Troyens; car, après la destruction de l'empire de Priam, les Grecs, satisfaits de la vengeance éclatante qu'ils venaient

de tirer de l'enlèvement d'Hélène, ne songèrent point à poursuivre dans d'autres climats, les malheureux échappés des cendres d'Ilion : au lieu que les républicains, poussés par le ressentiment, la fureur et la politique, s'acharnaient à étouffer les dernières semences de la guerre civile, et à eteindre jusqu'à la dernière étincelle de l'incendie, par la dernière goutte du sang des royalistes fugitifs.

La situation où ils se trouvèrent en sortant de leurs bateaux, ne pouvait être plus accablante. Poursuivis de tous côtés, ils ne pouvaient faire un pas, ni manger un morceau de pain, sans l'avoir conquis à la pointe de l'épée. Qu'on se représente une armée fugitive dans un pays inconnu, sans vivres, et surchargée d'une multitude de blessés, de mourans, de femmes et d'enfans, presque cernée par des troupes innombrables d'ennemis furieux, acharnés à son extermination, et altérés de son sang; n'ayant d'autre perspective que la mort, et d'autre espérance que celle de finir glorieusement sa vie sur le champ de bataille; telle fut la position de l'armée royale en entrant en Bretagne. On peut dire que, si jamais le désespoir a produit des miracles, la force d'âme qu'il inspira

aux Vendéens dans ce moment terrible, en fut le plus admirable et le plus étonnant.

L'Europe entière vit, avec une surprise mêlée d'admiration, des hommes qu'elle croyait atterrés, déployer une nouvelle audace et de nouveaux moyens. Après avoir passé la Loire, ils parurent avoir laissé sur la rive gauche leur abattement, leur infortune, et jusqu'au souvenir de leurs revers. Leur force parut s'accroître en proportion de leur détresse; leur valeur prit une teinte d'héroïsme, leurs combats furent des combats de géans. La république se vit plus d'une fois au bord de sa ruine : les jacobins tremblèrent jusque dans la capitale; et, si la Providence permit enfin que le génie du mal l'emportât à la journée du Mans, du moins les vaincus se virent renaître de leurs cendres; de nouvelles armées royalistes recommencèrent la guerre, et forcèrent enfin à signer une paix honorable cette convention, qui, par un décret, avait voulu enchaîner si follement la victoire, fière d'avoir triomphé de tant de rois ligués contre elle.

Le premier soin des Vendéens, en arrivant à Varades, fut de réorganiser leur armée et de nommer un généralissime. M. d'Elbée, blessé à mort, avait été transporté à Noirmoutiers;

M. de Bonchamp venait d'expirer : perte d'autant plus irréparable, que lui seul connaissait le terrain où l'on était, et les secrets moyens de faire réussir l'expédition d'outre-Loire qu'il avait toujours conseillée. M. de Lescure était mourant; le commandement suprême paraissait ainsi dévolu à M. de Larochejaquelin, à M. de Donnissan, ou au prince de Talmont.

Ce dernier avait eu, en Bretagne et dans le Maine, d'anciens vassaux qui pouvaient grossir l'armée royale et susciter une nouvelle guerre; mais il était moins connu des paysans que M. de Larochejaquelin. Celui-ci l'emporta; le suffrage de M. de Lescure détermina celui de la majorité du conseil. Le nouveau généralissime était digne de ce poste brillant; on ne pouvait lui reprocher que son extrême jeunesse. Bientôt les succès que l'armée remporta sous ses ordres justifièrent le choix de ses égaux. Six batailles gagnées, dix combats, d'où sortit vainqueur un général encore mineur, rappelèrent aux Français cette glorieuse époque où le grand Condé remportait à vingt-deux ans la victoire de Rocroi.

On tint conseil à Varades. M. de Lescure était d'avis que l'on marchât sur Nantes, dont il serait possible de s'emparer, dans l'absence

de sa garnison, et d'où l'on pourrait aisément rentrer dans la Vendée, et concerter de nouvelles opérations avec M. Charrette. M. le prince de Talmont proposa de marcher droit à Rennes, dont la prise livrerait aux royalistes toute la Haute-Bretagne : ce dernier avis l'emporta.

Pendant que l'on délibérait à Varades, M. de Lyrot, avec une partie de sa division du Loroux, passait la Loire. Secondé par trois mille hommes détachés de la grande armée, et commandés par M. d'Autichamp, il brisait à coups de canon les grilles et les barrières de fer d'Ancenis, et s'emparait de cette ville.

Bientôt après, l'armée sortit de Varades. Ingrande, Candé, Segré lui ouvrent leurs portes. Rien de plus singulier que sa marche; le généralissime, avec douze mille soldats et douze pièces de canon, marchait à l'avant-garde. Venaient ensuite les femmes, les enfans, les vieillards, les blessés, les bagages, les chariots, protégés par quelques escadrons de cavalerie; la plus grande confusion régnait dans cette partie de l'armée. L'arrière-garde était composée des meilleures troupes, et de la plus grande partie de la cavalerie; MM. de Donnissan et Duhoux la commandaient; M. de

Péraut y dirigeait l'artillerie. La voiture de M. de Lescure était dans cette division ; des gardes nombreux, commandés par le brave Forêt, veillaient à la sûreté de ce général : toute l'armée occupait sur les grandes routes une ligne de plus de quatre lieues d'étendue. Aucun pillage n'était permis ; on ne pouvait demander à ses hôtes que la nourriture et le logement : chaque soldat pouvait en outre exiger une chemise blanche, en laissant celle qu'il portait.

Château-Gontier fut la première ville qui voulut opposer de la résistance ; sa garnison ne soutint pas le premier choc de l'avant-garde. Le lendemain 23 octobre, quinze mille gardes nationaux rassemblés devant Laval se présentèrent au combat avec assez de résolution ; mais dès qu'ils virent les Vendéens prendre leur course, et s'élancer sur eux la baïonnette à la main, ils prirent aussitôt la fuite. Les vainqueurs entrèrent dans Laval, et y restèrent deux jours pour se reposer de leurs fatigues.

Pendant que l'armée vendéenne courait de victoire en victoire, l'armée républicaine postée à Saint-Florent, ne pouvant passer la Loire, et craignant pour Nantes et pour Angers, s'était divisée et portée en hâte vers ces deux

villes, après s'être fait précéder par sa cavalerie. Les Mayençais avaient pris le chemin du pont de Cé, où ils avaient passé la Loire, et s'étaient de là dirigés sur Angers. Des marches rapides les conduisirent, le 24, devant Laval, deux jours après la prise de cette ville. La prudence semblait exiger qu'ils attendissent le général l'Échelle, qui accourait de Nantes avec trente mille hommes et une artillerie formidable; mais l'armée catholique, depuis le passage de la Loire, n'était plus regardée par les braves de Mayence que comme des fugitifs sans énergie et sans courage, qui ne cherchaient qu'à retarder leur supplice. Cette aveugle confiance les perdit.

Le repos que les Vendéens avaient pris à Laval avait réparé leurs forces. On avait réorganisé l'armée; par le dénombrement que l'on fit dans cette ville, il s'y trouva trente mille soldats à pied et douze cents cavaliers; le reste n'était qu'une multitude plus nuisible qu'utile, qui retardait les marches et affamait l'armée.

Les habitans de Laval étaient la plupart royalistes, mais leur courage et leur énergie étaient enchaînés par la terreur; leurs vœux secrets étaient pour les Vendéens, mais ils ne pouvaient se dissimuler que leur cause était presque

entièrement désespérée. Les sollicitations du prince de Talmont furent inutiles; aucun citadin ne joignit l'armée ; les paysans plus courageux, ou moins prévoyans, se rassemblèrent au nombre de sept mille deux cents, et entrèrent dans la ville aux cris de *vive le roi !* Ces nouveaux soldats furent bientôt aussi braves que leurs anciens. Leurs longs cheveux, leurs habits de poil de chèvre leur donnaient un aspect effrayant (1). L'observateur impartial qui eût jeté un coup d'œil alors sur l'armée catholique, l'eût jugée une réunion de brigands ; mais ces brigands combattaient pour le soutien de l'ordre, de la religion et des mœurs, tandis que leurs adversaires, bien habillés, s'honoraient du nom de sans-culottes, et n'étaient dans le fait que les satellites de la plus odieuse tyrannie.

Le généralissime, averti de l'approche de l'en-

---

(1) Il y eut aussi bon nombre de paysans normands, des paroisses voisines d'Avranches, qui se joignirent à l'armée royale, lorsqu'elle passa près de cette ville. Ils étaient surtout remarquables par leurs manteaux de peaux de chèvres, et leurs *catogans* liés très-près de la tête. Les Vendéens les appelaient *les peaux de biques*. Tous étaient braves, quelques-uns étaient pillards.

nemi, envoie en reconnaissance cent cavaliers, commandés par M. Forestier. Ils reviennent bientôt au galop lui annoncer l'approche des républicains. M. de Larochejaquelin fait aussitôt ses dispositions pour le combat. Comme les bleus arrivaient par la route de Château-Gontier, l'aile gauche vendéenne fut portée au pont d'Entrasmes construit sur la Mayenne; le centre fut mis en arrière du bourg de Cossé; la droite s'étendait jusqu'à la lande de Croix. Deux mille hommes furent laissés en réserve à Laval pour défendre les bagages.

Les Mayençais n'arrivèrent devant le pont d'Entrasmes que fort tard. Ils furent très-étonnés de voir que les Vendéens osaient les attendre de pied ferme. Ils les croyaient entièrement découragés, peu nombreux, et hors d'état de faire résistance. Ils ne doutèrent pas un instant qu'ils ne les enfonçassent au premier choc; ainsi, sans avoir fait toutes leurs dispositions, ils les attaquèrent brusquement (1). Depuis le pas-

(1) Cette avant-garde républicaine était dirigée par le bouillant Westermann, qui avait assuré, la veille, que les Vendéens ne soutiendraient pas les coups de fusil. Il faillit être pris; et il eut bien de la peine à se tirer de la mêlée. Il commandait ce jour-là en chef, comme le plus

sage de la Loire, les royalistes avaient renoncé à se battre en tirailleurs; ils formaient des corps de cinq à six cents hommes, qui sans connaître beaucoup la manœuvre, chargeaient très-promptement leurs fusils, et se tenaient serrés en présentant à l'ennemi un rempart de baïonnettes. La bataille commença au coucher du soleil. Trois charges des Mayençais furent inutiles, et ne firent pas perdre un pouce de terrain aux Vendéens, dont l'artillerie, placée sur le pont d'Entrasmes, foudroyait tout ce qui était à sa portée. L'aile droite vendéenne, faiblement attaquée, se rejoignit au centre. Une attaque terrible en flanc fait reculer les Mayençais. L'obscurité les trouble, et les empêche de se reformer en ordre de bataille. Bientôt ils sont cernés de toutes parts; ils commencent alors leurs feux de file, font la retraite à la faveur de la nuit, et parviennent enfin à Château-Gontier, après avoir laissé seize cents tués ou blessés sur le champ de bataille. Les

---

ancien des généraux qui se trouvaient sur le champ de bataille. Il combattit avec sa fougue ordinaire, sans même se donner le temps de ranger son armée en ordre de combat.

Vendéens ne perdirent que soixante soldats ; ils n'eurent à regretter aucun officier.

Les royalistes, rentrés dans Laval, n'y furent pas long-temps paisibles. Le 26 octobre, ils eurent avis que le général l'Échelle, ayant réuni toutes ses forces à Château-Gontier, marchait pour leur livrer bataille. M. de Larochejaquelin fait aussitôt sortir ses troupes, et les range en ordre de combat, dans une plaine située au midi de la ville. Depuis l'affaire de Chollet, elles n'avaient point eu affaire à une armée si formidable.

La bataille commença à dix heures du matin. Jamais deux armées n'avaient montré tant d'acharnement. Les Mayençais, que le général l'Échelle et la majeure partie des officiers généraux avaient accusés de s'être mal battus la veille, étaient résolus de vaincre ou de se faire tailler en pièces. Comme on les avait postés d'une manière désavantageuse, et qu'ils se trouvaient comme séparés du reste de l'armée, ce fut sur eux que porta tout le poids du combat. L'autre aile républicaine se borna à une vaine canonnade, et à un feu de mousqueterie, qui, parti de trop loin, n'était rien moins que meurtrier. On peut dire que les républicains combattirent sans ensem-

ble, soit que ce fût la faute du général, ou l'effet de la rivalité qui existait entre les Mayençais et les autres troupes patriotes.

MM. de Larochejaquelin, de Royrand et Stoflet étaient opposés aux Mayençais. MM. de Fleuriot, d'Autichamp et Duhoux étaient à l'autre aile, avec l'armée d'Anjou; le prince de Talmont avec les Bretons, M. de Lyrot avec sa division du Loroux, étaient au centre, et avaient en tête le général l'Échelle. La cavalerie soutenait les Bretons. Le généralissime vendéen déploya dans cette journée tous les talens d'un général expérimenté; et, ce qui lui fit le plus d'honneur, il sut contenir son impétuosité naturelle. Pour la première fois, on vit le bouillant Larochejaquelin se ménager (1).

L'armée était animée de la plus vive ardeur. Avant la bataille, M. de Lescure l'avait haranguée; elle se portait au feu avec un courage calme, et une vive gaieté, qui étaient des présages assurés de la victoire. Les républicains,

(1) Les généraux républicains qui combattirent, ce jour-là, sous les ordres du généralissime l'Échelle, furent Westermann, Beaupuy, Aulanier, Chambertin et Danican. L'armée était en outre dirigée par deux représentans, Esme la Vallée, et Méaulle.

instruits par leur précédente défaite, prenaient de sages précautions, et n'avançaient qu'avec beaucoup de lenteur. Les deux armées restèrent quelque temps à s'observer.

Les royalistes furent les premiers qui attaquèrent. Le général Beaupuy avait fait placer sur une hauteur quelques canons en batterie. Un chirurgien, nommé Martin, court avec un détachement sur les pièces, et s'en empare, après avoir tué les canonniers. Six cents bleus accourent pour reprendre les canons ; la division de Maulevrier, commandée par Stoflet, vole à leur rencontre, les repousse vivement, et tourne les pièces contre les républicains.

M. de la Marsonnière, officier général d'artillerie, se transporte dans ce moment sur ce point, avec quatre autres pièces de douze, qui font des décharges extrêmement meurtrières sur les Mayençais ; trois fois ceux-ci s'élancent pour reprendre ces canons, autant de fois ils sont repoussés. Un combat acharné s'engage sur ce point ; M. de Larochejaquelin s'y porte avec son état-major. MM. de Royrand et de la Marsonnière, dangereusement blessés (1), se

(1) La blessure de M. de la Marsonnière ne parut pas

armes leur donnent dans la mêlée un avantage décisif. Les Mayençais s'ébranlent ouvertement, prennent la fuite; et, se réunissant en pelotons de quinze à vingt soldats, se battent en retraite : on les poursuit avec acharnement et l'on en fait un grand carnage. A peine quelques-uns de ces braves échappés à la mort purent rejoindre, sur la route de Château-Gontier, les colonnes républicaines qui faisaient leur retraite. On a rapporté que le général l'Échelle, voyant son armée en pleine déroute, s'était brûlé la cervelle ; je ne sais si ce fait est vrai : d'autres ont prétendu qu'il s'était retiré à Nantes, et qu'il y était mort de chagrin.

Cependant le général vendéen ne donne aucun relâche aux fuyards. « *Mes enfans*, s'écrie-t-il, *laisserez-vous échapper encore ces hommes qui nous ont chassés de notre pays ? — En avant! en avant!* » Tel est le cri unanime de l'armée.

Les républicains, attaqués brusquement, prennent la fuite et se débandent. Quelques braves, secondés des Mayençais, font volte-face dans le bourg de Saint-Germain. Un nouveau combat s'engage ; le général Beaupuy blessé envoie sa chemise teinte de sang à ses grenadiers. Ce spectacle les remplit de fureur;

dre ; ce mouvement rétrograde est aperçu de l'autre aile républicaine, qui commence à battre en retraite.

Pendant que l'armée d'Anjou poursuit les fuyards, le prince et M. de Lyrot se portent vers l'endroit où combattent les Mayençais, et les prennent en flanc. Le généralissime profite de ce mouvement, et fait attaquer l'ennemi en tête à la baïonnette. Pressés de tous côtés, les Mayençais tiennent ferme ; jamais ils n'avaient déployé tant de valeur et d'opiniâtreté. Ce combat sanglant dura une partie de la journée.

L'armée d'Anjou se joint enfin aux autres assaillans ; le désordre se met parmi les Mayençais, mais aucun d'eux ne songe à prendre la fuite. MM. de Hargues et Stoflet viennent enfin terminer cet horrible combat. A la tête de quinze cents braves, ils se glissent derrière les colonnes ennemies, les prennent brusquement à dos, font leur décharge à vingt pas, et s'élancent en courant sur elles. Cette attaque est si vive, que les rangs des Mayençais s'ouvrent de toutes parts ; on se mêle, les fusils deviennent inutiles ; on se bat avec la baïonnette, on se prend aux cheveux, le champ de bataille en reste tout couvert. La plupart des Vendéens avaient des pistolets dans leurs ceintures de mouchoirs ; ces

le fils du roi de Rome, et qui en avait reçu le coup mortel.

Le général vendéen sentait si bien l'importance d'une victoire complète, qu'ayant appris à Château-Gontier que quatre mille républicains étaient réunis à Craon, il s'y rendit de suite avec son avant-garde.

Les troupes républicaines qui occupaient Craon étaient composées d'un corps de chasseurs de Paris, pleins de présomption, et de nouvelles levées qui, ne connaissant les Vendéens que de nom, les regardaient comme des brigands sans courage, qui ne soutiendraient pas même leur premier choc. Le général, averti du caractère et de la présomption de ses adversaires, fait embusquer dans des ravines une partie de son infanterie, et marche avec le reste vers la ville. Les républicains se présentent au combat avec résolution; après une légère fusillade, le général vendéen recule avec l'apparence de la frayeur; les bleus le poursuivent sans ordre, la baïonnette dans les reins; tout à coup les royalistes sortent de leur embuscade: M. de Larochejaquelin fait volte-face. Enveloppés de tous côtés, les Parisiens prennent la fuite; la plupart de ces téméraires restent étendus sur le champ de bataille.

CHAPITRE II.

Nouvelles mesures prises par la Convention contre l'armée vendéenne. — Délibération du conseil de cette armée. — Mort de M. de Lescure. — Marche sur Granville. — Combat de Fougères.

Les quatre victoires consécutives que l'armée royale venait de remporter, lui laissaient le champ libre, et lui assuraient la conquête de toute la Bretagne. Jusqu'au 22 novembre suivant, aucune armée républicaine n'osa les attaquer en bataille rangée. La terreur s'empara de la convention et de tous les jacobins. Voici comme s'exprimait à la tribune, le 4 novembre, un membre du comité de salut public : « Il approche ce jour terrible, où le flambeau de la vérité viendra éclairer toutes les profondeurs de ces repaires de la Vendée ! Ce jour où, d'une main assurée, nous déchirerons le bandeau épais qui couvre encore quelques instans toutes ces intrigues lointaines, toutes ces manœuvres locales, toutes ces trahisons militaires, ces ambitions diverses des chefs qui ont trop longtemps alimenté la guerre civile.... Victoires colorées, demi-succès exagérés, prises men-

songères, récits fabuleux, tout aura sa place, et la nation sera vengée. »

Ces terribles menaces du gouvernement furent suivies de mesures qui étaient plus efficaces. Trente mille hommes furent détachés de l'armée du nord, et reçurent ordre de se rendre à Orléans, à marches forcées. On tira les garnisons de tous les ports de mer de la Normandie; auxquelles on joignit de nombreux détachemens de gardes nationales. Le général Tilly fût envoyé à Cherbourg pour y organiser cette nouvelle armée. Une foule de représentans furent envoyés dans le Maine et dans la Bretagne pour y rassembler les débris des armées récemment battues, plus affaiblies encore par la désertion, que par le feu de l'ennemi. Les réquisitions les plus onéreuses écrasèrent les propriétaires de ces provinces, obligés de fournir du linge, des vêtemens, des souliers, des grains. Le terrible droit de préhension fut exercé sur tous les suspects; des milliers d'assignats furent envoyés de Paris dans de grosses caisses, que l'on faisait voiturer en diverses villes, et que l'on forçait de recevoir sous peine de mort. On coupait les routes, les ponts, on brûlait des magasins; jamais en un mot le génie du mal

n'avait versé sur des provinces plus de calamités (1).

Pendant que les patriotes rassemblaient toutes leurs forces pour écraser enfin les insurgés, ceux-ci recevaient dans Laval une lettre signée de plusieurs officiers bretons, qui leur offraient le secours d'une armée de quarante mille hommes, qu'ils prétendaient commander dans les environs de Rennes. On rit beaucoup de cette armée invisible, qui, sans escorte, n'osait faire douze lieues pour rejoindre les Vendéens; quelques chefs voulurent même faire pendre le porteur de cette lettre, qu'ils regardaient comme un espion : mais on se borna à le renvoyer avec

(1) La convention fut plus loin encore. Elle rendit un décret, par lequel toutes les villes qui se rendraient aux Vendéens seraient rasées, et tous les biens de leurs habitans, confisqués au profit de la nation. La peur de ces régicides les aveuglait au point qu'ils voulaient faire de la France un désert, plutôt que de s'exposer aux terribles vengeances des royalistes. Leur décret, au reste, ne put être exécuté; il avait été dicté par la crainte, la crainte le fit révoquer. On sentit parfaitement qu'on allait décupler l'armée vendéenne en rasant et en confisquant. On se borna à guillotiner des nobles, des femmes, des enfans, et d'autres suspects, qui n'avaient pour défense que leurs larmes et leur innocence.

mépris. Les chefs vendéens tinrent ensuite conseil; MM. de Lyrot et de Donnissan voulaient que l'on marchât de suite sur Angers, et que l'on rentrât dans la Vendée, où l'armée se recruterait de tous les soldats qu'elle y avait laissés; le prince de Talmont opina pour que l'on marchât directement à Paris, que l'on arrêtât tous les courriers, que l'on coupât les vivres à la capitale; ajoutant que, dans le cas où l'on ne pourrait s'en rendre maître, on aurait toujours la ressource de prendre l'armée du nord à dos, et de donner la main aux Autrichiens. Le généralissime penchait assez vers cette opinion; mais Stoflet et la plupart des autres chefs représentèrent que jamais les Vendéens ne voudraient s'écarter de leur pays à ce point, et que la seule idée de cet éloignement suffirait pour les décourager.

M. d'Op****, ancien lieutenant du général Wimpfen, avait rejoint l'armée royale à Laval, et avait été d'abord admis dans le conseil. Il proposa d'attaquer Granville, assurant que la Vendée ne pouvait terrasser le colosse de la république sans le secours des Anglais, avec lesquels on ne pouvait communiquer qu'en prenant un port de mer. Ce projet passa à la pluralité des voix. Ce qui fit pencher le conseil et

le décida, ce fut l'espérance de pouvoir, par la prise de Granville, faire passer en Angleterre les prêtres, les vieillards, les femmes et les enfans, et débarrasser l'armée de toutes ces bouches inutiles auxquelles on portait cependant le plus grand intérêt.

Les Vendéens quittèrent Laval le 2 novembre, et marchèrent sans s'arrêter jusqu'à Fougères, après avoir passé par les villes de Mayenne et d'Ernée, qui ouvrirent leurs portes sans coup férir. Il fallut livrer un combat pour entrer à Fougères ; deux bataillons et deux mille gardes nationaux avaient construit plusieurs retranchemens qui furent emportés du premier choc. Une prompte fuite sauva les bleus (1).

Ce fut dans la route d'Ernée à Fougères que M. de Lescure, mortellement blessé à la Tremblaie, rendit les derniers soupirs. L'armée pleura long-temps ce brave capitaine, si digne d'un meilleur sort. Sa prudence, sa sagesse et sa valeur avaient long-temps retardé la chute de la Haute-Vendée. Sa perte fut irréparable : elle fut pleurée de ceux même des républicains auxquels il avait sauvé la vie. Il laissait une

---

(1) Ce fut à Fougères que M. Georges Cadoudal joignit l'armée vendéenne, et fit ses premières armes.

veuve enceinte, dans la détresse et la douleur; dame chérie et respectée des officiers et des soldats, et qui, après avoir couru les plus grands dangers, a eu le bonheur de voir la fin de cette guerre cruelle, et de survivre à ses malheurs.

On enterra à Fougères les entrailles du mort; son corps fut embaumé, et porté long-temps dans une voiture à la suite de l'armée: les républicains avaient violé le tombeau de M. de Bonchamp, fait couper la tête à son cadavre, et envoyé cet affreux présent à la convention, si digne d'elle. On craignit un pareil outrage pour les cendres de M. de Lescure; le cercueil qui les contenait fut enterré secrètement dans l'ombre de la nuit, sur une grande route près d'Avranches.

L'armée vendéenne se reposa pendant trois jours à Fougères; on réorganisa l'armée, on y fit des promotions.

Deux émigrés arrivés d'Angleterre, avec des dépêches du ministre Dundas, arrivèrent à cette époque: la lecture des lettres prouva que les Anglais ne savaient ou ne voulaient rien savoir (1) de l'état de l'armée catholique. On

---

(1) L'ignorance réelle ou feinte des progrès ou des revers de l'armée catholique, de la part des puissances

demandait encore quel était le but des Vendéens, comme si on eût pu l'ignorer. On offrait des secours en argent, ils étaient à peu près inutiles; en bons soldats et en artillerie ils eussent sauvé la cause royale; mais on exigeait

---

étrangères, ne peut se concevoir. Les journaux de Paris et ceux qui s'imprimaient à Châtillon, couraient toute la France, toute l'Europe même, et l'on feignait presque partout d'ignorer ce qui se passait dans la Vendée. La proclamation des royalistes, imprimée à Fontenay, avait été insérée dans les feuilles publiques, et l'on semblait méconnaître le plan et les vues des Vendéens; on ignorait même le nom de leurs généraux.

L'ambassadeur d'Espagne écrivait au duc d'Alcudia, de Venise, le 31 juillet 1793: « J'ai un espion à Paris complétement royaliste, mais bien déguisé en maratiste, qui m'instruit de tout ce qui se passe......... J'écrivais à votre excellence, le 17 du courant, qu'il était venu un courrier portant la nouvelle de la prise de Nantes, par l'armée de Gaston....... Antraigues croit que la nouvelle est sûre, etc., etc., etc.

Voilà des espions qui gagnaient bien mal leur argent. Ce Gaston dont parle l'ambassadeur avait été tué dès le commencement de la guerre. Toute la France retentissait des noms de Charrette, de Cathelineau, de Bonchamp, de d'Elbée, de Lescure; il semblait que l'on se bouchât les oreilles, pour n'entendre pas prononcer ces noms.

avant tout que l'armée prît Granville. Une lettre d'un émigré connu fut ensuite remise au conseil par les députés; on lui recommandait de ne pas trop se fier aux Anglais qui empêchaient les émigrés de rejoindre l'armée royale, et paraissaient peu occupés de son sort.

On était d'avance décidé à attaquer Granville; il n'y avait plus à reculer; on écrivit donc au ministre Dundas, pour l'instruire de cette résolution, et pour le prier de favoriser cet assaut, en faisant paraître quelques vaisseaux, ne fût-ce qu'une simple frégate : on lui demandait pour l'avenir six régimens de ligne, six cents artilleurs et trois ingénieurs. Cette ambassade, ces offres, ces demandes n'eurent pour le moment aucune suite. Ce fut aussi à Fougères que l'on découvrit, par un bref du pape, que le prétendu évêque d'Agara était un imposteur.

L'ancien procureur général syndic du département du Calvados se rendit dans cette ville, auprès du généralissime, et lui proposa d'envahir toute la Basse-Normandie, qu'il lui peignit prête à se soulever. Sans écouter cette proposition, on se porta sur la route de Granville. Dol, Avranches, Pontorson, le mont St.-Michel se rendirent d'abord : on trouva, dans cette

dernière place, de malheureux prêtres si maltraités par leurs gardes, qu'ils ne purent regagner leurs foyers, ni suivre l'armée royale. Le 7 novembre, l'armée, forte de trente mille combattans, parut sous les murs de Granville; elle avait laissé à Avranches ses bagages sous la garde de deux mille soldats.

CHAPITRE III.

Attaque infructueuse de Granville par les Vendéens. — Leur retraite. — Sédition dans l'armée, etc.

Le généralissime n'allait attaquer Granville qu'avec la plus grande répugnance. Il n'avait cessé de représenter dans le conseil que les Vendéens ne valaient rien pour les siéges; que Granville était à l'abri d'un coup de main; que le moindre échec amortirait l'ardeur guerrière des soldats, et cette confiance aveugle que leur avait donnée la victoire; qu'il valait mieux reprendre le chemin de la Vendée, ou tenter la conquête de la Basse-Normandie; que, si les Anglais voulaient sincèrement secourir les royalistes, ils pourraient opérer une descente sur les côtes du Bas-Poitou, dont M. Charrette était maître. Stoflet avait été plus loin, et avait plusieurs fois répété que ceux qui entraînaient l'armée à Granville étaient des hommes qui ne voulaient s'assurer de cette place que pour s'esquiver, et chercher une retraite en Angleterre (1).

(1) On a prétendu que trois généraux républicains, et

On était trop avancé pour reculer; on se décida donc à attaquer la place. Le général Le Carpentier, qui avait connu ce projet presque aussitôt qu'il avait été formé, avait détaché, de l'armée qui s'assemblait à Cherbourg, quatre mille hommes d'élite, dont l'ancien régiment de Bourbon infanterie faisait partie, et s'était enfermé avec eux dans la place.

Les Vendéens n'avaient rien préparé pour l'attaque, si ce n'est soixante échelles qui se trouvèrent trop courtes. A leur approche, le général républicain fait une sortie avec ses meilleures troupes; mais, vivement repoussé, il [illegible] heureux de regagner la ville. Le

---

entre autres M. C***, avaient pris la résolution de se joindre aux royalistes, si ceux-ci, après la victoire de Laval, avaient marché sur Paris, pour renverser la convention, détruire l'anarchie, et rétablir le trône. Il est certain que le gouvernement donna des ordres pour couper plusieurs ponts et entre autres celui de Blois, qui fut en effet coupé; tant on craignait que l'armée royale ne se portât vers la capitale!

On ajoute que les trois généraux dont on a parlé, changèrent de dessein, dès qu'ils virent que les Vendéens se portaient sur Granville. Ils jugèrent d'abord que cette fausse direction entraînerait la ruine des royalistes. Je ne sais si ce fait est vrai.

combat commença le 14 novembre à neuf heures du soir. La ville, sommée de se rendre, refuse d'obéir; les Vendéens montent à l'assaut et emportent les faubourgs : tous les yeux cherchaient l'officier qui avait conseillé l'expédition, et qui disait connaître les endroits faibles de la place; il ne se trouva point pour le moment (1) : on attaque par le côté le plus fortifié, on monte de toutes parts à l'assaut, au milieu d'une grêle de balles et de pierres, et malgré l'eau bouillante que les femmes de la ville apportaient sur les remparts. Rien ne peut rebuter les royalistes; les uns se servent des échelles, les autres enfoncent des baïonnettes dans les jointures des pierres pour y poser le pied et gagner les créneaux : déjà l'intrépide Forestier a atteint la muraille; une foule de braves sont à ses côtés; tout à coup un affreux incendie se manifeste dans les faubourgs auxquels un représentant a fait mettre

(1) Plusieurs officiers vendéens, et entre autres M. Renou, furent chargés d'accompagner M. d'O***, qui voulait observer les endroits faibles de la place qu'il prétendait connaître; mais il ne fit que perdre beaucoup de temps, et l'endroit qu'il indiqua pour point d'attaque était le plus fortifié.

le feu; la flamme et la fumée arrêtent les assaillans; M. Forestier, atteint d'un coup de pierre, est renversé du rempart, et demeure long-temps évanoui au pied des murailles; ceux qui étaient avec lui s'empressent de descendre : tous se retirent du combat, et demeurent simples spectateurs de l'incendie.

« — Général, s'écrie Stoflet, l'incendie gagne la ville, faites tirer sur elle à boulets rouges, dans huit heures nous en serons les maîtres. — Laissons, monsieur, répond le général, cette indigne ressource aux lâches qui ont fait de notre pays un monceau de cendres et de ruines : notre unique ressource est dans nos épées; retournons au combat. »

En parlant ainsi, M. de Larochejaquelin fait recommencer l'attaque sur plusieurs points : l'artillerie vendéenne, dirigée par M. de Péraut, fait un feu terrible sur la place; deux brèches s'ouvrent, on monte à l'assaut, la garde nationale commence à quitter le rempart; le régiment de Bourbon accourt et rétablit l'ordre. Une attaque non moins sérieuse avait lieu du côté de la plage. Les Vendéens, profitant de l'instant où la mer se retirait du port, s'étaient portés sur ce point qui n'avait point de défenseurs, et d'où ils auraient pé-

nétré dans la ville ; le hazard leur y fit rencontrer deux corvettes, arrivées récemment de Saint-Malo, qui par un feu soutenu démontèrent leur artillerie, et attirèrent sur cette plage une partie de la garnison ; il fallut bientôt abandonner cette attaque.

Cependant l'assaut d'un autre côté continue avec fureur ; les républicains, occupés à éteindre l'incendie et à se défendre contre les assaillans, ne peuvent suffire à tant d'efforts ; la ville touche au moment de sa perte ; plus de cent braves sont parvenus au haut des remparts (1), quand tout à coup un déserteur, passé récemment dans l'armée royale, s'écrie : *Sauve qui peut, nous sommes trahis ;* M. Allard court à ce traître, et lui brûle la cervelle ; MM. de Larochejaquelin, de Péraut, Le Maignan, de Beauvolliers, Herband, de Villeneuve, Renou, de Baugé, Roger, Dupérat parcourent les rangs, et cherchent à ranimer les courages en

(1) Une pièce d'artillerie avait fait un large trou à l'une des portes ; plus de cent royalistes avaient pénétré par-là dans une des rues de la ville, et se battaient corps à corps avec les républicains : la victoire paraissait assurée aux Vendéens, quand le mouvement rétrograde, causé par un traître, força les braves qui étaient dans la ville, d'en sortir précipitamment.

s'exposant en téméraires ; l'impulsion était donnée : les Vendéens s'arrêtent ; l'ordre se rétablit enfin parmi eux, mais les soldats refusent de retourner à l'assaut. Après un combat de trente-six heures, l'armée fait paisiblement sa retraite sur Avranches. Le soldat déclamait contre les Anglais, qui, pendant deux jours, avaient entendu le canon à Jersey, sans envoyer une seule barque pour reconnaître du moins ce qui se passait à Granville (1).

Telle fut l'issue de cette funeste tentative. Les royalistes y perdirent six cents de leurs plus braves soldats, et entre autres la majeure partie de leurs compagnies suisse et française, qui avaient combattu sur la brèche avec un courage héroïque ; la plupart des officiers y reçurent des blessures plus ou moins graves ; MM. Le Maignan, de Beauvolliers, de Péraut, Roger, Molinier, de Villeneuve et Renou furent de ce nombre. Ce dernier combattait près de la porte où l'on avait fait brèche, lorsqu'un boulet de canon, donnant dans son manteau, le renversa rudement de dessus son cheval ; il fut re-

(1) Cet oubli paraît d'autant plus étonnant, que l'on a prétendu dans le temps que l'amiral Macbride était alors en rade à Guernezey, avec une flotte considérable.

gardé comme mort pendant deux heures; il eût fini par être écrasé sous les pieds des chevaux, si l'un de ses camarades ne l'eût fait porter dans une maison voisine. Comme on ne voyait point de sang couler, ni de blessure apparente, un chirurgien se chargea de l'examiner; il donna enfin un signe de vie; on lui fit avaler un peu d'eau-de-vie; il ouvrit les yeux, mais il ne put proférer aucune parole. Enfin il reprend toute sa connaissance, et demande son cheval, dont un Allemand s'était emparé; on le lui rend : il n'éprouvait de sa chute qu'une forte douleur dans les deux mains; il rejoint sa division, et combat avec elle pour protéger la retraite.

L'effet le plus désastreux que produisit cette fatale journée, c'est que cet échec, le premier que les Vendéens eussent essuyé depuis le passage de la Loire, déchira le voile qui couvrait leurs yeux, leur fit voir toute l'horreur de leur position, et répandit de funestes germes de discorde et de consternation dans leur armée.

Avant de reprendre le chemin de la Vendée, le généralissime, excité par M. Bougon, résolut de tenter la conquête de la Basse-Normandie, qu'on lui représentait prête à se soulever. Il ordonna donc à l'armée de se porter sur Villedieu, et marcha de suite vers cette place

avec son avant-garde, composée de la division poitevine et de celle de Maulevrier. Il n'y avait aucune garnison dans Villedieu; cependant les bourgeois essayèrent de se défendre. Enfoncés dès le premier choc, ils se renfermèrent dans leurs maisons, d'où ils tiraient sur les royalistes; les femmes, même du haut des toits, faisaient pleuvoir sur les assaillans une grêle de pierres; plusieurs cavaliers y furent tués, d'autres y furent dangereusement blessés : un pillage de trois heures fut la seule punition de ce zèle indiscret, qui, d'après les lois de la guerre, pouvait entraîner la ruine de la ville et de ses habitans.

M. de Larochejaquelin s'étonne de ne point voir arriver l'armée; il retourne à Avranches; une sédition sérieuse venait d'y éclater; les paysans déclaraient hautement à leurs officiers qu'ils n'iraient point en Basse-Normandie, que leur intention était de se rendre dans leur pays par la route la plus courte; et que, si les chefs ne voulaient pas les y conduire, ils sauraient bien seuls et sans eux s'en ouvrir le chemin.

L'expédition de Villedieu avait dégoûté le général et la plupart des chefs de la conquête de la Basse-Normandie; l'ordre du départ pour

Angers fut donné de suite, et répandit dans toute l'armée une allégresse universelle : on se met en marche, on arrive à Pontorson ; quatre mille républicains veulent opposer une résistance inutile et couper le pont ; presque tous sont taillés en pièces ; la ville est emportée, mais ce succès coûte la vie au brave Farêt, l'un des meilleurs officiers de l'armée ; MM. Forestier et Legeai, emportés par leur courage au milieu des ennemis, faillirent y perdre la vie ; ils ne durent leur salut qu'à leur présence d'esprit.

Le lendemain, M. de Larochejaquelin se voit tout à coup environné par une troupe séditieuse, qui accusait de désertion le prince de Talmont, M. de Beauvolliers et le curé de Saint-Laud. Stoflet paraissait être le moteur de la sédition. De son autorité privée il avait envoyé un officier avec quinze cavaliers pour ramener les fugitifs ; il s'était en outre emparé des chevaux du prince, et de la caisse de l'armée qu'il s'apprêtait à distribuer à ses soldats.

Avant de condamner les absens, le général veut que l'on prenne des informations ; des cris et des murmures lui coupent la parole : *Ces messieurs*, lui dit-on, *ont voulu passer en An-*

gleterre; tous les autres vont suivre cet exemple, et abandonner l'armée aux fureurs de l'ennemi.

Au moment de cette fermentation paraissent les trois accusés, qui n'avaient été que trois heures absens, et qui heureusement n'avaient point rencontré le détachement envoyé par Stoflet. La prince raconta ingénûment qu'il s'était rendu au mont Saint-Michel avec ses deux compagnons, pour y faire embarquer quelques dames qui s'étaient mises sous leur protection; que leur intention n'avait jamais été de quitter l'armée, avec laquelle ils voulaient vivre et mourir; qu'ils avaient laissé au camp tous leurs effets, et n'avaient pas même emporté avec eux la plus simple valise; qu'ils demandaient, avec la restitution de leurs chevaux et de leurs effets, une réparation proportionnée à l'injure qu'on avait voulu leur faire.

Une acclamation presque unanime suivit cette justification; tout fut oublié, tout fut rendu. Le farouche Stoflet fut un des premiers à féliciter le prince et ses compagnons.

On a prétendu que cet ambitieux, qui dès lors aspirait au commandement suprême, avait cherché depuis long-temps à faire soulever les paysans contre leurs chefs; mais cette accusation n'a jamais été bien prouvée. On sait seu-

lement que, depuis cette journée, Stoflet devint suspect et odieux aux principaux officiers et au général lui-même. On s'attacha à diminuer son crédit sur l'esprit des soldats, et on ne le regarda plus que comme un tribun factieux, plus nuisible à l'armée par son ambition demesurée, qu'utile par sa valeur et ses services.

Pendant que les royalistes étaient en proie aux discordes intestines, les bleus prenaient des mesures pour les bloquer sur les bords de la mer, et leur fermer l'entrée de la Bretagne. Trois généraux républicains, Rossignol, Sépher et Tribout commandaient alors une armée forte de quarante mille hommes. Ces généraux n'avaient ni talens ni ensemble; c'est ce qui sauva les Vendéens. Le général Tribout, battu à Pontorson, avait jeté feu et flamme contre ses collègues, qui se plaignaient à leur tour de son incapacité.

Les représentans, indignés de ces querelles intempestives, venaient de susprendre Sépher et Tribout : ils avaient nommé Rossignol général en chef, et lui avaient donné pour adjoints Westermann, Kléber, Muller et Marceau; ces quatre généraux avaient du mérite, mais ils étaient obligés d'obéir à un chef qui n'avait pas leurs talens.

CHAPITRE IV.

Sanglantes batailles de Dol et d'Antrain, gagnées par les armées vendéennes.

Le 20 novembre l'armée vendéenne arriva à Dol, et y entra sans résistance. A neuf heures du soir les sentinelles crièrent *alarme*; on fit sortir des patrouilles; à minuit MM. Forestier et de Hargues rentrèrent dans la ville au galop, et annoncèrent qu'une armée formidable s'avançait.

M. de Larochejaquelin fait sortir à l'instant de la ville tous les soldats, ne voulant pas se battre dans une place tout ouverte. Les femmes, les blessés, les prêtres, les vieillards descendirent des maisons, et se rangèrent en files dans la grande rue; les bagages se tinrent prêts à défiler sur la route d'Autrain. Ces précautions sauvèrent l'armée. Cependant les tambours battent la charge, et les Vendéens sortent en ordre de la ville; la bataille commence dans l'obscurité : le feu des fusils, le bruit du canon, les gémissemens des femmes, les cris des combattans, tout inspirait la crainte et l'horreur.

M. de Larochejaquelin, craignant que dans l'obscurité ses gens ne tirassent les uns sur les autres, ne forma d'abord de ses troupes qu'un épais bataillon, auquel il donna un front de trois cents toises, et dont la profondeur était indéterminée. Les républicains avaient cru surprendre les royalistes endormis ; ils étaient disséminés autour de la ville, et comptaient sur une proie assurée.

Le premier choc des Vendéens fait d'abord plier les bleus qui fuient en désordre ; mais ce mouvement, qui n'est pas aperçu des royalistes, est aisément réparé. Cependant, après une demi-heure de combat, un officier accourt dans la ville, en criant *vive le Roi! en avant la cavalerie! les bleus sont en fuite*. Cent mille voix font répéter aux échos ces acclamations ; la cavalerie s'élance sur les fuyards, qui se battent en retraite pendant deux heures. Le jour paraît ; les deux armées font halte, et se rangent en bataille : les éclaireurs rapportent à M. de Larochejaquelin que les bleus paraissent à la fois sur les trois grandes routes d'Antrain, de Pontorson et de Saint-Malo ; il divise à l'instant son armée en trois corps : il donne le commandement de l'aile droite à MM. de Marigny, de Beauvolliers et de Hargues ; celui du

centre au prince de Talmont et à M. de Fleuriot; il prend lui-même la direction de la gauche sur la route de Pontorson, secondé par MM. Desessarts, de Donnissan et de Lyrot: Stoflet est chargé de couvrir la ville avec une réserve de quinze cents hommes.

Par l'effet des manœuvres ordonnées par le général en chef des républicains, Westermann et Muller étaient opposés à l'aile droite vendéenne; les généraux Kléber et Marceau au prince de Talmont, et Rossignol au général vendéen.

La bataille commença à sept heures du matin. L'impétueux Westermann s'élance au pas de course sur les ennemis; ceux-ci l'attendent de pied ferme, et font sur sa troupe, à portée de pistolet, un feu roulant qui la met en désordre; une seconde décharge lui tue tant de monde, qu'il est contraint de reculer. Les Vendéens à leur tour s'avancent en rangs serrés et en bon ordre sur les bleus, qu'ils forcent de rétrograder l'espace d'une demi-lieue; la division du général Muller arrive, recueille les fugitifs et rétablit le combat.

De son côté M. de Larochejaquelin combattait avec succès. Le général Rossignol avait mal posté ses troupes, qui occupaient un es-

pace trop resserré. Le général vendéen, saisissant d'un coup d'œil le vice d'une pareille position, fait élargir son front de bataille, et prendre en flanc les républicains; ceux-ci se troublent et prennent ouvertement la fuite.

Sur la route d'Antrain les deux corps d'armée se bornèrent à une vive canonnade. Le prudent Marceau, retenant l'élan de ses soldats, voulut, avant d'attaquer sérieusement ses adversaires, leur laisser jeter leur premier feu; de son côté, le prince, qui voyait l'ennemi avantageusement posté sur une hauteur, ne jugea pas convenable de l'attaquer dans une si forte position.

Les choses étaient en cet état, quand il s'éleva tout à coup un brouillard si épais, qu'on pouvait le comparer aux ténèbres palpables qui couvrirent autrefois l'Égypte. L'effet de ces ténèbres fut de ralentir l'ardeur des Vendéens, qui n'osaient plus faire un pas en avant de peur de tomber dans quelque embuscade.

Le général Marceau, voyant que le feu de l'ennemi se ralentissait, soupçonna qu'il était en désordre. Quittant alors la forte position qu'il occupait, il s'avance contre lui au pas de charge; cette charge imprévue fait plier l'aile gauche vandéenne et la met en déroute : tout

était perdu, si le prince de Talmont, avec huit cents hommes et deux pièces de canon, ne se fût retiré avec MM. de Péraut et de Baugé dans un bois situé sur la droite, et n'eût fait de ce poste avantageux un feu continuel.

M. de Larochejaquelin, avec son aile victorieuse, accourait du centre; quelques cavaliers mettent imprudemment leurs chevaux au galop; les Vendéens les aperçoivent à travers le brouillard; ils se croient pris en flanc, et reculent avec précipitation : M. de Larochejaquelin fait de vains efforts pour rallier les fuyards; les plus braves même sont sourds à sa voix : une terreur panique les emporte à Dol : à cette vue, le général désespéré ne veut pas survivre à sa défaite; il cherche à se faire tuer, et avance sur une batterie, dont il essuie plusieurs décharges; M. Allard, son aide de camp, de Lyrot, de Péraut et Désessarts saisissent la bride de son cheval, et l'empêchent d'avancer plus loin : rangés autour de lui, ils lui font un rempart de leurs corps. Cependant Stoflet, qui s'avançait avec l'arrière-garde, rencontre les fuyards, et se laisse entraîner dans la déroute. A cette triste nouvelle, MM. de Hargues et de Marigny se retirent sur Dol en se battant. Tout était perdu si les républi-

cains eussent connu leur avantage; mais les ténèbres qui leur avaient été d'abord si favorables, leur nuisirent alors en leur cachant la déroute complète de l'ennemi.

Cependant les fuyards, rendus dans la ville, sont accablés de reproches par les femmes et les vieillards. MM. de Donnissan, Denan, Duchesne et de Péraut leur ferment le passage, tandis que Stoflet les rallie, et que MM. de Marigny et d'Autichamp les haranguent, en leur remontrant qu'ils n'ont plus de ressources, et qu'il n'y a pour eux d'autre parti que de retourner sur le champ de bataille où la moitié de l'armée tenait encore.

D'un autre côté MM. de Donnissan et de Bonchamp arrêtaient tous les fugitifs de leur connaissance, et leur demandaient s'ils voulaient abandonner à la barbarie des bleus leurs femmes et leurs enfans : les vieillards, les blessés, les enfans joignaient les mains en suppliant les soldats de faire un dernier effort, et d'aller encore disputer la victoire : des femmes ramassaient des fusils, et sortaient de la ville en criant : *Allons, que les braves nous suivent à la mort!*

Ces touchantes exhortations ne produisaient que peu d'effet, lorsque l'on vit le curé de

Sainte-Marie de l'île de Rhé monter sur un tertre, avec un grand crucifix de cuivre dans la main. Dès les premiers mots qu'il prononça, il se fit un grand silence. D'une voix de Stentor, il représente aux fuyards l'indignité de leur conduite, leur demande ce qui leur semble le plus glorieux de périr sur l'échafaud, ou de mourir les armes à la main pour la défense de leurs autels, de leur roi, de leurs femmes et de leurs enfans : *Pensez-vous*, leur dit-il, *que vous ayez un troisième parti à prendre ? ne savez-vous plus que le Dieu que vous servez est le Dieu de la victoire, et que c'est dans les momens de la plus grande détresse que sa puissance se plaît à éclater?* Il ajouta que la mort était un bien pour le brave, dont Dieu récompensait le noble dévouement ; que l'enfer était infailliblement le partage du lâche qui s'abandonnait au désespoir : il termina son discours par ces paroles : *Je vais moi-même marcher à votre tête ; nous verrons si l'étendard de la croix reculera devant le drapeau tricolore : recevez, avant de partir, l'absolution générale que je vais vous donner.* Aussitôt l'armée tombe à genoux, offre à Dieu le sacrifice de sa vie, et reçoit l'absolution. On part ensuite au bruit des tambours ; le brave curé, le crucifix à la main, est à la tête

des combattans; tous les soldats le suivent d'un air assuré, en s'écriant : *Allons en paradis!*

Six heures s'étaient écoulées depuis le moment de la déroute jusqu'au départ du curé de Sainte-Marie. Aux ténèbres qui avaient obscurci le jour, avait succédé une nuit sombre, la dernière ressource des Vendéens. Le prince de Talmont, quoique environné de tous côtés, se défendait encore avec vigueur dans le bois qu'il occupait, et tenait en respect les bleus, qui avaient appris la défaite du général Rossignol. D'un autre côté M. de Larochejaquelin, avec quatre cents braves qui l'avaient rejoint, leur fermait le chemin de la ville, et les étonnait par un feu soutenu. Les divisions Muller et Westermann étaient seules autour des murs de Dol, où elles n'osaient pénétrer : attaquées vivement par l'armée qui venait de se rallier, elles prirent le parti de la retraite; mais, au lieu de reprendre le chemin de Saint-Malo, elles marchèrent vers la route d'Antrain pour effectuer leur jonction avec les généraux Kléber et Marceau. Dans le même temps le brave curé rentrait victorieux dans la ville, suivi d'un nombreux cortége qui chantait le *Vexilla*

regis, interrompu souvent par des cris de triomphe.

La défaite des deux divisions Muller et Westermann avait consterné et troublé l'aile commandée par Marceau ; ce prudent général crut devoir rétrograder, et reprendre la forte position qu'il occupait avant l'affaire. Le prince de Talmont, dégagé par cette retraite, vint retrouver ses camarades, et reçut les félicitations de toute l'armée.

Les deux armées se concentrèrent ensuite sur la route d'Antrain, et firent toutes les dispositions pour une nouvelle bataille. Pendant plus de deux heures, elles restèrent en observation. Le général vendéen apprend enfin que le général Rossignol emploie ses momens de répit pour rallier ses troupes, battues la veille sur la route de Pontorson. Il sent alors que le moindre retard peut lui être funeste ; il donne le signal du combat. Après avoir donné ses ordres, il part avec son avant-garde ; Westermann lui épargne la moitié du chemin. Le choc est si terrible, que les royalistes et leurs adversaires se trouvent pêle-mêle. Westermann, renversé de cheval, est fait prisonnier, et aussitôt délivré. On l'arrache tout sanglant de la mêlée ; les bleus prennent la fuite, et

portent le désordre dans leur corps de bataille. La cavalerie vendéenne accourt au galop, les charge et en fait un grand carnage ; mais, parvenue au corps commandé par les généraux Kléber et Marceau, elle éprouve une vive résistance, et se voit contrainte de reculer. Quinze cents cavaliers républicains la surprennent et la chargent dans ce moment d'hésitation : quoique surprise, elle tient ferme. M. de Larochejaquelin, enveloppé par des hussards, est sur le point d'être fait prisonnier ; il en tue un d'un coup de pistolet, et court délivrer plusieurs officiers que l'on emmenait, entr'autres M. de la Roche-Saint-André, qui était blessé à mort. On voit alors autour du général un cercle d'officiers intrépides, MM. Allard, du Pérat, de Piron, de Saint-Hilaire, Renou, de Marsanges, Solilhac, Boispréau, de Baugé, de Verteuil et de Hargues. Ce dernier, moins heureux que ses camarades, après avoir combattu seul contre cinq hussards, est renversé de cheval, fait prisonnier, et placé sur un cheval, derrière un officier bleu, qui l'emmène au galop. Tous les efforts de ses camarades ne purent le sauver. Amené à Rennes, il périt sur l'échafaud, en criant : *Vive le Roi!* L'armée, qui perdait en lui un de ses meilleurs officiers, fut inconso-

lable de sa mort. La cavalerie vendéenne, trop fortement pressée, se retira du combat, et entraîna dans sa retraite une partie de l'armée. Quelques braves tinrent ferme, et firent sur l'ennemi un feu roulant qui l'arrêta.

Le moment était critique. M. de Péraut fit placer alors sur une hauteur six pièces de canon, dont les décharges emportèrent des files entières de patriotes. Le général vendéen profita de cet avantage pour rallier son armée, et ranima les courages ébranlés, en criant aux soldats : « *Eh quoi! mes amis, abandonnerons-nous une victoire déjà gagnée deux fois?* » Les cris de *Vive le Roi!* se font entendre de toutes parts. De leur côté, Rossignol, Kléber, Muller, Marceau, Marigny et le représentant Bourbotte, ne pouvant plus soutenir le feu de l'artillerie, font battre le pas de charge, et s'élancent en avant avec toutes leurs troupes.

Pendant deux heures les Vendéens soutiennent ce rude choc, sans perdre un seul pouce de terrain. Ce temps écoulé, les cartouches commencent à manquer; ils reçoivent l'ordre de ne tirer qu'à bout portant. Le feu supérieur et l'acharnement des bleus commencent à ébranler les Vendéens, dont une des ailes a plié. Le prince de Talmont, MM. de Donnissan, de

Beauvolliers, de Rostaing, Stoflet, Martin, et une foule d'officiers s'élancent sur l'ennemi, et rétablissent le combat; mais la poudre manque absolument à des divisions entières. Le généralissime, pénétré de douleur, se retire en arrière, rassemble les débris des compagnies française et suisse, la division poitevine, et une partie de celle du Loroux : suivi de MM. Kesler, Lyrot et Desessarts, il fait un assez long circuit, prend l'ennemi en flanc, et s'avance contre lui au pas de course.

Une affreuse mêlée à l'arme blanche succéda au feu de mousqueterie; les bleus, surpris par la vigueur de cette attaque, perdirent du terrain; bientôt, sourds à la voix de leurs généraux, ils prirent ouvertement la fuite. Plusieurs crurent être attaqués par une nouvelle armée : tant ce dernier assaut avait été terrible! La bataille est perdue, la Vendée triomphe; le général Rossignol commande, en frémissant de rage, la retraite sur Antrain : on s'était battu pendant vingt-deux heures (1).

Cependant, quoique exténué de faim et de fatigue, M. de Larochejaquelin ne veut pas laisser sa victoire imparfaite; les bleus, tou-

(1) *Voyez* Pièces justificatives, n°s. 6 et 7.

jours aussi vivement pressés, ne peuvent former une arrière-garde ; la plupart fuient dans toutes les directions. Deux de leurs généraux veulent défendre vainement la ville d'Antrain, les royalistes y entrent pêle-mêle avec eux. Le carnage recommence dans les rues étroites de cette place. Caissons, ambulances, munitions, artillerie, tout fut pris presqu'en totalité.

Douze mille républicains furent tués ou blessés dans cette bataille de deux jours, l'une des plus terribles et des plus longues qui se soient jamais données dans l'intérieur de la France. Les débris de l'armée battue se sauvèrent par diverses routes ; les généraux se retirèrent à Rennes, où la désertion affaiblit bientôt leurs troupes presqu'autant que la défaite. Les Vendéens perdirent dans ces deux journées neuf cents hommes, et plusieurs officiers, au nombre desquels on doit compter comme les plus remarquables, MM. de la Roche-Saint-André, et de Hargues, adjudant général.

Les royalistes trouvèrent, dans les hôpitaux et dans les églises d'Antrain, un grand nombre de républicains blessés, qui manquaient de tout, et n'avaient pas mangé depuis vingt-quatre heures. Non-seulement les Vendéens ne leur firent aucun mal, mais encore ils parta-

gèrent avec eux le peu de vivres qu'ils avaient, et les firent soigner par leurs chirurgiens. « Quand vos jacobins trouvent nos malades, ils les égorgent, leur dirent-ils; nous, nous vous traitons en frères; mais nous sommes les soldats d'un Dieu qui veut que nous vous aimions, et d'un Roi qui vous plaint et vous pardonne. Comparez, et jugez qui de nous soutient la bonne cause. »

Les royalistes ne montrèrent point, après leur victoire, cette allégresse dont ils auraient dû être enivrés après un si grand succès. Il leur avait coûté trop cher; ils songeaient en frémissant au danger terrible auquel les eût exposés une défaite; à toutes les peines, et à tous les travaux qu'ils avaient encore à essuyer avant de rentrer dans leur pays.

Ces sombres réflexions n'étaient que trop générales. Des officiers très-estimés désespérèrent de la cause de l'armée royale, et se retirèrent dans l'intérieur de la France, où ils vécurent cachés jusqu'à la pacification. On regretta surtout un brave médecin, nommé Putaud, et le suisse Kesler, connu par tant d'actions héroïques (1).

(1) Cet officier resta caché à Paris pendant un an. Il

Tant de sanglantes défaites auraient anéanti tout autre royaume que la France. Quand on songe qu'outre cette guerre intestine qui la dévorait, elle avait encore à combattre la majeure partie des puissances de l'Europe, on ne peut trop s'étonner comment elle a pu se soutenir dans une lutte si inégale. C'est un objet digne d'admiration, qu'un état si mal gouverné au dedans ait pu si bien se maintenir au dehors. Jamais l'énergie française ne s'était déployée avec un si grand caractère; jamais le nom français n'avait imprimé tant de respect aux nations belliqueuses de l'Europe.

---

voulut après ce temps rejoindre les chouans en Bretagne. Ceux-ci le prirent pour un espion, et le fusillèrent inhumainement. Telle fut la fin de ce brave officier, si digne d'un meilleur sort. De quelle gloire il se fût couvert, s'il fût resté avec ses camarades, et s'il eût péri sur la brèche à Angers!

CHAPITRE V.

Délibération du conseil de l'armée vendéenne. — Marche de cette armée sur Angers. — Assaut infructueux donné à cette ville. — Combat de la Flèche. — Défaite des Vendéens au Mans.

Dans le conseil qui se tint à Antrain, M. de Larochejaquelin, après avoir félicité ses compagnons d'armes sur la valeur qu'ils venaient de déployer, avoua avec modestie que cette belle victoire était principalement due à la bravoure et à la conduite du prince de Talmont. Ce dernier en rejeta tout l'honneur sur le général dont la bravoure brillante et les talens militaires avaient surtout éclaté dans la dernière attaque qui avait décidé du sort des deux journées. Des applaudissemens universels se firent entendre, et tous les officiers payèrent à ces braves le tribut d'éloges dont ils étaient si dignes. On délibéra ensuite sur le sort des prisonniers, dont une partie avait déjà été massacrée par les soldats.

Point de grâce! tel fut l'avis presque unanime du conseil, qui savait que les bleus massacraient sur les routes, dans les villages, et partout où

ils les trouvaient, les blessés, les malades, les femmes et les enfans même à la mamelle. Le brave curé de Sainte-Marie, qui avait si puissamment contribué à la dernière victoire, paraît dans l'assemblée. Par un discours éloquent, il fait changer la décision du conseil, et sauve la vie au reste des prisonniers; démentant, par cette conduite chrétienne et ce zèle patriotique, les outrages des ennemis de la religion, qui peignaient ses ministres comme des monstres altérés de sang et de carnage.

On s'occupa ensuite des moyens de tirer parti de la victoire. Le généralissime, appuyé par le curé de Saint-Laud, proposa de marcher sur Rennes, d'y détruire les restes de l'armée républicaine, de se répandre ensuite dans les arrondissemens de Redon, Rieux, Pont-Château, Savenay et Nantes; de faire de ce pays une nouvelle Vendée; d'y laisser une division pour appuyer les nouveaux insurgés, et de repasser la Loire avec le reste de l'armée, soit à Nantes, soit à Ancenis. M. de Lyrot et quelques officiers de l'armée d'Anjou appuyèrent cette proposition. Stoflet opina pour le retour le plus prompt dans la Vendée, par la route de Laval et d'Angers. Le prince de Talmont représenta qu'il n'y avait pas un moment à perdre,

qu'il fallait retourner de suite à Granville, où l'on ne trouverait plus de garnison; que la prise de cette ville était infaillible, et que les avantages de cette conquête seraient incalculables; que l'on ferait embarquer de suite pour l'île de Jersey les femmes, les enfans, les vieillards, les blessés; et qu'après avoir mis en sûreté ces gages si chers, l'armée pourrait attendre dans cette forte position les secours de l'Angleterre, et opérer sa jonction avec l'armée de débarquement que commandait le lord Moira. Cet avis l'emporta, et l'on donna ordre de marcher sur Granville.

Aussitôt que les paysans eurent appris cette décision, une sédition violente éclata parmi eux. Ils s'écrient qu'ils ne retourneront jamais à Granville, et qu'ils veulent sur-le-champ prendre le chemin de la Vendée. Après quelques contestations il faut céder, et l'armée prend la route de Fougères.

En voyant les Vendéens si mal profiter de la victoire, les généraux républicains reprirent courage. Sans entreprendre de livrer de nouveaux combats à des furieux dont le désespoir centuplait les forces, ils résolurent de les laisser affaiblir par la disette et les maladies: en conséquence ils se bornèrent à leur couper les

vivres, à détruire les ponts, et surtout à fortifier les villes qui pouvaient leur livrer le passage de la Loire. Ils savaient que les insurgés n'entendaient rien à l'attaque des places, et qu'il ne leur fallait qu'un revers pour consommer leur ruine. Seize représentans répandus dans un grand nombre de provinces, à force d'arrêtés, d'exécutions, de réquisitions, de préhensions, parvinrent avec l'arme si puissante alors de la terreur, à rassembler vingt-huit mille hommes des débris de tant d'armées battues. Un officier républicain m'a depuis avoué que son bataillon était alors réduit à cinquante hommes, et que les soldats et même les officiers ne voulaient plus se battre contre les Vendéens, tant ils étaient découragés!

La marche des royalistes d'Antrain à Angers ne fut qu'une promenade, où ils ne trouvèrent pas l'occasion de brûler une amorce. Les bleus épouvantés fuyaient de toutes parts. Fougères, Ernée, Mayenne, Laval, Sablé, la Flèche, Durtal ouvrirent leurs portes sans faire la moindre résistance; on eût dit que l'armée royale voyageait par journées d'étape, et par ordre du gouvernement. L'ardeur et le courage renaissaient dans le cœur des Vendéens, qui répétaient avec l'air de l'enthousiasme, que,

quand même les murs d'Angers seraient de fer, ils sauraient bien les renverser.

Le 5 décembre 1793, l'armée royale se présenta devant cette ville. Sept mille soldats de ligne composaient sa garnison, augmentée encore de six mille gardes nationaux. Ces troupes étaient commandées par cinq généraux, dont les principaux étaient MM. Mesnard et Beaupuy; ce dernier, quoique blessé, n'avait point voulu abandonner son commandement. De nombreuses batteries défendaient les approches de la ville; de larges fossés, d'épaisses terrasses, et d'autres fortifications plus régulières, quoique construites à la hâte, la mettaient à l'abri d'un coup de main. Tous les républicains renfermés dans l'enceinte de leurs fortifications paraissaient décidés à s'y ensevelir.

Les royalistes harassés d'une longue marche, et épuisés par le froid et la faim, se présentèrent d'assez mauvaise grâce au combat (1).

---

(1) L'armée, outre ses pertes dans les combats, avait été considérablement affaiblie par la retraite des Bretons qu'elle avait recrutés à Laval. Ces derniers, sachant que les Vendéens rentraient dans leur pays, leur avaient fait leurs adieux, et étaient rentrés sur leur territoire, où ils commencèrent dès-lors à faire des courses nocturnes sur

Ils avaient compté se battre en rase campagne, où depuis si long-temps ils avaient eu la supériorité; l'aspect des murailles, les décharges meurtrières de l'artillerie les rebutèrent d'abord; plusieurs s'écrièrent: « Nous voici encore devant Granville; ces fossés vont être notre tombeau. »

Cependant, MM. de Péraut et Baugé, qui commandaient l'artillerie vendéenne, venaient de faire à la place une brèche de vingt toises. M. de Larochejaquelin donne l'ordre de monter à l'assaut; toute l'armée reste immobile. Alors le général, indigné, lui crie : « *Qu'est devenue cette ardeur qui vous entraînait sur les bords de la Loire. Vous voici devant Angers; derrière cette ville est votre patrie.* » On ne répond à son appel que par des gémissemens. Courroucé, il saute à bas de son cheval, arrache un fusil à un soldat, et marche en avant vers la brèche, suivi d'une foule de braves : la cavalerie met pied à terre, et environne ce

---

les partis bleus qui traversaient leur pays. On peut dire que ce furent les premiers chouans. Il n'y avait eu d'abord parmi eux que de simples paysans; on ne sait ce qui empêcha la noblessse bretonne de se joindre, dès la première prise de Laval, à l'armée catholique et royale. Qu'avait-elle attendu pour agir?

brave général. On monte à l'assaut à travers la mitraille et les balles; l'infanterie s'ébranle enfin, mais elle se borne à se loger dans les faubourgs.

Dans ce moment le général Beaupuy se fait porter sur la brèche. Les assaillans, trop peu nombreux, font en vain des prodiges de valeur. Accablés des reproches de leurs chefs, les soldats de l'armée d'Anjou commencent à pousser des cris de fureur, et s'avancent pour monter à l'assaut. Tout à coup un feu de mousqueterie très-vif se fait entendre sur les derrières de l'armée, et y porte le trouble. C'était le général patriote Marigny, qui, avec un camp volant, attaquait les postes les plus reculés.

Le désordre se met aussitôt dans l'armée royale; il faut abandonner l'assaut. MM. Forestier, Boispréau, Rynchs, Vielban de Fleury, Conty, Redon de Puy-Jourdain, le chevalier Desessarts, avaient couvert de leur corps leur général, et l'avaient dégagé; mais tous étaient restés sur le champ de bataille, à l'exception de M. Forestier et du chevalier Desessarts, qui n'avait reçu qu'une blessure au pied.

M. de Piron venait de repousser les bleus; mais les courages étaient entièrement abattus. Après avoir resté trente heures devant Angers,

il fallait prendre un parti. M. de Lyrot observa que les bleus n'oseraient attaquer l'armée royale en rase campagne; qu'il fallait prendre la route d'Ancenis, et emporter tous les bateaux que l'on trouverait sur la Sarthe et sur la Mayenne; que c'était le seul moyen de repasser la Loire, et de regagner le pays insurgé; qu'en supposant que le passage ne pût s'effectuer, l'armée, ayant devant elle le Morbihan, pourrait s'y rendre, et trouver à l'embouchure de la Villaine de nouveaux moyens de communiquer avec les Anglais; qu'au reste on se trouverait dans un pays couvert, peuplé de royalistes, dont on tirerait de puissans secours. Cet avis, le seul qu'il convenait de prendre, ne fut point suivi. M. Désessarts soutint, qu'en suivant la levée, on pourrait la couper en quelques endroits, et rendre la Loire guéable. Le prince de Talmont, qui s'était toujours opposé au retour de l'armée vendéenne, opina pour que l'on retournât dans la Basse-Normandie.

Pendant que l'on délibérait, l'avant-garde s'était mise en marche sur Baugé. On suivit cette direction sans savoir à quoi s'en tenir, car les chefs étaient presque aussi abattus que les soldats. M. de Royrand, blessé précédemment à mort à la bataille de Laval, fut enterré à Baugé.

Dans le même temps M. de Beauvolliers l'aîné quitta l'armée (1). Les républicains ne cessaient de harceler les royalistes. M. de Piron, placé à

---

(1) On a prétendu qu'il avait été coupé, en avant de Baugé, par un détachement de hussards, qui l'avaient empêché de rejoindre ses camarades. Il avait avec lui son beau-frère, M. Langlois, M. Laroche de Montreuil, et quelques soldats.

A peine avaient-ils fait une lieue, qu'ils se virent poursuivis par une bande de paysans républicains. Toute défense devenait inutile. M. de Beauvolliers descendit de cheval, et se jeta dans un fossé bourbeux, couvert d'une forte haie. Ses compagnons furent pris et fusillés à Angers, à l'exception de M de Laroche, qui trouva le moyen de se sauver. Il est mort depuis dans la Vendée, à la suite d'une longue maladie.

M. de Beauvolliers, quand l'ennemi a disparu, sort du fossé. La nuit protége sa fuite. Il entend marcher dans l'obscurité. « — Qui vive? — Qui vive vous-même? »

Le Vendéen ne sait que répondre. « Monsieur, lui dit-on, je sais qui vous êtes; ne faites pas de bruit, je puis vous être utile. » C'était le maire d'une commune voisine, nommé Mercier, homme plein d'honneur et d'humanité.

Cet honnête homme secourut l'infortuné royaliste, lui donna une retraite chez lui pendant un mois. De là il le conduisit à Alonnes, chez un royaliste qui le garda trois mois. Il se rendit, ensuite au Mans, chez une dame : il y resta jusqu'à la pacification.

l'arrière-garde, ne se laissa jamais entamer, et sortit vainqueur de tous les combats qu'on lui livra. Arrivés à la Flèche, les royalistes se trouvèrent dans la position la plus critique. Quatre mille hommes défendaient la ville : le pont construit sur la Loire était coupé : deux pièces de canon en défendaient l'approche; l'armée républicaine était aux prises avec l'arrière-garde vendéenne. Ainsi pressés entre une rivière et deux armées, les insurgés n'avaient d'autre perspective qu'une mort certaine.

M. de Larochejaquelin fait alors monter quatre cents fantassins derrière un pareil nombre de cavaliers, côtoie la rivière, trouve un gué, arrive aux portes de la ville, fait descendre ses fantassins, tombe sur les bleus surpris, les met en déroute, s'empare des canons, répare le pont, fait entrer son armée, se porte à l'arrière-garde; et, secondé du brave Piron, force les républicains à rétrograder. On regretta beaucoup MM. de Verteuil et Roucher-du-Pin, qui périrent dans ce combat. Cette affaire fit le plus grand honneur à M. de Larochejaquelin; toute l'armée lui dut son salut, et ses acclamations après la victoire durent assez lui faire comprendre qu'elle le regardait comme l'âme unique de son parti.

Le 11 décembre, les royalistes se présentèrent devant le Mans. Une garnison assez nombreuse voulut opposer une vaine résistance; les chausses-trapes semées sur le pont, les chevaux de frise, les remparts garnis d'artillerie ne retinrent point une demi-heure les royalistes : tout tombe sous leurs coups, tout fuit : ils sont maîtres paisibles de la ville. Un hussard, au commencement du combat, vint défier le prince de Talmont; ils coururent l'un sur l'autre; le prince, d'un seul coup de sabre, l'abattit à ses pieds, aux applaudissemens de tous les spectateurs.

Officiers, soldats, malades, blessés, femmes, enfans, tous avaient un pressant besoin de repos : l'armée fit donc halte au Mans, jusqu'à nouvel ordre. Depuis le siége d'Angers, tous les courages étaient abattus. Éloignés de leur patrie, sans espoir d'y rentrer, les Vendéens n'attendaient que la mort; leur seul espoir était de vendre chèrement leur défaite, et d'entraîner dans leur chute un grand nombre de leurs adversaires. Les femmes cherchaient en vain dans la ville et dans les environs quelque retraite assurée pour elles et leurs enfans. La crainte avait glacé tous les cœurs : la cupidité même ne pouvait être éveillée à la vue de

l'or ; presque tous les Manceaux se montrèrent inexorables.

Pendant que les royalistes prenaient du repos au Mans, et réparaient leurs forces, Marceau, nommé général en chef par les représentans, organisait son armée à Baugé. Les débris de cinq divisions précédemment battues, les garnisons d'Angers et de Saumur, six régimens de ligne arrivés récemment du nord, l'armée de Cherbourg conduite par le général Tilly, formaient une armée infiniment plus nombreuse que celle des royalistes affaiblis et découragés. Marceau avait sous ses ordres Westermann, Kléber, Chalbos et Tilly, tous officiers généraux d'un grand mérite.

Dès le lendemain de leur entrée au Mans, les royalistes furent attaqués par une masse considérable formée par des représentans. Quinze cents royalistes suffirent pour la mettre en pleine déroute. Elle prit la fuite dès le premier coup de canon. Les soldats la poursuivirent quelque temps au milieu des huées : on ne put joindre qu'une trentaine de soldats ; mais on ramassa beaucoup de fusils.

De tels ennemis n'étaient guère redoutables. Si la république n'eût pas eu d'autres défenseurs, l'armée royale, même dans l'état de

délabrement où elle était, eût suffi pour la renverser ; mais elle avait une autre armée bien plus formidable, commandée par des généraux habiles, et qui devait bientôt réparer échec.

Le 13 décembre, le général Marceau parut avec son armée en trois colonnes, à la vue du Mans (1). On avait proposé dès la veille, à M. de Larochejaquelin, de tirer son armée de la ville et de la diriger sur Alençon ; mais ce général, étourdi par les clameurs des blessés et des femmes qui demandaient du repos, avait eu la faiblesse de condescendre à leurs désirs.

A la première vue de l'ennemi, les royalistes crient *aux armes!* et font battre la générale. M. de Larochejaquelin sort de la ville avec deux mille hommes et deux pièces de canon, et les fait embusquer dans un bois de sapins,

---

(1) Les Vendéens ne pouvaient croire que les bleus voulussent sérieusement les attaquer. Ils entendaient le bruit de l'artillerie, et disaient que c'étaient des canonniers royalistes qui s'exerçaient. Ils ne pouvaient se résoudre à quitter leurs poulardes à demi-rôties quoique l'ennemi fût déjà aux portes de la ville. La confusion se mit alors parmi eux, et l'ordre, malgré tous les efforts des généraux, ne put jamais être rétabli.

près de Pont-Lieu. Il envoie ensuite ses principaux officiers dans les cabarets où se trouvaient les meilleurs soldats. Ces hommes, à moitié ivres, ne veulent pas sortir : on ne peut guère rassembler que dix mille combattans.

Westermann fut encore celui qui porta les premiers coups. Avec son impétuosité ordinaire, il attaqua une garde avancée, et pénétra jusqu'auprès des remparts. M. de Piron et le prince de Talmont accoururent avec deux mille hommes; un combat sanglant s'engagea : Westermann, renversé de cheval et blessé, fut sur le point de tomber entre les mains de l'ennemi; les bleus se retirèrent ensuite sur leur corps de bataille.

Cependant, le général Kléber s'avance à la tête d'une colonne pour emporter la position de Pont-Lieu. MM. de Fleuriot, de Lyrot et Stoflet, qui commandaient ce poste, le laissent approcher à la distance de trente toises. Tout à coup on démasque la batterie : chaque coup de canon emporte des files entières : les bleus reculent en désordre. Le général Marceau fait soutenir la division de Kleber : un feu de mousqueterie très-vif s'engage de part et d'autre; les Vendéens ne perdent pas un pouce

de terrain. L'effort du combat tombe sur ce poste important. Après quatre heures d'une fusillade continuelle, les Vendéens, qui viennent de recevoir un renfort de trois mille hommes, font un mouvement en avant, rompent les rangs serrés de l'ennemi ; il s'ébranle et prend la fuite : on le poursuit pendant un quart de lieue.

Les Vendéens criaient *victoire*, quand tout à coup l'armée de Cherbourg placée jusque-là en corps de réserve, marche en rangs serrés sur les royalistes épars, fait une décharge à quarante pas, et fond sur eux à la baïonnette. Ne pouvant soutenir un si vigoureux assaut, ils prennent la fuite et se retirent dans la ville.

M. de Larochejaquelin, suivi de MM. de Piron, Allard, Forestier et Dupérat, court en vain après les fuyards, et veut les diriger dans un champ entouré de haies et de larges fossés, qui auraient pu leur tenir lieu de retranchemens, et les auraient mis à couvert de la cavalerie. On est sourd à sa voix; il ne rallie que deux cents hommes, avec lesquels il fait volte-face et attaque l'ennemi : renversé de cheval, il rentre dans le Mans pour donner des ordres et défendre la ville ; il y trouve tout en

désordre, et ne peut se faire entendre. Cependant M. de Piron, resté à l'arrière-garde avec MM. de Donnissan et Stoflet, tâchait de retenir les bleus à l'entrée de la ville; deux pièces de canon, placées sur le pont, en emportaient des files entières: trois fois ils s'élancèrent sur le pont pour enlever les pièces, autant de fois ils furent repoussés; pendant deux heures ils se battirent sans succès; enfin ils abandonnèrent l'attaque de ce pont.

Le général vendéen, après avoir rallié quinze cents hommes dans la ville, revenait au secours de ses gens, lorsqu'on accourt lui dire, à l'entrée de la nuit, que les bleus viennent de passer la rivière à gué, et qu'ils sont dans la place. Il s'avance aussitôt pour reconnaître l'ennemi, et l'aperçoit dans les rues. Désespérant alors de la victoire, il envoie de tous côtés des courriers pour donner l'ordre de la retraite sur Laval; lui-même, avec ses gens, prend cette route, et ne fait halte qu'à une demi-lieue de la ville. Ceux qui défendaient le pont, après avoir reçu l'ordre du général, firent aussitôt retraite, et le rejoignirent une heure après (1).

(1) Qu'on se représente une armée en déroute, qui se précipite, pour se sauver, par le premier chemin qu'elle

Cependant les bleus, répandus dans la moitié de la ville, se livraient à tous les excès de la barbarie la plus étrange. Les morts et les mourants encombraient les rues déjà obstruées par les voitures, les caissons et les pièces d'artillerie. Ils commençaient à se répandre dans les maisons, plutôt pour piller que pour y chercher de nouvelles victimes, lorsqu'ils se virent arrêtés dans le cours de leur victoire. Une foule de paysans à moitié ivres étaient sortis des cabarets; le vin avait ranimé leur courage, et les

---

trouve; tout se heurte, se mêle et s'embarrasse. Les canons et les charriots renversés, les chevaux embarrassés dans les cordes et les cuirs des équipages, la plupart blessés ou mutilés, se débattant avec fureur, et portant des coups homicides à la foule éplorée qui les entoure; les blessés, les infirmes, les femmes tenant leurs enfans à leur cou: les cris, les gémissemens, les prières, les blasphèmes, les vœux, les hurlemens, les cris de détresse, les injures, les vagissemens, tout présentait l'image d'un désordre et d'un désespoir infernal.

Le généralissime se trouva pendant une heure engagé dans un cul-de-sac. Il n'en fut tiré que par la vigueur d'un cheval qu'il montait et que les paysans nommaient *le daim*. M. Renou, qui était à ses côtés, lui conseilla de piquer des deux à travers la foule. Ce moyen lui réussit; il sortit du cul-de-sac, et fit retirer tous ceux qui s'y étaient engagés si imprudemment.

avait aveuglés sur le danger. Réunis à ceux de leurs camarades qui n'avaient pas quitté la ville, ils forment un corps de plus de dix mille hommes animés par le désespoir, ils se jettent alors sur les républicains en désordre, en font un grand carnage, et les forcent à reculer. Le général Marceau accourt avec un corps d'élite, et s'élance sur eux; le grand nombre des combattans amène la confusion; on se foule, on se presse sans pouvoir agir, ni même remuer les bras. L'obscurité augmente le désordre; on crie aux bourgeois d'illuminer leurs fenêtres; très-peu obéissent; les royalistes enfoncent les portes et tirent par les croisées sur les bleus.

Dans cette extrémité, le général Marceau envoie l'ordre de la retraite, et fait placer de l'artillerie sur le pont pour arrêter les royalistes, s'ils entreprennent de poursuivre ses gens dans la campagne. Malgré cet obstacle, les paysans, victorieux, s'abandonnent à la poursuite de l'ennemi.

Peu d'instans après, les généraux Tilly, Kléber, et Westermann, qui, quoique blessé, avait voulu retourner au combat, pénètrent dans la ville par un autre côté, et prennent les royalistes à dos; ceux-ci font volte-face, et combattent avec un courage héroïque, conduits par

de braves officiers, MM. de Scépeaux, Allard, d'Autichamp, de Bernés, du Houx, Herbaut, de Laroche-Courbon, de la Bigotière, Le Maignan, Franchet, Solilhac, l'Infernat et Conty.

Jusqu'à minuit cet horrible combat se maintint sans avantage décisif : épuisées de fatigues, les deux armées firent une trêve volontaire, et pendant deux heures restèrent à s'observer. Cette trêve fut fatale aux Vendéens ; elle refroidit leur ardeur, et leur ouvrit les yeux sur le danger qu'ils couraient. Une partie d'entre eux, apprenant que leur général était sur la route de Laval, se détachèrent de l'armée et allèrent le rejoindre par pelotons.

A quatre heures du matin le combat recommença. Les patriotes désespérant d'enfoncer les royalistes dans la rue qui avait été jusqu'alors le théâtre du combat, se portèrent sur la grande place où était placée l'artillerie vendéenne ; les insurgés n'avaient plus de poudre ; ils s'élancent sur l'ennemi à la baïonnette ; une horrible mêlée s'engage ; les patriotes, sans cesse soutenus par de troupes fraîches, prennent à chaque instant une nouvelle supériorité ; enfin les Vendéens s'ébranlent et se retirent en assez bon ordre vers la route de Laval. Un canonnier, natif de Saint-Jean-d'Angely, dont le

nom ne s'est pas conservé, facilita cette retraite par un dévouement héroïque. Posté dans la grande place, il servait une pièce de douze, la seule qui fut alors en état de service; résolu de périr en homme de cœur, il charge sa pièce à mitrailles et y met le feu. L'explosion est d'autant plus terrible, que les républicains, serrés dans la rue, n'en étaient pas éloignés de trente toises; ils reculent en désordre; une seconde décharge redouble leur perte et leur terreur. Dix hussards prennent le parti de se sacrifier pour leurs compagnons; ils se précipitent au galop sur l'intrépide canonnier qui rechargeait sa pièce : celui-ci voyant qu'il ne peut tenter une troisième décharge, se couche sur son canon en attendant la mort. Par une fatalité singulière, soit qu'on respectât son courage, soit qu'on le crût mort, il fut épargné, et survécut à cette désastreuse journée.

Le combat se maintint encore pendant quelquelques heures dans d'autres rues. MM. de Scépeaux et Allard se retirèrent les derniers avec quatre cents paysans; ils avaient soutenu le combat jusqu'à huit heures du matin. Sans cette résistance inouïe, toutes les femmes, les enfans, les vieillards, les prêtres auraient été égorgés dans la ville; un délai de vingt heures

leur donna le temps de se sauver sur la route de Laval; il y en eut à peu près un quart qui ne put suivre l'armée : il était composé d'infirmes, de malades, de blessés, de gens sans ressource, qui n'avaient pu se procurer des chevaux; de désespérés, qui, lassés d'une fuite inutile, attendaient la mort comme un bienfait.

Les fuyards trouvèrent aux portes du Mans leur général, qui, avec un corps assez nombreux, protégeait la retraite. — *Ah! général, vous nous avez abandonnés!* — *Où étiez-vous au commencement de la bataille, et quand j'ai fait tant d'efforts inutiles pour vous rallier?*

Les républicains usèrent de leur victoire en cannibales. Après avoir rassemblé dans la grande place leurs prisonniers, les femmes, les blessés, les dames les plus qualifiées; ils les accablèrent d'outrages, les égorgèrent ensuite, déchirèrent leurs membres palpitans, les dépouillèrent, et entassèrent leurs corps nus dans la posture la plus indécente, en s'écriant : *Admirez les batteries nationales!* (1) Les généraux Marceau, Kléber, et quelques officiers, voulurent en vain s'opposer à ces horreurs, qui étaient conseillées par un re-

---

(1) *Voyez* les Anecdotes

présentant. Deux ou trois royalistes furent sauvés par leurs hôtes, qui leur procurèrent des habits bleus. On cite entre autres un officier qui, déguisé en garçon perruquier, alla couper les cheveux à un proconsul.

La bataille du Mans coûta aux Vendéens cinq mille soldats et douze mille vieillards, femmes, enfans, infirmes et blessés, presque tous pris hors de la ville, sur la route d'Alençon, ou cachés dans des ravines ou des fossés. Ils perdirent un grand nombre d'officiers, MM. de la Roche-Courbon, Herbaud, du Houx, la Bigotière, l'Infernat, Conty, Franchet, Carrière, de la Ville et le Maignan. Ce respectable vieillard, blessé précédemment au siége de Granville, aurait pu se sauver. Il s'était traîné à la porte de la ville, sur la route de Laval; un cavalier offrit de le prendre en croupe. — *Fuyez, mon ami*, lui cria-t-il, *je pourrais vous entraîner dans ma ruine; je ne crains pas la mort.* Des hussards se présentent peu de temps après; M. le Maignan, armé d'un fusil à deux coups, les laisse venir à vingt pas, en tue deux, et reçoit de sang-froid le coup mortel (1).

---

(1) Outre les royalistes qui périrent au Mans, les vain-

L'armée royale n'avait sauvé de toute son artillerie et de tous ses bagages, que trois pièces de canon, deux caissons et douze chariots. On a prétendu que, si pendant le combat nocturne du Mans, M. de Larochejaquelin, avec le corps qu'il avait rallié, eût pris les patriotes à dos, il aurait pu les vaincre et les chasser de la ville; mais n'eût-il pas couru le risque de tirer dans l'obscurité sur ses gens? ne pouvait-il pas s'égarer dans une ville dont il ne connaissait pas les rues? ses soldats, d'ailleurs, auraient-ils voulu le suivre? C'est ce qu'il eût fallu examiner avant de condamner la conduite de ce brave général.

Je donnerai ici le Bulletin que publièrent les généraux républicains, et qui fut lu à la convention, dans sa séance *du 24 frimaire.*

---

queurs égorgèrent tous ceux qu'ils prirent sur les grandes routes. On n'eut égard ni au sexe, ni à l'âge. Être royaliste était alors le plus grand des forfaits. Jamais le délire des passions n'avait exalté à un plus haut degré le fanatisme révolutionnaire. Au nombre des prêtres qui furent égorgés au Mans, on regretta beaucoup M. de Mége, doyen de Thouars. C'était un ecclésiastique recommandable par sa piété, sa douceur, sa charité, et sa compassion toujours active dès qu'il fallait obtenir la grâce d'un coupable, ou soulager un malheureux.

« A force de courir après la horde infernale des brigands, nous les avons enfin atteints hier sous les murs du Mans, où ils étaient entrés la veille. Notre cavalerie, qui ne cessait de les talonner depuis leur déroute d'Angers, les serra de si près hier, qu'une action très-chaude commença à s'engager entre eux et nous. D'abord ils nous repoussèrent, tant à cause de leur nombre, que parce qu'ils étaient embusqués avantageusement en avant du Pont-Lieu.

» Fiers de ce premier succès, ils s'avancent rapidement. Déjà ils criaient *victoire!* mais le génie de la liberté en décida autrement. La colonne de Cherbourg, commandée par le général Tilly, était là; et, loin d'être intimidés par la retraite de leurs frères d'armes, et par l'audace des ennemis qui les poursuivaient, les soldats de la division de Cherbourg fondent sur les brigands, et après une première décharge les poursuivent à la baïonnette, les mettent en fuite, et en tuent un grand nombre... Il était neuf heures du soir; là, une fusillade terrible s'engage de part et d'autre; on se dispute le terrain pied à pied; le combat a duré jusqu'à deux heures du matin. De part et d'autre, on est resté en observation; les brigands profi-

tèrent de l'obscurité pour évacuer la ville... Des chefs, des marquises, des comtesses, des prêtres à foison, des canons, des caissons, des carrosses, des bagages de toute espèce, tout est tombé en notre pouvoir... Les rues, les maisons, les places publiques, les routes sont jonchées de cadavres, et depuis quinze heures ce massacre dure encore (1)... Enfin, voici la plus belle journée que nous ayons eue depuis dix mois que nous combattons les brigands.... Marceau, général en chef, Tilly, commandant la division de Cherbourg, Westermann, ont eu par leur bravoure une bonne part au succès de cette belle journée. Ce dernier a eu deux chevaux tués sous lui, a reçu deux blessures dans le combat, et n'a pas voulu quitter son poste, etc. »

---

(1) *Voyez* les Anecdotes.

CHAPITRE VI.

Retraite des Vendéens sur Ancenis, Nort, Blain. — Leur défaite à Savenay, et suites de cet événement, etc.

Les Vendéens venaient de recevoir une plaie trop cruelle, pour qu'ils pussent espérer de pouvoir s'en relever jamais ailleurs que dans leur pays. Cette défaite leur avait tout ôté, leurs plus braves soldats, d'excellens officiers, leur meilleure artillerie, leurs munitions, et jusqu'à l'espérance, qu'ordinairement on ne perd jamais.

Les chefs, rassemblés à Laval, furent tous d'avis que l'armée n'avait qu'un parti à prendre, celui de se rapprocher de la Loire, et d'en tenter le passage à quelque prix que ce fût.

De Laval, on se porta sur Cossé, Craon, Pouancé, Saint-Mars et Ancenis. On marchait jour et nuit pour prévenir les bleus, et les empêcher de troubler le passage. De malheureux blessés, des vieillards, des femmes étaient obligés de faire vingt lieues par jour (1). Dans

(1) Les restes de l'armée royale arrivèrent à Ancenis dans le plus grand désordre et par le plus mauvais

cette extrémité, on vit des prêtres porter sur leurs épaules des malades, secourir des blessés, et pratiquer tout ce que la charité chrétienne a de plus héroïque.

Arrivés à Ancenis, les Vendéens ne trouvèrent point de bateaux, si ce n'est deux petites barques que l'on découvrit par hasard. On fit aussitôt travailler à la construction de sept énormes radeaux; mais, quelque diligence que l'on pût faire, ils ne pouvaient être prêts que le lendemain.

A l'extrémité opposée du fleuve, on apercevait quatre grosses barques chargées de foin. Après une courte délibération, il fut résolu que M. de Larochejaquelin passerait à l'autre bord avec une vingtaine de soldats, qu'il s'emparerait de ces barques, et les enverrait

---

temps possible. On eût dit que tous les élémens étaient déchaînés contre ces infortunés soldats, qui n'avaient pris les armes que pour rétablir l'autel, le bon ordre et le trône.

Une pluie glaciale ne cessa de tomber pendant les deux journées que l'armée marcha sans s'arrêter. De petits enfans tombaient expirans sur la route, de jeunes demoiselles, sans bas et sans souliers, les pieds déchirés, ne pouvaient faire un seul pas qui ne fût empreint de vestiges douloureux et sanglans.

de suite à Ancenis. On convint aussi qu'il resterait à l'autre bord, pour prévenir la dispersion de l'armée. Le général passa aussitôt dans une barque, avec MM. Stoflet et de Baugé ; vingt soldats, commandés par M. de Laugerie, passèrent dans une autre. Tous les yeux étaient tendus sur ces deux frêles nacelles qui portaient les destins de toute l'armée (1).

Aussitôt qu'il fut arrivé sur la rive gauche, le général fit jeter à l'eau le foin qui était dans les quatre bateaux, et s'apprêta à les envoyer à l'autre bord. Tout était disposé pour leur départ, lorsqu'une patrouille républicaine de quarante hommes parut, et attaqua la faible escorte du général. Une fusillade assez vive

(1) M. Renou se signala en cette occasion par un trait de hardiesse qui ne pouvait être justifié que par le succès. M. de Larochejaquelin était parti, il veut le rejoindre. Il aperçoit sur le milieu du fleuve un petit bateau rempli d'eau. Il lance son cheval à la nage, et est assez heureux pour arrêter la barque par le moyen du crochet qu'il a à son sabre. Ce bateau n'avait qu'une mauvaise pelle, avec laquelle il vida l'eau ; il s'en servit ensuite comme d'un aviron : après une heure de fatigues il vint à bout de gagner la rive gauche, et, peu de jours après, de retrouver M. de Larochejaquelin. Son cheval parvint en nageant, à regagner, la rive droite.

s'engage entre les deux partis; après un léger combat, les patriotes se retirent, et vont rejoindre une assez forte colonne de bleus, qui s'avançaient au pas redoublé.

Le général, qui les aperçoit, s'élance hors des bateaux, et cherche à rallier ses gens sur une hauteur : ceux-ci prennent la fuite et se dispersent dans la campagne. MM. de Larochejaquelin et de Baugé, restés seuls, se retirent dans un bois, et parviennent à se dérober à la poursuite des bleus.

Cependant on poussait dans le fleuve, du côté d'Ancenis, quelques mauvais radeaux qui n'étaient pas à moitié construits. MM. Allard et de Beauvais montent dans un petit bateau; tout à coup une chaloupe canonnière vient se placer devant Ancenis, et tire sur les radeaux; quelques soldats se noient, la plupart rejoignent l'armée; le bateau seul parvient à l'autre bord. M. Allard, tombé entre les mains de ses barbares ennemis, a le bonheur de leur échapper (1).

Quelques instans après, l'avant-garde de l'armée républicaine se présenta devant Ancenis, et fit plusieurs décharges d'artillerie. L'armée royale quitta en frémissant les bords de

(1) *Voyez* les Anecdotes.

la Loire, et se dirigea vers Nort dans la plus grande confusion : les uns pillèrent la caisse de l'armée ; les autres se rendirent sur les bords de la Loire, qu'ils espèraient passer pendant la nuit, en gagnant, à force d'argent, quelques bateliers. Quelques domestiques et quelques femmes se laissèrent aller à la promesse d'une insidieuse amnistie, et gagnèrent Nantes, où ils furent fusillés le lendemain. M. Forestier, suivi de trente cavaliers des plus braves (1), quitta l'armée, gagna les bords de la Villaine, et forma bientôt après, avec ses camarades, le noyau d'une division de chouans. Les Vendéens étaient, depuis vingt-quatre heures, à Nort, lorsqu'ils y furent attaqués par deux mille patriotes; MM. de Donnissan, de Marigny, de Fleuriot, le prince de Talmont, Désessarts, de Laugrenière, d'Isigny, de Piron, de Lyrot, à la tête d'un corps d'infanterie, vinrent à bout de les repousser, et menèrent ensuite l'armée à Blain.

Le conseil s'assembla pour nommer un généralissime. Le prince de Talmont, par son mérite et sa naissance, devait l'emporter sur ses

---

(1) Au nombre de ces braves étaient MM. du Pérat, du Chesnier, Jarry, du Chantereau, Cacquerey, etc.

concurrens : l'envie en décida autrement ; et M. de Fleuriot fut élu et proclamé. Cet officier avait sans doute beaucoup de mérite ; mais, indépendamment du prince de Talmont, il avait dans MM. de Donnissan, de Piron, de Lyrot, de Marigny, des rivaux, qui du moins l'égalaient en valeur, et le surpassaient du côté des talens militaires. Le premier soin du nouveau général fut de faire créneler les murailles de Blain, où il paraissait résolu de se défendre.

Dans cette circonstance le prince de Talmont, suivi d'une douzaine de cavaliers, quitta l'armée, et, par des chemins détournés, chercha à regagner Laval, et à se mettre à la tête des anciens soldats bretons qui étaient rentrés dans leur pays : trahi par la fortune, ce brave prince fut enveloppé par un bataillon républicain ; son cheval abattu le livra sans défense à ses ennemis : conduit au représentant Esme-Lavallée, il ne démentit pas un seul instant sa fermeté et sa grandeur d'âme, et mourut en héros (1).

Cependant les patriotes sont sous les murs de Blain : il faut renoncer à défendre la ville

---

(1) *Voyez* les Anecdotes.

et songer à faire retraite. A minuit on se met en route et l'on se porte sur Savenay. A peine est-on entré dans la ville, que l'avant-garde républicaine paraît sous les murs; un combat s'engage, les bleus se replient sur leur corps de bataille; le reste du jour se passe assez tranquillement.

Le 22 décembre 1793, au point du jour, toute l'armée républicaine, commandée par Kléber, environna Savenay. Les Vendéens, animés par le désespoir, se battirent comme des hommes qui ne voulaient pas survivre à leur défaite; MM. de Lyrot, de Piron, Désessarts, de Donnissan, de Marigny, de La Voyerie, de Beaurepaire, de Béjarry, Cadi, Soyer, du Chaffaut, Grélier, La Mothe, Desnoues, Legeai, de La Salmonière, Vaunier, de Mondiou, d'Isigny, Durivaut, Tranquille, de Beaucorps, Odaly, Brunet, Tonnelay, de Sangliers, de Marsanges, de Villeneuve, le jeune Beauvolliers, de Scépeaux, suivis de deux mille soldats déterminés, quoique enveloppés de toutes parts, disputèrent pendant deux heures la victoire avec un courage héroïque.

Il fallut enfin céder. MM. de Lyrot, de Piron, Désessarts avaient été tués au milieu des républicains où ils s'étaient précipités; les plus

braves avaient été mis hors de combat, quand M. de Marigny s'écria : *sauve qui peut.* Pour faciliter la retraite aux femmes et aux enfans, il s'arrêta avec quatre cents hommes et deux pièces de canon au coin d'un bois, et tint encore une heure dans ce mauvais poste, pendant que les landes qui environnent Savenay étaient couvertes de fuyards. Un brave canonnier, nommé Chollet, servit jusqu'à la dernière extrémité les deux pièces de canon, et fut assez heureux pour se sauver. Les débris de l'armée royale trouvèrent un asile dans la forêt de Gavres, d'où chaque royaliste chercha une retraite dans les communes voisines.

Les Bretons en général étaient bien disposés pour la cause royale; presque tous détestaient la république; mais il y avait parmi eux diverses nuances dans les opinions. Ceux qui habitaient à la gauche du grand chemin de Guérande étaient faciles à effrayer, et conséquemment peu disposés à se compromettre pour sauver des proscrits; aussi, ceux des Vendéens qui se portèrent de ce côté furent presque tous chassés ou livrés par les paysans : ceux au contraire qui se dirigèrent sur la droite, dans les communes de Prinquiaux, de Pont-Château, de Douges, de Feygréac, de Guinrouet, et dans la plu-

part des paroisses situées sur la Villaine, y trouvèrent des amis, des frères qui leur prodiguèrent les plus tendres secours, et souvent même exposèrent leur vie pour les dérober à la rage de leurs féroces ennemis. Tant que la Vendée conservera son nom et le souvenir de ses malheurs, elle se rappellera, avec le sentiment de la plus vive reconnaissance, tous les bienfaits qu'elle a reçus de ces bons Bretons, qui furent les instrumens dont la Providence se servit pour conserver les précieux restes des vengeurs du trône et de l'autel.

Après la journée de Savenay, une partie de l'armée républicaine se rendit à Nantes pour passer sur la rive gauche et combattre M. de Charrette; l'autre se dissémina dans les hameaux autour de Savenay pour faire des perquisitions, et, pour me servir de l'expression du temps, *faire la chasse aux brigands*. La forêt de Gavres fut d'abord visitée dans ses moindres détours; il y eut même sur ce point quelques combats qui ne tournèrent pas toujours à l'avantage des bleus. Chaque maison du moindre village fut ensuite visitée soigneusement : un grand nombre de femmes, de vieillards et d'enfans tombèrent entre les mains de leurs bourreaux, qui les conduisirent à Nantes,

où de féroces représentans les entassaient dans des prisons malsaines, d'où on les tirait ensuite pour les noyer dans la Loire (1). Mesdames de Bonchamp, de La Marsonnière, mademoiselle de Mondiou, et une douzaine d'autres eurent le bonheur de survivre à Carrier, qui les oublia dans leurs cachots.

La guerre civile paraissait finie, il n'y avait plus de Vendée sur la rive droite; tout y paraissait calme et paisible, mais le feu couvait sous la cendre. Les restes de cette redoutable armée, qui avait si souvent porté la terreur jusque dans la capitale, épars dans les chaumières et dans les forêts, ne songeaient qu'à prolonger leur existence, et à rentrer dans leur patrie pour la délivrer de ses ennemis. Semblables aux Israélites, qui, sur les bords de l'Euphrate, pendant la captivité de Babylone, pleuraient en pensant à Jérusalem, les Vendéens, les yeux attachés sur cette barrière presqu'insurmontable qui les séparait de tout ce qu'ils avaient de plus cher, s'occupaient nuit et jour des moyens de vaincre cet obstacle, et de revoir le lieu qui les avait vus naître. Leur unique occupation était de chercher des bateaux, et même

---

(1) *Voyez* les Anecdotes.

d'en construire, pour se tirer enfin de cette position cruelle. Aidés par les généreux habitans qui leur avaient donné un asile, plusieurs parvinrent enfin à réussir dans leur dessein.

On transportait la nuit, à force de bras, des bateaux sur la Loire; on les enfonçait dans l'eau pendant le jour; la nuit suivante, des bateliers, chèrement payés, embarquaient les Vendéens et les transportaient à l'autre bord, malgré la surveillance des chaloupes canonnières qui occupaient le milieu du fleuve, et les patrouilles républicaines qui infestaient les deux rives. Les malheureux débarqués couraient de plus un très-grand danger de la part des soldats de M. Charrette, qui les prenaient pour des espions, et les fusillaient inhumainement. M. d'Argens, médecin du général Charrette, faillit éprouver le même sort. Un grand nombre de soldats, et même d'officiers, ne furent pas aussi heureux que lui; ils furent massacrés par ces brutaux: on croit que MM. du Chaffaut furent de ce nombre.

Cependant les perquisitions dans la forêt de Gavres et dans les environs devenaient plus actives que jamais. Les Vendéens, désolés en se voyant ainsi tuer en détail, résolurent de tenter un dernier effort. MM. de Donnissan, de

Mondiou, de Tinguy, de Beauvolliers, Orré Digueur, et quelques autres officiers, réunissent deux cents Vendéens, qu'ils placent dans des ravins; trois cents bleus, le lendemain, tombent dans cette embuscade, peu en réchappent; leurs cartouches sont pour les Vendéens de nouveaux moyens de vaincre. De nouveaux succès grossissent la troupe des royalistes; les bleus, battus en détail, évacuent la forêt; on les poursuit sur plusieurs points: pendant quelques jours les vainqueurs n'aperçoivent plus d'ennemis.

Dans le même temps, M. de Marigny, déguisé en marchand de volailles, parcourait les communes de Prinquiaux, de Guinrouet, et toutes celles qui passaient pour royalistes, et méditait un projet de soulèvement général dans cette partie de la Bretagne. Il était sur le point de réussir; quinze cents hommes armés devaient se rassembler sous les murs de Savenay, que l'on voulait surprendre; le jour était fixé, lorsque la défaite des Vendéens à Ancenis vint glacer le courage des conjurés.

M. de Donnissan, par une fatalité singulière, n'avait rien su du projet de M. de Marigny. Après les avantages qu'il venait de remporter, il voulut profiter de l'ardeur de ses soldats, qui

demandaient à grands cris à se rendre sur les bords de la Loire. Dans ce dessein, il part de Gavres, et par des chemins détournés se rend à Ancenis, dont il s'empare après un léger combat. Il n'y trouva point de bateaux ; et les républicains avaient brûlé les anciens radeaux : il fallait donc en construire d'autres, ce qui demandait un long délai.

Par hasard, une forte colonne républicaine était partie le même jour de Nantes, pour se rendre à Angers. Les royalistes, suivant leur mauvaise habitude, n'avaient point placé de sentinelles. Ils furent surpris par les bleus, qui eux-mêmes furent fort étonnés d'apprendre qu'une armée royale occupait Ancenis. La terreur s'empare alors des paysans, ils se dispersent et fuient dans la campagne ; les chefs veulent tenir ferme ; ils forment un peloton, et, quoique enveloppés, ils parviennent à sortir de la ville. Attaqués par un escadron de hussards, fracassés, couverts de blessures, ils sont pris, enchaînés et conduits à Angers, où ils sont massacrés le lendemain.

En apprenant cette nouvelle, M. de Marigny se décida à repasser la Loire. Après avoir erré long-temps sur les bords du fleuve, sans trouver une occasion favorable pour s'embar-

quer, l'intrépide Vendéen se déguisa en marchand de poisson, et se rendit à Nantes, un jour de marché. La sentinelle l'arrête, et lui demande son passe-port; l'officier feint de le chercher dans sa poche, et laisse tomber un panier plein de poisson; les soldats du corps de garde se précipitent sur cette proie; M. de Marigny pénètre dans la ville, il en sort le soir par le pont Rousseau, et rejoint le lendemain l'armée de M. Charrette. Le succès de ce stratagème engagea plusieurs royalistes à imiter une témérité qui avait eu de si heureux effets. M. Jagaut, secrétaire du conseil supérieur, entra peu de jours après à Nantes, déguisé en charretier. Il joua si bien le rôle d'imbécile, que les gardes dédaignèrent de lui demander son passe-port. L'un d'eux lui dit: « *Pierrot, regarde donc ta roue qui tourne.* » Entré dans Nantes, il se trouva sur la place, où était la guillotine en permanence; le fatal couteau était encore ensanglanté. Les réflexions les plus tristes le tenaient comme enchaîné sur cette place, lorsqu'il fut tiré de sa rêverie par un passant, qui sans le regarder, lui dit: *Sauvez-vous, royaliste, vous êtes mal déguisé.* Il fut plus de trois heures à trouver un asile.

Cependant les Vendéens continuaient de

passer furtivement la Loire. Chaque nuit, malgré toute la surveillance des chaloupes canonnières, vingt bateaux traversaient le fleuve. Dès la pointe du jour, ces bateaux étaient enfoncés dans l'eau, et se dérobaient ainsi aux regards et aux recherches de l'ennemi. Plus de six mille royalistes passèrent ainsi cette redoutable barrière. Dans ce nombre, il pouvait y avoir deux mille soldats; le reste était composé de femmes, de vieillards, de prêtres et d'enfans. Au nombre des officiers qui furent assez heureux pour revoir leur patrie, on compte MM. Piot, de Beaurepaire, Béjarry, de la Ville de Rigny, Soyer, Cadi, Vaunier, Gorré, Tranquille, de la Salmonière, Grelier, Legeai, d'Autichamp, Forestier, Bérard et Rostaing. M. de Scépeaux refusa de passer la Loire, et resta à Candé, où il avait formé un corps de chouans braves et aguerris; plusieurs autres imitèrent cet exemple, et ne revirent la Vendée qu'après la pacification.

CHAPITRE VII.

Exploits de M. Charrette. — Commencement de la guerre des chouans. — Prise de Noirmoutiers par les républicains.

Le lecteur sera sans doute curieux de connaître les moyens dont M. Charrette s'était servi, après le passage de la Loire, pour se maintenir dans la Vendée. Tant que la grande armée occupa au-delà du fleuve toutes les forces ennemies, il n'est pas étonnant qu'il ait pu se soutenir dans son pays contre les deux divisions qui lui étaient opposées; mais, après la journée de Savenay, quand les républicains purent disposer de toutes leurs forces pour l'écraser, on ne peut trop s'étonner de le voir encore lutter avec avantage contre des ennemis si nombreux et si terribles : ce fut aussi dans cette circonstance qu'il déploya le plus de talens. Quand il vit l'orage près de fondre sur lui, au lieu d'imiter l'exemple de la Haute-Vendée, d'assembler toutes ses forces et de tenter une bataille décisive, il ne chercha qu'à lasser ses adversaires, qu'à les surprendre en détail, qu'à leur couper les vivres, et qu'à les combattre

dans des chemins creux, où leurs caissons, leur artillerie étaient engagés, et où leur cavalerie leur devenait inutile. De tous les chefs de la Vendée, sans exception, c'est celui qui entendait le mieux la guerre de partisan, ou, pour me servir de l'expression du temps, *la tactique de la fuite*.

Se voyait-il serré de près par une armée supérieure, pendant que l'ennemi se rangeait en bataille, il donnait l'ordre de *sauve qui peut* : en un instant, les bleus ne voyaient plus d'ennemis. Suivi d'une trentaine de cavaliers qui ne le quittaient jamais, il fuyait à toute bride, jusqu'à la bourgade qu'il avait donnée en partant pour point de ralliement, et située souvent à plus de six lieues du champ de bataille.

Tandis que les républicains, pour profiter de leur victoire, se répandaient par pelotons dans les bourgs voisins, il tombait sur ces divers corps et en faisait un grand carnage, jusqu'à ce qu'averti de l'approche du corps d'armée, il donnât un nouvel ordre et disparût comme un éclair avec tous ses gens. Il tirait de cette conduite le plus grand avantage. Les patriotes, ne pouvant subsister dans un pays qu'ils avaient eux-mêmes couvert de débris et de cendres, étaient forcés de se rapprocher des

extrémités de la Vendée, et d'abandonner le centre du pays.

C'est par de tels moyens que M. Charrette sut se maintenir si long-temps dans un pays ruiné, où l'ennemi ne pouvait subsister sans de nombreux convois qui étaient presque toujours interceptés, et où l'armée royale trouvait des ressources dans les blés et les denrées que les paysans avaient cachés dans leurs genêts et dans leurs bois. C'est ainsi qu'il sut se rendre aussi redoutable aux bleus après une déroute, que l'armée de la Haute-Vendée après une victoire ; mais, malgré les marches et contre-marches de ce rusé capitaine, il eût été infailliblement écrasé par le faisceau des armées républicaines, sans la diversion que fit sur la rive gauche M. de Larochejaquelin, et surtout sans le nouvel incendie qui s'éleva sur la rive droite, et qui força enfin la fierté républicaine à rechercher la paix.

La guerre des chouans fit une puissante diversion en faveur de M. Charrette. La moitié des forces de la république fut employée à arrêter les progrès de cette nouvelle Vendée, d'autant plus terrible, qu'elle s'approchait plus près de la capitale, et qu'elle occupait un plus vaste territoire. Il y eut des armées de chouans

dans les environs de Nantes, dans le Morbihan, à Redon, à Savenay, près d'Ancenis, à Candé, à Ségré, au Lion-d'Angers, à Laval, à Vitré, à Fougères, vers Nogent, près de Rennes, vers Avranches, et dans une partie de la Basse-Normandie. Chaque jour ce foyer de royalisme s'étendait davantage et se rapprochait de la capitale. Aucun convoi, aucune caisse, aucun voyageur même n'osait se mettre en route sans une nombreuse escorte, qui souvent était insuffisante. Les décrets, les lois, les journaux, les correspondances ne pouvaient plus circuler dans les provinces de l'Ouest; tout annonçait un état tendant à sa dissolution totale.

Ces nouveaux insurgés ne faisaient leur attaque que la nuit; trop éloignés les uns des autres, la faiblesse de leurs moyens ne leur permettait jamais de livrer ces batailles décisives qui, dans la Vendée, avaient si souvent balancé les destins de la république. Avec moins d'éclat que la première, cette guerre était réellement plus dangereuse pour le gouvernement, dont elle minait chaque jour les forces vitales.

Ce qu'il y a de singulier, c'est que, tant que les Vendéens furent formidables, la Bretagne

et la Normandie parurent rester neutres dans cette grande querelle, qu'elles auraient décidée d'abord, si elles eussent levé l'étendard de l'insurrection six mois plus tôt. Que de malheurs elles auraient alors épargnés à la France! Il fallut tout le bruit de la chute de ces braves soutiens du trône et de l'autel; dans les champs de Savenay, pour tirer ces deux provinces de leur léthargie. Ce fut alors qu'elles entreprirent de relever l'étendard des lis qui venait d'être abattu, et de faire renaître la Vendée de ses cendres. Elles entrèrent en lice quand leurs devanciers avaient disparu; on eût dit qu'en mourant les Poitevins avaient légué leur querelle, leurs droits et leur courage à leurs frères les Bretons (1).

On a attribué assez généralement le mot *chouans* à trois frères nommés *Chouins*. Il a existé en effet des gentilshommes bretons de ce nom; mais ce ne sont point eux qui ont donné leur nom aux nouveaux insurgés. Sous l'ancien régime, quelques faux sauniers avaient adopté

---

(1) Dans tous les temps la Basse-Bretagne et le Bas-Poitou ont été habités par des paysans qui avaient une même origine, les mêmes habitudes, la même opiniâtreté, le même courage.

pour signe de ralliement le cri du hibou, soit pour échapper aux préposés connus sous le nom de *gabeleurs*, soit pour les combattre quand ils se croyaient en force. Les premiers insurgés de ce pays, parmi lesquels il y avait un bon nombre de contrebandiers, firent leurs attroupemens à la faveur de ce signal. Ces cris, entendus de loin dans les campagnes, répandaient la terreur dans l'âme des patriotes; ils prenaient sur-le-champ la fuite, en criant : *Gare les chouettes*, et par corruption, *gare les chouans*. Voilà la véritable origine de ce nom, que les jacobins donnèrent dans la suite aux feuillans, aux girondins, aux modérés, à tous ceux qui n'épousaient pas leurs passions et leurs fureurs.

Je ne saurais donner ici une récapitulation exacte des diverses armées *chouanes;* on n'a jamais parfaitement connu toutes leurs forces. Leurs principaux commandans ont été, dans l'Anjou, MM. de Bourmont, de Scépeaux, de Châtillon, d'Audigné, d'Anesse de Montardat; dans la Bretagne, MM. de Puisaye, Georges, Cormatin, Boishardy; dans la Normandie, MM. de Frotté, du Trésor, la Rosière, de Marguerie, etc., etc.

Je parlerai de leurs principales expéditions,

dans un autre chapitre; je reviens à M. de Larochejaquelin et à ses compagnons, qui, en descendant de leurs bateaux, avaient eu tant de peine à échapper à leurs ennemis.

Séparé de son armée par un coup inopiné de la fortune, poursuivi long-temps par divers pelotons d'ennemis, le général erra pendant vingt-quatre heures dans la campagne, qui n'offrait à ses yeux que des ruines. Mourant de froid et de faim, il arriva enfin dans une métairie habitée. Il n'avait alors avec lui que M. de Baugé; MM. de Stoflet et de Laugerie avaient pris la route de Maulevrier.

Un paysan de la ferme reconnaît le général, et, après lui avoir donné à manger, il lui représente qu'il court les plus grands dangers; que des détachemens de républicains ne cessent de parcourir les campagnes, et que plusieurs fois par jour ils viennent dans la ferme. Sans vouloir l'entendre, les deux Vendéens se jettent sur la paille dans une grange, et se mettent à dormir. Une heure après le paysan vient les réveiller. «— Messieurs, fuyez au plus vite; la maison est pleine de bleus, et vous courez d'autant plus de risques, qu'ils vont dans un moment venir coucher ici. — Mon ami, il y a trois jours que nous n'avons dormi;

le sommeil nous est devenu indispensable ; quand nous devrions périr, il faut que nous dormions. Abandonnez à la Providence le soin de notre conservation. » Le fermier était à peine sorti, que trente bleus, tous très-fatigués, viennent se coucher sur la paille, et bientôt après s'endorment : les Vendéens ronflent à côté d'eux. Au point du jour, M. de Baugé éveille son camarade ; ils se lèvent sans bruit, prennent chacun un fusil de munition, avec des cartouches, et gagnent la campagne.

Ils arrivèrent le soir dans un bois situé sur un chemin fréquenté, et y passèrent quelques jours, sans autre nourriture que celle qu'ils purent arracher aux patriotes qui passaient à la portée de leurs fusils. Las d'une vie si misérable, ils se rapprochent de Châtillon, occupé par trois cents bleus, y entrent pendant la nuit, et en sortent sains et saufs, malgré les cris d'alarme des sentinelles. Ils se rendent ensuite à Saint-Aubin, chez mademoiselle de Larochejaquelin, qui avait eu le bonheur d'échapper aux perquisitions des républicains.

Le désespoir était peint sur la figure du général, qui eût donné la moitié de son sang pour pouvoir rejoindre son armée, dont il ignorait encore la défaite à Savenay. Sa tante

essaya de le consoler ; elle lui facilita les moyens de rassembler cinquante hommes, avec lesquels il commença à courir sur les patrouilles républicaines, qui n'osèrent plus s'exposer dans la campagne.

Après la prise de Saint-Florent, quinze mille républicains étaient restés en cantonnement dans la Haute-Vendée. Chollet, Mortagne, Châtillon, Bressuire, Cerisais, Chemillé, Saint-Florent, Vihiers étaient occupés par divers corps plus ou moins nombreux, commandés par le général Cordelier. De ces divers points on envoyait chaque jour des patrouilles dans les bourgs circonvoisins, où elles portaient partout la terreur. Les paysans, retirés dans les bois, tombaient de temps en temps sur des détachemens républicains qui disparaissaient en entier. MM. Texier, de Courlé, fatigués par les rapines et les ravages d'un détachement placé à la Forêt-sur-Sèvre, venaient de former un attroupement de deux cents hommes, avec lesquels ils avaient plusieurs fois battu les bleus en détail, et les avaient forcés de quitter leurs cantonnemens (1).

(1) Dans un combat livré à la Forêt-sur-Sèvre, MM. Texier battirent, avec cent cinquante hommes, un

Du côté d'Argenton, d'Isernai, des Aubiers, de Saint-Lambert, de Bressuire, de pareils mouvemens insurrectionnels se manifestaient avec plus ou moins d'énergie. Telle était la situation de la Haute-Vendée, lorsque M. de Larochejaquelin arriva à Saint-Aubin, et Stoflet à Maulevrier.

Les républicains avaient dans la Vendée-Inférieure quinze mille hommes, commandés par trois généraux, dont le plus habile et le plus redoutable se nommait Haxo. M. Charrette, souvent pressé par trois armées, ne se dissimulait pas qu'il serait enfin forcé de succomber, à moins qu'il ne reçût un puissant renfort des Anglais qui venaient de lui envoyer un émissaire chargé de lui faire en leur nom les plus belles promesses; ou qu'il ne réunît sous ses étendards les débris de l'armée battue à Savenay. Après s'être porté avec sept mille hommes sur les bords de la Loire, et avoir recueilli un bon nombre de soldats et une vingtaine d'officiers, au nombre desquels

---

bataillon bleu et l'anéantirent presqu'en entier. S'étant ensuite emparés d'un drapeau tricolore, ils se le partagèrent et s'en firent des cravates qu'ils ont portées longtemps. Aucun des Texier n'avait passé la Loire.

on distinguait MM. de Marigny, Allard et Dupérat, il résolut de marcher sur Châtillon.

Arrivé aux Herbiers, il y trouve le général Haxo, qui, avec six mille républicains, lui ferme le passage. Un combat s'engage : Haxo battu se retire sur Pouzanges : le général vendéen passe la Sêvre, et entre dans la Haute-Vendée. Son entrevue à Maulevrier, avec le marquis de Larochejaquelin, ne fut rien moins qu'amicale : il y montra trop à découvert son ambition démesurée, et ses prétentions à devenir généralissime de toute la Vendée ; mais il avait dans M. de Larochejaquelin un rival incapable de plier sous son autorité. Après d'assez longues discussions sur la campagne d'outre-Loire, on se mit à table, où M. de Larochejaquelin ne fut point invité à s'asseoir.

Après le repas, M. Charrette donna à son armée le signal du départ, et invita le marquis à le suivre. Celui-ci lui répondit avec fierté que, lui seul, dans toutes les armées royales, avait le titre de généralissime, que ses malheurs n'avaient pu lui ôter ; qu'il avait soutenu avec ses seules forces, pendant trois mois, tout le poids d'une lutte inégale et d'une guerre d'extermination, dont la Basse-Vendée n'avait

ressenti que de légers contre-coups; et qu'enfin, quoi qu'il pût arriver, après avoir commandé une armée de plus de trente mille hommes, victorieuse dans trois batailles rangées et dans plus de douze combats, il ne consentirait jamais à prendre les ordres d'un simple chef de division. Après ce court entretien, les deux généraux se séparèrent très-mécontens l'un de l'autre.

On a prétendu que M. Charrette avait cherché à attirer sous ses drapeaux les soldats de son rival; mais, si telle fut réellement son intention, il dut être bien mortifié en voyant tous les paysans de la Haute-Vendée qui l'avaient suivi jusque-là, l'abandonner, et se ranger autour de leur général, auquel ils firent un nombreux cortége.

La rentrée de Charrette dans la Basse-Vendée n'éprouva aucun obstacle. Après s'être abouché aux Herbiers avec M. Sapinaud, qui, depuis la mort de M. de Royrand, commandait en chef l'armée du centre, il se porta sur Laroche-sur-Yon, qu'il ne put emporter. De là il menaça, tantôt Luçon, tantôt Fontenai, mais il n'osa en faire le siége. Mâchecout, peu de jours après, tomba en sa puissance. Le général Carpentier, le même qui avait défendu

Granville, entrait alors par Nantes dans la Vendée, avec l'armée de Cherbourg, qui avait tant contribué à la victoire du Mans. Après avoir fait sa jonction avec le général Haxo, il s'avança vers Mâchecout, et présenta la bataille à l'armée royale. M. Charrette, après un long combat, fut battu; peu s'en fallut qu'il ne fût pris dans la déroute.

Le général Carpentier croyait, après une victoire si complète, que les Vendéens étaient perdus sans ressource, et que l'on n'avait plus qu'à les poursuivre à travers leurs forêts. Le général Haxo, plus prudent, cherchait en vain à rabattre les vaines fumées de son collègue, lorsqu'à la pointe du jour la sentinelle cria *alarme*. Carpentier s'avance au galop, et aperçoit son arrière-garde qui reculait en désordre, vivement pressée par les Vendéens, dont une partie attaquait Mâchecout. Ce général rallie ses troupes, et tombe sur les royalistes épars. Charrette soutient le choc sans reculer. Après une heure de combat, les bleus s'ébranlent, et perdent du terrain. Le général Haxo accourt au secours des siens, et prend les Vendéens en flanc. Ceux-ci, fatigués d'une longue marche, ne peuvent soutenir ce nouvel assaut; ils prennent la fuite, et se disper-

sent par pelotons dans la forêt de Mâchecout.

Cette dernière défaite fut d'autant plus amère à Charrette, qu'elle lui ôta les moyens de secourir Noirmoutiers, île qu'il avait conquise au moment du passage de la Loire, et dont il avait acheté la conquête à si haut prix.

Le général Marceau venait d'être suspendu par le représentant Carrier, et Turreau, officier peu connu, venait d'être nommé général en chef des armées de l'Ouest. Ce dernier, pour signaler les prémices de son commandement, résolut d'attaquer Noirmoutiers avec toutes ses forces.

Cette île était défendue par vingt-cinq pièces de canon et neuf cents soldats, commandés par M. Alexandre Pinaud, officier brave, mais hors d'état de diriger la défense d'une place dans une attaque aussi dangereuse. Il avait avec lui M. d'Elbée, que quatorze blessures, reçues à Chollet, mettaient hors d'état de se mouvoir, mais dont l'expérience eût été redoutable aux ennemis, si l'on eût daigné le consulter. Il y avait aussi dans l'île plusieurs officiers de l'armée d'Anjou, tels que MM. de Boisy, du Houx, d'Hauterive, les deux jeunes le Maignan de l'Écorce, Biré, etc., etc. Mais le lieutenant de M. Charrette n'avait que peu de

confiance en des officiers de la Haute-Vendée, tant la haine et la jalousie ont de pouvoir sur le cœur humain, même dans les occasions où l'aspect d'un danger commun devrait les réunir! Quoique Noirmoutiers soit une île (1),

---

(1) L'île de Noirmoutiers n'a que trois lieues de long, une de large et sept de circonférence; on y compte huit mille habitans. Ce n'était dans l'origine qu'un vaste rocher couvert de dunes sablonneuses. La mer y est élevée de dix pieds au-dessus de la superficie du sol; et, pour la contenir, il a fallu construire des digues qui occupent un espace de onze mille toises. Son sol n'est presque partout qu'un sable mouvant que rien ne peut fixer, et que le vent enlève de temps en temps en tourbillons qui couvrent et détruisent les productions de la terre et ensevelissent des villages entiers. Elle est séparée du continent par un courant de mer si rapide, qu'on ne peut y aborder qu'au moment du reflux.

Les insulaires étaient autrefois d'excellens marins, que les Anglais appelaient *des loups de mer*.

L'Afrique n'a point de désert plus affreux. On n'y trouve ni bœufs, ni moutons, ni chevaux, ni vignes, ni pierres, ni tuiles, ni chaux, ni plâtre, ni ardoises, ni bois de construction, ni manufactures d'aucune espèce.

Les habitans, avant la révolution, étaient seuls chargés de la défense de leur île. Aucun soldat n'y était entretenu; ils se défendaient eux-mêmes et à leurs dé-

il n'est cependant séparé de la terre ferme que par un petit détroit, qui l'unit en quelque sorte, au moment de la basse marée, à la Vendée, vers Notre-Dame-de-Pé, près l'île de Bouin, au moment du flux. Ce trajet est guéable.

Ce fut à ce point que vingt mille républicains se présentèrent le 5 janvier 1794 ; les soldats marchaient dans la boue, et avaient de l'eau jusqu'aux genoux. Le commandant vendéen prit d'abord de sages mesures; son artillerie bien dirigée écrasait par centaines les as-

---

pens. Dans la guerre maritime de 1778, ils ont fourni à la marine onze cents matelots. Il sont obligés de cultiver la terre à force de bras et de faire les charrois de la même manière. Tous leurs ports ont été comblés par les sables; et, chaque année, il leur faut réparer les digues sous peine d'être noyés.

Ces insulaires ont toujours été fidèles au roi. Les pertes que leur a causées la guerre de 1793 sont incalculables. Il n'y a pas de Français plus à plaindre et plus dignes de la protection du souverain. Les marais salans font presque leur seule richesse.

Cette île se trouve au quinzième degré de longitude (ancien méridien) et au quarante-septième de latitude. Son nom lui vient d'un ancien monastère, *Nigrum monasterium*. On l'appelait anciennement *Hériq*, nom qui vient du mot celtique *heri*, eau salée.

saillans. A la canonnade se joignit bientôt un feu de mousqueterie plus meurtrier encore que celui de l'artillerie; les bleus épouvantés n'osaient plus avancer, lorsque tout à coup des officiers républicains, qui étaient en avant, s'écrièrent d'une voix forte : *Ne tirez pas, Vendéens, il y a un traité de paix de conclu.*

Les crédules royalistes, entendant répéter ce cri par toutes les bouches, se laissent surprendre à une amorce si grossière et cessent le feu ; le commandant arrive, et entre en pourparler avec les bleus qui avançaient toujours en bon ordre : on lui répète que la paix est conclue; quelques officiers lui observent qu'on le trompe, il donne ordre de faire feu; les soldats consternés, craignant un ennemi implacable, qui déjà touche à la terre, et est entré dans l'île, jettent leurs armes en criant, *la paix, la paix!* Noirmoutiers est au pouvoir des républicains étonnés de la simplicité vendéenne.

M. Pinaud représenta en vain aux généraux qu'il ne s'était rendu que d'après l'assurance d'une paix conclue : tous les Vendéens, les fugitifs, les femmes, les blessés furent rangés dans la grande rue de Barbâtre, et fusillés avec lui et douze autres officiers. Le général se pré-

sente ensuite devant M. d'Elbée. — *Voilà donc le généralissime des Vendéens.* — *Oui, votre plus grand ennemi.* — *Vos talens n'ont guère brillé dans la défense de cette île.* — *Veuillez croire que si l'on eût voulu seulement me consulter, vous n'y seriez jamais entré.* Pendant cinq jours cet officier fut accablé d'outrages, de questions, de fades plaisanteries; c'était le lion malade exposé à toutes sortes d'injures. Il fut enfin fusillé avec tous ses compagnons. Son épouse fut massacrée le lendemain; femme héroïque, qui arracha des larmes des yeux mêmes de quelques-uns de ses bourreaux.

Une partie des insulaires fut enveloppée dans le massacre de leurs défenseurs : on imagina des conjurations, on dressa des listes de proscription, on inventa de nouveaux supplices. Des représentans surpassent en barbarie les Cannibales, et font frémir l'humanité; plus ils deviennent atroces, plus ils se croient dignes de la palme civique. Carrier changea les noms des îles de Bouin et de Noirmoutiers en ceux de *Marat* et *de la Montagne*, sans prévoir que quelques mois après ces nouveaux noms deviendraient une injure et un titre de proscription.

CHAPITRE VIII.

Campagne de 1794. — Derniers exploits du marquis de Larochejaquelin. — Sa mort. — Avantages remportés par MM. de Marigny et Stoflet.

PENDANT que M. Charrette perdait avec l'île de Noirmoutiers vingt pièces de canon, neuf cents soldats et treize officiers, M. de Larochejaquelin voyait chaque jour son armée se grossir et faire de nouveaux progrès (1). Tantôt vainqueur, tantôt vaincu, il prend une ville et l'évacue le lendemain; toujours actif, tou-

(1) Le 2 février 1794, les divisions de Vallet, de Maulevrier, de Chollet, de Beaupréau, battirent à Gesté deux fortes divisions républicaines qui sortaient de Chollet et de Montrivaut; la bataille avait commencé au soleil levant et avait fini à onze heures du soir.

La perte des bleus fut évaluée à huit cents hommes. Le maire de Gesté, Julien de Lampière, nommé à cette place par les bleus, fut fusillé avant la bataille ainsi qu'un prêtre de Paris, curé intrus, nommé Pierron. MM. Stoflet, de Brac, Meunier, l'Huillier, Robert, dit marquis de Carabas, se distinguèrent dans cette affaire, autant par leur valeur que par la sagesse de leurs dispositions.

jours infatigable, il attaque à l'improviste les divers cantonnemens qui l'environnent et les tient en haleine; la garnison de Maulevrier est bientôt obligée de se replier sur Argenton; celles de Châtillon, de Chollet, de Mortagne, harcelées chaque jour, ne cessent de demander des secours, et n'osent sortir de leurs retranchemens.

Fatigué de leurs clameurs, le général en chef Turreau transporte son quartier général à Chollet, et veut lui-même accabler du poids de toutes ses forces le chef vendéen. Celui-ci retiré dans la forêt de Vesins, brave tous les efforts de son adversaire : cinq fois Turreau veut le faire envelopper, autant de fois le brave royaliste bat ses détachemens et élude tous ses efforts. Le général républicain réunissait toutes ses forces, environnait la forêt, et se croyait assuré de sa proie, quand on lui annonça que le marquis était à Tiffauges, où il venait d'enlever un convoi : il retourna aussitôt à Chollet. Son arrière-garde fut attaquée en chemin, et poursuivie jusqu'aux portes de cette ville; il apprit en même temps que cette attaque avait été dirigée par le marquis en personne.

C'était ainsi que le bouillant Larochejaquelin, harcelant sans cesse ses ennemis, et ne leur

laissant pas un moment de repos, ranimait le courage de ses soldats, et concevait l'espoir de chasser bientôt les républicains du centre de la Haute-Vendée, quand enfin le moment que la Providence avait fixé pour le terme d'une vie si active, arriva pour le bonheur de la république et la désolation des royalistes.

Depuis son retour de son expédition d'outre-Loire, le marquis ne ménageait plus sa vie; un sombre chagrin était toujours empreint sur sa figure (1) : *Que ne suis-je mort!* s'écriait-il souvent; *pourquoi ai-je survécu à mes braves compagnons?* Dans tous les combats il se portait en avant avec la témérité la plus outrée, comme un homme décidé à s'ensevelir sous les ruines de la Vendée. Dans un léger combat, le 4 mars, près de Nouaillé, où les républicains avaient été mis en déroute, il s'abandonna avec ardeur à la poursuite des fuyards;

(1) La dernière fois qu'il vit sa tante à Saint-Aubin, il était vêtu en paysan; sa tête était couverte d'un gros bonnet de laine brune; une barbe épaisse ombrageait son menton. Cette dame lui fit quelques reproches sur la singularité de son costume. « *Ma tante, une balle va bientôt me faire la barbe; je suis plus près de la mort que de la vie.* »

au nombre de ceux-ci se trouvait un grenadier, qui, ne pouvant échapper à la cavalerie, s'était caché derrière un buisson. Le marquis, malgré les représentations de ceux qui l'accompagnent, s'avance lui-même pour le saisir; le grenadier, sûr de périr, entendant nommer le général, veut, au moins en mourant, rendre un dernier service à la république, il couche en joue l'imprudent général, qui, bien loin de reculer, avance avec une témérité dont on voit peu d'exemples; au moment où il étend la main pour saisir le grenadier, celui-ci lui fait voler la cervelle (1); vingt bras se lèvent aussitôt sur le meurtrier qui tombe percé de coups. On creusa dans l'endroit même une fosse, et l'on y jeta les deux cadavres; action qui fut blâmée par la plupart des Ven-

(1) Ce grenadier dirigea d'abord son fusil sur un cavalier vendéen nommé Piquet; mais, quand il entendit nommer le général, il changea la direction de son arme. Le cavalier Piquet fut fusillé peu de temps après, à la suite d'un conseil de guerre tenu à Argenton; on l'accusait d'avoir violé une femme.

Le général ne poursuivait pas d'abord le grenadier; on le lui fit remarquer: ce fut alors qu'il s'écria: « Voilà un bleu que je veux voir de plus près. » Fatale curiosité, qui fut la cause de sa perte! *Voyez* les Anecdotes.

déens désolés, comme violant le respect dû à la dépouille d'un si brave général.

Stoflet prit aussitôt le cheval du marquis, et se constitua généralissime, en disant : *Votre marquis n'était, après tout, qu'un jeune imprudent; ce n'était pas le Pérou;* paroles grossières, dignes de l'homme brutal qui les prononçait, et qui était si peu digne d'apprécier les talens d'un général, qui, à vingt et un ans, avait remporté plus de victoires que dix généraux réunis de l'antique Grèce n'en ont gagné dans toute leur vie (1).

A l'intrépide Larochejaquelin succédait l'ambitieux Stoflet, homme obscur, mais connu par des talens militaires; haï des officiers, mais estimé du soldat; grossier, impoli, féroce, mais brave, ferme et constant dans ses projets. Le seul offi-

---

(1) M. de Larochejaquelin était adoré des Vendéens, au point que l'on fut obligé de cacher sa mort pendant quelque temps. Un de ses domestiques, revêtu de ses habits, le chapeau toujours enfoncé sur ses yeux, le bras en écharpe, à l'instar de son maître, parut dans les armées vendéennes, et se battit sous le nom du marquis; ce qu'il y a de singulier, c'est que cet homme, fier du nom qu'il portait, se montra toujours intrépide. Il périt dans un combat à Cerisais, peu de temps après l'évacuation de la Vendée par les républicains.

cier qui eût pu lui disputer le commandement, était M. de Marigny, mais il était alors absent. Le curé de Saint-Laud s'empara bientôt de l'esprit du nouveau général, et devint l'âme de toutes ses actions. Cet ecclésiastique avait des talens, de la fermeté, du courage, une grande habileté dans les affaires, beaucoup d'adresse pour manier les esprits; mais ces bonnes qualités étaient ternies par une ambition démesurée, une trop haute estime de lui-même, une inflexibilité dans le caractère qui approchait de la dureté, un patelinage dans le discours et dans les manières, dont il se servait pour se mettre à couvert des événemens, et que bien des gens prenaient pour de la fausseté.

Un brillant succès pouvait seul justifier la démarche hardie de l'ambitieux garde-chasse. Il sentit que le pouvoir suprême allait lui échapper, s'il ne montrait par un coup d'éclat qu'il était digne de succéder au marquis de Larochejaquelin. Il se mit donc aussitôt à parcourir les campagnes. Ayant rassemblé quatre mille hommes, il marcha, le 10 février, sur Chollet. Cette place était défendue par cinq mille républicains, commandés par le général Moulin, qui ne manquait ni de courage ni de talens.

Des retranchemens, des fossés profonds, défendus par quatre pièces de canon, semblaient la devoir mettre à l'abri d'un coup de main.

A la première vue de l'ennemi, le général républicain sort de ses retranchemens, et range ses troupes en bataille. L'aile droite vendéenne était commandée par MM. Rènou, de Baugé et de Beaurepaire ; le choc de cette aile fut si violent, que les patriotes furent d'abord enfoncés. Le général Caffin, qui les commandait, n'oublia rien pour réparer le désordre ; mais, voyant que ses gens ne pouvaient se rallier, il se retira sur le centre, que Moulin commandait en personne. Ce dernier, vivement pressé par MM. Stoflet, Bérard et Rostaing, ordonne la retraite, et veut sortir de la ville, où il se trouvait acculé. Une partie de l'aile droite vendéenne, déjà entrée dans la place, le prend à dos ; une mêlée s'engage (1) ; un royaliste

(1) Au moment où les royalistes entraient dans Chollet, deux bataillons républicains se rallièrent dans un cimetière environné de murs, et, se rangeant en bataillon carré, tinrent ferme et arrêtèrent quelque temps les vainqueurs. M. Renou fit alors, avec des barriques et des planches, une espèce de pont ; il y monta le premier et bientôt il fut suivi de sa division. Les bleus mi-

saisit la bride du cheval de Moulin ; ce général, sur le point d'être pris, se brûle la cervelle. Cette mort inopinée redouble la terreur des siens ; tout fuit, tout se disperse. Le général Caffin, blessé, parvint à s'échapper avec les débris de l'armée.

Les vainqueurs se répandirent dans la ville. Tous les patriotes que l'on y trouva cachés furent impitoyablement massacrés. Plus de grâce, plus de prisonniers ; les Vendéens, aigris par de trop longs malheurs, étaient à leur tour devenus cruels.

Ils jouissaient paisiblement de leur victoire, quand tout à coup un cri d'alarme se fait entendre. Le général Cordelier paraît à la tête de six mille républicains. Stoflet veut en vain rallier ses soldats épars dans les maisons ; il est réduit à prendre la fuite, et à donner l'ordre de *sauve qui peut ;* tous les traînards sont égorgés par les bleus : les chants de victoire se changent en cris de détresse. Cent vingt soldats restèrent dans Chollet, ainsi que plusieurs prêtres, parmi

---

rent bas les armes et se rendirent prisonniers. M. Renou arracha les épaulettes au commandant de ce poste; j'ignore par quel motif. Il jugea sans doute qu'il eût pu faire plus de résistance.

lesquels on regretta M. Renou, prieur de Saint-Varent, que tous les efforts de son frère ne purent arracher à la mort : il remplissait à l'armée les fonctions d'aumônier.

La victoire avait coûté trop cher aux républicains pour qu'ils pussent s'en applaudir ; ils avaient repris Chollet, mais la défaite et la mort du général Moulin avaient répandu dans toute la république une profonde consternation, qu'augmentèrent bientôt de nouvelles défaites, et la certitude que les Vendéens, nouveaux Antées, s'étaient relevés de leur chute.

Le général Cordelier se croyait en sûreté à Beaupréau, au milieu d'une armée, lorsque tout à coup on lui annonça l'arrivée de l'ennemi. Stoflet, avec une armée de huit mille hommes, avait pris ses mesures pour l'envelopper. Cordelier, par une mesure qui fait honneur à ses talens, dissémina aussitôt toutes ses troupes, et les disposa en tirailleurs autour des haies et dans les bois. Les Vendéens, trompés par cette manœuvre, crurent que l'armée des bleus était formidable ; ils ne se portèrent que faiblement au combat, et se retirèrent bientôt après, malgré toutes les instances de leurs officiers.

Cependant M. de Marigny (1), fatigué de ne jouer sous M. de Charrette qu'un rôle secondaire, se rendait près de Bressuire, et de là dans les diverses paroisses qui avaient formé autrefois le contingent de la division poitevine, qu'avait si long-temps commandée M. de Lescure, et après lui M. Désessarts.

Il se dirigea ensuite vers Courlé, où MM. Texier, qui avaient formé un rassemblement de quatre

(1) M. Bernard de Marigny était très-aimé des Vendéens. Il était parent de M. de Lescure, décoré des croix de Saint-Louis et de Saint-Lazare, et avait long-temps commandé l'artillerie de la grande armée. Il était grand, bien fait, d'une belle figure, désintéressé, brave, libéral, ferme, prudent, sévère. On ne lui avait jamais reproché que trop de dureté envers les prisonniers.

Dès qu'il eut formé un rassemblement, la plupart des officiers de Stoflet se joignirent au nouveau général. On vit bientôt accourir à Cerisais MM. Renou, de Baugé, de Beaurepaire, Bouthilier, etc., etc., etc. Les soldats même des divisions des Aubiers, de Bressuire, de Châtillon et des Herbiers, lui firent dire qu'ils étaient prêts à suivre ses étendards; mais le prudent Marigny ne voulait point éveiller la jalousie de ses collègues : il s'en tint à la division poitevine, telle que M. de Lescure l'avait commandée. Cette modération ne put prévenir sa perte. L'ambitieux garde-chasse allait bientôt lui arracher le pouvoir avec la vie.

cents hommes, le reconnurent pour général; M. Richard, officier commandant le canton de Cerisais, le reconnut aussi en cette qualité. Cet exemple fut suivi par les capitaines de trente paroisses dans les environs de Châtillon, de Mallièvre, des Épesses et de Mortagne : cinq mille hommes se trouvèrent bientôt rassemblés sous ses étendards.

Deux mille cinq cents républicains étaient postés à Clisson, château brûlé de M. de Lescure. De ce poste avantageux, ils se répandaient dans les campagnes, et y portaient la désolation, l'incendie et la mort. Le 18 avril (1794), M. de Marigny les attaqua au point du jour sur cinq points différens. La bataille fut longue et sanglante. Les bleus, forcés de reculer, veulent se battre en retraite sur Bressuire, ils tombent dans une embuscade, et se sauvent par pelotons, après avoir perdu onze cents hommes. Le bruit de cette victoire se répandit bientôt dans toute la Vendée, et attira sous les drapeaux de M. de Marigny une partie des officiers de Stoflet, et même quelques-uns de l'armée du centre.

Cinq jours après le combat de Clisson, M. de Marigny se présenta sous les murs de Mortagne, ville qui renfermait les magasins et effets

d'équipement et d'habillement des républicains : ceux-ci n'avaient que onze cents hommes pour défendre cette place, mais c'étaient tous des soldats braves et déterminés. Renfermés dans leurs retranchemens, ils soutinrent le combat depuis midi jusqu'à sept heures du soir, sans perdre un pouce de terrain. Les Vendéens se retirèrent pour aller camper à un quart de lieue de la ville.

Le lendemain, ils retournèrent à l'assaut, mais la place avait été évacuée dans la nuit. On courut en vain après l'ennemi. Le général vendéen fit conduire à Cerisais des habits, des vivres, des souliers et diverses munitions, auxquelles les bleus n'avaient osé mettre le feu, de peur qu'on s'aperçût de leur retraite.

Cette brillante affaire avait été précédée de quelques tentatives infructueuses, que Stoflet avait faites sur Chollet, et par quelques légers combats en rase campagne où il avait été plus heureux.

CHAPITRE IX.

Évacuation de la Vendée. — Système des cantonnemens. — Colonnes infernales. — Trêve entre les deux partis, etc.

Tandis que MM. de Marigny et Stoflet harcelaient sans cesse l'ennemi, et l'affaiblissaient par des combats continuels, le général Turreau prenait le parti d'évacuer l'intérieur de la Haute-Vendée, où il ne pouvait plus se maintenir. Il fit donc retirer ses troupes de Châtillon, de Chollet (1), de Chemillé, de Montrevaut, et forma des camps sur les lisières de la Vendée, à Chiché, à Largeasse, à Vérine, à Argenton, à Concourson, à Saint-Lambert, à Thouarcé, et sur les bords de la Loire. Il prit les mêmes mesures à l'égard de la Vendée-Inférieure, en

(1) Lors de l'évacuation de Chollet, les bleus avaient tellement perdu la tête, qu'ils laissèrent aux Vendéens deux cents charretées de fourages, mille hectolitres de grains, et plusieurs effets d'équipement. Rien ne nécessitait cette mesure, au moins pour le moment. Voulait-on prolonger la guerre ? C'est que je n'oserais affirmer.

faisant évacuer les Herbiers, Chantonay, la Roche-sur-Yon, Challans; ensuite il fit de ses troupes un cercle autour du territoire insurgé. Ainsi, tant de sang versé sur les deux rives de la Loire, tant de trésors dissipés en pure perte, tant de victoires signalées, tant d'assurances données à l'Europe, du haut de la tribunè nationale, de la ruine de la Vendée, tant de jactance, tant de rodomontades, n'aboutissent, en dernière analyse, qu'à laisser les Vendéens maîtres de leur pays, et qu'à faire ainsi publiquement l'aveu de l'impuissance où l'on est de les vaincre.

Un pareil affront reçu à la face de toute l'Europe, mit le gouvernement jacobin en fureur. Croyant que la férocité, portée à l'excès, pouvait seule suppléer à tant d'efforts inutiles, il fit organiser des compagnies d'incendiaires et d'égorgeurs, pour brûler jusqu'à la dernière cabane, et massacrer jusqu'au dernier Vendéen (1).

Dès le 21 décembre de l'année précédente, des représentans du peuple avaient pris un arrêté, dont la lecture seule avait fait frémir toute la France; en voici la teneur:

---

(1) *Voyez* les Anecdotes.

« Les représentans du peuple délégués par la convention nationale près l'armée de l'Ouest, et dans les départemens de l'Ouest et du centre, requièrent le général commandant l'armée de l'Ouest, à Angers, de donner de suite, et sous sa responsabilité personnelle, les ordres les plus pressans pour former une compagnie d'incendiaires (1), qui, au premier ordre, se tiendra prête à marcher, et à incendier les maisons et bâtimens qui lui seront indiquées par le commandant de la place, qui de sa part demeure chargé de faire lesdites indications. »

Les généraux républicains avaient eu depuis long-temps l'ordre d'incendier toute la Vendée. Dès l'entrée des Mayençais sur le territoire insurgé, cet ordre avait été exécuté. Châtillon, Bressuire, Chollet, et la plupart des bourgs et châteaux avaient été brûlés, mais la plus grande partie des villages était restée intacte. C'était pour brûler et détruire ces misérables restes, que les représentans avaient donné l'ordre dont on vient de parler.

Ils ne se bornèrent pas à prendre des arrêtés,

---

(1) Les malheurs occasionés par la guerre civile ont été décrits dans une ode composée par un Vendéen. *Voyez* Pièces justificatives, n°. 8.

ils organisèrent des colonnes infernales pour l'exécution de leurs ordres barbares. Ils conservèrent le général en chef Turreau, mais ils lui donnèrent de nouveaux adjoints.

Jamais on n'avait vu tant de généraux patriotes dans la Vendée. Les plus connus sont Grignon (1), Boneret, Huchet, Dufour, Commaire, Bar, Joba, Cordelier, d'Alliac et Beaufranchet : tous ces généraux n'étaient que les exécuteurs des ordres de Turreau et des représentans. Si l'on ajoute foi à toutes les dénonciations contenues dans l'ouvrage du représentant Lequinio, la plupart de ces hommes étaient des monstres à face humaine. On doit dire cependant, pour leur justification, qu'ils furent forcés d'agir par des ordres supérieurs, et que le plus grand tort que l'on puisse leur reprocher, c'est d'avoir exécuté avec barbarie des ordres barbares (2).

---

(1) Grignon était, en 1789, fermier de M. de Mége, doyen de Thouars. Il demeurait à Saint Macaire, près le Puy-Notre-Dame, département de Maine-et-Loire.

(2) Quelques-uns de ces généraux ont témoigné des regrets des atrocités qu'on les avait forcés de commettre. Il en est même qui ont donné des sauvegardes à quelques paysans (*Voyez* l'ouvrage de Lequinio).

Pendant que l'on achevait d'organiser les compagnies d'incendiaires et les colonnes infernales, M. Charrette ne restait pas oisif. Avec six mille hommes, il soutenait le choc de trente mille bleus acharnés à sa ruine. Toujours aux prises avec l'ennemi, tantôt vainqueur, tantôt vaincu, il savait également tirer parti de ses triomphes et de ses défaites.

Après plusieurs tentatives infructueuses, il s'empare de Saint-Fulgent, mais il est battu près d'Avenay. Les républicains, qui le poursuivaient avec vigueur, le croyaient sans ressource, quand tout à coup ils le voient fondre sur l'armée commandée par le général Dufour. Ce général le reçoit avec fermeté: M. Charrette, blessé dans le combat, donne l'ordre de *sauve qui peut*; l'ennemi le poursuit, et cherche à le cerner dans la forêt de Grammont. Au moment où les bleus croient le tenir, il s'évade par un sentier détourné, tombe sur l'arrière-garde de ses adversaires, la met en fuite, et s'empare d'un convoi considérable expédié de Nantes, et dont la perte oblige les patriotes de se retirer dans leurs cantonnemens. Oubliant alors sa blessure, il fait sa jonction avec l'armée de M. Sapinaud, retourne vers l'ennemi, le bat complétement, prend Légé

d'assaut, s'empare de deux pièces de canon, et passe au fil de l'épée sept cents soldats républicains.

Cependant les colonnes infernales se mettaient en mouvement : le général Grignon, qui commandait une des plus nombreuses, partit d'Argenton-le-Château, après avoir fait à son armée cette harangue, que je trouve dans l'ouvrage de Lequinio, (pag. 66), et qui peut-être a été composée après coup.

« Mes camarades, nous entrons dans le pays insurgé ; je vous donne l'ordre exprès de livrer aux flammes tout ce qui sera susceptible d'être brûlé, et de passer au fil de la baïonnette tout ce que vous rencontrerez d'habitans sur votre passage. Je sais qu'il peut y avoir quelques patriotes dans ce pays ; c'est égal, nous devons tout sacrifier. »

On prétend que ce général excepta de l'incendie les fourrages et les grains : quoi qu'il en soit, cet ordre, s'il le donna, fut très-mal exécuté.

A une lieue d'Argenton, les officiers municipaux de la commune de Saint-Aubin-du-Plain, revêtus de leurs écharpes tricolores, se rendirent auprès de Grignon ; il les fit fusiller, sous prétexte que l'on avait trouvé dans leur

église un drapeau blanc (c'était un devant d'autel). Au massacre de la municipalité se joignit l'incendie de la commune. Toutes les autres paroisses où passa la colonne infernale éprouvèrent le même sort; il n'y eut cependant plus de municipaux massacrés; tous, à l'approche des bleus, prenaient aussitôt la fuite, et allaient se rejoindre aux armées royales : ce qu'ils n'avaient jamais voulu faire auparavant. Les cantons d'Argenton, Bressuire, Châtillon, les Herbiers, Pouzanges, la Châtaigneraie, Mortagne, Chollet, le Bouper, la Roche-sur-Yon, Challans, Mâchecout, Saint-Philbert, Montaigu, Tiffauges, Beaupréau, Vihiers, furent ainsi traités. Toute la Vendée fut en cinq jours couverte de débris et de cendres. Soixante mille hommes, le fer et la flamme à la main, la traversèrent dans tous ses contours, sans y laisser rien debout, rien de vivant.

Toutes les atrocités précédemment commises n'avaient été que jeux en comparaison de ces nouvelles horreurs. Ces armées, vraiment infernales, massacrèrent à peu près le quart du reste de la population; occasionèrent, par l'incendie des grains, des maisons, des bestiaux, et par les divers ravages en tout genre, une perte de plus de vingt-cinq mil-

lions, perte énorme pour un pays pauvre tel que la Vendée, et que trente ans de paix et de prospérité ne pourraient entièrement réparer. Ce qu'il y eut de singulier, c'est que le peu de patriotes ou de neutres qui étaient dans la Vendée, eurent le plus à souffrir des fureurs des bleus : tous les insurgés, retirés dans des bois impénétrables avec leurs bestiaux, en furent quittes pour l'incendie de leurs maisons (1); mais tous ceux qui se flattaient de trouver grâce devant les patriotes, outre la perte de tous leurs biens, furent presque tous impitoyablement massacrés; ceux qui parvinrent à s'échapper allèrent grossir les armées royales. Après avoir perdu leurs femmes, leurs enfans, leurs bestiaux, leurs richesses, ils s'attachèrent aux armées, qui seules pouvaient leur donner

---

(1) Les Vendéens ne connaissent que deux sortes de biens, leur argent et leurs bestiaux. La plupart des paysans n'ont point de maisons en propre; ils tiennent leurs habitations à loyer; la majeure partie de ces propriétés appartenaient à des réfugiés, qui, rentrés avec les colonnes républicaines, employaient vainement tous leurs efforts pour empêcher l'incendie de leurs fermes ou de leurs maisons. C'est ainsi qu'en dernier résultat les patriotes faisaient plus de tort à leurs amis qu'à leurs ennemis.

du pain, et devinrent de vrais soldats, d'autant plus redoutables, qu'il ne leur restait qu'à se venger et à mourir les armes à la main.

Tous les soldats de l'armée du général Grignon étaient chargés de butin, et ne cherchaient que le moment de le mettre à couvert; il en était ainsi des soldats des autres colonnes: on a vu un simple caporal mettre à la poste 22,000 fr. en numéraire.

Grignon était campé à Liauché, lorsque MM. Charrette et Joly, à la tête de dix mille hommes, le surprirent et le battirent complétement; ce triomphe fut facile, car les bleus ne voulurent point se battre. Dans sa retraite sur Mortagne et sur Chollet, ce même général, attaqué plusieurs fois par MM. Sapinaud, de Marigny et Stoflet, dont les forces s'étaient accrues de plus de moitié, fut encore battu en détail, et ne regagna son cantonnement d'Argenton qu'après avoir perdu la moitié de ses troupes; les autres généraux, conducteurs des colonnes infernales, éprouvèrent à peu près le même sort.

Ainsi cette expédition formidable, dont on s'était promis la fin de la guerre civile, fut précisément ce qui la raviva. Tant de cruautés, tant de meurtres, tant d'incendies, en portant l'incandescence des passions au plus haut de-

gré, n'eurent d'autre effet que de ruiner la France, faire frémir l'Europe, et donner à cette guerre, déjà horrible, toute la ressemblance avec une guerre de Cannibales.

Il y eut un moment de calme dans la Vendée après le départ des colonnes infernales; les bleus se reposèrent quelques jours dans leurs cantonnemens, et y déposèrent le butin qu'ils venaient de faire; les royalistes réorganisèrent leurs armées devenues plus nombreuses; leurs généraux formèrent des corps soldés et permanens; quelques-uns se créèrent de nombreux états majors; Stofflet, entre autres, forma une compagnie de chasseurs, qui furent plusieurs fois les exécuteurs de ses ordres barbares, et dont il était toujours entouré, comme les anciens empereurs de Rome l'avaient été autrefois de leurs cohortes prétoriennes.

CHAPITRE X.

Renouvellement des Hostilités. — Défaite de Charrette. — Belle retraite de ce général. — Combat de Légé à son avantage. — Bataille de Veneuceau, etc.

Les républicains furent les premiers à rompre la trêve tacite qui semblait avoir été conclue entre les deux partis; trois colonnes surprirent, à la Roche-Servière, un des lieutenans de M. Charrette, qui y commandait deux mille hommes, et le battirent complétement.

M. Charrette, quoique malade et blessé, rassemble toutes ses forces, se met à leur tête, et marche au-devant de l'ennemi : quelques petits combats servirent de prélude à une bataille rangée; les républicains étaient commandés par le général Duquesnoi; les deux armées se rencontrèrent auprès de Saint-Colombin.

Trois fois M. Charrette fait plier l'ennemi par trois charges vigoureuses; un corps de réserve tombe sur son aile gauche à l'improviste, et la met en déroute; M. Prudent de la Roberie, général de la cavalerie vendéenne, veut envain rallier les fuyards; attaqué personnelle-

ment par quatre hussards, il en tue deux, se débarrasse des deux autres, et rejoint M. Charrette qui se retirait sur Vieille-Vigne : ce général perdit six cents hommes dans le combat; dans un accès d'humeur, il voulut rejeter sa défaite sur le centre qui avait plié le premier; M. Sapinaud et ses officiers, piqués de ce reproche, le quittèrent, et rentrèrent dans leur pays.

Pressé par six colonnes ennemies, le général vendéen se retira de forêt en forêt, et parvint à éluder toutes les poursuites des bleus : pour les contraindre à partager leurs forces, il donna ordre à M. de la Cathelinière de se porter sur Nantes : celui-ci, à la tête de deux mille hommes, marche droit au pont Rousseau, égorge quelques postes républicains, et tire quelques coups de canon sur la ville; au bruit de cette attaque l'alarme se répand, le général Duquesnoi marche au secours de Nantes, après avoir laissé le général Haxo avec douze mille hommes pour achever la défaite de Charrette.

M. de la Cathelinière, attaqué par plus de quinze mille hommes, s'adosse à la forêt de Princé, et, pendant cinq jours consécutifs, se maintient contre toutes les forces ennemies;

blessé dangereusement dans le dernier combat, il quitte enfin la forêt, disperse ses paysans, et va se cacher dans une ferme : pris peu de temps après (1), ce brave officier fut conduit à Nantes, et monta le lendemain sur l'échafaud.

Cependant M. Charrette, suivi d'un petit nombre de soldats, la plupart malades ou blessés, était réduit aux dernières extrémités : un des plus braves officiers du parti républicain, le général Haxo, qui, à une taille gigantesque joignait la bravoure d'un soldat et la prudence d'un capitaine, était à sa poursuite avec une armée redoutable ; il avait juré aux représentans du peuple qu'il poursuivrait Charrette sans relâche, et qu'il le leur amènerait bientôt mort ou vif : pour effectuer sa promesse, il ne négligea aucun moyen, et fit tout ce qu'il pouvait pour obtenir un prompt succès.

Averti par ses espions que l'armée ven-

(1) Un soldat républicain, qui cherchait à piller, vint dans la ferme où était caché M. de la Cathelinière, il poursuivait une poule qui vint se réfugier sous un vieux pressoir; le soldat l'y suit, et découvre le général royaliste couché sur un matelas; il jette alors un cri d'alarme; d'autres soldats surviennent et entraînent avec eux l'infortuné Vendéen.

déenne se réorganisait dans les landes de Bouet, il fait faire à ses soldats une marche forcée; au point du jour M. Charrette se voit enveloppé; jamais il n'avait eu besoin d'autant de sang-froid et d'expérience pour se tirer d'un mauvais pas; jamais aussi il ne déploya plus de talens et de capacité. Affectant un maintien calme et serein, il fait ranger ses troupes en bataille; Haxo, surpris de la résolution de son adversaire, rappelle ses soldats disséminés, et se prépare au combat. Pendant que le général républicain fait ses préparatifs, M. Charrette fait filer ses bagages et son artillerie derrière la Boulogne, rivière assez forte, dont il avait gardé le pont; peu à peu les troupes royalistes suivent leurs bagages, et se rangent en tirailleurs sur les bords de la rivière, et derrière le pont défendu par quatre pièces de canon. Haxo, surpris de la promptitude de cette manœuvre, veut en vain engager une fusillade; vivement repoussé, il conduit ses soldats vers un gué situé à un quart de lieue du champ de bataille: dans cet intervalle, les royalistes font leur retraite; les républicains, en arrivant sur l'autre rive, ne trouvent plus d'ennemis, et ne peuvent même découvrir la route qu'ils ont prise.

Cette retraite fit le plus grand honneur à M. Charrette, même dans l'esprit de ses ennemis.

Le général vendéen se porta vers les landes de Béjarry : une division républicaine vint l'y attaquer ; elle tomba dans une embuscade en poursuivant les royalistes qui feignaient de fuir ; tout à coup ceux-ci firent volte-face, et les bleus furent presque tous taillés en pièces.

Haxo, à la tête de son armée, rejoignit enfin M. Charrette, auprès de Légé. Il ignorait que ce général venait de recevoir le renfort de la division des Sables, commandée par M. Joly, et de celle de Retz, commandée par M. Guérin, successeur de M. de la Cathelinière. Il avait en outre avec lui MM. Savin, Couétus, de la Roberie, Allard, Delaunay, et une foule de braves officiers.

L'avant-garde républicaine, craignant que l'ennemi ne lui échappât une seconde fois, s'avance avec une imprudente vivacité. Elle est chargée vigoureusement en tête par M. Guérin, et en flanc par M. Joly. Ces deux chocs la rompent et la mettent en déroute ; elle se replie sur son corps de bataille, où elle porte le désordre et la terreur. Tout fuit, tout se disperse ; les républicains sont poursuivis l'épée

dans les reins pendant plus de deux lieues, et se retirent avec peine dans leur cantonnement.

Deux jours après M. Charrette se mit en marche sur la Roche-sur-Yon, où une division républicaine était renfermée; il voulait emporter cette place d'emblée. Le général patriote s'y renferma, cacha ses forces, et plaça ses troupes tout près des portes. Au moment où les Vendéens disséminés montaient à l'assaut, il fait sortir ses soldats et battre le pas de charge; les royalistes surpris, prennent la fuite, et sont poursuivis par la cavalerie, qui en fait un grand carnage. Ce ne fut que trois jours après que le général parvint à rassembler les débris de son armée. César, par un pareil stratagème, avait autrefois battu dans la Gaule, avec sept mille hommes, les quatre-vingt mille soldats d'Ambiorix.

Pendant une semaine entière, l'infatigable Haxo poursuivit Charrette avec acharnement; mais cet adroit général se déroba à toutes ses recherches. Enfin, le 19 mars, les deux armées se trouvent en présence près de Lejeou; M. Charrette refuse le combat, et se retire dans une forêt; Haxo l'y poursuit, sans pouvoir le forcer à se battre. Il le joint encore près de Veneuceau : le général vendéen, qui vient

de recevoir un renfort, accepte la bataille. Il parcourt les rangs, exhorte ses paysans à bien faire, et leur représente que cette journée va décider de leur sort et de celui de leur pays. Des cris de *Vive le Roi !* l'interrompent; il courbe l'extrémité de ses deux ailes, et fait attaquer vivement l'ennemi.

Depuis long-temps, Haxo voyait les Vendéens fuir devant lui; il ne put croire qu'on voulût sérieusement l'attaquer; il ne regardait toutes les démonstrations hostiles que comme les vaines rodomontades d'un ennemi qui cherchait encore à s'esquiver. Il est bien étonné, lorsque tout à coup il se voit attaqué sur trois points avec la plus grande vigueur. Ses gens qui n'étaient point rangés en bataille, surpris par une si brusque attaque, s'ébranlent et prennent la fuite. Resté presque seul, il tient tête à l'ennemi : il appelle en vain sa cavalerie; sourde à sa voix, elle s'éloigne au galop et l'abandonne. Environné de toutes parts, blessé en plusieurs endroits, il tient ferme; aucun royaliste n'ose l'attaquer corps à corps. « *Rendez-vous, général*, lui crie M. Charrette, qui en même temps défend à ses gens de tirer sur lui, parce qu'il veut le prendre vivant; un cavalier, au mépris de

cette défense, l'ajuste à bout portant, et le renverse sur le sable, où il est achevé par des fantassins (1). La victoire est complète ; l'ennemi épouvanté n'ose plus paraître en campagne, et se renferme dans ses cantonnemens : les royalistes sont maîtres de leur pays.

Les deux parties de la Vendée offraient alors le coup d'œil de ces vastes contrées du nord de l'Amérique, où des peuplades errantes harcèlent continuellement leurs voisins et en sont continuellement harcelées. Seize camps républicains, placés autour des pays insurgés, y faisaient des courses journalières, et rapportaient la nuit les dépouilles conquises pendant le jour. Souvent, à leur tour, ils étaient atta-

(1) Le général Haxo avait un très-beau cheval qui devint une pomme de discorde entre MM. Charrette et Joly. Leurs officiers prirent parti dans cette querelle, et peu s'en fallut que les royalistes ne se battissent entre eux. Le cheval resta à M. Charrette, qui ne pardonna jamais à M. Joly d'avoir osé le lui disputer : *Indè iræ*. On prétend que celui-ci dit à haute voix que l'armée de Charrette s'apercevrait, à la première occasion, de l'absence de Joly et de sa division. En effet, à l'attaque de Challans, M. Charrette fut battu, et il rejeta sa défaite sur M. Joly, qui fut condamné à mort par un conseil de guerre.

qués par leurs adversaires, qui, après les avoir battus et dispersés, remportaient ces mêmes dépouilles dans le pays d'où elles avaient été tirées. Nulle faveur à attendre pour le sexe, pour les malades, pour les vieillards; nulle grâce à espérer; point de traités à proposer; point de prisonniers à faire (2); tout ce qui était pris vivant était impitoyablement massacré. Les animaux eux-mêmes étaient devenus un objet de colère et de vengeance. Onze cent mille bœufs ont été tués, brûlés ou égorgés dans la Vendée. On a vu des bleus enfoncer leurs baïonnettes dans les flancs des bestiaux qui traînaient leurs bagages, sans autre motif que celui de détruire; on en a vu d'autres enfermer de nombreux troupeaux dans des étables, où ils mettaient le feu, et se complaire dans les affreux mugissemens que les flammes arrachaient à ces êtres souffrans. La guerre civile, en un mot, était devenue une vraie guerre de cannibales.

Ce fut alors qu'un représentant proposa sérieusement à la convention le dépeuplement total de la Vendée. Il voulait, après l'extermination du dernier habitant, la repeupler de

---

(1) *Voyez* les Anecdotes,

colonies républicaines, à peu près de la même manière que le royaume d'Israël avait été, après sa destruction, abandonné à des peuples idolâtres. On observa au représentant qu'il n'était rien moins qu'un Salmanasar, et qu'avant de songer à repeupler la Vendée, il fallait la conquérir. Ce projet fut couvert de huées et livré au mépris dont il était si digne.

CHAPITRE XI.

Exploits des chouans. — Recensement des forces vendéennes. — Assemblée de Jalais. — Condamnation à mort et exécution de M. Bernard de Marigny. — Nouveaux succès de Charrette dans la Basse-Vendée.

PENDANT que M. Charrette défendait son pays avec la prudence d'un capitaine et la bravoure d'un héros, MM. de Marigny, Stoflet et Sapinaud, en se prêtant de mutuels secours, se maintenaient dans leur territoire, contre tous les efforts de leurs ennemis. Plus heureux dans la défense que dans l'attaque, trois fois avec leurs troupes réunies ils avaient attaqué la ville de la Châtaigneraie, défendue par l'adjudant général Lapierre, trois fois ils avaient été repoussés avec une perte considérable (2). Un projet sur le camp de Largeasse leur avait mieux réussi. Deux mille bleus surpris au point du jour avaient été presque tous égorgés.

Le général Turreau ne cessait de demander des renforts à la convention. Celle-ci, indignée

(1) *Voyez* les Anecdotes.

d'avoir été si long-temps trompée par de faux rapports, ne cessait de rappeler ses représentans, d'en envoyer d'autres, de crier à la trahison, et de menacer les généraux du tribunal sanguinaire. Elle ne pouvait envoyer de secours ; les chouans faisaient chaque jour de nouveaux progrès ; MM. de Bourmont, de Puisaye, de Scépeaux, Georges Cadoudal, etc., ne cessaient de battre en détail toutes les forces qu'on leur opposait. Ces troupes, disséminées sur un territoire de plus de deux mille lieues carrées, non-seulement ne pouvaient contenir les insurgés, mais même sauver, en les escortant, les caisses publiques et les convois que l'on attaquait de tous côtés. Soixante mille bleus répandus en Bretagne, en Normandie, en Anjou, et dans le Maine, étaient chaque jour attaqués en détail, sans pouvoir prendre leur revanche sur des armées nocturnes et invisibles, dont on ne connaissait alors ni le nombre, ni la formation, ni les lieux de retraite.

Cependant M. Charrette, après avoir paisiblement recruté son armée, sentit que le parti royaliste ne pouvait entièrement se débarrasser de ses ennemis, qu'en réunissant toutes ses ressources, et qu'en frappant des coups déci-

sifs. Il résolut donc de parcourir toutes les parties de la Vendée, et de faire le recensement de toutes les forces de son parti.

Dans ce dessein, il se rend au camp de Jalais, avec M. Sapineau. Il y trouve ses deux collègues, MM. de Marigny et Stoflet. Sur toute la route, M. Charrette avait été complimenté par les comités royalistes; on lui avait offert des fleurs, et même des vers; on l'avait traité comme un comte de Poitou, ce qui l'avait d'autant plus flatté, que l'on semblait par tous ces hommages avouer sa supériorité sur ses collègues, et le reconnaître pour généralissime de toutes les armées vendéennes.

Le recensement général des forces royalistes offrit le résultat suivant :

L'armée de la Basse-Vendée.	15,000 h.
Celle du centre.	6,000
Celle de M. de Marigny.	5,000
Celle de Stoflet.	10,000
La division du Loroux (1).	2,000
Total.	38,000 h.

(1) Cette division, depuis la mort de M. de Lyrot, était commandée par M Prodhomme, maître d'école à Saint-Julien, officier plein de bravoure, et qui rendit de grands services à la cause royale jusqu'à la pacification conclue à la Jaunaie.

Toutes ces armées n'avaient en totalité que dix pièces de canon, la plupart démontées, ou sans gargousses. La cavalerie au total ne s'élevait point au-delà de deux mille hommes.

Les républicains avaient à leur opposer soixante-dix mille fantassins, six mille cavaliers et trente pièces de canon; mais toutes ces forces étaient disséminées en seize camps fortifiés, placés autour d'un cercle, dont le diamètre était au moins de seize lieues, ce qui leur ôtait l'ensemble et l'à-plomb.

Les généraux royalistes tinrent conseil à Jalais. Après beaucoup de discussions et de reproches, on s'occupa d'un plan de campagne. Le curé de Saint-Laud fut d'avis que l'on commençât par chasser les bleus au-delà de la Loire, pour tomber après sur leurs autres cantonnemens; après bien des contradictions, ce plan fut adopté et signé par tous les généraux.

On prétend qu'il fut stipulé que ceux qui manqueraient à suivre ce plan, seraient considérés comme traîtres au parti, et punis comme tels. Cette clause, si elle a jamais existé, n'était insérée dans ce traité que pour perdre M. de Marigny, dont la mort avant ce moment avait été peut-être jurée.

Il paraît certain qu'avant cette époque M. Charrette et Stoflet avaient fait proposer à M. de Marigny de se démettre du commandement, ce qu'il avait refusé de faire. Il n'y avait encore eu aucune nomination faite par le Roi; M. de Marigny, ancien officier, chevalier de Saint-Louis, général d'artillerie, dès la formation de l'armée royale, avait certainement droit au commandement. MM. de Baugé, Renou, de Beaurepaire, et plusieurs officiers de la grande armée l'avaient reconnu comme leur chef légitime; plusieurs victoires signalées avaient semblé justifier sa nomination; tous ses soldats lui étaient sincèrement attachés, et chaque jour son influence et son autorité semblaient jeter de plus profondes racines. Ce fut sans doute le concours de tous ces motifs qui éveilla la jalousie et hâta sa ruine. On peut dire, au reste, que l'imprudent Marigny donna tête baissée dans le piége que lui tendaient l'envie et la duplicité.

En arrivant à Jalais, les armées reçurent des vivres; celle de M. de Marigny ne fut point comprise dans la distribution. Ses soldats mécontens désertèrent, et le laissèrent presque seul. Après la conclusion du traité, il retourna à Cerisais pour rassembler ses gens dispersés.

Sa retraite est qualifiée de désertion ; on ne le trouve point à Cerisais ; on tient conseil. M. Charrette fait les fonctions de rapporteur ; et, par une précipitation que rien ne peut excuser, surtout dans l'absence de l'accusé, qui ne savait pas même qu'on prétendait le juger, il conclut, dit-on, à la mort. Stoflet, président du conseil, confirma cet arrêt barbare, ainsi que la plupart des autres juges (1). Il ne restait plus qu'à exécuter ce jugement inique ; ce qu'il n'était pas facile de faire, car les soldats de M. de Marigny, en apprenant cette étrange nouvelle, étaient entrés en fureur et menaçaient d'exterminer les juges. Ceux-ci prirent le parti de se retirer à Châtillon.

M. de Marigny crut qu'on ne cherchait qu'à l'intimider, et à le dépouiller du commandement. La seule idée d'une guerre civile entre les royalistes le faisait frémir ; jamais il ne put concevoir que l'on en voulait à sa vie : tout

---

(1) On dispensa de voter MM. Renou, de Baugé et de Beaurepaire, qui tous s'élevaient avec force contre cette barbarie. Ils sortirent du conseil remplis d'indignation, et se rendirent auprès de M. de Marigny, qu'ils engagèrent envain à prendre des mesures pour sa sûreté personnelle.

concourait à l'aveugler. M. Charrette lui offrait une retraite dans son armée ; Stoflet répétait à chaque instant qu'il était entièrement dévoué à M. de Marigny, et qu'il ne chercherait jamais à lui nuire. Abusé par ces vaines démonstrations, l'infortuné général ne prend aucune précaution, et se retire seul dans un château, auprès de Cerisais. Stoflet, deux jours après, se rapproche de lui, sans éveiller sa défiance. Son état major, assemblé à Cerisais, l'engage vainement à venir le retrouver. Le lendemain, le féroce Stoflet envoie une partie de ses chasseurs (1) au château de Pudiou qu'il habitait; on le tire de son lit, on l'entraîne dans une cour : il demande en vain un confesseur ; ces barbares lui refusent cette consolation. On veut lui bander les yeux ; « *je sais mourir, messieurs.* » Il commande lui-même ses assassins, et tombe, frappé de plusieurs coups mortels. Telle fut la fin de ce valeureux capitaine ; échappé à plus de cent combats, il vient mourir dans cette même Vendée qui avait été le théâtre de ses exploits;

---

(1) Ceux qui furent envoyés étaient allemands. On se serait défié des Vendéens, qui presque tous étaient attachés à M. de Marigny.

il meurt victime de l'envie de ses camarades, qui bientôt doivent terminer leurs jours par le même supplice.

A la nouvelle de cette exécution, la consternation se répand dans toute la Haute-Vendée. Les paysans se soulèvent, se portent à la prison, et en font sortir les domestiques de leur général que l'on y tenait renfermés. Tous les officiers, dans le conseil qui est tenu, gardent un morne silence, et lancent des regards d'indignation sur Stoflet et sur le curé de Saint-Laud. Ce dernier, arrivé la veille du camp de Charrette, ne sait rien ou ne veut rien savoir. Il demande en grâce que l'on veuille l'informer de ce qui s'était passé. On savait pourtant que, dans la nuit, il avait eu une conférence secrète avec Stoflet; on le soupçonna, peut-être sans motif, d'avoir décidé le général irrésolu, et hâté la mort de la victime. Personne ne fut la dupe de son ignorance affectée et de son doucereux patelinage; dès ce moment, il fut craint et détesté de presque tous les officiers de l'armée.

Après la mort du général on voulut persécuter ses officiers; on en mit en prison quelques-uns auxquels on réservait un traitement plus sévère; mais les cris d'indignation qui

s'élevèrent de tous côtés intimidèrent Stoflet (1) et son ministre; il fallut relâcher les détenus, et se borner à les éloigner du conseil et des emplois : tous les autres officiers frémirent en songeant qu'il ne fallait qu'un accès de mauvaise humeur du despote garde-chasse pour les faire périr d'une mort infâme; tous sentirent que le jacobinisme, avec tout son système de terreur et de carnage, n'était pas plus redoutable qu'un despotisme militaire si révoltant; dès ce moment l'armée fut désorganisée, on ne se battit plus qu'à regret, et chacun attendit impatiemment le moment de déposer les armes avec sécurité.

Pour étouffer les murmures de l'armée, Sto-

(1) La jalousie du commandement faillit causer la perte de Stoflet. Après la mort de M. de Marigny, M. Charrette parut ambitionner le commandement suprême de toute la Vendée. Le 6 décembre 1794, il fit inviter Stoflet à se rendre à son camp de Beaurepaire. Le curé de Saint-Laud entrevit le piége, et dissuada le général de s'y trouver. On y prit un arrêté foudroyant contre l'absent. Stoflet y répondit avec aigreur, et l'on craignit une guerre entre les deux parties de la Vendée. Il eût peut-être eu le sort de M. de Marigny, s'il se fût livré à son rival. Il vaut mieux croire que Charrette se serait borné à lui ôter le commandement.

flet et Charrette résolurent de la mener à l'ennemi. Le camp républicain de Saint-Florent s'était rapproché de Beaupréau; quinze cents soldats occupaient le bourg de Chaudron, d'où ils faisaient des courses jusqu'auprès de Chollet. A la pointe du jour les armées vendéennes cernèrent ce camp; les bleus se défendirent avec courage. Un feu terrible s'engage de part et d'autre; après six heures de combat, M. Charrette s'élance avec son armée sur les retranchemens; M. Cathelineau, frère de l'ancien généralissime, le suit avec l'armée d'Anjou qu'il commande; le camp ennemi est forcé, les bleus font retraite, et, par des feux de file très-meurtriers, arrêtent quelques momens les vainqueurs. Avant d'arriver à Saint-Florent, leur arrière-garde fut mise en désordre et ils perdirent cinq cents hommes.

L'intrépide Charrette veut poursuivre le cours de sa victoire, et prendre d'emblée Saint-Florent; il apprend que le jaloux Stoflet (1) vient de licencier son armée, et de se retirer avec ses

(1) Il paraît que ce qui révolta Stoflet fut un ordre que lui envoya son rival de le rejoindre à Saint-Florent; le garde-chasse ne voulut recevoir d'ordre de personne, et se retira à Maulevrier.

chasseurs à Maulevrier; indigné, il reprend aussi la route de la Basse-Vendée : cette défection inopinée augmenta la haine qui existait déjà entre les deux armées; leur animosité fut telle, qu'elles pensèrent plusieurs fois en venir aux mains pour les querelles personnelles de leurs généraux.

La rentrée de M. Charrette (1) dans la Basse-Vendée, fut signalée par une victoire : huit cents républicains dévastaient les environs de Montaigu; il leur tendit une embuscade, et envoya devant lui M. Guérin avec deux cents hommes : cela fait, il plaça dans des ravins cinq cents hommes sous le commandement de M. Joly, et se mit avec le reste dans un bois. Les bleus trompés attaquent avec vigueur M. Guérin, qui prend la fuite, et se dirige vers l'embuscade; M. Joly laisse passer l'ennemi et se lève en poussant de grands cris; M. Guérin fait

(1) En rentrant dans son pays, M. Charrette organisa son armée : MM. Pajot, Joly, Ériaut, Guérin, Couétus, Savin, Garaut, le Moelle furent élevés ou conservés dans le grade de généraux divisionnaires.

Le premier eut le Marais; le second, les Sables; le troisième, Mâchecout; le quatrième, le pays nantais; le cinquième, Saint-Philibert; le sixième, Palluau; le septième, Légé; le dernier Vieille-Vigne.

volte-face, un combat sanglant s'engage, les bleus, battus, font leur retraite et sont coupés dans leur route par M. Charrette; cernés de tous côtés, ils ne font qu'une faible résistance; presque tous restent sur le champ de bataille.

Après ce succès, M. Charrette se porta sur Vieille-Vigne, où il s'empara d'un convoi; il attaqua ensuite le camp de Challans; les bleus le laissèrent monter à l'assaut, et firent une sortie si vigoureuse, que ses soldats prirent aussitôt la fuite, laissant sous les murs de la ville trois cents des plus braves d'entre eux.

Ce général fut blâmé d'avoir essayé d'emporter d'emblée un camp fortifié défendu par quatre mille hommes; mais il n'avait que ce moyen pour secourir le Marais accablé par l'ennemi, qui était sur le point de s'en emparer.

Douze mille républicains occupaient alors les postes de Beauvoir, de l'île de Bouin, et de Saint-Jean-de-Mont; ils cernaient ainsi le Marais, dont les habitans étaient affligés d'une petite vérole maligne et contagieuse. M. Pajot, lieutenant du général vendéen, n'avait, pour se défendre, que neuf cents paysans, et l'avantage qu'il retirait d'un pays coupé de larges fossés pleins d'une eau bourbeuse, boisson malsaine et pourtant unique dans le pays.

Au lieu de brusquer l'attaque, le général républicain Dutruy avait laissé perdre un temps précieux; des maladies contagieuses désolaient son armée qui s'affaiblissait chaque jour; un représentant, voulant prévenir la ruine complète de cette division, fait enfin déterminer le jour d'une attaque générale dans le Marais: l'ancien régiment de Normandie, encore vêtu de ses habits blancs, faisait l'élite et la force de cette armée, où il causait beaucoup de jalousie aux bataillons bleus.

Au jour fixé pour l'attaque, Normandie sort de Beauvoir, et s'avance vers le Périer, capitale du Marais; M. Pajot, surpris de tant de témérité, rassemble ses gens et les fait marcher contre l'ennemi, qui se défend avec la plus grande bravoure. Sur ces entrefaites, un aide-de-camp du général arrive, et apporte un ordre au colonel de Normandie de regagner Beauvoir, en ajoutant qu'il y a contre-ordre, et que l'attaque a été remise au surlendemain; le colonel, indigné, crie à la trahison. Engagé trop avant dans un pays impraticable, où l'on ne peut faire vingt pas sans franchir un fossé de dix pieds de largeur, ou sans avoir de l'eau jusqu'au menton, il ne sait quel parti prendre; la chaussée sur laquelle il est venu est occupée par l'ennemi; il faut se faire

jour la baïonnette à la main sur un terrain très-étroit; les soldats trop pressés tombent dans les fossés, la moitié de ce brave régiment demeure étendue sur le champ de bataille; le reste trompé, et mouillé jusqu'aux os, parvient à regagner Beauvoir par pelotons.

Cet avantage brillant fut à peu près inutile aux Vendéens; la poudre leur manquait, et ils ne pouvaient s'en procurer. M. Pajot, pressé par les colonnes républicaines, n'eut d'autre ressource que de quitter le Marais; il se mit en marche avec neuf cents hommes, battit un poste ennemi près de Saint-Gervais, arriva à la Garnache, et quelques jours après il rejoignit M. Charrette. Le général Dutruy, vainqueur sans combat, établit de fortes garnisons au Périer, à Notre-Dame-de-Mont, à Soulans, et regagna le camp de Challans. La mortalité s'étant mise dans ses troupes, il fallut retirer ces garnisons, et laisser l'ennemi maître du Marais: cette armée, de douze mille hommes, fut réduite à dix-huit cents combattans.

CHAPITRE XII.

Le général vendéen Joly est condamné à mort par M. Charrette. — Lettre du général russe Suwarow à Charrette. — Changement de système des Républicains dans la guerre de la Vendée, après le 9 thermidor.

M. Charrette ne laissait pas un seul moment ses troupes oisives; il se rapprocha de la division vendéenne des Sables, dont il venait de faire juger le commandant. M. Joly, l'un des plus braves officiers royalistes, avait été long-temps indépendant de ce général, qu'il avait peine à reconnaître pour son supérieur. Il commandait un corps d'armée avant qu'il eût été nommé général. Celui-ci avait eu l'art de se rendre nécessaire et de gagner ses principaux officiers. M. Joly avait reçu d'abord ses invitations avec respect; mais bientôt il avait été réduit à obéir avec soumission à ses moindres ordres, ce qu'il faisait toutefois avec une répugnance marquée. Il fut fusillé à Saint-Laurent-sur-Sèvre (1).

(1) Voici quelle fut la cause ou le prétexte de la mor-

Pour secourir la division des Sables, privée, comme je viens de le dire, de son commandant, M. Charrette se porta sur Aizenai, où il battit l'adjudant-général Percebois, enleva au général Huchet, près de la Roche-sur-Yon, un convoi considérable, sans pouvoir s'emparer de la ville. Les bleus irrités voulurent mettre le feu à quarante communes sur la lisière de la Vendée, du côté de Sainte-Hermine; le généralissime Turreau en donna l'ordre, mais le club de Fontenay prit des mesures qui sauvèrent en partie ces paroisses de plaine, dont aucune ne faisait partie de l'insurrection.

---

du brave Joly, ancien maître d'armes, et l'un des plus anciens généraux de la Vendée.

Stoflet venait de se réunir à M. Charrette. Tous deux avaient tenté l'attaque de Challans, et avaient été repoussés. On rejeta ce mauvais succès sur M. Joly; on lui fit son procès sans l'entendre, et l'on condamna aussitôt à mort un géneral sexagénaire, couvert de nobles blessures, respecté et admiré de tous les soldats. Il prit la fuite, et se réfugia dans le Haut-Poitou. On le découvrit à Saint-Laurent-sur-Sêvre peu de temps après. Il se défendit pendant une heure contre ses bourreaux. Blessé depuis long-temps à la main, il tenait entre deux doigts un espadon, dont il perçait tous les ennemis qui se présentaient devant lui.

Au retour de M. Charrette, le général républicain Charlery, posté à Légé, voulut lui tendre une embuscade; mais il sut l'éviter, et rentrer sans aucune perte à Montaigu (1).

---

(1) On prétend que ce fut alors que le célèbre Suwarow, général russe, écrivit à M. Charrette la lettre suivante. D'autres auteurs ont prétendu qu'elle n'a été écrite que le 1er. octobre 1795.

« *Le général Suwarow à M. Charrette, généralissime des troupes du Roi de France, à son quartier général.*

» Héros de la Vendée! illustre défenseur de la foi de tes pères, et du trône de tes Rois! Salut.

» Que le Dieu des armées veille à jamais sur toi! Qu'il guide ton bras à travers les bataillons de tes nombreux ennemis, qui, marqués du doigt de ce Dieu vengeur, tomberont dispersés comme la feuille qu'un vent du Nord a frappée.

» Et vous, immortels Vendéens, fidèles conservateurs de l'honneur des Français, dignes compagnons d'armes d'un héros, guidés par lui, relevez le temple du Seigneur et le trône de vos Rois...... Que le méchant périsse!..... Que sa race s'efface!...... Alors, que la paix bienfaisante renaisse, et que la tige antique des lys, que la tempête a courbée, se relève au milieu de vous plus brillante et plus majestueuse!....... Brave Charrette, honneur des chevaliers français!... L'univers est plein de ton nom.... L'Europe étonnée te contemple, et moi je t'admire et

Cependant l'armée républicaine se désorganisait de jour en jour, et s'affaiblissait par ses rapines, suivies de désertions. L'indiscipline était à son comble ; les officiers buvaient publiquement avec les soldats dans les cabarets ; les généraux étaient tutoyés par les moindres goujats ; l'amour du pillage portait le soldat à des excès inconcevables ; les tribunaux militaires, chargés de réprimer le désordre, l'augmentaient chaque jour par leur faiblesse et leur impéritie. Les soldats, sans congé, allaient porter dans leurs familles le butin honteux qu'ils avaient plutôt dérobé que conquis. Des bataillons de mille hommes étaient réduits à deux cents soldats, et le trésor public faisait à ces bataillons le même paiement et la même solde que s'ils eussent été au complet. L'esprit de rapine s'était glissé parmi les officiers, les

---

te félicite... Dieu t'a choisi, comme autrefois David pour punir les Philistins. Adore ses décrets, vole, attaque, frappe, et la victoire suivra tes pas. Tels sont les vœux d'un soldat, qui, blanchi aux champs d'honneur, a vu constamment la victoire couronner la confiance qu'il avait placée dans le Dieu des combats. Gloire à lui, car il est la source de toute gloire ! Gloire à toi, car il te chérit! »

Signé, SUWAROW.

généraux, les administrateurs militaires : on spéculait sur la continuation de cette guerre désastreuse : on craignait de perdre de gros appointemens, et l'occasion de s'enrichir. Presque tous les généraux, sortis des derniers rangs de la société, craignaient d'être réduits à reprendre la charrue. Ils n'épargnèrent nullement les rebelles, mais ils eussent été fâchés qu'ils eussent été tous anéantis. Tout offrait, dans les cantonnemens républicains, l'image de l'anxiété, du trouble, d'une anarchie presque entière, lorsque la journée du 9 thermidor vint sauver la France.

Cette journée était devenue nécessaire. Le peuple français, revenu de sa rage révolutionnaire, commençait à rougir de ses excès; c'était un malade qui, dans les premiers jours de sa convalescence, avait honte de ses folies et des cruautés qu'il avait commises pendant son délire. On commençait à s'apitoyer sur le sort de tant de victimes innocentes, égorgées pour les menus plaisirs de quelques scélérats. Depuis que la guillotine avait frappé les plus fougueux jacobins, ceux qui étaient restés debout tremblaient à chaque instant de déplaire aux farouches décemvirs; chaque soir, rentrés chez eux, ils se prenaient la tête, pour s'assurer qu'elle

était encore sur leurs épaules. La plupart de ces démagogues, déjà enrichis par les dépouilles des proscrits, étaient dégoûtés du sans-culottisme, et rappelaient de tout leur pouvoir l'ordre et la paix, sous la seule condition qu'on les laisserait jouir de leurs rapines. La convention, décimée chaque jour par les tyrans, était fatiguée du rôle avilissant qu'elle jouait de machine à décrets, et d'écho des volontés décemvirales; elle n'aspirait qu'à s'affranchir d'un joug ignominieux. Elle saisit avec empressement la première occasion qui s'offrit, pour ressaisir les rênes sanglantes de l'état, qu'elle avait laissées échapper avec tant d'imprudence et de faiblesse.

Le trop fameux Robespierre, le chef des décemvirs, sentait depuis long-temps chanceler son autorité : prêt à passer en Angleterre, il voulut s'assurer jusqu'à quel point on oserait résister à ses volontés. Dans un discours obscur et entortillé, ce nouveau Tibère demanda à la tribune les têtes de quelques-uns de ses ennemis. On savait qu'il avait chez lui de nouvelles listesde proscription ; le danger personnel éteignit toutes les animosités et rallia tous les partis : le tyran fut proscrit lui-même, et exécuté avec un certain nombre de ses agens. Ce même

peuple, qui la veille adorait Robespierre, et le regardait comme un ange descendu du ciel, couvrit de boue et d'imprécations le tombereau qui le conduisait au supplice, et lui souhaita mille vies pour les lui voir arracher l'une après l'autre ; justifiant ainsi cette maxime, que la populace est une bête féroce à laquelle il est dangereux de se fier, et qui n'est jamais plus prête à déchirer son maître, qu'au moment où elle l'accable de ses caresses.

La mort de Robespierre fut bientôt suivie de la chute du système de la terreur. Les hommes modérés, persécutés jusqu'alors, reparurent sur la scène. Les nouveaux représentans qui vinrent dans la Vendée, prirent un système de conduite opposé à celui de leurs devanciers. Leur premier soin fut de révoquer le général en chef Turreau, et de rappeler le prudent et sage Canclaux à la tête des armées. Celui-ci s'occupa d'abord à réprimer les désordres en tout genre, à rétablir la discipline dans les troupes, et à réorganiser ses soldats, devenus presque sauvages. Il fit faire de nouvelles levées, les exerça plusieurs fois par jour, les tint renfermées dans leurs cantonnemens, et leur apprit à craindre leurs chefs autant que l'ennemi. Ce qui lui donna le plus de peine, ce

fut d'éteindre la soif du pillage. Le soldat pillait ami et ennemi ; il fallut en venir aux dernières extrémités pour arrêter ce désordre ; il fallut fusiller à la tête des colonnes des centaines de pillards (1), pour intimider les soldats. Ces exemples de sévérité, les soins et les exhortations des nouveaux généraux que l'on avait donnés pour adjoints à Canclaux, eurent enfin un succès presque complet ; les désordres devinrent de jour en jour plus rares ; le vol,

(1) On jugera de la fureur du pillage qui existait alors, par ces traits : Après qu'on eût volé les grilles et barreaux de fer du district de Thouars, un officier, à la tête d'un corps-de-garde, enfonça les portes d'un magasin national qu'il était chargé de garder. A Soulangé, superbe château de M. Foulon près de Doué, les pillards dérobèrent plus de cent milliers de fer ou de plomb, qu'ils vendirent à des receleurs un sou la livre en assignats.

Le général Beauregard, commandant du camp de Concourson, pour faire cesser ce brigandage, fut obligé de faire fusiller cinquante-six pillards le premier jour de son arrivée, dix-huit le lendemain, trois le surlendemain. Le quatrième jour il n'y eut plus de pillage. Cette conduite attira à M. de Beauregard l'estime et la reconnaissance de toutes les communes circonvoisines qui ne pouvaient concevoir qu'on pût alors être soldat sans être pillard.

jusqu'alors honoré, et même commandé, ne fut plus même toléré, ce qui était tout ce que l'on pouvait obtenir alors; et le soldat commença à reprendre l'esprit militaire, qu'il avait entièrement perdu.

CHAPITRE XIII.

Combats de Chiché et de Coulonges. — Exploits de Charrette. — Lassitude des deux partis. — Projet de Pacification.

Avant sa réorganisation, l'armée républicaine avait eu à essuyer plusieurs combats. De tous les camps ennemis, les Vendéens du Bocage redoutaient le plus celui de Chiché. Ce camp, placé à deux lieues de Bressuire, désolait par ses incursions journalières, toutes les communes circonvoisines, et répandait l'alarme jusqu'à Châtillon. Stoflet, étourdi par les clameurs des paysans, avait déjà tenté deux fois de l'emporter d'emblée; il avait été repoussé avec perte : découragé par ce mauvais succès, il paraissait avoir renoncé à cette dangereuse entreprise.

De nouvelles plaintes, extrêmement vives et peu mesurées, le forcèrent à donner de nouveaux ordres. Vingt-sept paroisses s'assemblèrent, et formèrent un corps de quatre mille hommes, guidés par deux chefs de division; Stoflet n'ayant pas voulu s'y trouver. Cette troupe se mit en marche pendant la nuit; son

dessein était d'attaquer le camp à la pointe du jour; mais, par une suite de la lenteur et de l'apathie vendéenne, le jour surprit les assaillans à une demi-lieue de Chiché.

Ce camp, placé sur une hauteur, était d'un rude accès; six pièces de canon et cinq mille hommes en rendaient la prise extrêmement difficile. Une partie de l'armée vendéenne (1) ne pouvant plus espérer de surprendre l'ennemi, se décourage et veut rétrograder; l'autre persiste dans son dessein, et veut marcher droit au camp. Les deux partis se disputent avec ai-

(1) Pendant que l'armée d'Anjou cherchait à chasser l'ennemi de la Haute-Vendée, M. Charrette se portait avec dix-mille hommes sur les trois camps républicains postés à une lieue de Nantes, près les Sorinières. Après avoir fait un long détour, il tombe à l'improviste sur les deux premiers camps et les emporte d'emblée, l'épée à la main. Le troisième, seul, oppose une sérieuse résistance; il est également forcé et pris. Les bleus perdirent dans cette journée plus de neuf cents hommes; on les poursuivit jusqu'aux portes de Nantes. Leur général, nommé Jacob, se trouva absent pendant la bataille : j'ignore par quel motif. MM Prudent de la Roberie et Allard se distinguèrent dans ce combat. Le dernier eut un cheval tué sous lui.

greur, et se disent des injures; un officier propose d'aller aux voix.

Un ruisseau coulait dans la prairie, où l'on avait fait *halte*... On convient que ceux qui passeront ce ruisseau seront du nombre des assaillans; deux mille quatre cents hommes le passent, seize cents demeurent immobiles. Il est convenu que ces derniers resteront dans la prairie, et qu'ils y attendront le retour de leurs compagnons. Ceux-ci se mettent en route, et font un long circuit pour surprendre l'ennemi. Ils n'étaient plus qu'à cinquante toises du camp, où les sentinelles avaient donné l'alarme, quand tout à coup ils entendent derrière eux une vive fusillade.

Par un hasard singulier, deux mille républicains étaient partis à la pointe du jour pour faire une incursion dans le pays insurgé. Les chasseurs de Cassel qui formaient l'avant-garde, arrivent par hasard à cette même prairie, où les seize cents royalistes, couchés sur l'herbe, attendaient leurs camarades. Un combat s'engage; les Vendéens rangés autour de la haie font un feu très-meurtrier. La cavalerie républicaine, précédée de quelques sapeurs, s'avance et s'apprête à charger. Dans ce même moment, les patriotes entendent derrière eux un feu de

mousqueterie très-vif ; ils tournent la tête, et se voient eux-mêmes enveloppés par l'armée vendéenne, qui, revenue sur ses pas, avait abandonné l'attaque du camp. La terreur s'empare des républicains ; ils fuient en désordre vers Chiché ; on les poursuit jusqu'à l'entrée du camp, que l'on cherche à forcer. L'artillerie, bien disposée, contraint les royalistes à la retraite. Cinq cents républicains perdirent la vie dans ce combat, qui coûta aux Vendéens une soixantaine d'hommes, de ceux surtout qui étaient restés dans la prairie. Je ne me suis étendu sur les détails de ce combat que pour montrer combien le hasard a de part aux plus brillans succès.

Les soldats du camp de Chiché ont bientôt après leur revanche. Ils se concertent avec les généraux Grignon et Bardon, qui commandaient le camp de Vérine. Six mille républicains surprennent, un dimanche, le poste de Noirlieu, commandé par M. Renou, chef de la division des Aubiers. On célébrait alors la messe ; le prêtre fuit épouvanté, et parvient à se sauver. Quatre cents vieillards, femmes et enfans, sont égorgés (1) ; seize soldats péris-

(1) Un officier du camp du Chiché, dont je regrette

sent avec un seul officier, nommé Toutan, l'un des braves de l'armée.

Huit jours après ce massacre, les troupes du camp de Vérine se portent à Coulonges, sur la route de Bressuire. M. Renou, averti par ses espions, leur tend une embuscade, et les bat complétement; les bleus, chargés de butin, ne rendent qu'un faible combat. Le général Grignon, poursuivi par des cavaliers, ne se sauve que par un trait de présence d'esprit. Il jette aux ennemis son portefeuille; ceux-ci se précipitent avidement sur cette proie, et se la disputent. Le général parvient à se sauver : il fut destitué peu de jours après.

Ce combat, livré à Coulonges, eût été plus funeste aux républicains, sans la bonne conduite des chasseurs à cheval de la Côte-d'Or (1),

---

de ne pouvoir ici citer le nom, sauva dans cette journée la vie à plusieurs femmes du bourg de Coulonges, qui se jetèrent à genoux. « Éloignez-vous promptement, leur dit-il, la fuite seule peut vous mettre à couvert de la fureur de ceux qui me suivent. Je n'ai jamais teint mon épée du sang des femmes et des enfans, et je ne l'en teindrai jamais. » Un pareil officier n'eût rien valu, sans doute, pour commander une des colonnes infernales.

(1) Ce corps de cavalerie, commandé par MM. Sirur-

qui se tinrent à l'arrière-garde, et, par leur bonne contenance, forcèrent enfin l'ennemi de rétrograder.

Depuis la mort de Robespierre, la guerre civile avait changé d'aspect. On ne pouvait plus reprocher aux Vendéens leur obstination, puisque l'on convenait que le joug que l'on venait de briser était avilissant et insupportable; on ne leur opposait que leur attachement invio-

gue et Teinturier, a rendu les plus grands services à la république. Sa discipline et sa bonne conduite faisaient un singulier contraste avec la tenue des autres troupes républicaines.

On comptait dans ce corps un grand nombre de personnes distinguées par leur mérite et leurs talens. La plupart des simples chasseurs étaient d'anciens militaires, des jeunes gens élevés dans les meilleurs colléges. Je citerai entr'autres, MM. Thévenin, de la garde suisse, Chevassieux, Blandin et Guillaume: ce dernier, avocat au parlement de Besançon, membre de diverses académies, n'avait que le simple grade d'appointé. La terreur les avait fait partir de la Bourgogne; ils n'avaient eu d'autre alternative que celle de prendre l'habit bleu, ou d'être incarcérés. Ils détestaient presque tous les jacobins, et ne combattaient qu'à regret des paysans qu'ils admiraient. Dès que Robespierre fut mort, ils ne voulurent plus se battre, et se rendirent sous divers prétextes dans leur pays.

lable à la monarchie, et leur haine pour la république; mais trop de Français pensaient en secret comme eux, pour que l'on pût continuer à leur faire un crime irrémissible d'une opinion. On se trouvait au contraire forcé d'admirer leur courage héroïque, et leur constance invincible. Toutes les cruautés, les meurtres, les incendies, qui, dans le moment de l'ivresse avaient paru des mesures généreuses et indispensables, vus au prisme de la réflexion, se montraient dans toute leur horreur, comme autant d'atrocités révoltantes, et d'actes de folie avilissans pour le nom français.

D'un autre côté, la guerre civile traînait en longueur, et paraissait désormais sans objet. On ne pouvait plus revenir aux mesures atroces qui avaient soutenu l'exaltation du soldat. Les troupes, fatiguées d'une guerre interminable, n'aspiraient qu'à rentrer dans leurs foyers; les généraux eux-mêmes ne voyaient plus dans sa continuation que des dangers sans gloire; tous demandaient hautement à être employés contre l'ennemi extérieur, et craignaient d'être mis au nombre de ces exécuteurs barbares des ordres des décemvirs. Le gouvernement était lui-même fatigué d'une guerre dont il ne pouvait prévoir l'issue. Les chouans faisaient chaque

jour des progrès en Bretagne, en Normandie et dans le Maine; quelques bandes se rapprochaient de Paris, qu'elles semblaient menacer, et où régnait la famine. MM. Charrette, Sapinaud et Stoflet avaient encore à leurs ordres de nombreuses armées, aguerries par des batailles continuelles; ils étaient maîtres de leur pays, et l'on ne pouvait se dissimuler qu'il fallait ou doubler les forces républicaines, ou éloigner des frontières vendéennes les camps qui couraient les plus grands dangers (1). Les Anglais avaient, sous les ordres du lord Moira, une armée de vingt mille hommes, soutenue par une flotte maîtresse de la mer. Cette armée pouvait à chaque instant débarquer en Bretagne ou en Poitou, et, suivie de tous les corps

---

(1) La prise de deux camps républicains, le 5 et le 14 septembre 1794, par M. Charrette, avait porté l'alarme dans tous les autres.

Celui de la Roulière avait été enlevé après une faible résistance, mais il avait été suivi d'une victoire sur la division bleue de Montaigu. L'autre camp, celui de Fréligné, n'avait été pris qu'après un long combat. Défendu par des fortifications régulières, par dix pièces de canon, et par plus de deux mille bleus, il paraissait à l'abri d'un coup de main. Sa prise coûta plus de cinq cents

insurgés, s'ouvrir une route jusqu'à la capitale. Le comité militaire de la convention avouait qu'il fallait au moins cent quatre-vingt mille hommes à opposer aux chouans et aux Vendéens, avec quelque espoir de succès; celui des finances représentait que la planche aux assignats ne pouvait plus suffire aux dépenses de quatorze armées; que chaque jour le papier-monnaie se décriait davantage, et qu'il faudrait bientôt y renoncer.

Tous ces motifs firent désirer la paix aux directeurs de la convention; mais il fallait user d'adresse, et présenter, sous le masque de la modération, une paix que la nécessité commandait impérieusement.

Les représentans, organes du gouvernement, s'y prirent avec beaucoup de finesse et de dextérité. Ils commencèrent par briser les fers de tous les détenus des départemens de

---

hommes aux royalistes, mais on peut la regarder comme un des plus grands exploits de M. Charrette. La bataille dura cinq heures, il fallut monter à l'assaut à travers une grêle de balles. Les deux généraux républicains furent tués, ainsi que les deux tiers de leurs soldats. Sans la pacification qui suivit cette victoire, les républicains auraient été forcés de renoncer à leur système des camps retranchés.

l'ouest, par invectiver contre les mesures barbares de leurs prédécesseurs, par s'entourer de modérés, dont ils paraissaient suivre les conseils. Les clubs furent ou fermés, ou *régénérés;* on en interdit l'entrée aux jacobins; on mit en jugement les buveurs de sang et les voleurs trop connus par un brigandage légal; on prévint les pillages des soldats; on destitua les généraux et les officiers jacobins, et l'on fit, en cérémonie, dans les églises que l'on venait de rouvrir, des vœux publics pour la fin de la guerre civile et le retour de la paix. On fut plus loin encore, on toléra les insurgés dans les villes républicaines; ils y venaient aux foires et aux marchés, sans que l'on prît garde à eux.

Un décret formel enjoignait à tous les citoyens, aux femmes même, de porter la cocarde tricolore; on en dispensa les Vendéens (1). Bientôt, rassurés par tant de bienveillance, les royalistes vécurent, même avant la pacifica-

---

(1) On jugera de la condescendance des républicains par ce trait : à Thouars un officier de garde voit entrer un royaliste. — « *Pourquoi n'as-tu pas de cocarde?* — *Donne-moi la tienne.* » En même temps le Vendéen prend le chapeau de l'officier et le jette dans la rivière. Cette insolence demeura impunie. On excusa *les frères égarés* qu'on n'eût osé punir.

tion, confondus avec les républicains. La plupart dès lors abandonnèrent leurs armées, et essayèrent de rétablir leurs maisons. On ne voulait plus se battre; il n'y avait dans tout le parti royaliste que les vrais soldats qui fussent encore attachés à leurs drapeaux; les officiers mêmes, mécontens de leurs généraux, n'aspiraient qu'au moment de quitter ces despotes ombrageux, qui sous de vains prétextes disposaient arbitrairement de leur vie.

Il fallait surtout s'attacher à gagner personnellement les généraux vendéens; la plus grande difficulté était de communiquer librement avec eux. Le représentant Ruelle avait tiré des prisons la sœur de M. Charrette, et la lui avait renvoyée : ce qui l'avait favorablement disposé à écouter des propositions pacifiques.

Comme depuis long-temps aucune espèce de communication n'existait entre les deux partis, qui, acharnés l'un contre l'autre, ne reconnaissaient plus aucun droit de la guerre, ils furent quelque temps sans trouver un homme qui osât se charger du rôle de pacificateur. Un émigré vendéen, M. Bureau de la Batardière (1),

(1) D'autres l'ont nommé de la Batarderie. C'était

va trouver les représentans, et s'offre pour aller, en leur nom, traiter avec M. Charrette. Son offre est acceptée; il part le 2 février 1795, et se rend auprès du général vendéen. Après avoir couru dans le trajet les plus grands dangers, il le rencontre dans une forêt, et lui fait part de sa mission.

Le général, du premier abord, s'élève contre tout projet de pacification, et ne veut pas même croire à la sincérité de la proposition. L'envoyé insiste. — « *Eh bien, monsieur, j'y consens, pourvu qu'au préalable on rétablisse le trône des Bourbons.* » Le délégué des représentans ne paraît point étonné de la proposition. La Roche-Boulogne est le lieu fixé pour les premières conférences.

---

un ancien correcteur de la chambre des comptes, d'un esprit très-conciliant.

HISTOIRE
DES GUERRES
DE LA VENDÉE.

CINQUIÈME PARTIE.

CHAPITRE PREMIER.

Pacifications de la Jaunaie et de la Mabilais.

On ne connaîtra peut-être jamais parfaitement les détails de cette importante négociation. Le comité de salut public déploya dans cette affaire la plus grande adresse, et la plus subtile duplicité. Le général vendéen, de son côté, y mit beaucoup de prudence; et, s'il fut enfin la dupe de ses rivaux, c'est qu'il se trouva réduit au point de n'avoir d'autre ressource que la signature du traité.

Le représentant Ruelle eut le courage de se rendre au lieu des conférences, après la conclusion d'un armistice provisoire; le général y

envoya ses plénipotentiaires, MM. Bousseau et Auvinet. Ce n'était point au reste, en Bretagne, que se discutaient les points principaux du traité. Si j'en crois un Recueil d'Anecdotes imprimées à Paris en 1803, les Vendéens avaient dans la capitale, au moment de la pacification, quelques émissaires, dont les uns traitaient directement avec les membres du comité de salut public, et dont les autres, inconnus aux premiers, leur servaient de surveillans.

Les royalistes insistaient surtout sur cet article foudamental du traité à conclure; *que la religion catholique et la monarchie seraient, immédiatement après la signature, rétablies en France.* Les républicains convenaient du principe en apparence, mais ils soutenaient qu'il fallait préparer la nation à ce changement, et travailler à changer l'opinion publique. Ils ajoutaient qu'ils allaient faire passer dans les départemens des invitations secrètes, pour demander par adresses le retour de la royauté; que ces invitations ne pouvaient manquer d'y être bien reçues, d'après les insinuations secrètes du gouvernement.

Les Vendéens demandaient en outre, comme un gage de la bonne foi de leurs adversaires,

1°. qu'on remît de suite entre leurs mains le jeune Louis XVII et la princesse sa sœur, détenus dans la prison du Temple; 2°. qu'on déclarât en même temps la religion catholique, dominante, et religion de l'état; 3°. qu'on rappelât dans le mois tous les émigrés sans exception; 4°. que les Vendéens restassent armés et maîtres absolus de leur pays, ainsi que tous les chouans, à la charge de maintenir la police, la tranquillité et la sûreté des routes.

Les républicains, qui ne songeaient qu'à gagner du temps pour connaître les forces royalistes, et jeter la division parmi les chefs, après avoir long-temps discuté et refusé les articles demandés, feignirent de se rendre, sous les conditions suivantes : 1°. qu'on ne proclamerait la monarchie que le 1er. juillet 1795; 2°. que les enfans de Louis XVI ne seraient remis aux Vendéens, que le 13 juin de la même année; 3°. que les émigrés ne rentreraient qu'après le rétablissement du trône; 4°. que ces trois articles ne seraient point insérés dans le traité public, mais qu'ils resteraient secrets, et ne seraient connus que des parties contractantes.

On a prétendu, dans le temps, que M. Charrette avait fait passer des émissaires en Angle-

terre, pour communiquer ces propositions aux princes français, et les leur faire approuver : j'ignore si ce fait est fondé.

Après beaucoup de débats, on convint d'une entrevue au château de la Jaunaie ; M. Charrette s'y rendit avec MM. de la Roberie, Couétus, Guérin, de Launay, Allard, Dupérat, Pajot, et un corps assez considérable de cavalerie : il y trouva cinq représentans qui l'accablèrent de caresses, et lui demandèrent si, après la conclusion du traité, il ne reconnaîtrait pas le gouvernement républicain jusqu'à l'époque du rétablissement de la royauté. M. Charrette y consentit, sans faire définir ce qu'on entendait par le mot de soumission. Il fit une autre faute, en laissant les républicains maîtres de la rédaction du traité. Les représentans lui firent entendre qu'ils avaient besoin de ménager les esprits, et de déguiser aux yeux des républicains la dureté des conditions obtenues par les royalistes. Ils ajoutèrent qu'il importait peu aux Vendéens de quels termes on se servirait dans le traité, pourvu qu'ils obtinssent tout ce qu'on leur avait promis.

M. Charrette, ébloui par les honneurs qu'on lui rendait, eut la faiblesse d'y consentir. Le

traité fut rédigé et signé à la Jaunaie le 27 février 1795, et ratifié par la convention peu de temps après.

Les Vendéens obtinrent par le traité public; 1°. le libre exercice de la religion catholique; 2°. la possession paisible de leur pays, et un corps militaire permanent, soldé aux frais de la république, et commandé par le général vendéen; 3°. ils furent exempts de toutes réquisitions et conscriptions militaires; 4°. les bons royaux, émis par les généraux vendéens, furent remboursés jusqu'à la concurrence de quinze cent mille francs; 5°. ils obtinrent des indemnités en argent et en mobilier, tels que fers, aciers, faucilles, outils de toute espèce, la restitution de tous leurs biens saisis, la levée des séquestres, et une amnistie générale; 6°. ils conservèrent les fruits des biens des réfugiés et des propriétés nationales qu'ils avaient perçus pendant la guerre, la république se chargeant de payer aux propriétaires les indemnités nécessaires; 7°. certains chefs reçurent secrètement d'assez grosses sommes; ce qui excita les murmures des soldats royalistes. Les articles secrets furent insérés dans un traité séparé, dont on ne fit que deux copies, l'une pour les représentans, l'autre pour M. Char-

rette, qui promit de ne les pas divulguer avant l'époque convenue.

Ce traité fut signé par le général vendéen et les officiers de son état major. M. Sapinaud et ses officiers y adhérèrent purement et simplement, ainsi que M. Cormatin et un autre chef de chouans.

Huit des principaux officiers de l'armée d'Anjou, commandée par Stoflet : MM. Renou, de la Ville-de-Baugé (1), Richard, Martin, de la Bouère, Gibert de Saumur, Prodhomme et Trottouin imitèrent l'exemple de M. Charrette, et signèrent le traité; ennemis déclarés de Stoflet, ils avaient quitté ses drapeaux, et s'étaient rendus à la Jaunaie. M. Trottouin, major général de cette armée, avait écrit à son général une lettre où il se plaignait ouvertement de sa tyrannie, et l'engageait à accepter la pacification, qui devait mettre un terme aux

(1) MM. Renou, de la Ville-de-Baugé et Gibert, seuls députés *ad hoc* de l'armée d'Anjou, refusèrent d'abord de signer le traité. Ils revinrent même de Nantes à la Jaunaie où ils croyaient trouver Stoflet ; mais ayant su qu'il en était parti et qu'il paraîssait irrité contre eux, ils se décidèrent à signer la pacification.

vexations en tout genre dont les royalistes avaient à se plaindre depuis si long-temps.

Stoflet devint furieux en apprenant que la paix venait d'être signée; il s'emporta violemment contre les officiers de l'armée qui avaient séparé leur cause de la sienne. Peu de temps après il fit fusiller, sous un vain prétexte, M. Prodhomme, commandant du Loroux, l'un des signataires du traité; les autres auraient eu probablement le même sort s'ils fussent tombés en son pouvoir (1).

La France parut enivrée de joie en apprenant ce traité, et crut toucher à une paix durable. La convention fit publier dans tous les journaux, et insérer dans le *Bulletin des Lois*, la proclamation suivante, dont le lecteur pèsera sans doute tous les termes.

---

(1) Deux jours après la signature du traité de la Jaunaie, Stoflet fit investir par ses chasseurs le château de Beaurepaire où était le quartier général de M. Sapinaud. Ce dernier eut le bonheur de s'échapper ainsi que M. de Fleuriage, son ami; ils eussent probablement été fusillés, s'ils ne se fussent aussitôt esquivés. On prit leur argent, leurs chevaux, leurs effets; tout le château fut mis au pillage.

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS.

A Nantes, ce 9 ventôse an 3 (28 février 1795).

Les représentans du peuple près les armées, et dans les départemens de l'ouest, des côtes de Brest et de Cherbourg,

A LA CONVENTION NATIONALE.

CITOYENS COLLÈGUES,

La Vendée est *rentrée dans le sein de la république;* Charrette, et tous les chefs de leurs armées, dites du centre et du Pays-Bas, viennent de déclarer *solennellement qu'ils se soumettent aux lois de la république française, une et indivisible.*

Stoflet, commandant l'armée vendéenne, dite de l'Anjou, n'a pas montré les mêmes dispositions *pour profiter du bienfait de la loi du 12 frimaire;* mais huit de ses principaux chefs l'ont quitté, se sont joints à Charrette, et, comme lui, *ont exprimé leur vœu de vivre en républicains*. Si Stoflet persiste dans *sa rébellion*, il ne peut être dangereux; son armée est réduite, par la retraite de huit de ses chefs, à quelques centaines de déserteurs des légions

germanique et Rosenthal. L'habitant des campagnes est fatigué de cette guerre; en voyant entrer sur son territoire les troupes républicaines, il les bénira comme étant ses libérateurs: mais nous le savons, à n'en pas douter, il énonce hautement ses intentions à cet égard.

Nous avons parlé, en votre nom, le langage de l'humanité, et nous avons été écoutés. L'attitude grande et imposante de la convention, depuis le 9 thermidor, a fait dans l'esprit des Vendéens ce que les défenseurs de la patrie n'auraient obtenu d'eux qu'avec effusion de sang.

Ces malheureuses contrées ont besoin d'une nouvelle vie; nous allons les parcourir, ranimer l'agriculture, et relever le commerce; plusieurs de vos collègues vont se rendre auprès des comités de gouvernement, pour les instruire *des mesures et des moyens* qui ont amené des résultats aussi heureux.

La rentrée des Vendéens *au sein de la république* entraîne avec elle le retour des chouans; deux de leurs chefs viennent de souscrire la déclaration de Charrette et des Vendéens; des ordres ont été donnés par eux derechef pour faire cesser toute hostilité.

La conduite de nos braves défenseurs a con-

tribué au succès de nos opérations; ils ont porté aux Vendéens les parolès de paix et de consolation avec la même énergie qu'ils les auraient combattus; ils ont fraternisé et ont persuadé : aussi les armées de l'Ouest, des côtes de Brest et de Cherbourg, placées sur un théâtre moins brillant que les autres, ont-elles néanmoins bien mérité de la patrie dans la circonstance.

Signé DELAUNAY, POMME, BRUC, L'OFFICIAL, CHAILLOU, DORNIER, BOLLET, RUELLE, GARY, MORISSON, MÉNUAU (1).

Tandis que la convention cherchait ainsi à faire croire à l'Europe que le traité qui venait d'être conclu n'était qu'une simple amnistie, les chefs royalistes, signataires de ce même traité, se réjouissaient d'être enfin parvenus au rétablissement du trône de l'autel; ils avaient

(1) Ces deux derniers représentans se sont signalés par plusieurs actes d'humanité, de bonne foi, d'équité. On peut dire que dans tout le temps de leur mission, ils n'ont cherché qu'à faire du bien. On ne doit point les confondre avec ces farouches conventionnels qui ont épouvanté l'Europe par les forfaits qu'ils ont commandés ou tolérés. Leur nom est encore révéré dans toutes les villes où ils ont exercé leur pouvoir.

obtenu presque tout ce qu'ils avaient demandé, et ne pouvaient concevoir l'ivresse où paraissaient être les républicains. Pour augmenter leur enthousiasme, et ne pas les laisser à leurs réflexions, les représentans se hâtèrent de les conduire à Nantes : ils y entrèrent en pompe avec le plumet blanc au chapeau ; M. Charrette avait la droite sur le général républicain : c'était lui qui était le héros de la fête ; on lui rendait tous les honneurs. On parcourut ainsi en cavalcade la majeure partie des rues de Nantes. Tous les habitans de cette ville s'empressaient de contempler ce héros, qui avec une poignée d'hommes avait lutté pendant plusieurs années contre le colosse de la république, et qui avait si souvent répandu la terreur dans leurs murailles. Les uns criaient *vive Charrette ;* d'autres *vive la paix ;* peu crièrent *vive la république*. Les Vendéens, au milieu de ce tumulte, conservaient un air morne et pensif, et paraissaient livrés à de sombres réflexions ; leur général seul affectait un air ouvert et un maintien caressant (1).

---

(1) Rien de plus piquant que le contraste qu'offrait cette cavalcade, contraste aussi frappant pour les yeux que pour l'esprit. « Les voilà donc, se disait-on, ces en-

Après un repas splendide, on les conduisit au club régénéré, où l'on débita de beaux discours, et on lut même des vers, qui ensuite furent imprimés. L'état major républicain, couvert de riches habits, et monté sur des chevaux superbement enharnachés, formait un parfait contraste avec les vestes de cotonnade et les chapeaux ronds des royalistes, presque tous montés sur de mauvais chevaux. La première impression était défavorable à ces derniers; mais, lorsqu'on

---

nemis si irréconciliables et si acharnés, qui se faisaient, il y a deux mois, une guerre à mort, et se traitaient en Cannibales. Ces étendards et ces panaches blancs et tricolores, qui ont servi de signaux à tant d'atrocités réciproques, flottent donc aujourd'hui confondus, et semblent être la décoration d'un même parti. » Le peuple, enivré de joie, et les yeux baignés de larmes, s'empressait autour de ces Vendéens si long-temps l'objet de sa terreur. La foule était si grande que plusieurs chevaux faillirent être étouffés.

Vive Charrette! criait la populace; elle élevait jusqu'aux nues ce héros, qui, peu de mois après, devait être fusillé dans les murs et aux acclamations de ce même peuple qui le portait en triomphe. Après la cavalcade, on désigna un logement pour chaque officier vendéen. Pendant onze jours qu'ils restèrent à Nantes, ils furent non-seulement défrayés par ordre des représentans, mais encore ils eurent la permission de traiter aux frais de la nation ceux qui allaient les visiter.

venait à réfléchir que ces mêmes hommes si mal vêtus, avaient, pendant des années entières, sans solde, sans magasins, avec quelques paysans, soutenu l'effort de plus de trois cent mille hommes de troupes réglées, et les avaient contraints à signer une paix honorable, on se sentait à la fois frappé d'admiration et d'attendrissement, et l'on ne voyait plus dans leurs vêtemens déchirés que l'emblème de l'antique monarchie française, depuis si long-temps dépouillée de sa splendeur.

Il faut rendre ici justice aux représentans : ils ne se prêtèrent qu'avec peine à tromper le crédule Charrette. Prévoyant le triste sort qui lui était réservé, ils lui firent mille instances pour lui faire accepter un vaisseau richement chargé qui l'eût conduit en Angleterre, et l'eût mis à couvert de la rage de ses ennemis. Ce général s'obstina à regarder cette offre comme un piége ; il préféra rester à la tête de son armée. L'imprudent ! il ne s'apercevait pas que le traité qu'il venait de conclure était illusoire.

En rentrant dans la Vendée à la tête d'un corps soldé par ses ennemis, il devenait, dans le fait, un général républicain, d'autant plus que par le traité apparent il avait promis *soumission aux lois de la république*, clause qu'il

aurait dû se faire expliquer, et qui renfermait la reconnaissance de la convention et l'obéissance à ses décrets tyranniques. Il ne s'aperçut pas qu'il n'avait plus sur ses soldats qu'un pouvoir précaire ; qu'on ne pouvait plus reconnaître un général royaliste dans un chef soldé par la république ; que le traité qu'il venait de conclure rompait tous les nœuds qui l'attachaient à son parti, et que par cela seul il était revenu à l'état d'un simple particulier, sans mission royale, sans pouvoir et sans caractère pour commander des royalistes qui n'avaient pris les armes que volontairement, et que la paix avait affranchis de leurs obligations et de leurs sermens.

Les représentans auraient bien désiré que Stoflet, avec son armée, eût adhéré purement et simplement au traité de la Jaunaie (1); mais

(1) Le 3 mars 1795, le général Stoflet se rendit à la Jaunaie. N'y trouvant plus les représentans qui s'étaient rendus à Nantes, il assembla son conseil, et nomma MM. Renou et de Baugé, pour aller dans cette ville sonder leurs dispositions.

Cette espèce d'ambassade part, munie de pleins pouvoirs et de l'arrêté du conseil. Elle arrive à Nantes et se fait annoncer. Les représentans Morisson, Ménuau, Dornier, Ruelle et Delaunay, font aux trois Vendéens l'accueil le plus amical. Delaunay prend la parole, et,

le général angevin avait, dans le curé de Saint-Laud, un conseiller que n'avait pas eu son ri-

---

dans des termes pompeux, élève jusqu'au ciel les forces et la grandeur de la république, et rabaisse jusqu'à terre les ressources et les forces de la Vendée. — « Monsieur, lui dit un royaliste impatienté, depuis long-temps nous luttons avec succès contre cette république si formidable, et c'est elle ici qui nous demande la paix. » Après diverses conférences, on accorde aux Vendéens toutes leurs demandes, à l'exception de deux; l'exemption d'impôt pendant dix ans, et la possession du territoire gouverné jusqu'à la paix générale par les officiers vendéens, sans aucune dépendance de la république. Les conférences sont rompues, les Vendéens veulent retourner à la Jaunaie.

Un médecin, nommé Blain, veut en vain gagner M. Renou, et l'engager à signer le traité; celui-ci demeure inexorable ainsi que ses compagnons.

Ils partent et se rendent à la Jaunaie; leur surprise fut extrême quand on leur dit que Stoflet était parti la veille, en vomissant mille injures contre les représentans, contre MM. Charrette et Sapinaud, et en disant que ceux qu'il avait envoyés à Nantes, ne reviendraient plus.

Ils connaissaient la cruauté de Stoflet, prévenu contre eux. Ne pouvant plus retourner à Maulevrier sans se dévouer à la mort, ils cédèrent aux sollicitations des généraux vendéens, et à l'impérieuse nécessité des circonstances. Ils signèrent le traité en leurs noms seulement, et sans compromettre les intérêts de l'armée d'Anjou.

val, et auquel il n'était pas facile d'en imposer sur le sens des mots. Rien ne put fléchir l'obstiné Stoflet. Sans vouloir même discuter les articles du traité, il répondit qu'il n'écouterait aucune proposition avant que Louis XVII eût été installé à Paris sur le trône de ses pères : on était loin d'accorder une pareille demande; cependant, avant d'en venir aux mains, on tenta des moyens de conciliation. Une conférence eut lieu à Vihiers le 2 mars, entre le général et le sieur Jounaut, avocat à Thouars, homme discret, insinuant, et très-propre à persuader l'inflexible royaliste. Cette conférence n'eut aucun résultat, parce que Stoflet exigeait, au préalable de tout traité, la proclamation de Louis XVII. On prit donc le parti de le réduire par les armes. Toutes les troupes disponibles qu'avait la république dans la Vendée, marchèrent sur sept colonnes, et l'assaillirent à la fois.

Le curé de Saint-Laud s'était parfaitement aperçu de la duplicité de ses ennemis, et avait évité le piége tendu à la bonne foi vendéenne; mais il n'avait pris aucune mesure pour résister aux forces immenses dont son parti allait être accablé. Le général Canclaux avait à sa disposition cinquante mille républicains; Stoflet, en réunissant toutes ses ressour-

ces, ne pouvait pas lui opposer plus de douze mille hommes; il comptait du moins sur ce nombre de soldats; mais bientôt une défection presque générale lui apprit qu'il était sans ressources et sans espoir de retarder sa chute.

Huit de ses principaux officiers avaient déjà signé le traité. MM. Bérard, Rostaing, Schéton lui étaient devenus suspects ainsi que la plupart des autres officiers, dont il n'ignorait pas la haine pour sa personne et l'indignation pour ses cruautés; mais il comptait sur l'amitié des paysans qui lui étaient depuis si long-temps entièrement dévoués. Un moment suffit pour le détromper.

La plus grande partie du Bocage ne répondit point à son appel. Le paysan fatigué de la guerre, et irrité surtout de la mort de M. de Marigny, refusa de marcher; l'armée d'Anjou imita en partie cette conduite. Réduit à sa compagnie de chasseurs, et à douze cents fantassins de la division de Maulevrier, il eut à peine le temps de se réfugier dans la forêt de Vesins, où il fut relancé de toutes parts comme une bête fauve.

Dans cette extrémité, le curé de Saint-Laud sent qu'il n'a pas un instant à perdre, et qu'il n'a plus de ressources si l'ennemi connaît toute

sa détresse; il envoie donc dans la nuit un émissaire au général Canclaux pour lui demander une suspension d'armes et une conférence. Celui-ci, qui croyait encore au parti royaliste des ressources immenses, accorda tout ce qu'on lui demanda.

La conférence eut lieu à Varades. Stoflet accepta purement et simplement le traité de la Jaunaie, et reçut deux millions d'indemnités; on s'engagea de plus à lui solder et entretenir un corps de deux mille Vendéens. Ce fut ainsi que le traité reçut son complément, et que Stoflet, d'officier royaliste, devint général soumis à la république, et payé par elle. La Vendée vit avec surprise que tant de malheurs, tant de combats, tant de victoires n'avaient abouti qu'à lui donner une garnison républicaine, commandée par ses propres généraux; les paysans indignés, et auxquels on avait caché les articles secrets, conçurent du mépris pour leurs chefs; l'argent qu'on leur avait donné leur parut le prix d'une trahison, et dès ce moment ces chefs perdirent tout leur crédit.

Le général Canclaux fit de suite passer ses troupes en Bretagne, où les chouans refusaient toute espèce d'accommodemens. A l'aspect du danger ils changèrent enfin de sentimens, et si-

gnèrent à la Mabilais, le 21 avril 1795, un traité basé sur celui de la Jaunaie, mais dont la forme était différente. Les articles secrets furent sans doute les mêmes; mais le traité apparent ne consistait qu'en cinq arrêtés (1) des

---

(1) Je donnerai ici le texte de ces arrêtés, en soulignant les passages les plus captieux.

PREMIER ARRÊTÉ.

Les représentans du peuple près les armées de l'Ouest, etc., etc., etc., envoyés pour l'extinction de la guerre des chouans :

Considérant que la clôture des temples, la destruction du culte, et la persécution contre ses ministres, ont été la principale cause du soulèvement des campagnes, et de la guerre des chouans, et que toute inquiétude à ce sujet doit cesser, au moment où la convention nationale, rendue à la liberté, a rétabli les principes trop long-temps violés, etc., etc., etc.;

Arrêtent :

ART. 1er.

Les autorités civiles et les commandans de la force armée sont chargés d'assurer la plus prompte et la plus entière exécution du décret du 3 ventôse, et des arrêtés des représentans des 24 nivôse, 29 pluviôse, 6 et 23 germinal, etc.

DEUXIÈME ARRÊTÉ.

Considérant que *la réunion des chouans à la républi-*

représentans du peuple, qui paraissaient plutôt accorder des grâces que stipuler des conven-

---

que, en restituant à l'agriculture et à l'industrie des bras qui leur sont précieux, laisse sans moyens pour subsister, des hommes qui n'ont aucun état ni profession, etc.;

Arrêtent :

ART. Ier.

Les chouans qui n'ont aucune profession seront reçus dans *les armées de la république*.

ART. II.

Ceux d'entre eux qui étaient naturels et habitans, avant le mois de mars 1793 (*vieux style*), des départemens dans lesquels s'est manifestée l'insurrection, seront organisés en chasseurs à pied, *et soldés par le trésor public*.

ART. III.

Ces chasseurs n'excéderont pas le nombre de deux mille hommes, *ils seront soumis aux autorités civiles et militaires*.

ART. IV.

Les représentans du peuple les organiseront en compagnies, qui seront réparties et distribuées dans chaque département de leur formation, sans pouvoir être placées ailleurs.

ART. V.

Les chouans, dans le cas de réquisition, resteront dans leurs départemens pour rétablir l'agriculture, et faire revivre le commerce et l'industrie.

tions. Les mots de *soumission aux lois* n'y étaient point épargnés, et l'on peut dire que les

---

TROISIÈME ARRÊTÉ.

Arrêtent :

ART. Ier.

Tous les bons signés par les chefs des chouans, et autres délégués par eux dans les départemens où l'insurrection a éclaté, seront remboursés jusqu'à concurrence d'un million cinq cent mille livres.

ART. II.

Les mesures d'exécution seront prises pour s'assurer de la sincérité des bons qui seront présentés, lors du remboursement.

QUATRIÈME ARRÊTÉ.

Arrêtent :

ART. Ier.

Les chouans *se soumettant aux lois de la république française, une et indivisible*, sont à l'abri de toutes recherches pour le passé.

ART. II.

Il sera accordé des secours et indemnités aux habitans des départemens où l'insurrection a éclaté, dont les propriétés auront été pillées ou dévastées, pour les aider à exister, y rétablir l'agriculture, et y faire fleurir l'industrie et le commerce.

royalistes perdaient, par le texte et la rédaction, ce qu'ils avaient gagné par les conces-

---

ART. III.

Les secours seront communs aux républicains et aux chouans *réunis à la république*.

ART. IV.

Les baux des biens des républicains réfugiés des pays occupés par les insurgés sont annulés, etc., etc.

ART. V.

Les réfugiés, etc., etc., seront indemnisés sur les fonds destinés en secours aux départemens insurgés, du défaut de paiement de leurs fermages touchés par les chefs insurgés, ainsi que de la perte de leurs bestiaux.

QUATRIÈME ARRÊTÉ.

Arrêtent :

ART. 1er.

Les chouans rentrent de fait dans la propriété et possession de tous leurs biens, meubles et immeubles, par *leur soumission aux lois de la république française, une et indivisible*.

ART. II.

Il sera donné mainlevée du séquestre à ceux desdits chouans *rentrés dans le sein de la république*, et inscrits sur la liste des émigrés.

ART. III.

Il sera donné également aux héritiers et enfans des

sions et les avantages qu'ils avaient réellement obtenus. La convention ratifia huit jours après

---

insurgés, condamnés par des tribunaux, sans déclaration du jury, mainlevée du séquestre qui aurait pu être apposé sur les biens tant meubles qu'immeubles des condamnés.

A la Mabilais, près de Rennes, le premier floréal, *l'an 2 de la république une et indivisible.*

Signé GUERMEUR, JARRY, GRENOT, GUEZNO, CHAILLOU, RUELLE, BOLLET, LANJUINAIS, DE FERMON, URBEL.

Voici la copie fidèle des traités secrets, rédigés d'une manière si captieuse, qu'ils ont prouvé, que, dans certaines circonstances, les mots l'emportent sur les choses.

Les républicains convaincus que, après plusieurs années de combats infructueux, ils ne peuvent assujétir ni détruire les royalistes du Poitou et de la Bretagne, sont convenus des articles suivans :

ART. 1[er].

La monarchie sera rétablie.

ART. II.

La religion catholique sera remise dans toute sa splendeur.

ART. III.

En attendant l'époque du rétablissement de la monarchie, les royalistes resteront entièrement maîtres de leur pays; ils y auront des troupes soldées aux dépens de l'état, qui seront à l'entière disposition de leurs chefs.

ces arrêtés, et la paix parut établie sur des fondemens solides.

ART. IV.

Les bons signés au nom du roi et qui ne s'élèvent qu'à quinze cent mille francs, seront remboursés aux frais de l'état; les royalistes garderont en outre tout ce qu'ils ont pris aux républicains.

ART. V.

Les chefs et les soldats royalistes recevront de grosses sommes, pour les indemniser de leurs pertes et de leurs services.

ART. VI.

Non-seulement on ne pourra imputer aux royalistes rien de ce qui s'est passé, mais encore on lèvera tous séquestres de leurs biens, et de ceux de leurs parens condamnés.

ART. VII.

Les émigrés qui se trouvent en Bretagne ou en Poitou, seront censés n'être jamais sortis de France, parce qu'ils s'y sont battus pour le roi.

ART. VIII.

Tous les royalistes resteront armés jusqu'à l'époque du rétablissement du trône. Jusqu'à cette époque, ils seront exempts d'impôts, de milices, et de réquisitions en tout genre.

CHAPITRE II.

Suites des pacifications de la Jaunaie et de la Mabilais. — Vendéens envoyés à Paris. — Comité monarchiste dans cette capitale. — Nouvelle insurrection des chouans. — Le général Hoche est envoyé dans la Vendée. — Son portrait.

Les traités qui venaient d'être conclus avaient tiré la république des bords du précipice où elle était sur le point de tomber. Pressée par les armées étrangères, elle venait d'envoyer contre elles la majeure partie des troupes qui avaient occupé le Poitou, la Bretagne et la Normandie; ce qui avait rétabli ses affaires sur les frontières d'où les ennemis avaient été repoussés. Toutes les routes de l'intérieur étaient devenues libres; l'agriculture et le commerce allaient bientôt vivifier des provinces entières, qui depuis plusieurs années ne rapportaient rien à l'état, et lui coûtaient des sommes immenses. Le chancre politique, qui minait les forces vitales de l'état, venait enfin d'être extirpé. L'armée anglaise, qui depuis long-temps menaçait les côtes de France, et qui avait laissé perdre tant d'occasions favorables de seconder les roya-

listes de la Vendée, et de pénétrer dans le cœur du royaume, ne pouvait plus, après la pacification, faire que de fausses attaques, suivies d'une prompte retraite ou d'une entière défaite. Une somme énorme de cent millions, valeur réelle en numéraire, que coûtait chaque année la guerre civile dans les trois provinces, pouvait, employée contre les étrangers, ouvrir de nouvelles chances en faveur de la république, multiplier ses troupes et ses approvisionnemens, et devenir le gage de plusieurs victoires.

Les Vendéens, au contraire, avaient été entièrement ruinés par ces mêmes traités; la défiance et la discorde s'étaient glissées parmi eux; le contrat d'union qu'avait formé entre tous les royalistes la nécessité d'une défense commune était rompu; les chefs et les soldats n'étaient plus liés entre eux que par des souvenirs; le peu d'hommes armés qui occupaient le pays insurgé, étaient soldés par la république, ce qui leur ôtait la confiance des paysans; leurs généraux étaient eux-mêmes divisés d'opinions, jaloux et mécontens; leur autorité était devenue aussi vaine que leur crédit; les officiers, fatigués d'un joug tyrannique, s'isolaient, se retiraient dans leurs maisons, ou allaient cher-

cher dans les villes républicaines leur sûreté, leur indépendance et leur tranquillité; des trois armées qui avaient défendu la Vendée, il n'y avait plus que quatre mille hommes soldés par les républicains, qui, dans l'oisiveté et le libertinage, perdaient l'énergie que leur avait donnée le malheur, et n'avaient plus de commun avec les paysans, leurs camarades, que le nom de Vendéens.

Tant que Stoflet et les chouans avaient refusé de ratifier le traité de la Jaunaie, on avait eu beaucoup d'égards pour M. Charrette, et l'on n'avait cessé de l'assurer de la complète exécution des articles secrets; mais, après l'entière soumission des royalistes, on commença à le négliger, à le contrarier, et même à lui donner des ordres.

Le général vendéen crut devoir dissimuler; ses yeux étaient dès lors parfaitement dessillés; la mauvaise foi de ses ennemis lui était connue, mais il fallait qu'il en fût convaincu par les faits. Il se borna à envoyer à Paris M. de Guer***, qui eut plusieurs conférences avec le comité de salut public. Ce comité, qui avait pour lui le bénéfice du temps, répondit qu'il s'étonnait de l'impatience du général; qu'il fallait laisser mûrir le projet que l'on avait

conçu, et en remettre l'exécution au terme qui avait été fixé.

L'envoyé rapporta à M. Charrette un écrit signé des membres du gouvernement, portant en substance que les articles secrets dont l'exécution était fixée au 14 juin 1795, auraient ce même jour leur plein et entier effet; que le comité prenait en secret toutes les mesures pour en préparer le succès, et que les sacrifices qu'il convenait de faire, ne l'empêcheraient pas de tenir scrupuleusement sa parole.

Pendant que l'on faisait porter aux royalistes l'assurance de mesures si formelles, ceux-ci, par les agens qu'ils avaient à Paris, savaient d'une manière positive qu'on ne cherchait qu'à les tromper : ils prirent donc le parti d'envoyer deux nouveaux députés, MM. du Chat*** et l'abbé L***.

Dès qu'ils furent arrivés dans la capitale, ils surent, par une voix indirecte, qu'à la suite d'une longue délibération, le comité de gouvernement avait arrêté que l'on ne tiendrait aux royalistes aucune des promesses secrètes qu'on leur avait faites, et qu'à la première plainte que feraient les chefs vendéens et chouans, on prendrait des mesures pour les arrêter tous simultanément au même jour et à la même heure, et pour arracher de leurs mains les piè-

ces originales du traité dont ils étaient nantis.

Depuis la mort de Roberspierre, il s'était formé à Paris un comité secret pour le rétablissement de la monarchie constitutionnelle; les royalistes purs avaient été obligés de s'y réunir, dans l'espérance que, si le roi était une fois proclamé, ils pourraient rappeler sans peine les anciens principes, et rétablir la monarchie sur ses anciennes bases. Le général M*** et un conventionnel étaient alors à la tête de ce comité; ils firent secrètement prévenir les deux émissaires vendéens des mauvaises intentions du gouvernement; ceux-ci en avertirent un des généraux chouans, qui était récemment arrivé de Paris: tous ensemble prirent des mesures pour déjouer la perfidie de leurs ennemis et hâter le rétablissement du trône.

L'insurrection terrible qui se manifesta à Paris dans les journées des 20 et 21 mai (1er. et 2 prairial), paraissent avoir été l'ouvrage du comité monarchiste. On avait voulu soulever les jacobins contre le parti dominant, et profiter de l'anarchie où la France se serait alors trouvée pour écraser les deux partis, et proclamer la monarchie.

Ce comité avait pris ses mesures avec tant d'adresse, que les jacobins en furent les dupes,

et que tout le poids de l'orage retomba sur eux. Le parti des républicains, après sa victoire, fit arrêter douze députés jacobins. La populace des faubourgs de Paris, si redoutable dans les premières années de la révolution, vaincue et terrassée par la fermeté, démontra, avec la dernière évidence, la vérité de ce principe, que le peuple est, par sa nature, timide et rampant, et qu'il n'est terrible que pour les bons et formidable que pour les faibles.

Dans une révolte qui avait eu lieu à Paris deux mois auparavant, le gouvernement avait confié le commandement de la force armée au général Pichegru, lié au parti monarchique; à la dernière, il lui avait retiré le pouvoir pour le confier au général Delmas; ce qui porte à croire qu'il eut quelques soupçons de la vérité, mais qu'il n'osa pas l'approfondir, de peur qu'en accusant les royalistes il ne rallumât la guerre civile à peine éteinte, et ne retombât entre les mains des Roberspierristes, ses plus cruels ennemis.

Aux révoltes de la capitale se joignaient des alarmes non moins sérieuses, qui faisaient sentir bien vivement à la convention que son pouvoir ne pouvait plus se maintenir, et qu'un changement dans le gouvernement devenait in-

dispensable. Le premier ministre d'Angleterre, M. Pitt, résolu de pousser avec plus d'énergie et de vivacité la guerre contre les jacobins, venait d'obtenir du parlement la formation de plusieurs régimens d'émigrés destinés à seconder les chouans et les Vendéens, et à rallumer la guerre civile que l'on avait eu tant de peine à assoupir pour quelques momens; ces régimens d'émigrés devaient être suivis d'une armée anglaise de vingt-cinq mille hommes, commandée par le lord Moira, que les Vendéens ont si long-temps comparé au temporiseur Fabius.

Quoique ces secours ne pussent être prêts de long-temps, les émissaires de M. Pitt, en les annonçant aux Vendéens et aux chouans, avaient ranimé leur courage, et les avaient disposés à prendre les armes et à tenter de nouveaux efforts : les chouans, surtout, moins fatigués de la lutte sanglante qui avait eu lieu depuis trois ans entre les royalistes et les jacobins, se montrèrent empressés de rentrer dans l'arène des combats.

La convention, effrayée de cette nouvelle levée de boucliers, se hâta d'envoyer des renforts en Bretagne et en Normandie; elle destitua le général Moulins, successeur de Rossignol, et nomma, pour le remplacer, le général Lazare

Hoche, sergent aux gardes françaises avant la révolution.

Ce nouveau général joignait à l'intrépidité d'un soldat beaucoup de prudence, de sang-froid et d'astuce; il s'était signalé en Alsace par des combats heureux, et avait sauvé cette province où l'ennemi s'était flatté de se maintenir; violent, ambitieux, altier, rusé, tous les moyens lui étaient bons, pourvu qu'il parvînt à son but; sa feinte douceur et sa clémence ont fait plus de mal aux royalistes de l'ouest que la barbarie de Santerre et des autres généraux jacobins. Né de parens pauvres, qui n'avaient pu lui faire donner une éducation même commune, il n'en avait pas moins de confiance en ses lumières, et se croyait un homme universel: malheur à qui heurtait de front son orgueil! il l'écrasait sans pitié; c'était l'empereur Adrien qui faisait trembler Apollodore, et lui faisait reconnaître qu'un homme maître de trente légions est au-dessus de tous les savans, et ne peut jamais avoir tort (1).

(1) M. P***, ancien professeur à Fontenay, et homme de lettres, après avoir combattu dans la Vendée, s'était rendu au général Hoche, d'après une amnistie que ce dernier avait proclamée. Le général l'honorait de sa

Écraser les chefs, épargner le paysan soumis, tel fut constamment le système de ce général. Le peuple lui sut bon gré d'avoir protégé son culte; les chefs ne lui pardonneront jamais d'avoir employé la corruption pour leur débaucher leurs soldats, et d'avoir su trouver des subterfuges pour laisser violer des capitulations écrites ou verbales, en les interprétant d'une manière captieuse.

L'actif et sévère général, arrivé à son poste, commença par rétablir la discipline, et renfermer ses soldats dans des camps retranchés. Ce derniers n'étaient plus que des pillards, qui couraient en partisans dans les campagnes sans ordre, sans précautions, et sans autre but que celui de s'enrichir. Hoche, en parcourant de nuit tous ses postes, n'avait pas été arrêté par une seule sentinelle. La proclamation qu'il fit

---

bienveillance, et se plaisait beaucoup à converser avec lui. Un jour, dans une question purement littéraire, M. Hoche s'échauffa; dans le cours de la discussion, il lui échappa quelques balourdises que M. P*** eut la maladresse de relever, devant une assez nombreuse compagnie, qui ne put s'empêcher de rire de la vaine prétention du grand homme. L'auteur tomba dans une disgrâce complète. On lui chercha des torts soit réels, soit imaginaires, et peu de temps après il fut fusillé à Fontenay.

à son armée se ressent beaucoup du pathos si fort à la mode alors ; il recommande à ses officiers d'user à la fois de la politique, de la dignité, de la ruse, de la force, de l'humanité, de l'économie, des mœurs ; tous ces mots avaient alors leur signification propre ou figurée : c'était un *argot* dont il fallait avoir la clé.

Le gouvernement attendait beaucoup des soins du nouveau général ; mais celui-ci, contrarié dans ses plans, avec une armée presque entièrement désorganisée, et affaiblie chaque jour par la désertion, ne pouvait réaliser les brillantes espérances que l'on avait conçues de ses talens. La convention, sans énergie alors, et tremblante au bruit des préparatifs qui se faisaient en Angleterre pour envahir les provinces de l'Ouest, crut ne pouvoir mieux faire que de chercher à gagner quelques chefs de chouans : de nombreux émissaires furent envoyés de tous côtés ; quelques-uns d'eux n'obtinrent que trop de succès.

La pacification avait, comme je l'ai déjà dit, mécontenté les deux partis ; les royalistes et les jacobins criaient également à la trahison ; des deux côtés on avait agi avec mauvaise foi. Les conventionnels profitaient du moment de calme pour fraterniser avec les Vendéens, pour

les aigrir contre leurs chefs, et leur faire chérir la paix trompeuse qui les avait rendus à leurs travaux agricoles. Leur but, après s'être assurés des paysans, était de faire main-basse sur les chefs; de son côté M. Charrette entretenait une correspondance secrète avec le Roi, qui était alors à Vérone, et s'apprêtait à recommencer la guerre à la première occasion favorable; il faisait solliciter d'une main active le roi d'Angleterre et monseigneur le comte d'Artois, pour que l'expédition projetée débarquât plutôt en Poitou qu'en Bretagne; M. de Puysaie l'emporta : le général vendéen, outré de cette préférence, dit hautement, assure-t-on, qu'il saurait jouer l'Angleterre comme il avait joué la convention; on peut dire, si ce propos est vrai, qu'il ne joua jamais ni l'une ni l'autre. Le marquis de Rivière, envoyé pour réconcilier MM. Charrette et Stoflet, les réunit au quartier général de M. Sapinaud : ces deux généraux, après quelques explications, s'embrassèrent sans s'aimer davantage. Le malheureux Delaunay, commandant de la division des Sables, fut sacrifié à cette feinte réconciliation; il fut livré à M. Charrette qu'il avait offensé (1), et massa-

---

(1) M. Delaunay a passé dans la Vendée pour un aven-

cré par des soldats à coups de sabre dans la maison, et en présence de M. de Couëtus, dont les sollicitations les plus énergiques devinrent impuissantes; M. Allard remplaça M. Delaunay dans le commandement de la division des Sables; on ne pouvait choisir un meilleur officier.

Outre les émissaires que M. Charrette avait auprès du gouvernement français, on envoya MM. de Béjarry et de Scépeaux, qui étaient spécialement chargés de prendre des rensei-

turier. Il prétendait être le parent de l'ancien gouverneur de la bastille en 1789, mais personne ne voulait le croire sur sa parole. Fait prisonnier auprès de Fougères, lors du passage de la Loire, il avait eu l'art d'échapper à la mort. Protégé par MM. Allard et Sapineau, il s'était battu pour la cause royale, avec valeur, à la Flèche et à Dol. Avant la bataille de Savenay, il avait passé la Loire avec ses deux protecteurs, et avait offert ses services à M. Sapineau, auquel il paraissait d'autant plus attaché, qu'il était amoureux de sa sœur.

Mal accueilli dans ses prétentions, il avait été présenté à M. Charrette, qui l'avait accueilli avec bonté. Le nouveau venu, adroit et intrigant, n'avait pas tardé à aigrir les haines, et à semer la discorde entre les chefs Vendéens. Il avait été le principal auteur de la mort du brave Joly, dont il avait, dit-on, massacré la femme, et

gnemens sur les dispositions hostiles qui se manifestaient du côté de la Bretagne.

Tout en effet annonçait la prompte reprise des hostilités : tous ceux des bleus, qui, sur la foi du traité, paraissaient en habit uniforme dans la Vendée, étaient maltraités et dépouillés par les paysans. Pour protéger les républicains, le général Canclaux fit établir un camp à la Mothe-Achard. Peu de temps après M. Allard, avec quatre-vingts soldats vendéens, fut arrêté, conduit aux Sables, et

---

obtenu la dépouille. Après la pacification de la Jaunaie, qu'il avait refusé de signer, il s'était élevé contre M. Charrette, l'avait peint comme un traître, et avait cherché à le faire proscrire, pour usurper sa place. Le prompt retour du général, et la dispersion des conjurés, l'avaient forcé de se réfugier en Anjou. Sa mort parut juste et nécessaire : tant d'ingratitude et d'ambition devaient enfin recevoir un juste châtiment; mais la manière arbitraire dont il fut jugé, la barbarie que l'on mit dans l'exécution de la sentence, révoltèrent les esprits déjà indignés contre l'un des juges de MM. de Marigny et Joly. Sans plaindre la victime, on accusa le général de despotisme. Quelques Vendéens ont prétendu que M. Delaunay était hermaphrodite; ils n'en apportent d'autres preuves qu'une voix grêle et féminine et des formes peu viriles.

transféré à Saumur; un conseil de guerre se rassembla deux mois après pour le juger; il fut absous. Il alla ensuite trouver le général Hoche, qui le fit arrêter et juger sur les mêmes faits; trois de ses juges conclurent à la mort, les six autres ne le condamnèrent qu'à la réclusion jusqu'à la paix.

Cependant M. Charrette reprend les armes et organise son armée. Sur ces entrefaites MM. Cormatin, Jarry, Solilhac, et plusieurs autres officiers chouans sont arrêtés à Rennes. A cette nouvelle, tous les royalistes de la Bretagne et de la Normandie courent aux armes, et se lèvent spontanément le 1er. juin 1795. Je parlerai, dans un autre endroit de cette guerre, de l'expédition de Quiberon, de la défaite des émigrés, et des barbaries qui furent la suite de la victoire des républicains. Je me hâte de terminer ce qui regarde la guerre de la Vendée, que je distingue ici de celle des chouans, pour éviter la confusion qui pourrait résulter du récit de tant d'événemens divers.

CHAPITRE III.

Nouvelle guerre. — Proclamation de M. Charrette. — Ses victoires. — Expédition de l'île d'Yeu.

PENDANT que les Bretons et les Normands couraient aux armes, M. Charrette rassemblait, dans son camp de Belleville, douze mille Vendéens bien armés. Le général Canclaux l'envoie sommer, par un capitaine suivi d'une escorte, de remettre ses munitions et ses armes : le fier Vendéen, indigné, renvoie l'ambassadeur sans réponse, et fait désarmer l'escorte qu'il retient en prison; bientôt après il attaque le camp retranché des Essarts, l'emporte, et fait prisonniers tous ceux qui ont échappé au fil de l'épée; son frère, Henri Charrette, digne de son aîné, bat un nombreux détachement de bleus à Palluau, et leur enlève un convoi considérable qu'il conduit à Belleville.

Le 26 janvier 1795, M. Charrette fit imprimer et distribuer son manifeste dans toute la Vendée, d'où il se répandit dans toute l'Europe. « La convention, dit-il, a violé toutes ses promesses : elle devait rétablir le trône, rappeler

les émigrés, proclamer Louis XVII; au lieu de tenir sa parole, elle vient d'empoisonner le jeune roi au temple, de faire arrêter en Bretagne plusieurs chefs royalistes; ses armées ont violé le territoire de la Vendée, et on fait fusiller plusieurs officiers vendéens; les royalistes n'ont qu'à se rallier autour du drapeau sans tache, et à mourir, s'il le faut, pour leur Dieu et pour leur Roi. »

Telle est la substance de cette proclamation, qui fit moins d'effet dans la Vendée que le géral n'en avait attendu : il avait beaucoup perdu de son crédit depuis la pacification; la plupart de ses officiers le craignaient, quelques-uns le haïssaient; les paysans, redevenus agriculteurs, ne voulaient plus de guerre, et ne pouvaient concevoir pourquoi on voulait les faire battre : « Charrette, disaient-ils, a fait la paix sans notre participation; que demande-t-il donc aujourd'hui? Nous nous battrons quand nous aurons un prince à notre tête. »

Par une fatalité que l'on ne saurait trop déplorer, au moment où M. Charrette relevait l'étendard de l'insurrection, l'obstiné Stoflet se prononçait plus fortement que jamais pour la continuation de la paix; il ne voyait pas que la désunion des deux parties de la Vendée allait

entraîner leur perte commune; aveuglé par sa haine et son ambition, il donnait tête baissée dans le piége qu'on lui tendait, et fermait l'oreille à toute espèce de remontrances. Le conseil royal, établi à Paris, fit en son nom un vigoureux manifeste, où il établissait que par les articles secrets du traité de la Jaunaie, le comité de salut public s'était engagé à rétablir le trône avant le 1er juillet, et à faire conduire dans la Vendée Louis XVII et sa sœur; il se borna à ne pas désavouer cette pièce et resta dans le plus profond assoupissement.

Cette inaction abattit le courage de M. Charrette, qui resta près d'un mois sans tenter aucune expédition importante, quoiqu'il n'eût pas alors dix mille bleus à combattre, la majeure partie de l'armée de l'Ouest ayant rejoint le général Hoche en Bretagne.

Cependant l'expédition, annoncée depuis si long-temps avec tant de bruit et d'appareil par les ministres anglais, venait enfin de débarquer, le 27 juin, dans la presqu'île de Quiberon. Je parlerai ailleurs du résultat de cette entreprise, et des fautes sans nombre qui furent commises alors, tant dans le plan que dans l'exécution; je me bornerai à dire ici que, si

cette armée avait débarqué sur les côtes du Poitou, elle aurait presque infailliblement échappé au désastre horrible dont la France se ressent encore aujourd'hui.

Pour se venger d'une capitulation violée et du massacre des émigrés, M. Charrette usa des plus cruelles représailles; il fit fusiller une partie des prisonniers qu'il avait en son pouvoir, comme si ces malheureux eussent été coupables des fautes des représentans et des généraux bleus, et comme si une armée catholique et royale devait prendre pour modèle une armée de désorganisateurs jacobins. Cette rigueur, qui fut en pure perte, et qui ne sauva pas la vie à un seul émigré, fut détestée de presque tous les Vendéens.

Les Anglais n'avaient débarqué à Quiberon que des Français émigrés ou déserteurs; l'armée anglaise du lord Moira était encore toute entière; on l'avait même grossie de plusieurs régimens de cavalerie; on résolut de la faire débarquer sur la côte du Poitou; le comte d'Artois, les ducs d'Angoulême et de Bourbon devaient se mettre à la tête de l'expédition, et faire leur jonction avec les armées vendéennes; on devait en outre faire passer dans la Vendée un convoi considérable de cartou-

ches, de fusils, de canons, d'effets d'équipement, avec une somme de 400,000 francs.

Le jour du débarquement fut fixé au 12 août, et au port Saint-Gilles. MM. Charrette et Sapineau assemblèrent une armée de quinze mille hommes, et se portèrent sur la côte où l'escadre anglaise venait de jeter l'ancre. Trente chaloupes mènent à terre les objets qui faisaient partie du convoi; les républicains veulent les enlever, ils sont battus à Soulans. Le convoi entra à Belleville, porté sur plus de soixante charrettes. Dans le même temps le général y reçut le cordon rouge et le brevet de lieutenant général. L'agent du comte d'Artois partit ensuite de Belleville, et se rendit en Anjou auprès de Stoflet, qu'il trouva peu disposé à reprendre les armes.

La flotte qui avait paru sur la côte avait annoncé l'arrivée de l'armée anglaise : elle devait débarquer le 3 septembre : les princes devaient être à la tête des troupes. Le comte d'Artois s'était en effet embarqué, le 25 août, à Portsmouth avec une foule d'émigrés, mais on était loin d'être d'accord sur le point où l'on devait descendre.

Après avoir long-temps erré sur les côtes de Bretagne, la flotte se rendit enfin sur celles du Poitou. Elle feignit d'attaquer Noirmou-

tiers : après une simple sommation faite au commandant de l'île, le commodore Warren se retira sans même tirer un seul coup de canon.

Le 29 septembre, cet officier fit débarquer dans l'île d'Yeu, quatre mille Anglais et neuf cents émigrés. Le 2 octobre, M. le comte d'Artois y débarqua avec un brillant état major. Le major anglais, Doyle, commandait cette armée, dont on avait si long-temps effrayé la convention, et que l'on avait représentée depuis deux ans aux royalistes sous les plus magnifiques couleurs; c'était la montagne qui avait enfanté une souris.

Malgré la modicité de ce renfort, la présence de monseigneur le comte d'Artois, de monseigneur le duc de Bourbon, et d'une foule de braves émigrés pouvait ranimer la Vendée, rallier sous l'étendard royal toutes les provinces de l'Ouest, et terrasser le colosse anarchique; mais la Vendée ne tira pas même de cette expédition ce précieux avantage : bien loin de tenter l'offensive, le major anglais, quoique entouré d'une flotte formidable, feignit d'avoir les craintes les plus sérieuses; il fit construire dans l'île deux forts qu'il hérissa de canons.

Cependant monseigneur le comte d'Artois, impatient de rejoindre l'armée vendéenne, avait envoyé un émissaire à M. Charrette, avec l'ordre de porter en avant sur les bords de la mer toutes ses forces disponibles; le général vendéen obéit, et se porta le 10 octobre vers la Tranche, avec les quinze mille hommes qu'il avait rassemblés. Un émigré vient lui dire que les Anglais ont jugé à propos de différer le débarquement; le général exhale son indignation en reproches: « *Cette comédie que l'on joue*, s'écrie-t-il, *me sera funeste; je suis, dès ce moment, dévoué à une mort certaine.* »

En se retirant, la rage dans le cœur, il tombe avec son armée sur le camp de Saint-Cyr. Quatre cents républicains se barricadent dans une église, et s'y défendent avec le courage du désespoir. Sans artillerie, il était impossible d'y pénétrer; cependant les Vendéens s'obstinent à une attaque insensée : la garnison de Luçon vient au secours des bleus : il faut prendre la fuite après avoir perdu trois cents hommes et trois officiers du premier mérite, MM. de la Voute, de la Grossetière et Guérin. Ce dernier était l'Achille de l'armée de Charrette; il commandait la division de Retz; on ne put le remplacer. Les paysans découragés se retirent

dans leurs chaumières en murmurant contre les Anglais, qui empêchaient leurs princes de venir jusqu'à eux. La plus grande partie de ces braves étaient décidés à n'en plus sortir : « *On nous abandonne,* s'écriaient-ils ; *les bleus nous laissent paisibles : pourquoi nous battre encore? notre mort serait inutile.* »

La nouvelle du départ des Anglais et des princes de l'île d'Yeu acheva d'abattre tous les courages ; l'hiver approchait, et ôtait tout espoir de secours ; on ne pouvait plus compter sur les Anglais ; il ne restait plus qu'à mourir, sans même avoir l'espérance de vaincre.

Une autre nouvelle, plus terrible encore, vint mettre le comble au désespoir des royalistes. La convention, après avoir signé la paix avec l'Espagne, faisait filer sur la Vendée quarante-six mille hommes de troupes de ligne, commandés par des chefs habiles ; le général Canclaux, appelé ailleurs, avait pour successeur le général Hoche, encore tout rayonnant de la gloire qu'il venait d'acquérir à Quiberon, et à qui l'on conservait en outre le commandement des deux armées avec lesquelles il avait combattu les chouans.

Cent quarante mille hommes, cent pièces de canon, un général habile, secondé par les meil-

leurs officiers généraux qu'eut alors la France, tels étaient les obstacles que M. Charrette avait à vaincre pour rétablir la monarchie ; il n'avait à leur opposer que dix mille hommes découragés. On ne peut trop s'étonner comment il put se soutenir quelque temps contre des forces si formidables; la France et l'Europe entière crurent qu'il allait être écrasé du premier choc; cependant il résista pendant cinq mois à tous les efforts de ses ennemis, à la trahison de quelques-uns de ses camarades, à l'abandon même de ses soldats. Nouvel Antée, il se relevait de toutes ses chutes, et le lendemain de la plus entière défaite il paraissait plus formidable que jamais.

Après avoir rassemblé toutes ses forces, le général républicain marche droit à Belleville : M. Charrette n'ose l'y attendre ; il dissémine ses forces avec ordre d'attaquer les derrières de l'ennemi, et de lui couper les vivres; lui-même se porte avec deux divisions à Saint-Denis, et attaque avec vigueur l'arrière-garde républicaine, l'entame et la met en désordre : le corps d'armée vient au secours, le Vendéen se retire dans la forêt de Gats; un de ses officiers attaque le général Bonnaud près de Montaigu, et se retire après un combat indécis.

Dans un danger si pressant, M. Charrette envoya un grand nombre d'émissaires aux chouans, et aux armées du centre et d'Anjou pour demander de nombreux renforts, ou solliciter du moins de puissantes diversions. M. de Bourmont, à la tête de mille chouans, s'ébranle aussitôt, et se porte sur Saint-Sulpice, près Candé; il tombe dans une embuscade, et, après un long combat, il est obligé de rentrer dans ses quartiers, laissant sur le champ de bataille quatre cents soldats et cinq officiers. M. de Lanson de la Roulière fut tué, et M. de Rangot fut laissé pour mort sur le champ de bataille.

Cependant M. de Sapineau rassemble en secret son armée, et tombe sur Mortagne: la garnison, et l'adjudant général Boussard, commandant de la place, sont passés au fil de l'épée; le général Willot accourt avec une division de l'armée d'Espagne, et force M. de Sapineau d'abandonner sa conquête. Celui-ci est ensuite battu à Saint-Fulgent et aux Herbiers: Stoflet de son côté, sollicité par quelques émigrés, veut former un rassemblement; mais, bientôt intimidé par les menaces de Hoche, il cède avec bassesse, demande grâce, l'obtient, va trouver le général au Mans, en reçoit une

vive mercuriale, et finit par demander que l'on organise l'Anjou sur le pied des pays soumis à la république. Le fier curé de Saint-Laud partagea, et peut-être conseilla tant de soumission et de bassesses; il se rendit médiateur entre MM. Hoche et Sapineau. Ce dernier mit bas les armes, rendit les déserteurs, et consentit à sortir de France. A ces conditions on lui permit de se retirer sain et sauf; le traité fut signé le 13 décembre 1795.

Le général Hoche parcourait toute la Vendée sans trouver de résistance : flatter les prêtres, les gagner par des présens, protéger la religion, solliciter les paysans, saisir les bestiaux et les grains des rebelles, les leur rendre à leur première soumission, renvoyer tous les soldats prisonniers, exterminer les officiers, répandre partout des proclamations pacifiques, payer des espions dans tous les villages, semer la défiance et la discorde entre les royalistes, ne donner aucun repos à ses troupes, les faire circuler sans cesse dans tous les coins de la Vendée, tenir dans le centre une armée supérieure à toutes les forces des insurgés, tels furent les moyens qu'employa ce général pour terminer la guerre civile.

L'infortuné Charrette, accablé par tant de

forces, ne sait plus où trouver un asile. Renfermé dans un espace de dix lieues carrées, il sent qu'il est perdu; mais, toujours intrépide, il n'écoute aucune proposition de paix, et veut mourir les armes à la main.

La trahison environnait de toutes parts ce valeureux capitaine. Des femmes, des prêtres, des officiers même de son armée, gagnés ou séduits par l'astucieux Hoche, lui avaient vendu leur opinion, leur honneur, et s'étaient mis au rang de ses espions. Quelques-uns de ses confidens avaient osé traiter sans sa participation avec les bleus : indigné de leur conduite, il leur adresse les reproches les plus sanglans, et leur donne le nom de traîtres et de lâches : « *Ah! sans la trahison*, s'écrie-t-il, *je me défendrais contre toutes les forces de la république; je puis encore battre les bleus, mais non triompher de mes Vendéens.* » Rassemblant tous ses soldats, il les harangue, les rassure, fond avec eux sur une colonne républicaine, la disperse, tombe sur les deux camps de l'Oie et des Quatre-Chemins, les emporte, en fait passer les défenseurs par le fil de l'épée, enlève un convoi à l'ennemi, et rentre triomphant dans son ancien camp de Belleville, après avoir tué ou dispersé plus de dix mille républicains.

Le général Hoche, lui-même, fut frappé d'admiration, en voyant la vigueur que déployait encore un homme qu'il croyait terrassé. Au lieu d'employer la force pour arrêter ses progrès, il a recours à la ruse et à la corruption. Bientôt ses nombreux agens parviennent à débaucher à M. Charrette une partie de ses soldats et de ses officiers. La division de Retz, la plus brave de son armée, l'abandonne et se disperse. Il avait perdu dans les derniers combats MM. Prudent de la Roberie, Thouzeau, Pajot, et une foule de braves; ceux qui lui restaient, penchaient presque tous pour la paix, et n'étaient retenus dans son camp que par la honte d'abandonner leur général : jamais position n'avait été plus alarmante que celle où il se trouvait. Un événement qui fit ouvrir les yeux à ses officiers retarda quelque temps sa chute.

M. de Couétus était son premier lieutenant, et l'officier général le plus accrédité de son armée : à la tête des partisans de la paix, il avait déjà eu en secret quelques pourparlers avec les bleus, qui lui avaient offert une grâce entière, mais qu'il avait refusée, parceque, fidèle et loyal, il ne voulait passe sauver sans son général; dans une tentative qu'il avait voulu faire près de

Challans, pour s'aboucher avec l'ennemi en qualité de parlementaire, l'officier républicain l'avait laissé approcher, et l'avait ensuite arrêté comme ennemi malgré toutes ses réclamations. Ce général avait en vain observé que l'on ne pouvait avoir aucun doute sur ses intentions, puisqu'il s'était présenté devant le camp accompagné d'un seul officier; on n'avait pas voulu l'entendre, et on l'avait fait fusiller après l'avoir fait juger, pour la forme, par un conseil de guerre. Son supplice, en effrayant ses partisans, les avait décidés à se battre jusqu'à la mort, et à rester attachés au sort de M. Charrette.

Le général Hoche, furieux de voir la guerre traîner en longueur, avait réuni toutes ses forces pour porter un coup décisif. Comme il marchait vers Belleville, il apprit que M. Charrette en était sorti depuis trois jours, et qu'il avait pris la route de l'Anjou pour rejoindre Stoflet, et le décider à reprendre les armes. Une pareille jonction pouvait avoir pour la république une issue funeste; la grande armée pouvait renaître de ses cendres, et chasser les républicains du territoire insurgé : le général républicain était dans des transes continuelles,

quand il apprit que Charrette, battu près de Montaigu, venait de rentrer dans son camp de Belleville. Au moment qu'il se réjouissait de cette bonne nouvelle, il en apprit une autre qui le replongea dans ses premières terreurs.

CHAPITRE IV.

Inutilité des efforts de Stoflet pour assembler une nouvelle armée. — Sa mort. — Derniers exploits et mort de Charrette. — Son éloge. — Rétablissement de la tranquillité dans toute la Vendée.

Stoflet, après avoir hésité long-temps, venait enfin de reprendre les armes. Il avait cédé aux ordres des princes qui lui avaient envoyé la croix de Saint-Louis et le brevet de lieutenant général, et aux insinuations du curé de Saint-Laud. Ce dernier lui avait composé une très-belle proclamation, qui fut imprimée et distribuée dans tout l'Anjou; mais il ne lui avait fait prendre aucune mesure pour recommencer la guerre avec quelque espoir de succès. Tous les paysans étaient mécontens : depuis que les bleus les avaient laissés paisibles, et avaient protégé la religion et les prêtres, ils s'étaient hautement prononcés pour le maintien de la tranquillité. « *On a fait la paix sans nous*, disaient-ils; *qu'on fasse donc aujourd'hui la guerre sans nous !* »

D'un autre côté, le peu d'officiers généraux qu'avait conservés l'armée d'Anjou, étaient

presque en guerre ouverte avec les émigrés rentrés dans la Vendée. Ceux-ci, fiers et hautains, méprisaient des officiers paysans ou bourgeois. Ils n'entendaient rien à cette guerre, et voulaient commander à des hommes éprouvés dans plus de cent combats, et infiniment plus capables et plus connus. Le plus mince sous-lieutenant, en 1789, revenu d'Angleterre, voulait d'abord être officier général, et avoir voix délibérative dans le conseil. Il croyait faire grâce au garde-chasse Stoflet de lui laisser le commandement. Jusqu'alors l'égalité avait régné dans la Vendée; le mérite seul avait eu droit aux distinctions et aux emplois; mais, depuis l'arrivée de ces nouveaux venus, tout avait changé de face; on ne s'informait plus des exploits d'un officier, mais de sa naissance: des airs de hauteur, un ton plein de morgue et de dédain avaient établi une barrière insurmontable entre les nobles et les bourgeois. Tous se haïssaient, se dédaignaient, et cherchaient plutôt à se nuire qu'à faire cause commune. Le général s'était fortement prononcé en faveur de ses anciens camarades; mais le curé de Saint-Laud flottait, incertain, entre les deux partis, et, par ses ménagemens politiques, les offensait également tous les deux.

Tout ainsi présentait dans l'Anjou l'image d'une décadence prochaine.

Dans une position si accablante, il n'y avait, pour le général et son conseiller, qu'un parti à prendre, celui de passer en Angleterre, et de se réserver pour des temps plus favorables. Tous deux ou manquèrent de discernement, ou comptèrent sur des secours qui leur furent refusés. Ils espéraient être soutenus par les chouans et par M. Charrette; ils comptaient aussi sur une armée anglaise qui devait forcer Paimbœuf et s'emparer de Nantes; mais ces vaines promesses n'auraient point aveuglé des hommes sages, pour qui le maintien de la paix était devenu indispensable, dans un moment où le danger était inévitable, et les ressources du moins incertaines. Je ne répéterai point ici les bruits qui coururent alors, que cette nouvelle levée de boucliers avait été l'ouvrage d'une intrigue et l'effet d'un calcul.

Cette insurrection n'eut d'autre effet que de retarder la ruine des chouans et celle de M. Charrette; on peut dire qu'elle ne troubla pas même la tranquillité de la Haute-Vendée; tant elle fut mal concertée!

Le 24 janvier 1796, Stoflet, après avoir fait afficher partout sa proclamation, donna des

ordres pour un rassemblement de dix mille hommes. Les paysans refusèrent positivement de marcher ; on voulut user de contrainte ; ils employèrent les menaces, et dirent hautement qu'ils casseraient la tête au premier qui leur parlerait de guerre. Au lieu de dix mille hommes, Stoflet put à peine en assembler quatre cents. Cependant le général Hoche accourait à marches forcées avec une forte armée. Le 28 janvier, il était rendu à Chemillé. Les paysans ne s'opposèrent point à son passage ; aussi les accueillit-il avec des caresses, leur donna-t-il de l'argent et des promesses, et défendit-il tout pillage à ses soldats. Cette adroite conduite lui réussit au-delà de ses espérances.

Non-seulement les Angevins ne firent aucune résistance, mais quelques-uns furent assez lâches pour jouer le rôle d'espions, et se mettre aux gages des républicains.

Abandonné des siens, poursuivi par des ennemis acharnés à sa ruine, Stoflet, indécis et irrésolu, ne sait plus quel parti prendre. Il envoie un émissaire chargé de renouer l'ancien traité. Un paysan s'offre à le livrer ; Hoche accepte la proposition. Bientôt ce général est cerné dans une métairie, près de la Poitevinière. Il cherche à se faire tuer, et n'en peut

venir à bout ; on le désarme, on l'enchaîne ; on le conduit à Angers. Une commission militaire établie dans cette ville se hâta de le juger ; il fut fusillé le lendemain, avec un Allemand qui n'avait pas voulu l'abandonner. Son dernier cri fut *Vive le Roi !* Son dernier regret fut sans doute d'avoir été l'un des bourreaux de l'infortuné Bernard de Marigny.

Le curé de Saint-Laud, et la plupart des officiers de l'armée d'Anjou, parvinrent à se cacher, ou à rejoindre les chouans. Il n'y en eut que quatre qui tombèrent entre les mains des bleus ; ils furent de suite mis à mort. On regretta surtout deux braves, MM. Nicolas et Guignard, qui furent vendus et livrés à des hommes qui mettaient la corruption au premier rang de leurs moyens de succès.

La guerre fut aussitôt terminée par la mort de Stoflet. On peut dire que lui seul s'était soulevé ; la Haute-Vendée étant restée immobile, et n'ayant joué dans cette lutte intempestive que le rôle de spectatrice. On plaignit son malheur ; mais beaucoup de gens ne furent pas fâchés d'être débarrassés d'un homme dur et inflexible, qui n'avait su faire ni la paix ni la guerre, et dont le rôle était devenu inutile.

Après avoir soumis la Haute-Vendée, le

général Hoche marcha avec son armée contre M. Charrette, déjà trop faible contre les troupes qui lui étaient opposées, quoiqu'il eût encore des forces redoutables avec lesquelles il portait partout la terreur. Un émissaire de ce général fut chargé de lui offrir nn million, et un vaisseau qui le conduirait en Angleterre. Rien n'était plus avantageux que cette proposition. Les Vendéens ne voulant plus se battre, il était impossible de soutenir la guerre plus longtemps. Des temps plus heureux pouvaient offrir un jour des chances plus favorables, et fournir au général royaliste l'occasion de rentrer avec des forces imposantes. M. Charrette, vainement sollicité par tous ses officiers, demeura inflexible, et répondit qu'il voulait mourir dans la Vendée.

Le général, étonné de tant de grandeur d'âme, ou si l'on veut d'obstination, eut recours à ses moyens ordinaires. Il caressa le paysan, poursuivit les chefs à outrance, reçut la soumission de chaque paroisse, solda des espions, et fit marcher toutes ses colonnes. Les jeunes Vendéens réquisitionnaires, craignant de partir pour des guerres lointaines, étaient cachés dans les forêts; il les rappela, les rassura, et leur donna à tous des congés défini-

tifs. Il les gagna si bien, que quelques-uns se mirent à ses gages, et lui livrèrent tous les officiers qu'ils purent prendre, quoique ces malheureux fussent aussitôt fusillés.

Des femmes et des prêtres, devenus aussi espions du général, lui découvrirent des canons, des caissons, des munitions de toute espèce. Quatre officiers généraux, MM. Le Moëlle, Caillau, Beaumel et d'Abbayes se trouvaient alors dans une métairie, près Saint-Vincent-sur-le-Lay. Dénoncés par des espions, ils sont enveloppés par cent bleus. Les trois derniers, qui étaient alors dans le jardin, se font un passage l'épée à la main, à travers l'ennemi. M. Le Moëlle, resté dans la maison, n'a que le temps de fermer la porte et de se barricader. Il se défend pendant deux heures; quand il a épuisé ses cartouches, il s'élance le sabre à la main sur les bleus qui n'osent l'approcher, et tombe percé de plus de quinze balles, après avoir tué ou blessé plus de dix ennemis.

Peu de jours après, M. d'Abbayes fut livré aux bleus, et fusillé. De toutes parts on voyait des soldats vendéens, et même des officiers, qui venaient déposer leurs armes et faire leur soumission à la république : quelques-uns mêmes

se joignirent aux guides, et dirigèrent les colonnes ennemies.

M. Charrette, lui-même, trahi par des lâches, fut surpris le 21 février 1796, à Froidefond, par huit cents bleus. A la tête d'environ deux cents hommes, il se battit avec la plus grande intrépidité; contraint à faire retraite, et blessé assez dangereusement, il était sur le point d'être pris, quand quinze braves, se dévouant pour le sauver, tinrent ferme dans un chemin creux, et lui donnèrent le temps de s'échapper : presque tous y perdirent la vie. On regretta surtout M. Charrette, frère du général, arrivé récemment d'Angleterre, plein de valeur et de talens militaires, et MM. de la Jaille, Cailleau et Beaumel.

Depuis cette journée, le général vendéen, blessé et harassé, n'eût pas un seul moment de repos. Relancé comme un cerf, de forêts en forêts, il trouva une dame généreuse qui lui offrit un asile assuré dans un souterrain impraticable. Il y eût été à couvert de ses ennemis; mais il refusa cette offre, sous le prétexte qu'il ne devait pas abandonner ses compagnons.

Il cherchait la mort, et il ne tarda pas à la trouver. Environné de toutes parts dans un bois,

près de Saint-Sulpice, il échappe d'abord à ses ennemis; mais bientôt après il rencontre la colonne commandée par l'adjudant-général Travot. Un Allemand, qui le suivait, voulut en vain le sauver, en se faisant passer pour lui. Trahi par un déserteur, il tomba entre les mains de Travot, qui le conduisit à Nantes. Sans respect pour ses blessures, et l'état d'épuisement où il était, on le promena dans cette ville au bruit d'une musique militaire : après cette douloureuse promenade, il fut condamné à mort. Il marcha au supplice avec la fermeté d'un héros, et donna lui-même aux soldats le signal de son trépas. Ainsi était tombé l'infortuné Bernard de Marigny.

Telle fut la fin de ce valeureux capitaine, qui, avec une poignée d'hommes, avait si long-temps balancé les destins d'une formidable république. Invincible à la tête des Vendéens, il ne fut vaincu que lorsqu'ils l'abandonnèrent. La trahison seule put abattre ce colosse, que cent mille républicains n'avaient pu renverser. Aussi admirable dans ses défaites que dans ses victoires, il a créé un genre de guerre ; et jusqu'à ce jour, dans les autres guerres civiles, au sein même de la Vendée, il n'a pas trouvé un seul imitateur. Son ambition et ses haines secrètes

contre les chefs de la grande armée, furent souvent funestes à son parti; mais la plus grande faute qu'il ait commise, c'est de n'avoir pas accepté le vaisseau qu'on lui offrait, et d'être mort sans utilité pour la cause sacrée qu'il défendait. On l'a comparé aux Scipion, aux Fabius, et aux plus grands capitaines de l'antiquité; mais ces comparaisons ne lui sont point applicables. C'est le Jugurtha qui fatigua si long-temps, dans les montagnes de l'Afrique, les plus formidables armées romaines. Il était comme lui, brave, ambitieux, rusé, endurci à la douleur, jaloux du commandement, cruel dans l'accès des passions, inépuisable à se créer des ressources, aussi formidable après une défaite qu'après une victoire; actif, infatigable, constant dans l'adversité, inébranlable à la vue de la mort. Comme Jugurtha, il ne succomba que sous la trahison; il fut livré par des traîtres à ses ennemis; et, par un dernier trait de ressemblance, un nouveau Marius s'appropria les lauriers de Sylla.

Après la mort de MM. Stoflet et Charrette, il n'y eut plus de guerre civile dans la Vendée. Le général Hoche partit pour la Bretagne, et laissa à ses lieutenans le soin d'étouffer les

dernières étincelles qui restaient de l'incendie qu'il venait d'éteindre. Ceux-ci parcoururent en tous sens les diverses paroisses de la Basse-Vendée, faisant la chasse aux chefs, et flattant le paysan. M. Savin, officier général, et quelques autres moins connus, furent livrés par des traîtres, et fusillés sans miséricorde, quoique leur supplice n'eût alors aucun but, et ne pût produire aucun effet avantageux à la république.

La politique exigeait que l'on comprît dans l'amnistie tous les émigrés rentrés en France; mais, au lieu d'adopter cette mesure, les républicains les poursuivaient de tous côtés comme des bêtes féroces, le fer et la flamme à la main. Les acquéreurs de biens nationaux voyaient en eux des ennemis implacables, à qui il fallait faire une guerre à mort. Le jacobinisme n'avait, à l'égard de ces infortunés, rien perdu de ses atrocités; il n'y avait point eu pour eux de 9 thermidor, ni dans l'opinion publique, ni dans les lois barbares que des monstres avaient dictées contre tous les proscrits.

Poursuivis avec acharnement, les émigrés se défendirent de même. Deux braves, MM. de Vasselot et de Grignon, rassemblèrent près

des Herbiers sept cents Vendéens touchés de leurs malheurs, surprirent deux cents bleus et les passèrent au fil de l'épée. Cette victoire leur attira sur les bras douze mille républicains. Un combat inégal, livré près de Saint-Vincent, dispersa leur troupe. M. de Vasselot fut pris et fusillé; son compagnon se sauva et se réserva pour des temps plus heureux. Après cet événement, la plus profonde tranquillité règna dans toute la Basse-Vendée.

Pendant que, dans cette partie du théâtre de l'insurrection, tout présentait l'image d'une paix stable et assurée, le curé de Saint-Laud, poursuivi de tous côtés dans l'Anjou, essayait de recommencer un simulacre de guerre; du fond de sa retraite, il était venu à bout de convoquer quelques chefs, et de faire nommer M. d'Autichamp au grade de général en chef de la grande armée. Celui-ci avait fait quelques démarches pour ramasser les débris de l'armée de Stoflet, sans obtenir presque aucun succès. Cette petite entreprise, présentée comme une insurrection générale de la Haute-Vendée, trompa les ministres anglais; ils envoyèrent une somme de 120,000 francs, que M. de Lagarde, de Thouars, ancien lieutenant de fré-

gate, eut l'adresse de porter dans l'Anjou. M. d'Autichamp, après avoir reçu cette somme, n'en fut pas moins obligé de traiter avec le général Hoche, et de se soumettre à toutes les conditions qu'il voulut lui imposer. Le curé de Saint-Laud reçut un passe-port pour la Suisse; M. d'Autichamp et ses officiers restèrent sous la surveillance de la police, et les émigrés eurent enfin la permission de retourner en Angleterre.

On avait stipulé dans le traité que les campagnes seraient désarmées; mais, quand on voulut exécuter cette mesure, on trouva dans les paysans une résistance invincible. « *Nous n'entendons rien*, s'écrièrent ces bons paysans, *à tous les traités de ceux qui se disent être nos chefs, mais nous casserons la tête au premier qui viendra chercher nos fusils;* » les bleus ne crurent pas devoir insister sur un désarmement qui a été, qui est et qui sera toujours impraticable. On ferma les yeux sur cette résistance à l'oppression; on se contenta d'organiser le pays sur le pied des autres départemens; le régime militaire, qui ne pouvait tarder à exciter de nouveaux soulèvemens, fut supprimé, et l'on eut même l'attention de choisir des Ven-

déens pour les placer à la tête des tribunaux et des administrations civiles. Toutes les traces de la guerre disparurent successivement, et la paix règna enfin dans toutes les parties de la Vendée.

CHAPITRE VI.

Tableau de la France sous le directoire. — Commencement de la campagne de 1799.

Trois ans de paix avaient cicatrisé une partie des plaies cruelles que la Vendée avait reçues dans la lutte inégale qu'elle avait osé tenter. Ses campagnes étaient cultivées, ses maisons à moitié rebâties, ses bestiaux, principale source de ses richesses, se multipliaient au-delà des besoins de son agriculture; sa population seule était toujours insuffisante : elle manquait de bras; mais une jeunesse assez nombreuse, échappée aux désastres de la guerre civile, promettait de remplir bientôt le vide effrayant qu'avaient laissé dans la malheureuse Vendée tant de combats, de massacres et de proscriptions.

Il n'en était pas ainsi du reste de la France. Les victoires que la république avait remportées sur l'Europe, après la pacification du territoire insurgé, avaient coûté tant de sang et d'argent, que l'état épuisé avait perdu une partie de ses forces vitales. Les alliés d'abord consternés, après avoir plié quelque temps sous

les efforts des révolutionnaires, avaient renoué une nouvelle coalition plus étendue et plus terrible. A l'anarchie de 1795 avait succédé un gouvernement plus régulier, mais non moins funeste à la France. Une nouvelle constitution avait fondé deux chambres législatives, et une pentarchie directoriale. Cette république oligarchique eût pu marcher, si ses meneurs eussent eu quelques notions de l'art de gouverner; mais presque tous, aveuglés par l'égoïsme et par l'esprit de parti, ils n'aspiraient qu'à s'agrandir aux dépens de leurs rivaux. Une lutte terrible s'était dès le commencement élevée entre les grands corps de l'état. Tantôt vainqueurs, tantôt vaincus, les proscriptions avaient été le fruit de leurs victoires, et la suite de leurs défaites.

Les féroces jacobins ne dominaient plus en France par la terreur et la cruauté; tous portaient le masque de la modération et de la douceur; le cannibalisme était devenu en horreur. Aux anthropophages de 1793 avait succédé une troupe de baladins politiques, qui ne regardaient les affaires publiques que comme un marchepied pour arriver à la fortune. Les mots de vertu, d'humanité, d'idées libérales, de bonheur du peuple étaient sans cesse dans leurs

bouches ; mais le plus avilissant égoïsme était l'image mobile de toutes leurs actions. La France entière n'était à leurs yeux qu'une riche mine qu'il fallait se hâter d'exploiter, et les Français qu'une troupe d'aveugles en délire, que l'on pouvait dépouiller impunément, en paraissant aussi aveugles qu'eux. Le peuple, si long-temps flatté, vanté, décoré du vain nom de souverain, n'était plus enfin regardé par les jongleurs qui le gouvernaient, que comme une idole impuissante, qu'on pouvait impunément bâtonner en secret pour en arracher des pièces d'or, mais qu'il fallait toujours encenser en public.

Ces mêmes jongleurs cherchaient surtout à diriger l'opinion publique, et à régner par des gazettes. Dénaturer les faits les plus authentiques, proclamer des victoires imaginaires, pallier les défaites les plus entières, déguiser les révoltes produites par leurs sottises, démoraliser les peuples par une religion nouvelle, fondée sur le déisme ; tromper pour régner ; tels étaient leur but et leurs moyens. Des ambassadeurs étaient massacrés par la plus lâche des intrigues ; les assassins, en déversant ce crime sur les rois coalisés, n'avaient cherché

dans cet attentat horrible (1) qu'un levier pour soulever la nation déjà fatiguée d'une guerre interminable, et de l'ineptie de ses gouverneurs. Jamais la doctrine philosophique n'avait produit d'effets plus funestes, et ne s'était dévoilée sous un aspect plus hideux. Une grande partie des Français foulaient aux pieds les dogmes religieux, la croyance, les maximes et les principes de leurs ancêtres. Courir à la fortune, amasser de l'argent par toute espèce de moyens, ne voir que soi dans l'univers, parvenir au pouvoir à travers le sang et les larmes, ne voir dans l'avenir rien au-delà de cette vie, sortir à tout prix de l'obscurité, n'avoir que la volupté pour principe et pour fin, telles étaient à cette époque les maximes épicuriennes à la mode, celles qui formaient le plan de conduite des jeunes gens et des vieillards.

Au lieu de lutter contre ce torrent de perversité, les hommes éclairés, les gens de lettres, les savans s'étaient presque tous mis aux gages des meneurs; prosternés devant les vam-

(1) On ne connait point encore les vrais auteurs de cet attentat; mais on sait du moins que l'on ne peut en accuser aucun des rois coalisés alors contre la France.

pires qui dévoraient l'état, ils cherchaient par les plus basses flatteries à s'approprier quelques lambeaux de la fortune publique.

Vrais tartufes de sensibilité, ces vils flatteurs avaient élevé à l'Amitié un culte idéal. Ils adoraient leurs amis, ils se passionnaient pour eux ; leur prose et leurs vers étaient consacrés à l'Amitié. C'était là, disaient-ils, leur unique religion ; mais ces impies, prosternés en public devant leur idole, s'en moquaient et l'outrageaient en secret. La déesse Amitié n'était pour eux qu'un nouveau ressort du plus flétrissant égoïsme. Les liens du sang les plus intimes n'étaient souvent que de faibles barrières pour contenir les petites passions de ces tendres amis, toujours servilement dévoués à la faction dominante, et toujours prêts à s'entre-dévorer pour une place, ou pour de l'argent. A travers cet étrange bouleversement des principes et des opinions on voyait parfois éclore quelques vertus sublimes, de même que l'on voit paraître quelques fleurs sur les rochers les plus sauvages (1). La religion avait ses mar-

(1) On vit, dès 1793, des fonctionnaires publics repousser avec indignation les principes de matérialisme que l'on voulait inculquer au peuple.

On avait envoyé dans presque toutes les municipalités

tyrs ; la royauté, des serviteurs fidèles ; les bonnes mœurs, des modèles et des vengeurs. Mais que pouvaient ces faibles digues contre le débordement général? Les Français avaient perdu jusqu'à leur antique réputation ; l'on n'estimait plus en eux que la valeur guerrière, et toute l'Europe les regardait comme un peuple démoralisé, qui, après être parvenu au

---

un grand nombre d'exemplaires d'écrits impies et anarchiques, avec ordre de les distribuer dans toutes les familles. Plusieurs maires opposèrent à cette astuce philosophique une résistance courageuse. M. Ochut, entre autres, maire de Cherveux, eut la noble hardiesse d'écrire à la convention la lettre suivante :

. . . .

. . . .

Je ne sais trop de quel œil nos paisibles campagnards regarderaient ceux qui leur prêcheraient une pareille doctrine; tout au moins ils les désoleraient; car on ne leur persuadera de long-temps que ce ne sont pas des êtres infiniment puissans qui aient fait tout ce qu'ils voient et entendent; au contraire, que tout cela s'est fait de soi-même, par les résultats de la matière et du hasard. Tant qu'il y aura sur la terre des cœurs purs et justes, il y en aura toujours qui ne désespéreront pas de voir un jour tant de mystères qui nous sont cachés. » *Voyez* le rapport de Courtois, page 237.

dernier degré de civilisation, rentrait à grands pas dans la carrière de la vie sauvage.

Tel était le tableau de la France, lorsque de nouveaux troubles commencèrent à agiter la Vendée. Jusqu'alors le directoire gouvernant l'avait traitée avec assez de douceur et de ménagement. Cette douceur hypocrite était le fruit de la politique : il ne pouvait jeter ses regards sur les départemens de l'Ouest sans frissonner, et sans prévoir que ces contrées seraient tôt ou tard le berceau de la monarchie renaissante. Il fallait caresser les Vendéens et les chouans, jusqu'au moment où l'on pourrait les écraser. Or, le moment de les détruire ou de les transférer dans d'autres pays n'était pas venu ; ce projet était ajourné au moment où, après avoir révolutionné toute l'Europe, on pourrait tourner contre ces royalistes invétérés et incorrigibles toutes les forces de la république.

Jusqu'à cet instant, on s'était borné à de faibles tentatives contre les prêtres, à de sourdes persécutions contre ceux des anciens chefs, qui n'habitaient pas le territoire insurgé, et à des recherches assez actives contre les nombreux émigrés qui se trouvaient dans la Vendée. Les réclamations des paysans, leurs menaces

aux agens de l'autorité avaient suspendu une partie de ces poursuites, et leur avaient du moins ôté tout caractère de violence. Des deux côtés on s'observait sans éclater, parce que, de part et d'autre, on avait besoin de la paix.

Sur ces entrefaites, le directoire, pour recruter ses armées, eut besoin d'une levée de deux cent mille hommes. Le corps législatif, en la décrétant le 18 mars 1799, ne fit aucune exception pour les chouans et les Vendéens, et parut vouloir ainsi les comprendre dans cette levée extraordinaire.

Un cri d'indignation s'éleva dans tous les départemens de l'Ouest; le directoire, pour calmer l'orage, usa des plus grands ménagemens, et respecta le territoire insurgé. Il voulait éviter la guerre, et il ne put l'empêcher d'éclater.

CHAPITRE VII.

Brigandages dans la Vendée. — Nouveaux rassemblemens. — Loi des otages. — Insurrection des Vendéens. — Premières hostilités.

Une foule de déserteurs et de conscrits réfractaires s'étaient jetés dans les bocages du Bas-Poitou et de la Bretagne. On voulut les y arrêter, mais ils trouvèrent dans ces contrées un asile inviolable et une retraite assurée. Les gendarmes qui les poursuivaient, furent exposés à des salves de mousqueterie, qui les rendirent plus prudens et plus réservés. Des caisses publiques furent enlevées, des fonctionnaires maltraités, des réfugiés (1) injuriés. Quelques brigands, entre autres le nommé Vergnaud, ancien porte-étendard de la division de Ceri-

(1) On appelait alors dans la Vendée *réfugiés*, ceux qui, pendant les guerres de 1792, 1793 et 1794, avaient cherché un asile au sein des pays soumis aux jacobins. Après la paix, ils étaient rentrés dans la Vendée; mais il n'y ont jamais joui d'aucun crédit, ni d'aucune considération personnelle. Quelques-uns d'eux y firent, en 1792, beaucoup de mal par les correspondances secrètes qu'ils entretenaient avec les républicains. Les

sais, parcourait avec une vingtaine de déserteurs les environs de Thouars, de Bressuire et de Châtillon, et commit chez les réfugiés un grand nombre de brigandages.

Ce pillard rançonnait les acquéreurs de domaines nationaux, les attachait à la queue de son cheval, et s'amusait à leur faire traverser des mares et des étangs. Il tuait assez rarement ceux qui n'opposaient aucune résistance, mais il devenait impitoyable, dès qu'on le mettait en fureur par des reproches ou par des injures. Tous les bleus qui tombaient entre ses mains étaient de suite mis à mort; bientôt tous les gendarmes se virent forcés d'évacuer la Vendée.

Les anciens chefs vendéens, tourmentés depuis long-temps par le directoire qui cherchait à les faire arrêter, se rendirent dans le bocage, où ils furent à couvert de la perfidie de leurs ennemis. Les paysans ne voulaient point de guerre, mais ils déclaraient hautement qu'ils regardaient comme une infraction aux traités,

---

royalistes avaient donné dans le temps aux réfugiés de cette espèce, le surnom de *pataufs*; je ne sais trop pourquoi. Tous ces sobriquets, au reste, ont dû cesser depuis que le Roi est remonté sur son trône, et que tous les Français sont devenus frères.

toute entrée de bataillons bleus dans leur pays.

Cependant MM. de Beauvolliers, l'ancien intendant général de la grande armée, Renou, de Céris, Turpaut (de Châtillon), de l'Épinai, Cazenaque (de Chinon), Forestier, qui avait commandé la cavalerie, sous le prince de Talmont; Monnet, Toutan (de Loudun), Gauvin, Soyer, et une vingtaine d'anciens officiers parcouraient le Bocage en tout sens, et cherchaient à former des rassemblemens. Ils avaient avec eux plusieurs émigrés, tels que MM. le Maignan, de la Roche de Parnai, de Saint-Varent, de Rangot, de la Bouchetière, Grignon de Pouzange, de Beuvier, de Remijoux, de Nossay, de Beauveau, de Fénélon, etc., etc.

Les paysans répondirent constamment qu'ils ne voulaient point se battre, à moins que les bleus, par une invasion, ne les y forçassent, ou qu'un prince du sang ne vînt se mettre à leur tête; qu'en ce cas, ils sacrifieraient volontiers jusqu'à la dernière goutte de leur sang pour relever le trône, et rendre au Roi sa couronne. Ils ajoutèrent que, si les bleus laissaient leurs prêtres paisibles, et respectaient leurs propriétés, ils ne consentiraient pas à commettre de nouveau aux hasards d'une guerre incertaine, leurs chaumières, qu'ils avaient eu tant de

peine à relever, et leurs familles, échappées à tant de désastres et de calamités. Ils leur déclarèrent qu'au reste ils pouvaient rester au milieu d'eux; qu'ils leur rendraient tous les services qu'ils pouvaient attendre d'un peuple qui partageait leurs opinions et leurs vœux, comme il avait autrefois partagé leurs dangers. Telle fut leur réponse; ils persistèrent dans ces sentimens pendant tout le reste de la campagne. Quelques valets de charrue se joignirent cependant, avec la permission tacite de leurs maîtres, aux insurgés; mais les fermiers et les métayers ne se déclarèrent que lorsque les bleus eurent pénétré dans leur pays, et violé leur territoire; encore peut-on dire que le plus grand nombre resta dans ses foyers.

Cet état d'anxiété dura pendant quelques mois; à la fin, les chefs vendéens rassemblèrent six cents hommes, avec lesquels ils firent des courses sur les frontières du territoire vendéen. Le brigand Vergnaud, saisi par M. le Maignan, au milieu de sa troupe, fut conduit à Izernai, jugé par une commission militaire, et fusillé aux applaudissemens de tous les paysans, qui avaient eux-mêmes provoqué son supplice. Le reste de sa troupe fut surpris peu de temps après, dans une grange,

auprès de Coulonges-Thouarsais, conduit à Niort, et fusillé dans la forêt de la Meilleraie (1). Ces brigands devaient être jugés par un tribunal, mais on ne crut pas devoir les faire aller plus loin. On feignit de croire qu'ils voulaient s'échapper, et les soldats qui les conduisaient s'en défirent sur-le-champ.

Cependant l'insurrection faisait en Bretagne et en Normandie des progrès très-sérieux ; le mécontentement y était général, et ceux même qui n'avaient jamais fait profession de royalisme, favorisaient en secret les insurgés, dans l'espoir que cette levée de boucliers entraînerait un changement dans le gouvernement. Le directoire furieux, et craignant de voir arracher de ses mains le pouvoir et la fortune, jeta pour quelque temps le masque du modérantisme, qu'il avait adopté par politique, et revint aux mesures révolutionnaires de 1793. Il fit rendre le 13 juillet, par le corps législatif, une loi

(1) On vit, dans cette occasion, les bleus et les Vendéens réunis pour cette capture. « Délivrez-nous de ces brigands, messieurs, dirent les royalistes aux républicains; depuis long-temps vous nous avez donné cette qualification, mais nous ne souffrons point de voleurs parmi nous, nous ne sommes brigands que dans vos gazettes. »

par laquelle on devait emprisonner, en qualité d'otages, 1°. tous les nobles, à l'exception de ceux qui remplissaient des fonctions publiques; 2°. les aïeux, aïeules, pères et mères des chouans et des Vendéens; 3°. leurs parens et leurs alliés, jusqu'au quatrième degré inclusivement.

D'après les dispositions de cette loi, un otage qui s'échappait de prison, devait être fusillé comme émigré; par chaque assassinat commis par les insurgés, on devait déporter à Cayenne quatre otages, faire payer à tous solidairement six mille francs au profit du trésor, et six cents aux parens de l'assassiné. Les otages étaient en outre responsables de tous les vols commis par les royalistes, et, pour s'assurer des indemnités, on avait commencé par séquestrer tous leurs biens. Telle était cette loi atroce, digne d'avoir été conçue par Robespierre ou Marat.

Sitôt qu'elle fut publiée, elle répandit la terreur parmi ceux qu'elle atteignait; la majeure partie des nobles s'insurgea; quelques-uns se cachèrent; d'autres se rendirent en prison spontanément : d'autres enfin furent découverts et arrêtés. Au nombre de ces derniers, on compta quelques chefs vendéens, entre autres, M. d'Autichamp.

L'effet que produisit cette loi barbare ne

répondit point à l'attente du directoire ; elle ne fit que fortifier les insurgés, et leur donna des secours, des munitions, des soldats, des officiers, et un aplomb qui leur manquaient.

MM. Forestier, de Beauvolliers et Renou (1) rassemblent un corps de huit cents hommes,

---

(1) On ne peut s'empêcher de reconnaître que MM. Renou et de Beauvolliers ont continué de rendre à la cause sacrée, en 1799, les mêmes services par lesquels ils s'étaient signalés précédemment. On peut dire qu'ils contribuèrent puissamment à former le premier noyau de l'armée d'Anjou.

Dès le commencement de l'insurrection, ils partent de Loudun avec quinze cavaliers et douze fantassins, passent pendant la nuit le pont de Vérine, et, après avoir couru mille dangers dans un pays occupé par des garnisons ennemies, ils parviennent aux Cerqueux près Maulevrier.

Pendant que M. de Beauvolliers, de concert avec le brave Forestier, formait en secret des rassemblemens, M. Renou retourna à Loudun, d'où il revint bientôt avec un convoi de poudre qu'il escorta jusqu'à Isernai, à travers des obstacles et des périls qui paraissaient insurmontables. Il alla ensuite trouver plusieurs fois pendant la nuit l'abbé Bernier, curé de Saint-Laud, commissaire du roi. Vingt fois il faillit, dans ces courses nocturnes, tomber entre les mains des républicains. Il voulut envoyer M. Renou en Angleterre, mais ce projet n'eut pas d'exécution.

avec lesquels ils battent, à Morveau, deux bataillons commandés par le général de Laage. Une colonne bleue, pour venger cette défaite, s'avance jusqu'à Cerisais : les paysans font de vives réclamations. Sur l'assurance qu'on leur donne que les troupes républicaines garderont dans le Bocage une discipline exacte, et ne commettront aucun désordre, on vient à bout de les apaiser. Deux jours après, M. Forestier vint avec un fort détachement faire une reconnaissance à Cerisais; il tomba dans une embuscade, et sa troupe fut battue. Cependant les bleus furent contraints d'évacuer cette partie de la Vendée.

Peu de temps après, MM. de Beauvolliers et Renou marchèrent avec six cents hommes sur Pierrefitte. Comme ils se trouvaient dans une commune insurgée, ils ne prirent aucune précaution, et ne posèrent aucune sentinelle, suivant la mauvaise coutume des armées vendéennes. Sur ces entrefaites, un sergent républicain, parti de Chiché avec un détachement de trente hommes, arriva à Pierrefitte, à la porte d'un cabaret, où cinquante insurgés étaient à boire. Leur surprise est réciproque; les Vendéens saisissent leurs fusils; les bleus se rangent en bataille dans la rue; quelques coups sont tirés; l'alarme se répand dans le bourg.

Cinq cents Vendéens sortent des maisons; les républicains se retirent, mais au lieu de prendre ouvertement la fuite, et de courir de toutes leurs forces, ils reculent à petit pas et en bon ordre. Cette lenteur cause leur perte.

MM. de Beauvolliers et Renou, avertis par la clameur publique, montent à cheval, réunissent dix cavaliers, et volent au combat. Leur arrivée encourage les fantassins, qui se précipitent sur les bleus. Ceux-ci s'arrêtent au pied d'une hauteur, et se battent avec une valeur admirée, même de leurs ennemis. L'intrépide sergent refuse de mettre bas les armes, et donne ses ordres avec un sang-froid imperturbable. Ce combat inégal ne pouvait durer long-temps; tous les bleus furent massacrés l'un après l'autre. Le brave sergent seul, couvert de blessures, fut fait prisonnier; on lui rendit la liberté, par admiration pour son courage.

CHAPITRE VIII.

Mesures impolitiques du directoire relativement aux provinces de l'Ouest. — Dilapidation de la fortune publique. — Mouvemens insurrectionnels, sans suites, dans les départemens du Midi. — Guerre des chouans en Bretagne et en Normandie. — Nouvelles armées vendéennes.

Après le combat dont nous venons de parler, l'armée royale se porta sur la ville de Saint-Loup, et y entra sans coup férir. Le but des chefs était de marcher ensuite sur Poitiers, pour y faire éclater une insurrection, méditée et préparée depuis long-temps par M. le comte Pallu Duparc, chargé des pouvoirs des princes. Les trois arrondissemens de Poitiers, de Civrais et de Loudun devaient s'insurger simultanément à une époque fixée; mais les élémens de cette insurrection n'étant pas encore assez développés, les Vendéens reçurent contre-ordre, et rentrèrent dans leur pays.

Cette expédition, quoique infructueuse, avait porté l'alarme jusque dans la capitale. On s'imagina voir toute la Vendée déployer toutes ses anciennes forces, au moment où les chouans, plus redoutables que jamais, faisaient chaque

jour de nouveaux progrès. Toute l'ineptie du directoire se dévoila en cette circonstance. Au lieu d'envoyer des troupes nombreuses, de l'artillerie, des munitions, et de prendre des mesures vigoureuses propres à terrasser des hommes armés, il s'amusa à faire rendre, le 2 août 1799, une loi par laquelle tous les fonctionnaires publics de la république furent tenus de jurer une haine éternelle à la royauté, et à *toute espèce de tyrannie;* comme de si de vains sermens pouvaient engager des hommes sans foi et sans religion, envers des gouvernans incrédules et irréligieux.

Ce serment fut prêté sans peine dans toute la France ; aucune réclamation ne s'éleva. Cette facilité qu'il était aisé de prévoir, effraya le gouvernement. Il ordonna peu de jours après, des visites domiciliaires dans toutes les provinces de l'Ouest, pour arrêter les chouans et les Vendéens. Ses satellites saisirent quelques vieillards, quelques infirmes ; ils répandirent partout une vaine terreur, et firent grossir les armées royales, en fixant l'indécision d'une foule d'hommes qui n'avaient jusqu'alors osé se prononcer.

Cependant le trésor public se trouvait épuisé. Le papier-monnaie avait perdu toute confiance ;

il avait fallu renoncer d'abord aux assignats, puis aux mandats territoriaux. On avait porté la peine de mort contre ceux qui refuseraient de recevoir ce dernier papier. Malgré cette loi barbare, il n'était pourtant, au moment même de sa création, reçu des législateurs que pour le vingtième de sa valeur nominale. Le peu de numéraire que l'on était parvenu à faire entrer dans les caisses, avait été dilapidé par le plus odieux gaspillage.

Les cinq directeurs, qui, avant la révolution, ne jouissaient presque tous que d'une médiocre fortune, coûtaient par an à l'état, dix-huit cent mille francs, sans les profits, et ils n'étaient pas contens. Le corps législatif absorbait seul un fonds de neuf millions. Les ministres, les agens, les commissaires consumaient plus de quarante millions; la guerre engloutissait tout le reste. Loin de nous enrichir, nos conquêtes même nous étaient devenues à charge. Tout le pays conquis était d'abord pillé par les armées; puis méthodiquement, par une nuée d'agens publics ou secrets, et de commissaires civils ou militaires, qui, faisant dresser des états de tout ce qui était bon à prendre, usaient au-delà de toutes bornes et de toute justice, des droits de réquisition et

de préhension, ne laissaient aux vaincus que les yeux pour pleurer, et nous faisaient détester même de nos alliés, qu'ils n'épargnaient pas davantage. On eût dit que la rapine et la licence, ces compagnes inséparables de l'anarchie, après avoir désolé la France, s'étaient entendues pour déshonorer dans toute l'Europe le nom français.

Pour combler le déficit énorme du trésor, après avoir épuisé les plus subtiles inventions des financiers, il fallut en venir au droit de préhension. En conséquence, on imposa, sous le nom d'emprunt forcé, une taxe militaire de cent millions, valeur métallique. Cette taxe ne devait porter que sur *les riches*, au nombre *desquels* étaient un grand nombre de révolutionnaires, qui, *sans-culottes* en 1789, avaient amassé des richesses prodigieuses. Ces hommes crièrent *au voleur !* plus haut que les autres, refusèrent de payer, et la plupart se tirèrent de ce mauvais pas sans rien débourser, la loi ayant été abrogée quatre mois après sa publication. Les nobles, les hommes modérés, les négocians et les propriétaires timorés, furent à peu près les seuls qui payèrent. Quelques-uns des premiers grossirent les armées

royales; tous les autres firent des vœux secrets pour la chute des tyrans.

Dans quelques parties de la France, on vit des soulèvemens partiels. Le 23 août, la plus grande partie du département de la Haute-Garonne leva l'étendard de l'insurrection; le directoire le fit mettre hors de la constitution, et jeta ses cris de détresse dans une proclamation du 8 septembre, par laquelle il engageait tous les Français à s'unir contre les brigands de l'Ouest et du Midi : c'était ainsi qu'il nommait les Français qui voulaient remettre le Roi sur le trône, et ramener le bon ordre en France, au détriment de toutes les sangsues législatives et directoriales. Jamais diatribe plus plate et plus dénuée de sens commun, n'était sortie des presses de Paris.

Les royalistes du Languedoc agirent sans ensemble, et furent mal dirigés. Les administrations centrales de sept départemens du midi prirent des mesures si vigoureuses, et assemblèrent tant de gardes nationales, que les royalistes consternés furent contraints de se séparer, à la suite d'un léger combat, où ils avaient été battus. Le corps législatif et le directoire donnèrent aux vainqueurs des éloges proportionnés à la terreur profonde qu'ils avaient

éprouvée. Sauver la fortune et le pouvoir de ces tyrans, c'était alors sauver l'état; telle était à cette époque la confusion des mots et des idées.

Ce succès ranimant le courage du directoire, il fit décréter par le corps législatif une fête solennelle, qui devait être annoncée par des salves d'artillerie dans toutes les grandes villes, le 23 septembre, en l'honneur de la fondation de la république. Des autels devaient être élevés à la Concorde; le serment de fidélité au directoire devait terminer cette auguste cérémonie, qui rappelait les farces indécentes de 1793. On blâma ouvertement la maladresse des jongleurs. Était-ce au moment que toute la France était en feu, qu'on devait s'occuper de fêtes? Au lieu de célébrer la fondation de la république, il fallait plutôt s'occuper de son enterrement, car elle n'avait plus que deux d'existence.

Après cette nouvelle farce républicaine, le directoire prit des mesures plus décisives pour cimenter son pouvoir. La constitution fut suspendue dans la Bretagne et une partie de la Normandie; cela ne faisait aucun tort aux chouans. Une somme d'argent fut promise à quiconque livrerait un insurgé; cet article de

dépense fut à peu près nul. Il forma sept légions dans l'Ouest pour combattre les royalistes; cela devenait plus sérieux.

De tout temps les souverains ont eu pour leur garde des troupes étrangères. Le directoire voulut en conséquence avoir une légion italique, une polonaise, une flamande, etc. Mais ces troupes n'eurent jamais l'honneur de le garder : c'était une ressource précieuse dont on n'usa pas, ou dont on n'eut pas le temps d'user, avant la journée du 18 brumaire, qui renversa le directoire et la constitution.

Toutes ces fêtes et ces préparatifs n'empêchèrent pas les progrès de l'insurrection. Des troubles sérieux s'élevèrent dans le Calvados et dans la Manche; il s'y forma des armées de chouans, auxquelles on n'avait à opposer que quelques troupes délabrées et découragées.

Pendant que le directoire s'occupait de ses préparatifs, les forces des royalistes s'organisaient d'après les ordres des princes et les secours du cabinet britannique. Dix armées plus ou moins considérables, commandées par MM. de Limoëlan, de Rochecotte, Georges Cadoudal, de Bourmont, de Châtillon, de la Prévalaye, de Frotté, de Fougeroux, le Chandelier, le comte de Ruays, faisaient aux bleus,

en Bretagne et en Normandie, une guerre d'extermination. Trois autres armées se formaient dans la Vendée, sous les ordres de trois généraux, nommés par les princes, MM. d'Autichamp, de Grignon et de Suzanet. Les deux derniers étaient trop peu connus pour inspirer aux Vendéens une grande confiance; le premier s'était distingué dans les dernières campagnes; mais, quoique brave, il n'avait point cette impétuosité, cet élan, qui sont indispensables à un chef vendéen, qui n'est et ne doit être que le premier soldat de son armée. Il commandait la ci-devant grande armée; M. de Suzanet celle de M. Charrette; M. de Grignon celle du centre. Cette organisation eut lieu le 28 septembre 1799 (1).

La plupart des métayers et fermiers vendéens restèrent neutres dans cette guerre, qu'ils

(1) Les Vendéens du Bocage n'avaient pas attendu l'organisation définitive pour commencer à se battre.

Dès le 30 août 1799, M. Forestier, ayant appris que trois cents bleus s'étaient avancés jusqu'au bourg de Cirières, entreprit de les déloger, quoiqu'il n'eût avec lui que vingt-cinq cavaliers et cent vingt paysans.

Il croyait les surprendre, mais les républicains étaient sur leurs gardes. Au moment de leur entrée dans le bourg, les royalistes sont accueillis par une vive fusil-

croyaient prématurée, et dont ils ne voyaient pas la nécessité. Le plus grand nombre des officiers était composé d'émigrés, qui n'avaient point fait la campagne de 1793, et qui étaient inconnus aux paysans. Les trois armées vendéennes réunies n'excédaient pas quinze mille combattans; mais il ne fallait qu'une étincelle pour allumer un incendie universel, et embraser toute la Vendée. Si un prince avait alors paru sur les côtes du Poitou, il aurait

---

lade; ils paraissent étonnés. « *Ce n'est que du bruit*, s'écrie Forestier; *en avant les braves!*

En achevant ces mots il s'élance sur l'ennemi avec son impétuosité ordinaire. Une balle l'atteint au sein gauche et lui traverse le corps. Sa cavalerie s'avance pour le tirer de la mêlée. Alors le jeune de l'Épinay, de Loudun, qui montait un cheval fougueux, est entraîné seul au milieu des ennemis. « — Rends-toi, brigand. — J'aime mieux mourir. » Vingt coups de fusils l'étendent mort sur la place. Un combat sanglant s'engage autour de lui; ses camarades veulent du moins avoir son cadavre que les bleus leur disputent. Les royalistes, enfin, parviennent à l'emporter, ainsi que M. Forestier, qui eut le bonheur de survivre à une blessure que l'on avait jugée mortelle. Il est mort long-temps après en Angleterre, d'une maladie de poitrine. M. François Soyer avait reçu à Chollet une pareille blessure, dont il a eu pareillement le bonheur de guérir.

été suivi de plus de cinquante mille hommes.

Outre ces armées, il y avait quelque corps francs qui combattaient les bleus partout où ils les trouvaient. Tel était celui que commandait M. du Bouchet, ancien garde du corps; mais ces divers détachemens ou furent bientôt dissipés, ou se fondirent dans les armées.

Les patriotes étaient d'autant plus épouvantés de ces hostilités, qu'ils n'avaient presque plus de troupes réglées à opposer aux insurgés.

Après la victoire du général Brune en Hollande, et la capitulation du Helder, les Anglais avaient renvoyé huit mille prisonniers français dans divers ports de la Bretagne et de l'Aunis. Ces troupes languissantes et délabrées devinrent la ressource des républicains. M. Hardouin, colonel du soixante-dixième, conduisit les débris de cette brigade à Bressuire. Le corps entier avait fait partie de l'expédition d'Irlande, commandée par le général Humbert. Après l'affaire de Killala, forcé de se rendre prisonnier de guerre, il avait été conduit à Portsmouth, où la maladie en avait fait périr la moitié; les autres brigades prisonnières avaient souffert dans la même proportion, et étaient aussi incomplètes.

Tels étaient les vengeurs auxquels la république épuisée avait remis son tonnerre pour écraser les Vendéens. Ils avaient avec eux quelques recrues et quelques débris de l'ancienne armée de Hoche et de Canclaux.

S'il y avait eu quelque vigueur dans les armées royales, de si faibles obstacles n'auraient pu les arrêter; mais on peut dire qu'elles n'étaient plus que les ombres de ces armées victorieuses, qui avaient lutté avec tant de succès pendant deux ans sur les deux rives de la Loire, contre quatre cent mille républicains. On n'apercevait entre elles aucun ensemble, aucun accord. Une vaine ostentation du commandement, de vains grades, des prétentions ridicules, beaucoup de jactance et de dédain s'y faisaient surtout remarquer. Il n'y avait plus d'enthousiasme, plus d'énergie, plus d'impulsions généreuses, plus d'élans sublimes, ni dans les chefs, ni dans les soldats.

CHAPITRE IX.

Les hostilités recommencent dans la Vendée. — Belle défense d'un capitaine républicain. — Défaite des royalistes aux Aubiers et à Chamberteau. — Progrès des chouans. — Révolution du 18 brumaire.

M. de Susanet, avec cinq mille hommes, voulut attaquer Montaigu, défendu par quatre cents républicains. Il fut blessé, battu, et forcé à la retraite. M. d'Autichamp, qui avec sept mille hommes n'avait pu reprendre Chollet, instruit qu'un détachement de cent cinquante bleus était renfermé à Nueil, y courut, et les somma en vain de se rendre (1). Le capitaine

(1) M. d'Autichamp était absent au moment où l'on attaqua le clocher de Nueil; il était à visiter différens postes, et il ne rejoignit son armée qu'au moment où les bleus l'attaquaient aux Aubiers. M. Renou, chargé provisoirement du commandement, s'avança lui-même pour sommer les bleus postés dans le clocher. Il leur parla par la fenêtre d'une maison voisine, à travers une grêle de balles qui pleuvaient sur lui.

Le capitaine Lavigne refusant de se rendre, les royalistes tinrent conseil. Plusieurs moyens furent proposés. Les uns voulaient que l'on fît un belier pour enfoncer

Lavigne, renfermé dans le clocher, s'y défendit pendant vingt-quatre heures. Après avoir tué ou mis hors de combat quarante royalistes, il contraignit les Vendéens de rétrograder, et d'aller prendre position aux Aubiers. Cependant le colonel Hardouin, informé du danger de son détachement, accourait avec sept cents hommes pour le dégager. Il ne trouva plus d'ennemis à Nueil. Le capitaine Lavigne et sa troupe avaient passé trente heures sans boire ni manger.

Retiré aux Aubiers, M. Renou prit de sages mesures contre l'ennemi, qui n'était qu'à un quart de lieue de lui. Il tint conseil ; les anciens officiers vendéens proposèrent de faire marcher l'armée de suite à Nueil, où l'on surprendrait les ennemis. Ils observèrent que les Vendéens, excellens pour l'attaque, ne valaient rien pour la défense. Quelques émigrés furent du même sentiment ; mais la majorité, sous le

---

la porte de l'église ; d'autres voulaient qu'on la brûlât ; M. Renou proposa de faire sauter le clocher ; mais on craignit d'irriter les Vendéens, pénétrés de respect pour tout ce qui tient à la religion. On décida qu'on ferait le blocus de l'église et qu'on forcerait les bleus à se rendre par la famine.

prétexte que les royalistes étaient rebutés d'une attaque infructueuse, et ne pensant pas que huit cents bleus osassent attaquer une armée entière, fut d'avis de faire reposer le soldat, et de remettre la bataille au lendemain. Cet avis fut suivi; la seule précaution que l'on prit fut d'envoyer six cents hommes au pont de Nueil, sous la conduite de M. de Beauvolliers. Le reste de l'armée se dispersa dans les maisons du bourg des Aubiers, pour prendre de la nourriture et du repos.

Cependant le colonel Hardouin, voyant ses troupes pleines d'ardeur, les mène droit aux Aubiers. Il partage ses forces, et en donne la moitié au capitaine Champion, l'un de ses officiers, avec l'ordre de forcer le pont de Nueil, et de venir le rejoindre aux Aubiers, où l'ennemi se trouverait enveloppé. M. d'Autichamp, avec son état major, venait au même instant de rejoindre son armée.

Le colonel hâte sa marche; l'alarme se répand dans le bourg; mille cris confus s'élèvent; il fait halte, et disperse ses gens. Les Vendéens surpris sortent des maisons, et cherchent à se mettre en bataille. M. Hardouin s'aperçoit de leur désordre, et sur-le-champ commande le pas de course. Les royalistes ne peuvent sou-

tenir cette brusque attaque ; ils prennent la fuite, après avoir fait une seule décharge. Cinquante braves sortis du bourg tiennent ferme dans un pré, dont ils bordent la haie ; mais bientôt, assaillis de tous côtés, ils ont mille peines à se sauver (1). Cinq d'entre eux restent sur la place ; douze sont blessés.

M. de Beauvolliers avait jusqu'alors résisté à tous les efforts du capitaine Champion. Averti de la déroute de l'armée, il fait sa retraite en assez bon ordre, et se jette dans un taillis, où l'ennemi cessa de le poursuivre. Les royalistes ne perdirent que vingt-cinq hommes dans le combat ; les républicains n'eurent que quatre morts et six blessés.

Cette victoire fit le plus grand honneur au colonel Hardouin, et couvrit de honte les roya-

---

(1) M. Renou reçut à ce combat une balle dans la jambe, qui lui fit une blessure dont il ne put guérir qu'au bout de dix-huit mois. Il eût été pris par les ennemis, sans le courage de son domestique, nommé Émoré, qui l'enleva de la mêlée. En se retirant, il trouva dans un village quelques prisonniers bleus que des paysans voulaient fusiller. Il leur sauva la vie et obtint leur liberté de M. d'Autichamp.

Ce même Émoré s'est signalé, en 1815, par une valeur héroïque.

listes aux yeux de tous les anciens Vendéens, qui avaient presque toujours battu, en 1793, à forces égales, les meilleures troupes de la république. On ne reconnut plus aux Aubiers ces soldats intrépides, qui, après avoir perdu trois batailles, et vu brûler leur capitale, étaient venus braver à Chollet quatre armées victorieuses, et avaient pendant quinze heures tenu la fortune incertaine et la victoire en balance. Dès ce moment, on désespéra du succès; l'armée battue aux Aubiers ne put se reformer entièrement; et ce misérable combat, où les royalistes n'avaient pas perdu trente hommes, décida du sort de la campagne. L'armée d'Anjou n'osa plus tenter que quelques courses et quelques escarmouches. Le paysan s'écriait: *Où est Cathelineau?*

Les chefs de cette armée avaient montré quelque temps avant le combat plus de fermeté et d'énergie. Surpris au château de Vermette, près d'Argenton-le-Château, cernés pendant la nuit par toutes les forces du colonel Hardouin, leur position était d'autant plus critique, que ce château étant environné d'eau et d'un profond fossé, ils ne pouvaient passer que sur un pont étroit, gardé par cent quatre-vingts fantassins et trente cavaliers. Cependant, après en

avoir ouvert les portes, ils s'élancèrent sur l'ennemi, au nombre de trente-trois cavaliers, et lui passèrent sur le ventre sans perdre un seul homme (1). Ils étaient tous pris, si le colonel eût eu la précaution de mettre sur le pont une charrette pleine de fagots d'épines qui était dans le chemin. Un seul royaliste, le marquis de Saint-Félix, ancien journaliste à Paris, était resté dans le château; il y fut découvert dans un coffre rempli de plumes, et conduit à la Rochelle, devant la commission militaire. Son procès traîna en longueur, et il eut le bonheur de s'échapper.

L'armée du centre, plus active que l'armée d'Anjou, n'obtenait pas plus de succès. Après plusieurs attaques partielles, M. de Grignon alla attaquer avec deux mille hommes neuf cents bleus postés à Chambertaud, près de Mortagne. Après une heure d'une fusillade assez vive, ses gens prirent la fuite; il voulut les

(1) Dans le choc, M. de Beauvolliers fut renversé de cheval, et se trouva au milieu des bleus. Il eut assez de présence d'esprit pour leur persuader qu'il était un gendarme renversé par les brigands. Ceux-ci ne pouvant le reconnaître dans l'obscurité (il était alors deux heures du matin) lui tinrent l'étrier pendant qu'il montait à cheval; il rejoignit ses camarades.

rallier, et tomba percé d'une balle (1). Une ceinture pleine de louis qu'il portait sur lui, resta entre les mains des ennemis et leur inspira une nouvelle ardeur. Aussitôt après sa mort, M. de la Bouchetière prit le commandement de l'armée et chercha vainement à ranimer son parti. M. de Saint-Aulaire, officier distingué, avait été tué dans un combat, peu de jours avant l'affaire de Chambertaud.

M. de Suzanet, blessé à Montaigu, fut contraint de se tenir sur la défensive; les bleus maîtres de la campagne, mais trop peu nombreux pour diviser leurs forces, et faire des recherches actives dans les bois et dans les villages, furent obligés de rester dans une espèce d'inaction. Jamais ils n'avaient été plus modérés et plus honnêtes envers les habitans. Le directoire, qui craignait à chaque instant une insurrection générale, avait recommandé aux

(1) M. de Grignon fut sincèrement regretté des Vendéens, dont il avait déjà acquis la confiance. Il avait le genre de valeur chevaleresque qui convenait à cette guerre. Son nom est et sera long-temps encore en honneur dans toute la Vendée, où l'on peut dire qu'il n'a fait que paraître.

militaires la plus grande douceur et la plus exacte discipline.

Pendant que la guerre se faisait dans la Vendée avec tant de faiblesse et de langueur (1), elle faisait des progrès rapides dans la Bretagne, le Maine et la Normandie. Plus de vingt villes étaient tombées entre les mains des chouans; trois villes capitales, le Mans, Saint-Brieux et Nantes avaient été momentanément envahies par eux. Paris lui-même était menacé; de plus, l'ennemi extérieur menaçait de s'emparer des plus belles provinces de France; des plaintes s'élevaient de tous côtés contre le gouvernement; le trésor était épuisé; l'immoralité et le matérialisme étaient devenus une peste

(1) Il y eut cependant quelques actions où l'on reconnut l'antique valeur vendéenne.

Quarante jeunes paysans, dont le plus âgé n'avait pas vingt-quatre ans, se trouvent renfermés dans l'église de Saint-Mesmin. Ils y sont assiégés pendant deux jours par huit cents bleus, qui ne peuvent les forcer dans leur asile. La poudre enfin leur manque; ils obtiennent une capitulation honorable, par laquelle on leur accorde la liberté de se retirer avec leurs armes. Les bleus croyaient qu'ils étaient au moins au nombre de trois cents. Leur surprise fut extrême, quand les quarante braves défilèrent devant eux : la capitulation fut respectée.

contagieuse, une vraie lèpre morale, qui s'étaient répandues jusque dans les chaumières. Tout présentait l'image d'un état penchant vers son déclin et sur le bord du précipice.

Une révolution seule pouvait sauver l'état; elle était devenue indispensable; mais, au lieu de revenir sur leurs pas, et de remonter à la source des désordres qu'avait causés l'anarchie, en remettant le Roi sur son trône, et en fermant ainsi toutes les plaies de l'état, ceux qui dirigeaient l'opinion publique et qui étaient armés du pouvoir, aimèrent mieux se jeter entre les bras d'un homme qui n'était pas même Français (1).

Cet homme, à la vérité, jouissait alors d'une immense réputation. Grand capitaine, il s'était illustré en Italie, en Allemagne, en Égypte, par les plus éclatantes victoires; génie élevé, il était vanté comme un sage au-dessus de l'humanité. Son esprit, ses talens, ses connaissances, son énergie, sa fermeté, prônés, exaltés par

---

(1) Bonaparte reconnaissait lui-même qu'il n'était pas Français. Il disait en parlant de deux cardinaux romains. « *Ils affectent beaucoup de finesse, mais ils sont Italiens et moi aussi.* » Voyez l'histoire de l'ambassade à Varsovie. Par M. de Pradt, page 126.

toute la France, et surtout par tous les gens de guerre, en faisaient aux yeux de la majorité des Français, un réparateur de toutes les injures, de tous les torts, de toutes les calamités. Ce ne fut pas, au reste, l'engouement seul qui l'appela au timon des affaires, ce fut aussi une spéculation des meneurs. Ces hommes gorgés de dépouilles, et rassasiés de richesses bien ou mal acquises, ne pouvaient s'empêcher de concevoir des craintes sur la paisible possession de leurs biens et de leurs honneurs. Ils voulaient pouvoir dire au soldat heureux qu'ils élevaient sur le pavois : « Régnez paisiblement, mais ne nous inquiétez pas ; nous sommes à deux doigts de jeu. Si vous nous demandez *qui nous a fait comtes*, nous vous demanderons *qui vous a fait roi.* Nous vous sacrifions bien volontiers ce fantôme de république, qui n'a été pour nous qu'un marchepied pour sortir du puits de la misère et de l'obscurité. Vous pouvez pressurer le peuple ; nous vous abandonnons son sang et ses sueurs; mais n'allez pas toucher à nos intérêts révolutionnaires, si vous voulez régner long-temps. Usurpateur, respectez toutes les usurpations. »

La révolution du 18 brumaire (9 novem-

bre 1799) se fit avec beaucoup de facilité. Quelques hommes maladroits voulurent en vain résister, parce qu'ils n'étaient pas initiés dans le mystère; tout s'arrangea le mieux du monde; et Bonaparte date son règne de ce jour. Ainsi, ce même peuple qui avait bouleversé la monarchie et versé des torrens de sang pour prévenir le retour d'un monarque, se vit lié et enchaîné dans l'espace d'une nuit; il vit, sans faire le moindre mouvement pour soutenir la république et la liberté, ses vaines idoles, un Corse, un étranger, s'asseoir sur le trône de Saint-Louis.

On se garda bien, il est vrai, de le proclamer Roi, dès le jour même de la révolution. On n'en fit d'abord qu'un consul, auquel on adjoignit pour la forme deux hommes dont l'influence était nulle. Ce consul devint bientôt après premier consul, puis empereur, puis despote absolu; mais tous ces noms ne firent rien à son pouvoir. Il était en effet aussi souverain le 19 brumaire qu'il le fut en 1810. Ces ménagemens dans les mots ne furent que pour le peuple, que de tous les temps on amusa par des hochets et que l'on éblouit par des prestiges.

La constitution, publiée le 22 frimaire an 8,

12 décembre 1799, fut manifestement l'ouvrage de la cupidité et de l'intérêt personnel. On adjoignit au Consul, pour la forme, deux autres consuls qui n'avaient aucun pouvoir, mais qui jouissaient d'un énorme traitement. Un sénat conservateur, richement salarié, fut composé de tous les vétérans de la révolution, qui avaient su conserver leur crédit jusqu'à cette époque. On crut voir revivre ce lâche sénat dont la servitude avait fatigué Tibère, tant les nouveaux sénateurs furent complaisans, vils, bas, rampans devant un pouvoir qui était l'ouvrage de leurs mains! Outre ce sénat, on créa un corps législatif muet, et un tribunat discoureur, qu'il fallut bientôt après supprimer.

Tel fut le code monstrueux que les roués politiques présentèrent à l'admiration et à l'acceptation des Français. Les assemblées primaires furent convoquées; elles adoptèrent la nouvelle constitution sans aucune difficulté, et avec la même facilité qu'elles avaient reçu celles de 1791, de 1793 et de 1795. La Vendée seule et la Bretagne n'en avaient jamais adopté aucune. « Point de constitution sur le papier, s'écriaient ces braves paysans; nous avons celles des Charlemagne et des saint

Louis; nous n'en voulons pas d'autres (1). »

On avait fait jurer aux autres Français, qu'ils maintiendraient cette constitution au péril de leur vie. Le consul la viola lui-même peu de temps après, en supprimant le tribunat, et en se faisant proclamer empereur. Personne ne remua; on le laissa faire; le peuple français, plus asservi que les Turcs, n'avait pas même le droit d'élever quelques plaintes sous les murs du sérail. Le deuil de la république ne fut porté par personne, et le passage de la liberté au despotisme fit moins de bruit que le début d'un acteur, ou une mode nouvelle. Le nouveau monarque, entouré de nombreuses phalanges, ne permettait aucune remontrance. Son armée se recrutait, et son trésor se remplissait, par une suite nécessaire de ce principe machiavélique, *qu'avec des hommes on a de l'argent, et qu'avec de l'argent on a des hommes*. Bientôt les ressorts de l'état se retendirent sous un prince qui voulait et qui savait se faire obéir;

(1) On ne connaissait point alors les projets de Louis le désiré; on ne savait point qu'il méditait de donner à la France une charte constitutionnelle, dans l'intention de faire le bonheur de ses sujets.

la France et même l'Europe furent forcées, pour un temps, de fléchir sous le bras de fer qui leur faisait courber la tête, et les pliait à ses projets gigantesques et à son insatiable ambition. Plusieurs années devaient s'écouler avant que les princes et les peuples fussent délivrés de sa tyrannie, qu'une suite continuelle de victoires rendait de jour en jour plus oppressive.

CHAPITRE X.

Suites du 18 brumaire, relativement aux royalistes de l'Ouest. — Mesures de Bonaparte à leur égard. — Soumission de plusieurs chefs vendéens et chouans. — Pacification et amnistie.

La révolution du 18 brumaire devait nécessairement écraser les royalistes de l'Ouest. Quelques-uns néanmoins furent assez aveugles pour en concevoir un heureux augure ; ils furent bientôt détrompés.

Le premier consul s'était montré d'abord, envers les royalistes, sous l'appareil de la modération et de la douceur. Il avait abrogé l'emprunt forcé et la loi des ôtages, et avait blâmé ouvertement la conduite trop rigoureuse du directoire; mais, en traitant mieux les insurgés, il prétendait qu'ils eussent à fléchir le genou devant l'idole, et à poser de suite les armes. Comme Gengis-Kan, il n'en voulait qu'à des rois ; ses sujets *pouvaient vivre*.

Les royalistes, trop fiers et trop attachés à l'antique monarchie pour reconnaître dans un Corse le successeur de Louis XVI, refusèrent hautement de recevoir la nouvelle constitu-

tion (1). Quelques-uns même se permirent de violentes invectives. M. le Chandelier, chef de chouans, publia un manifeste, où il peignait le premier consul sous les plus noires couleurs, et lui reprochait son ingratitude envers les princes qu'il voulait supplanter, et auxquels il devait son éducation. De pareils écrits auraient eu besoin de cent mille hommes pour les soutenir; autrement on ne pouvait les considérer que comme d'inutiles bravades.

---

(1) Plusieurs officiers vendéens doivent être exceptés de ce nombre, et entr'autres le fameux curé de Saint-Laud.

Voici le billet qu'il fit passer à M. Renou, qui était alors grièvement blessé, et caché dans une métairie.

« Tranquillisez-vous, pauvre martyr, votre croix va s'alléger. Un nouvel ordre de choses nous promet la paix. »

M. Renou reçut bientôt ordre de se faire transporter à Montfaucon, pour y assister à un conseil général. On le choisit pour secrétaire. Les avis furent long-temps partagés, et la discussion y fut très-vive. Enfin un des membres les plus distingués laissa entrevoir que Bonaparte allait jouer le role de Monck, et rétablir les Bourbons. Cette idée, insinuée avec beaucoup de mystère, décida la conclusion du traité, qui fut signé, et porté à Angers, au général Hédouville, par MM. Renou et Beauvolliers.

Bonaparte répondit à ce manifeste par un arrêté foudroyant, du 28 décembre 1799, par lequel il ne donnait que dix jours aux royalistes pour déposer toutes leurs armes. A ce prix, on leur promettait une amnistie complète. Passé ce délai, tous *les rebelles* étaient mis *hors la loi*.

Les royalistes, loin de déférer à cette invitation, rallièrent toutes leurs forces, et implorèrent de nouveaux secours de l'Angleterre. Le consul indigné défend à ses généraux, par son arrêté du 11 janvier 1800, de correspondre en aucune manière, et sous aucun prétexte, avec les insurgés; toutes les communes doivent armer leurs gardes nationales pour écraser les chouans et les Vendéens. Toute commune qui donnera un asile *aux brigands* doit être traitée comme rebelle; tous ses habitans, pris les armes à la main, doivent être passés au fil de l'épée (1).

---

(1) Dans la proclamation qui suivit cet arrêté, on remarque des phrases extrêmement ridicules; mais qui étaient alors à la mode, et paraissaient raisonnables à tous les révolutionnaires du temps. « Marchez, soldats, marchez! des *brigands*, des émigrés, des stipendiés de l'Angleterre, ne peuvent être que des hommes *sans aveu*, *sans*

Toutes ces menaces n'auraient été que ridicules, si elles n'avaient été appuyées par des forces respectables. Outre les anciennes armées

---

cœur, sans honneur... Exterminez ces misérables, le déshonneur du nom français. » (Proclamation du 28 décembre.)

Voici le commentaire de ce passage.

« Marchez, soldats; des Français qui sacrifient leur fortune et leur vie pour relever le trône et l'autel, ne peuvent être que *des brigands*; des émigrés, qui, fidèles à leur roi, ont tout quitté pour le suivre, dès qu'ils rentrent en France pour me combattre, ne peuvent être que des gens *sans honneur*: des hommes qui osent braver quatre cent mille soldats de troupes de ligne, sans autres secours que quelques paysans mal armés, n'ont certainement point *de cœur*. Exterminez ces misérables qui ne rougissent pas de préférer pour maîtres les descendans de saint Louis, à un sous-lieutenant d'artillerie. Ils sont le *déshonneur du nom français*, en versant leur sang pour leurs autels et pour leur roi. Il n'y a de vrais Français que ceux qui veulent perpétuer l'anarchie en France, et qui plient le genou devant mon pouvoir. »

On peut dire que presque toutes les lois, toutes les proclamations, les discours prononcés à la tribune depuis 1791 jusqu'en 1814, seraient susceptibles d'un pareil commentaire. Il faut, dans une révolution, être fou de la folie commune; autrement les objets changent de face, et l'on se trouve comme isolé dans un pays dont on n'entend plus le langage.

du directoire, le général Brune arrivait en Bretagne avec une armée d'élite de trente mille hommes, que quatre-vingt mille gardes nationaux devaient seconder sur plusieurs points.

Un appareil si terrible effraya la majorité des chefs royalistes. MM. d'Autichamp, de la Prévalaye, Châtillon, mirent bas les armes, et firent leur traité avec le général Hédouville. Le curé de Saint-Laud (1) fut l'intermédiaire dont il se servit pour déterminer les royalistes à la soumission. Une autre terreur influa aussi beaucoup sur leur détermination ; un arrêté foudroyant du 15 janvier instituait des tribunaux de sang, donnait aux généraux un pouvoir discrétionnaire sur la vie et les biens des insurgés. Il était évident que Bonaparte voulait régner, ou s'enterrer sous les débris de la France ; la seule idée de descendre du faîte des honneurs où il était monté le jetait dans une sombre fureur, et le rendait capable de tous les excès. La plupart des royalistes prirent le parti de céder au torrent, et de se réserver pour

(1) Ce curé fut généreusement récompensé de ses bons services par le consul. A l'époque du concordat, il fut nommé à l'évêché d'Orléans, où il mourut environ dix ans après.

des temps plus heureux. MM. de Suzanet, d'Audigné, de Bourmont prirent ce parti. Sur ces entrefaites, quarante vaisseaux anglais jettent l'ancre sur les côtes de Bretagne; un convoi considérable d'armes et de munitions parvient à M. Georges Cadoudal, le plus actif et le plus brave de tous les généraux royalistes de cette époque. Il faut livrer un combat pour faire parvenir ce convoi à sa destination; les bleus, battus et dispersés, le voient entrer en frémissant dans le camp fortifié de Grand-Champ. Si l'Angleterre eût joint à ces munitions un corps de troupes réglées de dix mille hommes, toute la Bretagne soulevée aurait résisté à tous les efforts du consul. Les chouans demandaient, ainsi que les Vendéens, un prince du sang pour les commander, ce que l'Angleterre ne voulut pas leur accorder. Ce prince aurait rallié tous les partis, et étouffé toutes les ambitions et les haines secrètes. En effet, la division régnait parmi les chefs des chouans, comme elle avait autrefois régné dans les diverses parties de la Vendée; c'est ce qui perdit les armées royales de Bretagne.

Au moment où le brave Georges soutenait à Grand-Champ tous les efforts d'une armée de quarante mille hommes, les autres chefs capi-

tulaient dans le Maine, l'Anjou et la Haute-Bretagne avec l'ennemi. Le seul Frotté se signalait par mille exploits, lorsque, surpris par trois armées, il fut écrasé dans le Maine. Après sa défaite, il veut parlementer : on l'arrête ; on le conduit au supplice ; il meurt avec la fermeté d'un héros. Georges, resté seul, résiste pendant un mois à toutes les armées consulaires. Ne pouvant supporter plus long-temps une lutte inégale, il se sauve en Angleterre avec MM. le Chandelier et le Mercier, et laisse à ses autres lieutenans le soin d'apaiser le consul par d'humbles soumissions. Le Chandelier surtout fut heureux d'échapper à la vengeance du nouveau Polifonte, qu'il avait si fort outragé par son manifeste ; elle eût été terrible et inexorable. Georges Cadoudal n'eut pas le même bonheur ; rentré en France en 1804, il fut arrêté à Paris, comme prévenu de conspiration contre le consul, et condamné à mort avec plusieurs de ses camarades.

Ainsi finit la campagne de 1799. Une première amnistie fut accordée aux Vendéens seulement, le 4 mars 1800 ; une seconde fut donnée à tous les chouans, le 21 avril de la même année. Toutes les mesures de rigueur furent supprimées ; et l'empire de la constitution cessa

d'être suspendu en Bretagne, en Normandie, en Anjou et dans le Maine. Le consul publia dans ces provinces *égarées* une très-belle et très-doucereuse proclamation, où, sans entrer dans des détails sur les crimes énormes dont les insurgés s'étaient rendus coupables en défendant le trône et l'autel, il leur recommandait plus de sagesse et plus d'obéissance à l'avenir. Toutes ces belles phrases pouvaient se réduire à celle-ci : « *Allez, je vous pardonne, mais n'y revenez pas.* »

FIN DU SECOND VOLUME.

TABLE

DES CHAPITRES CONTENUS DANS LE SECOND VOLUME.

TROISIÈME PARTIE.

QUATRIÈME PARTIE.

Pages.

CINQUIÈME PARTIE.

